

la vérité

revue trotskyste

octobre - décembre 1964

— N° 528 - 3 f. —

**le conflit
sino-soviétique**

**la crise du mouvement
ouvrier italien**

**l'évolution
de la littérature soviétique**

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

ABONNEMENTS

Un an (4 numéros)	10,00 F.
Etranger	11,50 F.
Abonnements de soutien	15 et 20,00 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.

Editorial

L'internationalisme dont se réclame cette revue n'est pas une abstraction, ni la fidélité à une tradition. Il s'exprime concrètement par une perspective politique précise, celle de la IV^e Internationale. Le caractère international de la révolution socialiste, signifie que le problème de l'organisation politique du prolétariat, c'est-à-dire de la sélection, à travers ses luttes, d'une direction révolutionnaire basée sur un programme, ne pourra être résolu, en dernière instance, qu'à l'échelle internationale.

C'est dans cette perspective que fut proclamée, en 1938, la IV^e Internationale, fondée sur le programme de transition qui résumait l'analyse marxiste des traits fondamentaux de la société capitaliste à l'ère impérialiste en même temps qu'il exprimait, au niveau le plus élevé de généralisation, l'expérience des luttes du prolétariat.

Réorganisée après la seconde guerre impérialiste — ou, partout dans le monde, ses sections avaient résisté au chauvinisme et à la collaboration de classe et poursuivi la lutte pour la révolution socialiste, la IV^e Internationale a connu, à partir de 1951, une crise extrêmement profonde qui la détruisit comme organisation internationalement centralisée et qui se poursuit encore.

Aucune « muraille de Chine » ne sépare l'avant-garde révolutionnaire organisée de l'ensemble du mouvement ouvrier. Les problèmes qui se trouvent posés dans ce dernier, se retrouvent, plus aigus, à l'intérieur de cette avant-garde. L'endiguement de la vague révolutionnaire consécutive à la guerre impérialiste dans les pays avancés, les victoires apparentes du stalinisme, la guerre froide, la domination maintenue des bureaucraties staliniennes et social-démocrates, autant de facteurs qui conduisirent toute une série de dirigeants de l'Internationale à renoncer à la perspective de la construction de partis révolutionnaires. La « division du monde en blocs » devient pour eux la réalité fondamentale de l'époque et à la conception de la construction, à l'échelle internationale et nationale, d'une organisation révolutionnaire, luttant contre l'imprise des bureaucraties social-démocrates et staliniennes, se substitua l'idée d'une « pression » sur ces bureaucraties, contraintes d'évoluer « vers la gauche ».

Ces conceptions révisionnistes pour lesquelles l'organisation, la conscience des masses prolétariennes devenaient des forces secondaires par rapport au jeu d'abstraites « forces objectives » qui se développaient indépendamment de l'intervention consciente d'une avant-garde, trouvèrent leur interprète et leur défenseur le plus systématique en la personne de Michel Pablo, secrétaire de l'Internationale. Le courant révisionniste s'installa donc à la direction de l'Internationale.

La lutte internationale contre ce révisionnisme commença en France où il se traduisait par une politique qui avait l'avantage de la clarté : l'abandon de la construction, à travers les luttes des travailleurs, d'une organisation révolutionnaire, au compte d'une tentative de « redressement » de l'appareil stalinien, condamné, assurait-on, du fait de la guerre imminente, à aller de plus en plus « à gauche ».

La majorité ouvrière de la section française qui refusa cette liquidation et cette capitulation pure et simple devant le stalinisme, défendant le programme sur lequel était fondée la IV^e — et par là même l'Internationale elle-même — fut isolée, et en

juillet 1952, exclue de l'Internationale où, la confusion aidant, le Secrétariat International s'était assuré une majorité.

Mais la confusion ne pouvait être que temporaire, la manœuvre ne pouvait être efficace qu'à court terme. Les militants, les sections qui entendaient rester, dans leur activité, fidèles au programme, comprenaient, par leur expérience que le courant incarné par Pablo, Germain et Frank, était étranger au trotskysme.

A la fin de 1953, les sections britannique et américaine, dénonçaient le « Secrétariat International » et fondaient, avec la section française, un Comité International de la IV^e Internationale qui s'assignait pour tâche la défense du programme de la IV^e Internationale, La grève générale d'août 1953 en France, l'insurrection des prolétaires de Berlin-Est contre la dictature bureaucratique, confirmant avec éclat les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière internationale, avaient précédé ce pas en avant.

Naturellement, il ne suffisait pas de rejeter les conséquences immédiates de la politique révisionniste. De même que le développement d'un courant révisionniste au sein de la IV^e Internationale ne peut se comprendre sans se référer à la situation internationale, au moment de la lutte des classes, à l'état du mouvement international lui-même, de même la lutte contre le révisionnisme ne pouvait être qu'une lutte longue et difficile dans laquelle intervenaient l'évolution de la lutte des classes et la capacité des révolutionnaires à faire face à leurs tâches, à défendre le programme de la révolution socialiste. Ce processus est l'un des aspects qu'a pris la sélection d'une direction révolutionnaire à l'échelle internationale. Il implique des crises, des reculs, des effondrements. Ainsi, l'actuelle direction du Socialist Workers Party des Etats-Unis a pour sa part, peu à peu adopté une ligne politique totalement opportuniste dont l'expression sur le plan international a été l'abandon, en 1963, du Comité International et une réunification hâtive et sans discussion avec les révisionnistes. Certes, dans l'évolution du S.W.P., il faut tenir compte de ses difficultés, de son isolement dans la forteresse de l'impérialisme. Mais, fondamentalement, ce qui explique que sa direction ait cédé aux pressions qui s'exerçaient sur elle, c'est

son incapacité à assimiler les leçons de la lutte contre les liquidateurs, à les intégrer à la construction d'une organisation révolutionnaire aux Etats-Unis et à une orientation de reconstruction de la IV^e Internationale.(1)

Aujourd'hui, la désagrégation du centre révisionniste international s'accélère.

En juin dernier, M. Pablo — principal théoricien et organisateur de ce courant et qui cumulait encore récemment ses fonctions de « dirigeant de l'Internationale » avec celles de conseiller du gouvernement de Ben Bella — a été suspendu avec plusieurs de ses partisans, notamment des membres de l'organisation française. Le motif : son appui, publiquement exprimé, dans le journal de sa fraction « Sous le drapeau du socialisme », à la bureaucratie russe dans son conflit avec la Chine. Pour leur part, Germain, Frank, qui ont pris cette mesure, se rapprochent au point de se confondre parfois avec les tenants des variétés à la mode du réformisme, désamorçant par exemple le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » de tout contenu révolutionnaire pour l'adapter aux nécessités des « réformes de structure » et d'une « politique des revenus ».

Plus encore, la plus forte organisation reliée au « Secrétariat Unifié », le Lanka Sama Samaja Party, après avoir soutenu électoralement l'actuelle équipe ministérielle bourgeoise, a tiré toutes les conclusions de son attitude en fournissant trois ministres « trotskystes » à un gouvernement anti-ouvrier. C'est à cette nouvelle mouture de « Front Populaire », à la collaboration de classe ouverte qu'a abouti le révisionnisme. Le « Secrétariat Unifié » peut bien exclure les trois ministres de son Internationale, il reste que son adaptation constante aux directions bourgeoises des mouvements d'émancipation nationale, comme sa « tolérance » à l'égard de la direction du L.S.S.P. parce qu'il s'agissait d'un grand parti et son incapacité bien explicable à organiser la moindre

(1) Voir « Informations Internationales » N^{os} 8 à 12 (Discussion entre le Socialist Labour League de Grande-Bretagne et le Socialist Workers Party des Etats-Unis).

résistance contre la direction, tout cela indique clairement sa responsabilité dans cette trahison du prolétariat cinghalais. D'ailleurs la crainte de la discussion à ce sujet est telle chez tous ceux qui sont mêlés à ce déshonorant épisode que la direction du S.W.P. n'a pas hésité à suspendre « pour une durée indéterminée » les membres de la minorité marxiste révolutionnaire de ce parti qui avaient osé demander une discussion au sujet de Ceylan !

La déclaration du Comité International que nous publions plus loin revient précisément sur ces faits qui font l'objet d'une analyse approfondie dans le dernier numéro de « Informations Internationales ». Soulignons simplement ici la signification et les conséquences de cette décomposition du centre révisionniste international. Elle survient au moment même où la crise du stalinisme, la forme prise par le conflit sino-soviétique, font de la nécessité d'une Internationale une question politique concrète pour l'avant-garde ouvrière. Ce n'est pas un hasard : les problèmes qui surgissent au sein du mouvement ouvrier ont leur origine dans l'évolution de la lutte des classes à l'échelle internationale. Ils se posent aussi au « Secrétariat Unifié ». Aujourd'hui, ceux qui misaient sur l'alliance avec la bourgeoisie coloniale doivent aller jusqu'au bout et participer avec elle à la lutte contre la classe ouvrière. D'autres, écartelés entre des courants différents des bureaucraties ouvrières doivent rechercher un langage commun avec la « gauche » de la social-démocratie ou saluer en Khrouchev l'avant-garde éclairée de la « déstalinisation ». L'escroquerie qui consistait à se réclamer formellement du Programme de la IV^e Internationale tout en s'adaptant aux bureaucraties contre-révolutionnaires devient difficile. L'opposition avec le programme devient explicite et, pour ceux qui évoluent le plus vite parmi les révisionnistes, le sigle de la IV^e Internationale qui, pour un temps, leur fut utile devient déjà une gêne...

La situation qui se développe ne se soldera pas automatiquement par des conséquences positives, du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale. En définitive, cela dépend de l'exploitation de cette situation par les forces rassemblées autour du Comité International.

C'est à elles d'impulser la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, à partir de l'activité des sections et des groupes qui défendent, dans la lutte de classes, le Programme de Transition.

Il faut, comme y appelait déjà en juillet 1963, le Comité International, œuvrer à la préparation d'une Conférence Internationale rassemblant des délégués de toutes les organisations se situant sur la base du Programme de Transition.

Il n'est pas question ici de fixer de délais. Une telle Conférence qui marquerait une première étape dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, ne peut être improvisée. Mais le combat politique qu'impose sa préparation doit dès maintenant commencer.

DÉCLARATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA 4^{ème} INTERNATIONALE

L'impérialisme ne peut maintenir sa domination à Ceylan, comme dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux que par le truchement de dirigeants « nationalistes ».

A Ceylan, les partis capitalistes nationaux ne peuvent plus gouverner seuls ; la crise économique et politique a posé la question du pouvoir ouvrier en alliance avec la paysannerie. La domination capitaliste n'est maintenue que parce que le « Lanka Sama Samaja Party », un parti ouvrier, qui jusqu'à maintenant proclamait son appartenance à la Quatrième Internationale, a accepté de participer au gouvernement bourgeois de Bandanaraïke dans le but de briser la mobilisation des travailleurs.

Le programme de la Quatrième Internationale et du trotskysme a été complètement abandonné par la majorité du L.S.S.P. Ses dirigeants sont passés du côté de l'impérialisme. Le Comité International les dénonce comme des traîtres et comme des ennemis de la classe ouvrière. Il approuve la décision prise par une minorité de rompre avec ce parti pour former le nouveau L.S.S.P. (fraction révolutionnaire).

Depuis la scission au sein de la Quatrième Internationale, après laquelle le Comité International fut formé, le L.S.S.P. adhéra au Secrétariat International dirigé jusqu'à ces derniers temps par M. Pablo. Tandis que le Secrétariat International saluait le L.S.S.P. comme « le seul véritable parti de masses trotskyste dans le monde », la dégénérescence opportuniste et parlementaire du L.S.S.P. se développait, à l'abri de son appartenance proclamée à la Quatrième Internationale.

Le pablisme consiste essentiellement en l'abandon de la perspective de construction de partis marxistes indépendants, misant à sa place sur l'inévitable « gauchissement » des révisionnistes petits-bourgeois et des bureaucraties ouvrières. C'est cela qui forma la couverture « théorique » et politique pour la capitulation de N.-M. Perera et des autres dirigeants du L.S.S.P.

Après l'entrée du L.S.S.P. dans le gouvernement de coalition, le « Secrétariat Unifié » des révisionnistes pablistes prononça l'exclusion des trois ministres, Perera, Anil Moonesinghe et Cholmondely Goonewardene et suspendit les 504 délégués qui, au récent Congrès du L.S.S.P., votèrent en faveur de la coalition gouvernementale. Voilà les résultats à Ceylan de la « réunification » des pablistes et d'autres réalisés il y a juste un an.

Pablo lui-même a été suspendu de l'organisation du « Secrétariat International Unifié » avec plusieurs de ses partisans lors d'une réunion du Comité Exécutif qui s'est tenue il y a quelques semaines. Dans les sections européennes de l'Internationale pabliste de nouvelles ruptures se préparent ; Frank et Germain qui opérèrent la suspension de Pablo se rallient ouvertement à un programme de réformes structurelles tel qu'il se développe dans la social-démocratie de « gauche » et dans les tendances réformistes du parti communiste italien.

Pablo et sa propre clique capitulent ouvertement devant Khrouchtchev, pendant que Frank et Germain s'alignent sur les courants centristes au sein de la social-démocratie européenne et dans les partis stalinien. Il n'y a aucune différence fondamentale ou de méthode entre les deux groupes. Ils servent des ailes différentes de la bureaucratie corrompue du stalinisme et de la social-démocratie.

Quand le « Secrétariat Unifié » regroupant le Secrétariat

International pabliste et quelques anciens membres du Comité International fut formé en juin 1963, avec le soutien du Socialist Workers Party des Etats-Unis, le Comité International s'opposa à cette unification. Il souligna alors que l'unification sans discussion politique et accord fondamental était sans principe et ne ferait que préparer de nouvelles scissions, affaiblissant au lieu de le renforcer le mouvement trotskyste.

Cette méthode d'unification sans discussion naissait naturellement du révisionnisme pabliste, de son abandon de la construction de partis révolutionnaires. La trahison à Ceylan, un an après cette unification et suivant de peu la suspension de Pablo, a prouvé la justesse de la position du Comité International. La discussion des désaccords n'était pas tolérée. Il était interdit de critiquer le L.S.S.P. ou toute autre section sous le prétexte que cela entraverait l'unité du mouvement trotskyste. Le pablisme a ainsi consciemment et directement préparé la trahison de Perera et de la majorité du L.S.S.P. Au nom du trotskysme, on organisa une défaite de la classe ouvrière.

En proposant au Congrès du L.S.S.P. une résolution du « centre » basé sur la politique de collaboration de classe du parti communiste et du M.E.P. au sein du « Front unique de gauche », le Secrétariat continua en fait à préparer la défaite. Même maintenant, il ne prend pas de mesures contre le groupe du centre de de Silva et Leslie Goonewardene, bien qu'ils demeurent dans le même parti que le traître Perera.

La fraction révolutionnaire du L.S.S.P. a fait le premier pas indispensable : la rupture complète d'avec les opportunistes. Elle doit maintenant trouver la voie de la construction du parti révolutionnaire, enraciné dans les luttes des travailleurs des villes et des travailleurs des plantations, se préparant non à des triomphes parlementaires mais au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois.

L'entrée de membres du L.S.S.P. dans le gouvernement de coalition de Bandanaraïke marque la fin de toute une époque dans l'évolution de la Quatrième Internationale. C'est par le soutien à l'impérialisme, en préparant une défaite pour la classe ouvrière, que le révisionnisme dans le mouvement trotskyste international a trouvé sa pleine expression. La tâche de reconstruire la Qua-

trième Internationale doit être entreprise sur la base solide de la construction, dans chaque pays, de partis prolétariens dans le cours de la lutte contre les laquais bureaucratiques et opportunistes de l'impérialisme, et contre leurs défenseurs, les révisionnistes qui usurpent le nom du trotskysme et de la Quatrième Internationale.

LE COMITE INTERNATIONAL
DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE,

le 5 juillet 1964.

En vente à la S.P.E.L., le N° 14 de

INFORMATIONS INTERNATIONALES

- Documents sur le Congrès du L.S.S.P. de Ceylan (*rapport de G. Healy, Secrétaire de la S.L.L.*).
- Déclaration de la minorité du Socialist Workers Party.

Prix : 1 F

Sur quelques aspects du

conflit sino-soviétique

Il n'est pas question ici de traiter sous tous ses aspects du conflit sino-soviétique et de ses conséquences, encore moins de prétendre régler tous les problèmes théoriques posés par le développement de la révolution chinoise. Non seulement parce que, bien évidemment, les limites d'un article n'y sauraient suffire, mais surtout parce que pareille entreprise exige une réflexion et un travail collectifs.

Il s'agit simplement ici de préciser quelques points de départ pour un tel travail, et aussi de définir les lignes essentielles d'une politique révolutionnaire face au conflit sino-soviétique.

C'est dire qu'il faut d'emblée s'émanciper de la confusion soigneusement entretenue de tous côtés. Par les commentateurs bourgeois de tous horizons qui, à cette occasion, ont battu leurs records, affirmant parfois qu'il s'agissait d'un « coup monté » entre Mao et Khrouchtchev pour « tromper l'Occident », se référant ensuite au « péril jaune », à « l'éternelle opposition entre Chine et Russie »,

pour proclamer que le « communisme n'avait rien à voir là-dedans ». Entretenu aussi par les parties en présence, directions du parti communiste de l'Union soviétique et du parti communiste chinois, sans oublier, bien sûr, les spéculations hasardeuses des « experts » à prétention marxiste...

C'est dire également qu'il ne s'agit pas de se livrer à l'exégèse des textes chinois et russes, de démêler l'écheveau de leurs contradictions, pour finalement, en quelque sorte, les « noter ». Non que ces documents soient sans importance ou sans signification, mais ils ne constituent qu'un élément qu'il faut estimer en fonction d'une appréciation d'ensemble.

Il faut, en effet, rejeter la fallacieuse dialectique des « bons » et des « mauvais côtés ». Les dirigeants du P.C.C. seraient « bons » parce qu'ils adressent des critiques justifiées à Khrouchtchev et à son équipe sur les problèmes de la coexistence pacifique ; ce serait là l'essentiel, et leur attitude de défense de Staline ne serait qu'une séquelle sans importance du passé... dont on pourrait donc ne pas tenir compte. Ou, à l'inverse, le caractère contre-révolutionnaire du P.C.C. s'affirmerait dans sa tentative de réhabiliter Staline, et le reste ne serait que démagogie. C'est dans leur ensemble qu'il faut comprendre les positions actuelles de la direction du P.C.C., et, pour cela, *il faut les comprendre en fonction du développement de la révolution chinoise, de ses problèmes nationaux et internationaux.*

C'est par la révolution chinoise qu'il faut commencer, par son importance historique, par sa signification. Et c'est aussi par là qu'il faut conclure.

Une conclusion centrale que le présent article cherchera en effet à étayer, c'est la nécessité, pour les révolutionnaires, de défendre la révolution chinoise aussi bien contre l'impérialisme que contre la bureaucratie russe, mais cette défense est partie intégrante d'une politique internationale qui n'est pas celle du parti communiste chinois.

1) La Révolution Chinoise.

Aujourd'hui, en Chine, le problème alimentaire n'est pas réglé : la famine est encore une menace. Mais elle n'est qu'une menace, et non plus un fléau régulier et inévitable pour l'ensemble de la population. Les campagnes chinoises ont été arrachées à la domination des seigneurs et des usuriers, les vieilles structures familiales ont été brisées. L'industrialisation amorce une transformation radicale de cette Chine, hier encore proie de tous les impérialismes, aujourd'hui nation souveraine.

Mais pour aboutir à cela, il a fallu une révolution sociale. Il a fallu rompre avec l'impérialisme et non pactiser avec lui, en finir avec la bourgeoisie nationale, son agent, et non lui confier le pouvoir « pour une étape ». Il a fallu détruire l'état capitaliste, mettre fin à la propriété privée des moyens de production et instaurer, sur la base de leur nationalisation, la planification.

En d'autres termes, pour accomplir les tâches démocratiques bourgeoises (la solution de la question de la terre, de celle de l'indépendance nationale), la révolution chinoise n'a pu vaincre que comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire en détruisant jusque dans ses fondements, la domination économique et politique du capitalisme.

Cela suffit à donner à la révolution chinoise sa « légitimité historique », au sens où Trotsky employait cette expression à propos de la révolution russe (1), et à justifier la nécessité de sa défense, contre l'impérialisme et contre la bureaucratie russe.

Mais cela n'interdit pas — et au contraire implique — une analyse concrète du développement de cette révolution.

Dans ce but, il est indispensable de revenir — même sous une forme très sommaire — sur quelques étapes décisives de la lutte des classes en Chine.

(1) Voir la préface à l'édition française de « La Révolution Permanente » (dans *De la Révolution*, Editions de Minuit, p. 255).

a) la défaite de la révolution en 1927 et ses conséquences

On sait que, stimulé par les prétentions des impérialistes qui entendaient se repartager la Chine en fonction des résultats de la première guerre mondiale, un mouvement révolutionnaire se déclencha en Chine. Parti, en mai 1919, des étudiants et de « l'intelligentsia » petite-bourgeoise, il ne tarda pas à gagner les couches profondes de la population : le jeune prolétariat chinois, essentiellement concentré dans les ports (Shanghai, Canton, etc.), ces enclaves de l'impérialisme ; puis les masses paysannes, affamées, livrées à la propriété foncière et à l'usure. (En 1927, on estimait que 88 % des terres cultivables appartenaient à 13 % de la population ; 65 % de la population était pratiquement sans terre.)

Ce sont ces masses, et d'abord ce jeune prolétariat, qui donnent son contenu social au mouvement. Elles menacent directement l'impérialisme dans ses bastions, les « concessions », elles remettent en cause toute la structure de la domination capitaliste en Chine. Le rôle dirigeant que tend à assumer ce prolétariat, numériquement faible (on estime à environ 3 millions le nombre d'ouvriers) (2), se manifeste par la rapidité avec laquelle il s'organise (les syndicats chinois, qui ne sont nés qu'après la fin de la guerre, comptent, dès 1925, 2.000.000 de membres).

Pour la débile bourgeoisie chinoise, qui ne cherche qu'à améliorer sa situation vis-à-vis de l'impérialisme et à édifier un régime politique stable et favorable à son développement (rétablir l'unité administrative contre les « seigneurs de la guerre » qui se partagent d'importantes zones du pays), sans même pouvoir envisager une rupture avec l'impérialisme ou un bouleversement de la structure agraire, l'adversaire numéro un, ce sont les masses.

Bien que le parti politique de la bourgeoisie, le Kuomintang, qui se présente comme le parti de la lutte contre l'impérialisme (comme un « Front de libération »), ait une influence de masses, la situation révolutionnaire mûrit rapidement, et met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Les grèves se succèdent, et gagnent en ampleur, pour aboutir, en 1925, à une mobilisation d'ensemble du

(2) De plus, on comptait 12 millions de travailleurs dans les industries artisanales et 30 millions de coolies. (L. LAVALLÉE, P. NOIROT, V. DOMINIQUE : *L'économie de la Chine socialiste*, p. 139.)

prolétariat. A Canton, la grève générale impose sa loi. Parallèlement le mouvement gagne la campagne : les paysans s'organisent (en 1925, on compte 9.500.000 syndiqués paysans), prennent les terres, se vengent de leurs exploiters. La lutte atteint un niveau où la question du pouvoir ouvrier est clairement posée. Comme l'écrit H. Isaacs :

*« Au fur et à mesure que se développait le mouvement de masse, il engendrait de nouveaux alignements politiques et sociaux. On ne pouvait espérer que l'ouvrier continuerait longtemps d'accepter la distinction formelle faite entre l'employeur étranger et l'employeur chinois — s'il existait pour lui une différence, elle résidait dans le fait que le dernier lui offrait sans doute de pires conditions de travail. On ne pouvait non plus espérer que le paysan se contente de promesses limitées et se retienne de passer à l'action, en fonction de ses propres intérêts, tels qu'il les comprenait. Les limites, formellement établies par les dirigeants du Kuomintang, furent rapidement dépassées. (H. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, Stanford University Press, p. 74.)*

Mais existait-il en Chine une organisation politique, un parti, capable d'exprimer la volonté révolutionnaire des masses, de centraliser leur activité au compte d'une stratégie de conquête du pouvoir ? Certes, les révolutions sont des écoles de formation accélérée de révolutionnaires, et, très vite, le prolétariat chinois sélectionnait son avant-garde. Mais le rassemblement de cette avant-garde dans une organisation était une autre affaire. Le parti communiste chinois, fondé en juillet 1921 (3), bien qu'il eût connu un développement numérique impétueux, manquait, par la force des choses, d'expérience et de cadres. Il était très étroitement dépendant, dans sa définition d'une politique, de l'Internationale Communiste.

Or, quelle politique lui dicta la direction de l'Internationale, alors directement contrôlée par Staline qui, dans le même temps, renforçait, à l'intérieur de l'U.R.S.S., en menant la lutte contre l'opposition, le pouvoir de la bureaucratie ?

Une politique qui reprenait celle des menchéviks, et que Lénine avait condamné dès 1905 : celle de la « révolution par étapes ». La révolution chinoise connaissait, d'après Staline, une « étape démocra-

(3) Ce congrès de fondation ne rassemblait que 12 délégués. Les effectifs du parti devaient rapidement croître après les événements de mai 1925 et atteindre 58.000 militants.

tique-bourgeoise », pendant laquelle il était essentiel de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie nationale. Pour ce faire, « il ne fallait pas effrayer » cette dernière, comme disaient les menchéviks en 1905 — en mettant en avant des revendications de classe. Il fallait donc maintenir le mouvement dans des limites bourgeoises, c'est-à-dire, en définitive, en remettre la direction à la bourgeoisie.

Concrètement, cela signifiait subordonner l'activité des communistes aux consignes données par le parti bourgeois, le Kuomintang. Le parti communiste chinois avait accepté de s'intégrer au Kuomintang, de devenir l'un des éléments de ce « Front ». Il renonça en fait à toute liberté politique, défendant, par des concessions successives, sa « place » au sein du Kuomintang. Le parti communiste chinois fut ainsi amené à s'opposer à la constitution de comités d'ouvriers et de paysans, à demander aux paysans de freiner le mouvement de reprise des terres, à accepter un contrôle draconien de la direction du Kuomintang sur les activités politiques et militaires ouvrières, à accepter même, à partir d'août 1926, au nom de « l'Union sacrée » avec la bourgeoisie nationale, que la loi martiale soit rétablie, à Canton, contre les travailleurs.

Ce faisant, le P.C.C. préparait la défaite, car le Kuomintang attendait le moment favorable pour en finir avec le mouvement ouvrier. Comme le constate Isaacs, dans l'ouvrage déjà cité, *« alors qu'une stratégie purement passive dominait la pensée et l'action des communistes, il en allait tout différemment parmi les dirigeants du Kuomintang »*.

Ainsi, c'est l'aile la plus consciente de la bourgeoisie — celle que représentait le général Tchiang-Kai-chek — qui a l'initiative. Elle va pouvoir s'imposer comme un « interlocuteur valable » vis-à-vis de l'impérialisme en écrasant le prolétariat.

En mars 1927, Shanghaï est occupée par les troupes de Tchiang. Le prolétariat du grand port n'avait d'ailleurs pas attendu l'arrivée de l'armée régulière pour entreprendre la lutte contre les militaristes qui contrôlaient la ville. Le mouvement ouvrier y connaît un développement puissant et, comme, quelques mois auparavant, à Canton, la question du pouvoir se pose. Mais la direction du P.C.C. imposé à ses militants d'accepter les ordres du Kuomintang : les éléments militaires communistes sont envoyés vers le Nord, les armes enterrées.

Et, le 12 avril 1927, Tchiang-Kai-chek déclenche une vaste opération contre-révolutionnaire. Pris par surprise, des milliers de

communistes et de syndicalistes sont arrêtés et massacrés. La direction de l'Internationale communiste n'en modifie pas pour autant les lignes directrices de sa politique : à défaut de l'unité avec la bourgeoisie nationale, elle recherche l'unité avec le fantôme de la bourgeoisie, c'est-à-dire avec quelques politiciens qui forment un « Kuomintang de gauche ». Au nom de cette unité, il ne faut surtout pas donner des arguments supplémentaires à l'aile du Kuomintang qui a choisi la rupture, il faut montrer dans les faits que le P.C.C. entend ne pas dépasser les limites fixées par la bourgeoisie. Et le P.C.C. continuera à s'opposer à la lutte des paysans en faveur de la réforme agraire. Très vite (en juillet 1927, tout sera fini), le Kuomintang de gauche s'effondrera, monnayant sa réunification avec l'aile dirigée par Tchiang en trahissant tous les accords passés avec les communistes.

A la répression sauvage s'ajoutent les effets d'une profonde démoralisation, provoquée par la politique du P.C.C., par la défaite sans combat où elle a conduit. Livré à la bourgeoisie, le mouvement ouvrier se désagrège : alors qu'en avril 1927, le P.C.C. comptait environ 60.000 membres (dont plus de 50 % étaient des ouvriers), un an plus tard, il a perdu les 4/5 de ses effectifs.

Et c'est alors que l'Internationale Communiste tourne brutalement. Elle reprend le mot d'ordre des Soviets qu'elle a condamné pendant la période ascendante de la révolution, elle impose une insurrection sans espoir à Canton. Isolés, les communistes de Canton se soulèvent en décembre 1927. Au bout de quatre jours d'une lutte sanglante, la Commune de Canton est écrasée, et une féroce terreur blanche règne dans la ville.

Pour la direction de Staline, la Commune de Canton eut un avantage : elle coïncida avec le XV^e congrès du parti bolchévik, à l'issue duquel l'opposition de gauche fut exclue. Face à ses critiques, la direction pouvait crier à la victoire. Les prolétaires de Canton tombaient pour le communiqué...

Pour le prolétariat chinois, la Commune de Canton achève son écrasement. La contre-révolution bourgeoise triomphe. La répression décapite le prolétariat chinois. Elle détruit physiquement l'avant-garde qui s'était forgée depuis 1919.

Il fallait insister ici sur cette défaite de 1927, car ses conséquences furent immenses. A l'échelle mondiale, elle renforça l'isolement de l'U.R.S.S. En Chine, elle eut pour résultat plus de trente ans de dictature réactionnaire. Le massacre des cadres que le jeune prolétariat chinois s'était donné, interrompit, pour des décennies,

l'affirmation politique de la classe ouvrière et donna par là-même un cours particulier à la révolution chinoise.

Enfin, il fallait souligner que l'opposition entre la bureaucratie russe et la révolution chinoise, qui est au cœur du présent conflit, c'est dès 1927 qu'elle s'était affirmée, lorsque la direction de Staline sacrifia prolétaires et paysans chinois à un accord possible avec la bourgeoisie chinoise (4).

b) la reconstruction du P.C.C.

Il n'est pas possible d'entreprendre ici une histoire des trente années de lutte qui menèrent les rescapés de la défaite de 1927 de la guérilla dans les régions les plus arriérées du pays à une guerre révolutionnaire victorieuse. On ne peut que souligner quelques traits décisifs de cette histoire.

1° A partir de 1928, le parti communiste chinois s'est reconstitué, dans les campagnes, comme un appareil militaire, administratif et politique, s'appuyant sur l'irrédentisme de zones paysannes demeurées en rébellion ouverte contre le pouvoir central. Rejetés des villes par la répression, les dirigeants communistes chinois, notamment Mao-Tsé-Toung et Chou-Teh renoncent à organiser le prolétariat et se fixent comme objectif la constitution d'une armée révolutionnaire paysanne. Mais ce serait une erreur que de considérer que le P.C.C. se transforme en un « parti paysan », en un parti de « réformateurs agraires radicaux ». Le P.C.C. restera toujours un appareil autonome qui « chevauchera » la lutte révolutionnaire de la paysannerie, pour reprendre l'excellente expression de F. Manuel dans son article sur « Les Cent Fleurs » (5), mais ne se confondra jamais avec elle, conservant ses propres objectifs. Cet appareil déclare qu'il représente, en quelque sorte par « délégation », le prolétariat à la tête des masses paysannes. Théoriquement, le rôle dirigeant du prolétariat ne sera jamais remis en question.

En fait, cette indépendance de la direction du P.C.C. à l'égard de sa base paysanne, tout comme le caractère essentiellement militaire de la lutte qui lui permettait, à chaque moment, un contrôle étroit du mouvement, expliquent la facilité avec laquelle il a pu passer

(4) Sur l'histoire de cette période, l'étude la plus sérieuse et la plus complète est *The tragedy of the chinese revolution*, de H. ISAACS (Stanford University Press).

(5) F. MANUEL : « Quand l'opposition révolutionnaire développait son programme en Chine (1956-57), dans *Informations Internationales* N° 1 (cahier ronéotypé édité par la S.P.E.L.). »

de l'opportunisme le plus plat — allant jusqu'à l'abandon de territoires conquis — à l'organisation de la lutte de masse contre le régime.

2° Peut-on dire de ce parti, né de la lutte dans les régions rurales de l'ouest et du nord de la Chine, qu'il est un *parti stalinien* ? Un parti stalinien (par exemple, le parti communiste français) est un parti dirigé par un appareil bureaucratique entièrement déterminé par les besoins de la couche dirigeante en U.R.S.S., par les besoins de la diplomatie russe. Le P.C.C. tirait l'essentiel de sa force, non de sa subordination à la bureaucratie de Moscou, mais de l'appui des masses rurales qu'il organisait, à qui il apportait de profondes réformes administratives et sociales.

De plus, la liaison entre le Kremlin et la direction du P.C.C. sera, pendant des années, extrêmement lâche. Certes, parce que cette liaison est difficile à assurer, mais surtout parce que, pour la stratégie stalinienne, les « bandes paysannes » qu'encadrent les communistes chinois demeurent, jusqu'à la seconde guerre mondiale, une quantité négligeable. Aussi, le P.C.C. présente-t-il des traits caractéristiques qui le distinguent des autres partis staliniens.

Cela ne signifie nullement que le P.C.C. soit un parti révolutionnaire. Il ne considère nullement que le facteur déterminant de sa progression soit la capacité des masses chinoises, et d'abord de leur avant-garde prolétarienne, à s'organiser. Il cherche d'autres appuis, et d'abord celui de l'Internationale Communiste de Staline qui s'obstine à l'ignorer. Pour être reconnu par Staline, il calque, à chaque étape, son attitude sur celle de Moscou. Au cours de la « troisième période » aventuriste, le P.C.C. s'orienta, dans les régions qu'il contrôlait, vers une collectivisation agraire. Au contraire, à partir de 1935, après le tournant vers le « Front Populaire », il proclame la nécessité de l'unité avec le Kuomintang, contre l'impérialisme japonais, réaffirme la nécessité d'une « révolution par étapes ». Ainsi, quelle que soit alors l'importance de facteurs particuliers au P.C.C., ce parti reste, par la politique qu'il fait, un *parti stalinien*.

Cette politique n'est bien évidemment pas qu'une manœuvre à l'égard de Moscou : elle correspond aussi à la manière dont la direction du P.C.C. envisage la révolution chinoise. Ayant en fait renoncé à voir le prolétariat chinois jouer un rôle politiquement indépendant, elle est amenée à penser que la force du mouvement paysan lui permettra de négocier avec la bourgeoisie nationale. Pourtant, jamais le P.C.C. n'acceptera ce que la bureaucratie russe demande de lui : l'abandon total de sa base, l'action révolutionnaire de la paysannerie, la lutte armée. Même en 1937, lorsqu'un accord avec le Kuomintang conduit le P.C.C. à capituler politiquement sur toute la ligne, il préserve l'autonomie de ses forces armées...

Mais il reste que, d'une manière constante, de 1935 à 1947, la perspective qu'il ouvre aux masses chinoises n'est pas celle du renversement de la bourgeoisie, mais celle de l'établissement d'un gouvernement de coalition entre la bourgeoisie nationale et le P.C.C. représentant des ouvriers et des paysans. En 1937, il va jusqu'à dire que la bourgeoisie nationale sera obligatoirement représentée par le Kuomintang dirigé par Tchiang-Kai-chek. A partir de 1940 — année où l'on publie l'ouvrage de Mao-Tsé-Toung, « La nouvelle démocratie », qui restera en fait, jusqu'à la prise du pouvoir et après, le programme du P.C.C. — ce rôle du Kuomintang est, certes, remis en question, mais fondamentalement l'orientation reste la même. Une collaboration organique avec la bourgeoisie nationale est possible et nécessaire parce que la révolution chinoise doit franchir une étape « démocratique-bourgeoise » pendant laquelle la réforme agraire, le rétablissement de l'économie nationale doivent être entrepris en commun avec la bourgeoisie (6). En fait, et parce que jamais Tchiang ne renonce à la lutte pour la reconquête des zones contrôlées par les communistes, le combat contre la bourgeoisie ne cessera jamais. Pourtant, le P.C.C. se refusera à mettre en avant le mot d'ordre de la réforme agraire, se contentant de condamner l'usure et d'imposer une réduction des fermages. A l'issue de la seconde guerre mondiale, en dépit du développement impétueux du mouvement paysan qui, à travers la guerre anti-japonaise, affirme ses propres revendications, le P.C.C. demeure sur les mêmes positions, comme en témoignent ces quelques extraits d'une interview de Mao-Tsé-Toung donnée au journaliste G. Stein :

« La Chine a pour le moment besoin de démocratie, et non de socialisme. Pour être plus précis, il est indispensable à la Chine : 1° Que les Japonais soient délogés du pays. 2° Que la réforme démocratique se réalise sur tout le territoire par l'octroi au peuple de toutes les libertés modernes... 3° Que la question agraire soit résolue, pour qu'un capitalisme à caractère progressiste puisse se développer en Chine, et contribuer à l'amélioration des conditions de vie du peuple. » (G. Stein, *La Chine rouge*, Editions Jeheber.)

c) l'effondrement du régime de Tchiang-Kai-chek et la victoire du parti communiste chinois (1947-1949)

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le P.C.C. est devenu une puissance à la fois nationale et internationale. Au travers de la

(6) Sur l'attitude du P.C.C. à l'égard du Kuomintang pendant la guerre contre le Japon, voir notamment les extraits du rapport de Mao-Tse-Toung au Sixième Plenum du Comité Central (octobre 1938) publiés par S. SCHRAM dans *Mao-Tse-Toung*, édité chez Armand Colin (p. 192 et 193).

guerre anti-japonaise, il a administré des territoires ruraux de plus en plus vastes ; sous son contrôle, la paysannerie s'est mobilisée et, pour la première fois depuis 1927, à l'échelle de toute la Chine est pratiquement posée la question d'en finir avec la vieille structure foncière. Internationalement, il faut compter avec le P.C.C. car, de son attitude, dépend pour beaucoup le maintien ou non du régime capitaliste en Chine.

Pour les Russes, la cause est entendue. En fonction des accords passés avec l'impérialisme, le P.C.C. doit devenir un partenaire loyal de Tchiang. Et c'est en fonction de cette orientation que, en 1945 et en 1946, se succéderont des négociations infructueuses entre le gouvernement « légal » et les communistes chinois pour aboutir à l'unité nationale.

A l'épreuve des faits, la politique de conciliation se révèle une utopie. La réalité décisive des conflits sociaux, rendus plus aigus encore par les années de guerre, ne pouvait que se montrer plus forte que les combinaisons diplomatiques. Le Parti communiste chinois n'existait comme force politique que dans la mesure où il reposait sur les grandes masses révolutionnaires de la paysannerie paupérisée. Il n'y avait pas de conciliation possible entre les masses qui voulaient la terre et la bourgeoisie chinoise, liée organiquement aux propriétaires fonciers et à l'impérialisme. Pour aboutir à un compromis durable, le P.C.C. aurait dû définitivement renoncer à être le parti se réclamant de cette révolution, et par-là même, se suicider. A partir du moment où il s'y refusait, il lui fallait élaborer une orientation entrant en contradiction avec sa stratégie officielle de la « révolution par étapes ».

D'autres facteurs, en effet, entraient en jeu. Et, d'abord, la faillite du régime de Tchiang-Kai-chek. En trente ans de pouvoir absolu, ce dernier n'avait pas fait avancer d'un pas la solution des problèmes essentiels de la société chinoise. Si l'impérialisme japonais n'avait pas rayé la Chine de la carte politique du monde, c'est d'abord à la lutte des millions de paysans que cela était dû. Si le gouvernement de Tchiang pouvait tenir sa place, lors de la victoire finale, c'est uniquement comme protégé de l'impérialisme américain.

Pillée par l'armée, pressurée encore plus par les propriétaires fonciers et les usuriers, l'agriculture chinoise avait encore régressé depuis 1927. Quant à l'industrie, son développement, limité aux régions côtières, aux industries extractives, avait, certes, assuré la croissance fabuleuse de quelques grandes fortunes capitalistes, mais n'ouvrait aucune chance à la Chine d'échapper à son sort de proie des impérialismes occidentaux. La corruption érigée en système, l'inflation permanente achevaient de miner un système vermoulu.

Dans les villes, le mouvement social renaissait. Les couches intellectuelles et petites-bourgeoises étaient poussées vers des solutions radicales par l'absence de perspectives qu'aurait pu leur ouvrir le régime. La classe ouvrière sortait de la passivité.

Pour Tchiang aussi, un compromis était impossible. Sa seule carte, c'était d'imposer une lutte militaire « finale » au P.C.C. en s'aidant de l'aide américaine, en s'appuyant sur la crainte de l'impérialisme américain de voir encore s'étendre « l'influence communiste ».

A l'offensive générale des forces militaires supérieurement équipées de Tchiang, le P.C.C. ne pouvait s'opposer qu'en faisant appel à la paysannerie, en libérant son immense potentiel révolutionnaire.

La direction du P.C.C. hésita pourtant — on sait depuis, notamment par les révélations de Tito (7), que Staline pesa pour que l'on aboutit à un compromis. Finalement, contre les consignes édictées par la bureaucratie russe, le P.C.C. « franchit le Rubicon » selon l'expression de J. Belden (8), et se plaça à la tête de la révolution agraire déjà spontanément commencée. En octobre 1947 est publiée une loi agraire (adoptée en septembre de la même année), complétée par des directives du comité central du P.C.C. en date du 22 février 1948. C'est sous le mot d'ordre de la « terre à ceux qui la travaillent », de l'expropriation des propriétaires fonciers, que se place désormais le P.C.C. De cette période date la rupture fondamentale du P.C.C. avec la bureaucratie du Kremlin. On ne peut plus alors le qualifier de *parti stalinien* au sens que nous avons défini plus haut.

Le régime plus que vermoulu de Tchiang est incapable de sérieusement résister à la marée de la révolution agraire, militairement canalisée par le P.C.C. Le pouvoir se désintègre : par milliers, des jeunes gens quittent les villes pour rejoindre les régions libérées, les soldats désertent, tandis que leurs officiers, fréquemment, n'hésitent pas à vendre l'armement moderne qui leur est confié. Dans les centres urbains, le régime ne se maintient que par une terreur accrue, tandis que toute la machine économique se bloque. Les victoires militaires — et cela ne retire rien, ni à l'habileté stratégique des généraux communistes chinois, ni à la détermination de leurs troupes — ne sont que l'expression de ce processus. En janvier 1949, Pékin sera prise. Et pourtant, encore en juillet 1948, la bureaucratie russe fait un dernier effort pour stopper la révolution chinoise :

« En juillet 1948, une conférence fut convoquée dans le Sud Hopei pour déterminer la stratégie du mouvement communiste... à

(7) Voir le *Tito* de Vladimir Dedjjer (New York, 1953).

(8) J. BELDEN : *La Chine ébranle le monde* (Gallimard).

cette conférence un dirigeant communiste chinois, qui revenait de Moscou, communiqua les vues de Staline sur la situation chinoise. Staline, par le truchement de Liu-Shao-Chi, demandait que les communistes chinois continuent la guérilla et se retiennent d'exploiter jusqu'au bout leur victoire. Il expliquait que la crise berlinoise, alors à son point le plus intense, n'aboutirait pas en fait à une guerre mondiale, et que, par conséquent, il était important d'user la force américaine en prolongeant son aide inutile au Kuomintang. La thèse contraire fut défendue par Chou-en-Lai. » (C.P. Fitzgerald, *Revolution in China*, 1952, Cresset Press, pp. 102-104-105.)

Ainsi, encore une fois, se heurtaient la dynamique de la révolution chinoise et les intérêts de la bureaucratie russe. C'est délibérément contre les volontés de cette dernière, qui voulait simplement utiliser dans son jeu diplomatique la force des masses chinoises, que la victoire fut remportée.

Essentiellement, la victoire du P.C.C. fut celle d'une armée pay-sanne sur un régime décomposé. Les villes furent conquises et, à l'approche de ces villes, les dirigeants du P.C.C. manifestèrent la plus grande prudence. En particulier, ils empêchèrent systématiquement toute manifestation autonome de la classe ouvrière, confiant tout le pouvoir à l'autorité militaire, appuyée sur les anciens fonctionnaires du Kuomintang. Les dirigeants du P.C.C. n'hésitèrent pas à avoir recours à la répression contre les comités qui s'étaient spontanément formés, contre les tentatives des travailleurs de s'emparer des usines, et traquèrent avec acharnement les militants révolutionnaires qui avaient échappé à la police de Tchiang.

Ainsi, c'est à partir de l'appareil militaire du P.C.C., échappant à tout contrôle des masses urbaines, que le nouvel état de « démocratie populaire » commença à être construit. De cette manière s'exprimait encore, dans une certaine mesure, dans la victoire de 1949, les conséquences de la défaite de 1927...

Il reste qu'on ne saurait surestimer la signification historique de la révolution chinoise. Lorsque, en octobre 1949, Mao-Tsé-Toung annonce, à Pékin, la fondation de la République Populaire Chinoise, il sonne le glas de la domination impérialiste sur 600 millions d'hommes et, par là-même, il signifie que la situation internationale est profondément modifiée.

En Chine même, la victoire militaire du P.C.C. ne met pas fin à la révolution chinoise. Elle n'est qu'une étape dans un processus qui va se poursuivre, un processus qui, en définitive, redonnera la première place au prolétariat chinois, partie intégrante du prolétariat mondial.

2) Les contradictions de la construction du « socialisme dans la seule Chine ».

a) le caractère permanent de la révolution chinoise

Lors des débuts du nouveau régime, Mao et son équipe tentèrent de rester fidèles au programme qu'ils défendaient avant la prise du pouvoir, celui d'une période de « développement capitaliste », de « collaboration organique avec la bourgeoisie nationale ». Il ne s'agissait pas là de simples affirmations ; en 1949, après la nationalisation de certaines industries-clés, des possessions de hauts dignitaires du Kuomintang, le capital privé contrôlait encore 48,7 % de la production industrielle du pays. La réforme agraire ne fut pas aussitôt poursuivie dans les régions « nouvellement libérées ». Enfin, la presse chinoise dut faire état des difficultés que le pouvoir central connaissait avec les travailleurs. Ceux-ci, organisés dans les syndicats contrôlés par le P.C., devaient être convaincus de la nécessité de travailler plus sans demander d'augmentations de salaires « abusives » à leurs patrons, puisque ces derniers développaient l'économie nationale (9). Cette instable « coexistence pacifique interne » devait vite se dénouer.

D'abord pour des raisons internationales. Avant même d'avoir accompli ses tâches démocratiques-bourgeoises, la révolution chinoise était appelée à se heurter militairement avec l'impérialisme américain, en Corée. La nécessité d'assurer un effort militaire considérable, de galvaniser une armée de citoyens, obligea à approfondir la révolution à l'intérieur.

Mais, plus généralement, les tâches immédiates que s'était fixées le régime de Mao, libérer l'agriculture des entraves féodales, amorcer une reconstruction de l'économie, étaient irréalisables si se maintenait la collaboration avec la bourgeoisie nationale. Les propriétaires terriens résistaient ; comme la bourgeoisie grande et moyenne des villes ; nombre de capitalistes fuyaient, et, avec eux, leurs capitaux. Le gouvernement chinois dut entreprendre des incursions de plus

(9) J.-J. BRIEUX dans son livre, pourtant très favorable au régime : *La Chine du nationalisme au communisme* (Editions du Seuil), consacre plusieurs pages à l'opposition ouvrière à cette politique (Chapitre XXIII, La nouvelle économie).

en plus profondes dans le domaine de la propriété privée, et, pour ce faire, mobiliser contre la bourgeoisie nationale les travailleurs des villes à travers des campagnes politiques, cesser aussi de freiner l'élan des masses rurales. En une phrase, à la ville comme à la campagne, la lutte des classes, bien que contrôlée par le P.C.C., se poursuivait. La réforme agraire s'étendit à tout le pays avec violence. Les moyens de production, dans toutes les branches décisives, furent étatisés, et le monopole du commerce extérieur instauré.

Mais ce bouleversement fut accompli « à froid », chaque pas en avant étant étroitement contrôlé par le P.C.C. qui encadrait rigide-ment le mouvement des masses. Aussi, au cours de ce processus, l'appareil d'état achevait-il de se constituer comme un appareil élevé au-dessus des masses, absolument soustrait à leur contrôle, fonctionnant sous le contrôle d'une couche séparée.

Cette couche bureaucratique, naissant à partir du monopole du pouvoir exercé par le P.C.C. et des conditions particulières du renversement du régime de Tchiang, ne peut pourtant être assimilée à la bureaucratie de l'U.R.S.S. Celle-ci s'était affirmée à travers l'écrasement de l'avant-garde ouvrière russe. En Chine, l'avant-garde née des luttes révolutionnaires continuait à considérer la direction du P.C.C. comme légitime. Cela se manifeste d'ailleurs dans les formes du pouvoir. Dans la mesure où les masses acceptent l'autorité du P.C.C., son contrôle bureaucratique sur les organismes de pouvoir mis en place, l'édification de ces organismes se fait avec la participation de ces masses, non pas contre elles (10).

Il faut souligner que le caractère permanent de la révolution chinoise a dû être reconnu, plus tard il est vrai, par les théoriciens chinois, lorsqu'il leur fut demandé, en 1960, de justifier le « grand bond en avant ». Tout en assurant que leur théorie de la « révolution permanente » ou de la « révolution ininterrompue » n'avait rien à voir avec celle — abominable — de Trotsky, ils allèrent pourtant jusqu'à écrire :

« Le parti communiste chinois, sous la direction du camarade Mao-Tsé-Toung, a correctement et concrètement appliqué les idées exposées par Lénine, selon lesquelles le prolétariat doit s'emparer de la direction de la révolution démocratique bourgeoise, le prolétariat doit conduire les masses paysannes pour mener jusqu'au bout la révolution démocratique, la révolution démocratique est une guerre pay-

(10) Le journaliste R. Guillain parle, au sujet de l'activité des comités de quartiers ou d'ateliers, « d'état au coin de la rue ». (Voir *Informations Internationales*, déjà cité, p. 4.)

sanne et une révolution agraire, la révolution démocratique doit se transformer en révolution socialiste par la révolution permanente. Ces idées ont joué un rôle de guide dans les victoires ininterrompues de notre révolution.

« Lénine estimait que le prolétariat des pays socialistes devait, avec l'aide du prolétariat mondial et des masses laborieuses des peuples exploités, défendre les résultats déjà obtenus par la victoire de la révolution prolétarienne, et devait, en même temps, appuyer l'avance incessante de la cause de la révolution prolétarienne affaiblissant sans cesse les forces de l'impérialisme, jusqu'à ce que le capitalisme ait été anéanti dans le monde entier, et que le socialisme ait triomphé dans le monde entier. Celui qui veut être un léniniste doit garder toujours présent à l'esprit ces principes fondamentaux du léninisme. » (Discours de Lu Ding Yu, membre du Bureau Politique, reproduit dans *Renmin Ribao* du 23 avril 1960.)

b) la « construction du socialisme dans la seule Chine »

En fait, ce n'est nullement la politique indiquée dans le discours de Lu Ding Yu qui fut suivie. La politique extérieure de la Chine ne fut pas « d'appuyer l'avance incessante de la cause de la révolution prolétarienne », mais bien de chercher un accord avec l'impérialisme, à partir de son influence dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, politique marquée notamment pas la conférence de Bandoeng et l'adoption des cinq principes de la « coexistence pacifique » (11), les accords avec l'Inde et l'Indonésie.

A l'intérieur, il ne s'agissait pas de « défendre les résultats déjà obtenus par la révolution prolétarienne », mais « d'édifier le socialisme dans la seule Chine ». Cette politique, définie dès 1954, était ainsi précisée dans la résolution politique du VIII^e congrès du P.C.C. (septembre 1956) : *Dans les conditions où le régime socialiste est déjà établi dans notre pays, la vraie nature de cette contradiction, c'est la contradiction entre le régime socialiste avancé et les forces productives arriérées de la société. A l'heure actuelle, le parti et le peuple du pays entier ont pour tâche principale de concentrer toutes les forces pour résoudre cette contradiction, pour transformer au plus vite notre pays, de pays agricole arriéré en un pays industriel avancé.* »

(11) Adoptés en juin 1954, ces 5 principes sont : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; non-agression ; non-ingérence dans les affaires intérieures ; égalité et bénéfice mutuel ; coexistence pacifique.

Au plus vite ! La Chine s'engageait donc dans la même voie que l'U.R.S.S. des années 30, mais dans des conditions bien différentes. Tout d'abord, l'arriération économique de la Chine est incomparablement plus grande que celle de l'U.R.S.S. en 1929. Le tableau ci-dessous donne une idée de la différence des points de départs :

TABLEAU COMPARATIF
DE LA PRODUCTION RUSSE ET CHINOISE
A LA VEILLE DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

	U.R.S.S. 1928 —	CHINE 1952 —
Ensemble du produit social, par habitant (en francs 1963)	800	200
Production de céréales (y compris le riz) en kg/hab.	491	270
Production de charbon, en kg/hab.	273	110
Production de fer, en kg/hab.	22	3,27
Production d'acier brut, en kg/hab.	29	2,35
Production de ciment, en kg/hab.	13	4,87
Electricité, puissance installée, en kW/hab.	0,01	0,005

(Tableau cité par Klaus Menhert dans *Pékin et Moscou*, p. 360.)

Quelques autres estimations suffisent à préciser cette arriération. En 1936 (année « record » d'avant guerre), la production chinoise d'acier par tête d'habitant était trois cents fois moindre que celle des Etats-Unis ! Dans l'agriculture, la production, par unité de travail, était vingt-cinq fois moindre que celle des Etats-Unis. Si, par exemple, pour accroître le rendement des sols, on avait voulu employer des engrais dans la même proportion qu'au Japon, il en aurait fallu quatre fois plus que la production mondiale ! En 1951, le parc de tracteurs s'élevait à 2.000 unités, soit un tracteur pour 120.000 acres de terrain (contre un tracteur pour 119 acres aux Etats-Unis et un tracteur pour 988 acres en U.R.S.S.) (12).

A partir de là, comment « rattraper et dépasser » les pays capitalistes avancés ? La propagande assurait qu'aux environs de 1967, la Chine « rattraperait » l'Angleterre. Objectif au demeurant modeste, puisque la population de l'Angleterre n'est que le quinzième de celle de la Chine, mais qui supposait pourtant des rythmes fréquentes de croissance, en particulier dans l'industrie lourde, base de l'industrialisation.

(12) Chiffres cités par Y. GLUCKSTEIN dans le premier chapitre de *Mao's China*. (Londres, 1957.)

La situation internationale, en particulier, l'existence de l'U.R.S.S. et des états d'Europe orientale, ne compensait-elle pas, en grande partie, le bas niveau dont devait partir la Chine ? Il est incontestable que l'effort d'industrialisation de la Chine n'aurait pu être entrepris sans sa « coopération » avec l'U.R.S.S., c'est-à-dire sans le commerce avec elle, sans la participation de techniciens soviétiques, l'apport de matériel russe, etc... Mais rien de cela ne fut *gratuit*. Tout, au contraire, fut *payé*, aux conditions du marché mondial. Quant à « l'aide », sous forme de prêts, elle fut, nous y reviendrons plus loin, ridiculement insuffisante. Mais, de toute façon, l'eût-elle voulu que l'U.R.S.S. était incapable de fournir à la Chine « l'avance » nécessaire pour que démarre le processus d'industrialisation. Il faut ajouter que la Chine a été soumise à un blocus de fait de la part de l'impérialisme, que son commerce avec les pays industriellement avancés est, de ce fait, extrêmement réduit, et que, de plus, elle subit, en permanence, le lourd fardeau d'un budget considérable de défense nationale. En conclusion, 97 % des investissements ont été fournis par le peuple chinois (13).

Aussi, faut-il comprendre comment le prodigieux développement industriel de la Chine (pour ne donner que deux faits, mais ils ont valeur d'indices, la production d'acier a sextuplé entre 1951 et 1957, celle d'électricité était, en 1960, plus de dix fois supérieure à celle d'avant la révolution) a été obtenu. Certes, il témoigne des possibilités d'une économie planifiée, soustraite aux exigences du profit capitaliste, comme de l'enthousiasme et de l'énergie du peuple chinois. Mais il ne fait nullement de la Chine une puissance industrielle avancée, comparable aux Etats-Unis ni même à l'U.R.S.S.

A l'époque du premier plan quinquennal russe, Staline affirmait que « l'homme est le capital le plus précieux ». En fait, dans une économie sous-développée, l'homme est le facteur de production le moins rare et le moins coûteux...

Essayer de rattraper, dans le cadre de la seule Chine, son retard économique, ne peut se faire qu'en prélevant, pour le réinvestir dans les industries de base, une part énorme de la production totale de la société. C'est-à-dire en imposant une limitation draconienne à la consommation, en intensifiant, dans des proportions considérables, le travail (puisque, justement, il manque la base technologique qui permettrait une augmentation de la productivité).

Le premier problème à résoudre était de faire participer l'immense masse de la population — la paysannerie — à l'effort d'industriali-

(13) LI CHOH-MING : *The first decade* (Université de Californie, 1960) cité par E. SNOW dans *La Chine en marche* (Stock).

sation. La collectivisation en était le moyen. Certes, toute progression de l'agriculture chinoise supposait l'abolition de méthodes d'exploitation archaïques, du morcellement de la terre en de très petites exploitations. Socialement, le maintien de la propriété privée à la campagne y entraînait une différenciation de classes : l'apparition d'une minorité de paysans riches dont l'état devenait de plus en plus dépendant pour assurer l'alimentation de la population urbaine. Dès l'achèvement de la réforme agraire, en 1953, le P.C.C. chercha à multiplier les formes de coopération (mise en places d'équipes d'entraîdés), et créa des coopératives « pilotes », où la terre devenait propriété commune.

Mais, à la fin de 1955, le mouvement s'accéléra brutalement. Le comité central du P.C.C., réuni le 11 octobre, rendit public un discours de Mao-Tsé-Toung, prononcé le 31 juillet devant les secrétaires du parti, et fit, de ses conclusions, des décisions. Alors qu'en février 1955, on escomptait qu'un tiers seulement des exploitations paysannes seraient regroupées en coopératives de production à la fin de 1957, et qu'à l'été de 1955, on ne recensait encore que 14 % des 110 millions de petites fermes chinoises regroupées dans de telles coopératives, il fut décidé qu'en 1957 plus de la moitié des paysans chinois travailleraient dans le cadre des coopératives, et qu'en 1960 la collectivisation devait être accomplie à 100 %. En fait, c'est en l'espace d'un an que 96 % de la paysannerie fut regroupée dans des coopératives de type avancé (14).

Ce bouleversement social sans précédent était donc accompli sans qu'existât pour autant la base technique permettant une modernisation de la production agricole, sans que l'industrie chinoise pût assurer sa mécanisation, seule possibilité pourtant de voir croître, considérablement, la productivité agricole. Ainsi la paysannerie chinoise se voyait imposer la collectivisation sans pouvoir matériellement faire l'expérience d'une amélioration de ses conditions de vie. A la longue, ce processus ne peut que conduire la paysannerie à l'opposition vis-à-vis du régime. Ceux qui n'avaient pas vingt ans lorsque s'écroula le régime de Tchiang n'auront pas l'enthousiasme de leurs aînés, arrachés à l'inhumaine domination des seigneurs de la guerre et des propriétaires fonciers. Ils réclameront une amélioration des seules conditions de vie qu'ils aient connues, et la collectivisation, si elle n'est pas fondée sur une industrialisation parallèle et suffisante, ne pourra pas la leur fournir. On connaîtra alors, comme en Europe orientale et en U.R.S.S., la révolte contre la ferme collective, le refuge dans le lopin de terre individuel, etc.

(14) Tibor MENDE : *La Chine et son ombre*. (Editions du Seuil, pp. 57-58.)

D'autant plus que les progrès que connaît l'industrie ne se traduisent que dans une très faible mesure dans l'agriculture (jusqu'en 1960, en moyenne, les investissements furent sept fois plus importants dans l'industrie que dans l'agriculture), et que l'ensemble de la population reste menacé de pénurie, sinon de famine, dès que les récoltes sont mauvaises.

Dans les villes, les travailleurs doivent, eux aussi, payer un lourd tribut à l'industrialisation. Conditions de travail insensées, niveau de vie qui ne suit pas (et de loin !) l'augmentation du rendement. E. Snow, pourtant très favorable au régime, doit constater, dans *La Chine en marche*, que « *le rendement a augmenté de quatre fois au cours de la première décade révolutionnaire, alors que les salaires n'ont augmenté, jusqu'en 1959, que de 52 % environ.* »

La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues, payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes, sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. A travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus comme une couche distincte, l'état comme un appareil s'élevant au-dessus des masses, et se soustrayant totalement à leur contrôle.

L'analogie avec l'U.R.S.S. du premier quinquennat s'impose. Mais elle serait trompeuse si l'on ne soulignait pas immédiatement de profondes différences. Pour n'en citer qu'une, dans le domaine des rapports avec la paysannerie, contrairement à ce qui fut le cas en U.R.S.S., la collectivisation fut faite sans une véritable « guerre civile » contre les masses paysannes. Sans doute, il y eut une résistance, mais, dans leur masse, les paysans chinois, sans doute du fait du travail préparatoire effectué (manière dont la paysannerie participa à la révolution, formation des équipes d'entraide), comme des conditions particulières (exiguïté des propriétés individuelles qui imposaient une certaine coopération), acceptèrent, au moins à la première étape, le passage à l'exploitation collective (15).

Toutefois les tensions qui gagnaient en intensité dans la société chinoise ne devaient pas tarder à se révéler, et l'on put se rendre compte que, par bien des points, elles étaient fondamentalement semblables à celles qui se manifestaient en Europe orientale.

(15) E. Snow, dans son ouvrage déjà cité, estime que si la paysannerie chinoise avait opposé à la collectivisation une résistance comparable à celle de la paysannerie russe, cela aurait signifié trente millions de morts.

c) des « Cent Fleurs » au « Grand bond en avant »

De 1953 — insurrection des ouvriers de Berlin-Est — à la révolution hongroise d'octobre-novembre 1956, un profond mouvement révolutionnaire dresse contre la bureaucratie, pour le socialisme et la démocratie ouvrière, les prolétaires d'Europe orientale. La signification historique de ces événements, comme l'écrivait M. Varga dans le n° 525-526 de *La Vérité*, réside en ce qu'« elles révélèrent, pour la première fois sur l'arène de la politique mondiale, que l'aptitude du prolétariat à combattre les ennemis du socialisme s'étend aussi à la bureaucratie stalinienne ».

On aurait pu croire que la Chine restait extérieure à ce processus : ses dirigeants s'étaient seulement manifestés en jetant dans la balance, aux côtés des forces de la répression contre-révolutionnaire, le poids et le prestige de la révolution chinoise.

En fait, les choses n'étaient pas si simples. Les dirigeants chinois avaient pris une conscience aiguë des contradictions qui déchiraient la société chinoise, et, manifestant par là ce qui les différencie des bureaucrates russes, ils cherchèrent à les régler, pendant un temps, par un « dialogue » avec les masses. Mais l'opération avait ses conséquences : poussée jusqu'au bout, elle aurait conduit à des pas en avant sur la voie de la « démocratie ouvrière », que nul « despotisme éclairé » ne pouvait remplacer. Elle signifiait aussi que le développement du pays ne pouvait se faire qu'en accord avec les masses, et donc en fonction de leurs besoins.

Contrairement à ce que l'on affirme souvent, les dirigeants chinois furent parmi les seuls à tenter une explication sérieuse — certes, dans des limites très étroites — du stalinisme. Se refusant à le traiter en termes de « culte de la personnalité », ils posèrent la question des *conflits* sociaux dans une société de transition (voir notamment le document du Bureau politique du P.C.C. « *De l'expérience historique de la dictature du prolétariat* », en date du 5 avril 1956). Ces idées furent reprises et approfondies dans le fameux discours de Mao-Tsé-Toung, prononcé le 27 février 1957 et publié en juin sous le titre « *Sur la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple* ». Mao-Tsé-Toung reconnaissait l'existence de contradictions multiples au sein de la société chinoise, notamment de conflits entre le gouvernement et le peuple, qui pouvaient, par exemple, s'exprimer, comme cela était arrivé, par des grèves. Mao assurait que ces contradictions — à l'inverse de celles de la société capitaliste — étaient « non-antagonistes », et pouvaient

être résorbées par ce qu'il appelait la « société socialiste ». Sa dialectique tournait court, dans la mesure où il n'envisageait pas que ces contradictions « non-antagonistes » deviennent antagonistes et exigent, pour être résolues, une nouvelle révolution (la révolution politique), comme venait de le montrer les événements hongrois.

A partir de là s'ouvrit la période dite des « Cent Fleurs », pendant laquelle, pour quelques semaines, les vannes de la critique furent largement ouvertes. Ce que révélèrent ces quelques semaines mériterait largement un chapitre de cet article. Nous ne pouvions ici que recommander la lecture de l'article de F. Manuel, déjà cité, qui donne une vue complète de cette période (16), et, pour la clarté de l'exposé, définir les conclusions qu'on peut en tirer.

D'une part, il se manifesta que les racines de la division en classes n'avaient nullement été extirpées et que, sur la base d'une économie de pénurie, les dangers d'une contre-offensive de la bourgeoisie subsistaient. Les « partis démocratiques » qui semblaient ne subsister que pour le décor et comme souvenir du « bloc des quatre classes », reprirent une vie réelle.

D'autre part, les étudiants, les professeurs, les militants ouvriers — et parmi eux nombre de membres du parti d'avant la victoire de la révolution — développèrent une critique de gauche, dénonçant les nouveaux privilégiés et réclamant l'instauration de la démocratie ouvrière. En particulier, des syndicalistes s'élevèrent contre la situation faite aux syndicats, simples rouages de la direction des entreprises. Ils dénoncèrent aussi les conditions imposées à la classe ouvrière. Ainsi, un dirigeant des syndicats, Li Hsiu-jen, fut amené à critiquer le système dit du changement mobile d'équipes, selon lequel « *chaque travailleur devait travailler huit heures, se reposer huit heures, et travailler à nouveau huit heures dans la journée, c'est-à-dire travaillait 16 heures par jour ; après deux jours il pouvait prendre une journée de repos... De nombreux travailleurs tombèrent malades du fait du surmenage.* » (Cité par Roderick McFarquhar dans *The Hundred Flowers*, pp. 243-244.)

Dès juin, le mouvement avait de loin dépassé les limites fixées par le parti qui l'interrompit brutalement : ce fut alors l'époque des « autocritiques » extorquées...

Bientôt ce serait l'ère du *Grand bond en avant*, c'est-à-dire d'une véritable fuite en avant au cours de laquelle les dirigeants chinois tentent d'échapper à l'impasse de leur politique d'indus-

(16) *Informations Internationales*, n° 1.

trialisation à outrance par une « super-mobilisation » des masses. C'est l'époque où Mao-Tsé-Toung écrit : « *En dehors de ses autres particularités, le peuple chinois de 600 millions possède deux particularités remarquables : il est pauvre et blanc. Ce sont en apparence de mauvaises choses, mais en réalité ce sont de bonnes choses. Ceux qui sont pauvres veulent changer les choses, ils veulent faire des efforts, ils veulent faire la révolution. Une feuille blanche n'a rien écrit dessus, on peut y écrire les mots les plus neufs et les plus beaux.* » (17)

La grâce de l'allégorie ne change rien au fond : en clair, on pouvait tout imposer aux masses. Cela se traduisit par le lancement des « *Communes du peuple* », présentées comme une forme de « passage au communisme ». Il s'agissait de vastes unités (elles regroupaient en moyenne 5.000 foyers), intégrant l'agriculture, l'industrie, l'éducation et l'administration. Dans les campagnes, il s'agissait d'extraire les derniers « restes » de propriété privée, d'atteindre, à travers l'initiative des masses, à des récoltes records. Dans les villes aussi, le rythme de développement devait être accéléré et, de plus, chaque commune rurale devait, à « temps perdu », développer son industrie « lourde » locale (création de hauts fourneaux artisanaux, etc.). En principe, il s'agissait d'aboutir à l'application du principe : « *de chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins* », de développer l'auto-discipline des masses. En fait, l'égalitarisme se réalisait au niveau le plus bas, la militarisation du travail s'imposait — et avec elle la nécessité pour chaque collectivité d'entretenir un corps spécialisé et nombreux « d'aiguillonneurs » (18).

On ne pouvait pas tracer n'importe quels caractères sur la page blanche du peuple chinois. Les tensions insurmontables qu'entraînent la généralisation du système des communes, sans que des progrès industriels aient pu en faire un véritable pas en avant, commencèrent à se traduire par la pagaille bureaucratique. A chaque échelon, les dirigeants tenaient à réussir, c'est-à-dire à atteindre et à dépasser les normes fixées. Ils déclarèrent des succès fictifs. Au cours de l'été 1958, Pékin annonçait des récoltes fabuleuses, ainsi que de surprenants succès industriels. Dans *Le Monde* du 12 octobre 1958, M. René Dumont, agronome sérieux et chrétien progressiste, défendant l'affirmation de Charles Bettelheim selon

(17) Cité par Stuart R. SCHRAM dans *La Révolution permanente en Chine* (p. XV.). Il s'agit d'un extrait d'un article de Mao du 15 avril 1958, paru dans *Hongqi*, la revue théorique du P.C.C.

(18) Le numéro de juillet 1961 de la revue trotskyste britannique, *Labour Review*, comprend une importante étude sur « Les communes du peuple ». La traduction de cet article de G. KANE a paru dans le numéro de *Informations Internationales*, déjà cité.

qui la « *production agricole avait augmenté de 60 à 90 %* », expliquait « *comment le miracle s'était réalisé* ». Ce fut le gouvernement chinois qui rompit l'enchantement, en faisant savoir que ses statistiques surestiment la réalité d'au moins 30 %. Les objectifs à atteindre pour le riz étaient réduits de moitié, pour l'acier d'un tiers.

Une série de mauvaises récoltes allait encore ajouter aux difficultés. La direction du P.C.C. commença un profond mouvement de recul. Si les communes demeurent comme unités administratives, l'unité de propriété est redevenue la brigade, correspondant à l'ancienne coopérative. Le lopin de terre individuel a repris son importance (19). Certes, pour apprécier pleinement la portée des concessions faites aux paysans, il faudrait connaître les conditions de la commercialisation de leurs produits, etc. Mais depuis les désillusions du « Grand bond », les renseignements économiques sur la Chine sont de plus en plus rares. Y compris pour la production industrielle, le gouvernement ne fournit plus de chiffres absolus précis, mais des données approximatives ou, le plus souvent, de simples pourcentages invérifiables.

Ce qui est certain c'est que, pour faire face à la situation créée dans l'agriculture, comme, sans doute, à cause de la fin de « l'aide » soviétique, la direction du P.C.C. a dû modifier, en faveur de l'agriculture, la répartition des investissements, renonçant, par là-même, à ses plans les plus ambitieux.

En janvier 1961, en effet, le comité central fut contraint de décider « *deux ou trois ans de consolidation* », en soulignant que « *l'agriculture est le fondement de l'économie nationale* ».

d) la bureaucratie chinoise

Les tâches « démocratiques bourgeoises » n'ont été résolues en Chine que par la révolution prolétarienne, par la destruction de l'état bourgeois, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. L'état né de ce processus, et qui défend ces nouveaux rapports de propriété contre la bourgeoisie nationale comme contre l'impérialisme, est incontestablement un état « ouvrier ». Mais il faut ajouter « déformé » et il ne s'agit pas là d'une épithète pour marquer qu'il existe en Chine quelques traits déplaisants. Dire que l'état chinois est un *état ouvrier déformé*, c'est définir sa structure politique, affirmer que la classe ouvrière est évincée du pouvoir politique, car elle n'a aucun moyen de l'exercer, et que, partant, elle

(19) Voir le chapitre « De la commune à la brigade » dans l'ouvrage déjà cité d'E. SNOW.

est privée de tout contrôle sur les décisions de ce pouvoir. En d'autres termes, il n'y a pas en Chine de démocratie prolétarienne, démocratie qui ne peut exister sans un réseau d'organismes de pouvoir émanant directement de la classe ouvrière (les comités, les soviets).

Ce qui définit la bureaucratie chinoise c'est son existence comme couche séparée, soustraite à tout contrôle des travailleurs, et exerçant *seule* le pouvoir politique, c'est-à-dire assurant seule la direction de l'état, le « possédant » en quelque sorte.

La question des privilèges — le fait que la couche dominante tende à s'accorder la « part du lion » dans la fraction du produit national consommable — est subordonnée à celle du pouvoir. Il faut d'ailleurs remarquer que toute une série de privilégiés (techniciens, etc.) n'appartiennent pas à la couche dominante qui leur octroie ces privilèges. Quant au fait que la pénurie régnant en Chine impose à la couche dirigeante chinoise des « mœurs ascétiques » par rapport à celle des bureaucrates russes, ne change rien à l'affaire. L'éventail apparemment faible des salaires chinois (généralement, semble-t-il, de 1 à 6 ou 7, entre l'ouvrier et le directeur d'usine) ne doit pas faire oublier les avantages de « fonction » dont jouissent les dirigeants, et qui différencient radicalement leur mode de vie de celui des travailleurs. Au cours des « Cent Fleurs », les critiques précises ne manquèrent pas à ce sujet. Remarquons aussi, en nous fiant aux chiffres donnés par E. Snow, pourtant très favorable au régime, que le salaire d'un jeune ouvrier mandchou n'est que le quinzième de la solde d'un général..

En dernière analyse, le pouvoir de la bureaucratie, le maintien d'inégalités sociales, trouvent leurs racines dans l'arriération de la Chine et dans le fait que l'impérialisme continue à être le système dominant, à l'échelle mondiale. Mais c'est sur le plan politique — « la politique, ce concentré de l'économie », écrivait Lénine — au niveau de l'appareil d'état que se matérialise l'existence, comme couche dominante, de la bureaucratie chinoise.

Encore ne suffit-il pas de dire qu'il existe une bureaucratie en Chine. Il faut manier cette affirmation avec prudence. Et la prudence joue dans les deux sens. Il ne saurait être question, en prétextant du processus révolutionnaire qui a conduit les dirigeants du P.C.C. au pouvoir et de certaines de leurs positions, d'oublier la réalité de cette bureaucratie et de croire qu'elle pourra se dissoudre pour laisser place à la démocratie ouvrière, sans déchirements internes et sans heurts avec le prolétariat chinois.

Il serait non moins faux d'assimiler purement et simplement cette bureaucratie à la bureaucratie russe, couche organiquement et irrévocablement contre-révolutionnaire.

Il faut ici s'inspirer de la méthode et du soin avec lequel Trotsky suivit le cours de la dégénérescence de l'état ouvrier russe avant de porter à son égard un diagnostic définitif. En Chine, il n'y a pas eu de dégénérescence, les conditions particulières dans lesquelles la révolution s'est faite ont porté l'appareil du P.C.C. au pouvoir, et, à partir de son monopole politique, à travers l'entreprise de construction du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie s'est affirmée, renforcée. Mais cela signifie que cette bureaucratie — qui n'est nullement un « sous-produit » de la bureaucratie russe, comme par exemple la couche dirigeante de Hongrie — n'a pas eu à écraser la démocratie prolétarienne, au cours d'une contre-révolution politique, pour établir son pouvoir. Son affrontement avec les masses est encore au-devant d'elle et l'on ne peut préjuger des ruptures qu'elle connaîtrait alors.

Plus encore, compte tenu de son faible enracinement social, des conditions internationales dans lesquelles se développe le régime issu de la révolution chinoise — qui, d'une manière immédiate, à chaque pas fait, ressent que les problèmes posés en Chine ne peuvent être résolus dans le cadre national — il n'est pas possible d'affirmer, comme Trotsky l'avait fait pour la bureaucratie du Kremlin, *mais après 1933* — que cette bureaucratie est « *définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois* », ce qui signifierait qu'elle serait prête à tout, dans sa politique extérieure, pour empêcher que triomphent dans d'autres pays la révolution prolétarienne.

Nous avons examiné les « zigzags » de la politique intérieure chinoise. Naissante, la bureaucratie russe connut aussi ces soudains coups de boutoir « à gauche », suivis de profonds reculs à « droite » et les traduisit, sur l'arène internationale, à travers le Komintern. A ce sujet, Trotsky parlait de *centrisme bureaucratique*. L'expression permet de serrer de plus près la réalité de la politique chinoise, mais il ne faut jamais oublier de voir d'abord dans la révolution chinoise une étape de la révolution internationale.

C'est sur le terrain international que se dénoueront, positivement ou négativement, les contradictions qui existent aujourd'hui en Chine. Et c'est en fonction de la lutte de classes, à l'échelle internationale, que l'on peut saisir, dans ses grandes lignes, la signification de l'actuel conflit sino-soviétique.

3) La bureaucratie russe contre la révolution chinoise.

La lutte entre les dirigeants soviétiques et chinois a, on le sait, pris un tour spectaculaire. Voué à la «poubelle de l'histoire», Khroutchev a réagi, lors de son voyage à Budapest, en traitant Mao de «crétin». Pour répondre aux plus récents textes chinois, qui constituent une rupture politique totale et une dénonciation sans ménagement des leaders du P.C.U.S., Moscou a rendu public le rapport présenté par Michel Souslov au Comité Central de février 1964, et intensifie sa campagne pour que se tienne une conférence des partis communistes condamnant les Chinois.

Le conflit entre le P.C.U.S. et le P.C.C. a maintenant dépassé toutes les limites que lui fixaient par avance les commentateurs. La rivalité de la Chine et de l'U.R.S.S. s'exprime, par exemple, lors de la venue de Khroutchev en Egypte, réplique ouverte au voyage de Chou-en-Lai à travers l'Afrique.

Pour certains, l'opposition entre la Chine et l'U.R.S.S. n'est qu'un heurt entre «grandes puissances», inévitable dès la prise du pouvoir de Mao en Chine qui remettait en question la prépondérance de l'U.R.S.S. sur les «pays socialistes» et les partis communistes. Il ne fait pas de doute que l'équilibre du stalinisme international reposait sur un monolithisme que minait l'apparition de la Chine. Il est non moins certain que des accords frontaliers entre la Chine et l'U.R.S.S., la volonté de cette dernière de demeurer «présente» en Asie, grâce à la Mongolie extérieure, son attitude vis-à-vis de la Mandchourie relèvent d'une politique de puissance. Il y a longtemps que Trotsky a constaté que si Staline chaussait les bottes de la diplomatie tsariste, cela ne changeait pourtant rien au contenu social de la politique extérieure de l'Union Soviétique. De même, on ne peut s'en tenir aux apparences du conflit sino-soviétique, il faut d'abord comprendre son contenu social et politique.

a) le contenu du conflit sino-soviétique

La révolution chinoise a été un facteur capital de transformation de la situation internationale. Dans les secteurs décisifs (les pays industriellement avancés), la bourgeoisie a pu, grâce à la social-

démocratie et au stalinisme, stabiliser sa domination au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais elle n'a pu bloquer le développement de la révolution dans les colonies. La victoire de la révolution chinoise témoignait de la puissance de cette vague révolutionnaire. En même temps qu'elle était un produit de la situation héritée de la fin de la seconde guerre mondiale, la révolution chinoise était un élément essentiel de modification de cette situation. Changeant le rapport des forces, à l'échelle internationale, elle stoppait l'offensive impérialiste commencée depuis 1945. L'échec de l'intervention impérialiste en Corée, la victoire de la révolution vietnamienne à Dien Bien Phu marquaient ce changement.

La révolution chinoise remettait ainsi en question le « statu quo » établi après la guerre. De plus, son simple exemple avait pour tous les peuples coloniaux une incalculable valeur de subversion, et ce, indépendamment de la politique des dirigeants chinois. Le gouvernement chinois peut bien traiter, hier avec l'Inde, aujourd'hui avec le Pakistan ou l'Indonésie, pour les ouvriers et les paysans de ces pays, l'exemple chinois demeure : pour rompre avec le carcan du « sous-développement », il faut la révolution, il faut rompre radicalement avec l'impérialisme, et pour cela écraser aussi la bourgeoisie nationale. Aussi, la république populaire chinoise qui, dès sa naissance, avait dû faire face, militairement, à l'impérialisme, n'a, depuis, connu que blocus, provocations, tentatives d'encerclement.

Mais ce n'est pas seulement par la force d'attraction qu'elle exerçait sur les peuples coloniaux, ou par l'attitude de l'impérialisme, que la révolution chinoise manifestait, d'une façon immédiate, son caractère international. C'est aussi par le fait que chaque problème posé par le développement interne de la révolution chinoise ne pouvait trouver de solution qu'au-delà des frontières de Chine. Comme nous l'avons souligné, les tâches les plus élémentaires — par exemple donner une base technique satisfaisante à la collectivisation agricole — supposent une véritable coopération internationale, exigent la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays avancés. La révolution chinoise étouffe dans les contradictions du « socialisme dans un seul pays ».

On objectera que l'U.R.S.S. a aussi connu cela et que la solution fut trouvée par l'accentuation du caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Mais, en U.R.S.S., la voie vers cette solution avait déjà été ouverte par la défaite de l'avant-garde ouvrière — ce qui n'est pas le cas en Chine. De plus, et surtout, les situations internationales sont radicalement différentes. L'édification du « socialisme » dans la seule U.R.S.S. était à la fois tolérable pour un temps, par la bourgeoisie internationale — elle pouvait s'en accommoder en

l'isolant et en préparant son étranglement — et, d'autre part, elle était inévitable dans la mesure où les contradictions majeures demeuraient des contradictions interimpérialistes (la seconde guerre mondiale est fondamentalement une guerre impérialiste, l'U.R.S.S. s'alliant avec l'un des deux blocs impérialistes en présence).

Il en va tout autrement aujourd'hui : l'opposition majeure est celle qui dresse l'impérialisme mondial contre la lutte internationale du prolétariat et contre les nations qui, du fait de cette lutte, ont échappé à son emprise. La République populaire de Chine, qui par son existence même modifie profondément le rapport des forces internationales en défaveur de l'impérialisme, est donc en permanence menacée par cet impérialisme.

La révolution chinoise modifie aussi l'équilibre des forces sur lequel repose la puissance de la bureaucratie russe. La dynamique de la révolution chinoise, étape de la révolution mondiale, entre objectivement (c'est-à-dire indépendamment des actes comme des intentions de ses dirigeants) en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie russe, conservatrice et attachée à un équilibre de forces que la révolution chinoise remet en question.

C'est là le contenu profond du conflit sino-soviétique, mais il ne s'est révélé dans toute sa profondeur, à un point tel que dirigeants chinois et russes ne peuvent plus feindre de l'ignorer, que dans une conjoncture particulière : celle marquée par la politique de « coexistence pacifique », c'est-à-dire par la recherche à tout prix, par Moscou, d'un accord à long terme avec l'impérialisme américain. Quel prix la bureaucratie russe peut-elle payer pour pareil accord ? Laisser les mains libres à l'impérialisme face à la Chine est sans aucun doute la contrepartie la plus favorable que puisse espérer l'impérialisme...

b) le terrain du conflit sino-soviétique et l'évolution de ce conflit

Revenant d'Union Soviétique, Edgar Faure déclarait que le conflit se situait maintenant au « niveau des états ». En fait, il s'est toujours situé à ce niveau. Il n'y a pas eu de passage de la théorie à la pratique : l'opposition grandissante entre l'U.R.S.S. et la Chine a intégré aussi bien les rapports entre les états (diplomatie) que la politique (les rapports entre les partis qui contrôlaient ces états), et la « théorie » n'a été qu'une justification idéologique *a posteriori* des positions prises ; ce qui ne signifie pas que le choix de certains arguments idéologiques plutôt que d'autres soit gratuit, ou sans signification.

LA QUESTION DE L'AIDE SOVIETIQUE

On peut dire que c'est dès l'arrivée au pouvoir du P.C.C. que commence à naître le conflit sino-soviétique, sous la forme où nous le connaissons. N'ayant pu empêcher la révolution chinoise, ne contrôlant ni le parti qui l'avait menée ni l'état qui en était issu, la bureaucratie russe devait chercher à maintenir la Chine dans une situation mineure, comme l'indique la parcimonie de son aide. En décembre 1949, Mao-Tsé-Toung se rend à Moscou, et en février 1950 est signé le traité « d'amitié sino-soviétique » et l'U.R.S.S. accorde un premier prêt de 300 millions de dollars. Ce sera d'ailleurs le seul du vivant de Staline ; en 1954, la Chine recevra un second prêt d'une valeur de 130 millions de dollars (20). Le reste, tout le reste, machines, équipement, techniciens, sera payé par la Chine aux conditions du marché mondial, ce qui, compte tenu de la plus faible productivité du travail en Chine, implique, à chaque opération commerciale, un transfert en valeur en sa défaveur. Un groupe d'économistes stali-niens français a d'ailleurs justifié cette soumission du prétendu « marché socialiste mondial » à la loi de la valeur, dans les termes suivants : « *La coopération socialiste internationale ne peut évidemment postuler que si la productivité du travail dans l'agriculture en Chine est le quart de celle de l'U.R.S.S. — ces proportions sont tout à fait arbitraires et prises seulement à titre d'exemple — cette dernière va fournir l'équipement des usines de tracteurs destiné à la Chine en échangeant la valeur soviétique de celui-ci contre des produits agricoles chinois comptabilisés à leur valeur particulière. Ce faisant on opérerait en réalité un immense transfert de valeur au profit du peuple chinois et aux dépens des peuples de l'U.R.S.S. Ce qui reviendrait, en fin de compte, à vouloir assurer à bref délai, par une égalisation artificielle, le même niveau de vie aux travailleurs chinois, dont la productivité du travail est encore faible et aux travailleurs soviétiques, dont la productivité est évidemment bien supérieure, pour toutes les raisons historiques connues.* » (L. Lavallée, P. Noïrot, V. Dominique, *Economie de la Chine Socialiste*, Genève, p. 300.)

Défavorisée par les termes de l'échange, il n'est pas étonnant que la Chine se soit trouvée endettée et que l'U.R.S.S. ait tenté de la faire céder par un chantage économique lorsque ses difficultés

(20) T. MENDE : *La Chine et son ombre*, pp. 175-6-7.

dans l'agriculture aggravèrent encore sa situation. De longues discussions, de février à avril 1961, n'aboutirent en fait qu'à un recul des échéances et à une « avance » de 500.000 tonnes de sucre. La Chine fut obligée d'acheter alors des céréales et autres produits alimentaires sur le marché mondial.

La faiblesse de l'aide russe, comme la signification profonde de cette faiblesse, se traduit dans ces chiffres : le Chine n'a reçu que 430 millions de dollars de prêts, l'Inde capitaliste recevait, dans le même temps, de la généreuse Union Soviétique, 680 millions de dollars. L'Egypte, l'Irak, l'Indonésie étaient proportionnellement mieux traités que la Chine. On conçoit aisément que les dirigeants chinois aient vite compris ce que signifiait la politique d'aide aux bourgeoisies nationales « progressistes », et qu'ils aient, dès 1959, commencé une critique sévère de l'idéalisation des états nouvellement indépendants. Ils étaient, sur ce terrain comme sur d'autres, contraints de commencer la lutte politique contre la bureaucratie russe.

LA QUESTION DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE

Sur bien des points, au fur et à mesure que le conflit s'approfondit, le passé de ce conflit est brusquement éclairé, comme par un « retour en arrière » cinématographique. Il en est ainsi de la question des armes nucléaires. Une déclaration de Pékin, en date du 15 août 1963 — c'est-à-dire après la signature du traité de Moscou — révèle qu'un accord secret avait été signé entre Pékin et Moscou le 15 octobre 1957 selon lequel l'U.R.S.S. s'engageait à fournir des armes nucléaires à la Chine. Ce traité est donc signé avant que Mao et toute une délégation du P.C.C. ne se rendent en U.R.S.S. pour assister à la conférence des partis communistes (novembre 1957), au cours de laquelle les délégués chinois stupéfièrent leurs amis « libéraux » en exigeant que soit clairement affirmé le « rôle dirigeant de l'U.R.S.S. ». On comprend mieux maintenant les motifs des dirigeants du P.C.C.

La même déclaration de Pékin nous apprend que cet accord a été dénoncé unilatéralement par les Russes le 20 juin 1959. C'est-à-dire au moment où se prépare la rencontre de Camp David (elle aura lieu en septembre) entre Khrouchtchev et Eisenhower, alors président des Etats-Unis. Le sens de l'opération est évident : comme préalable à la négociation d'ensemble avec l'impérialisme américain, il est entendu que la Chine sera maintenue dans une position d'infériorité sur le terrain militaire.

Pas plus pour les armes nucléaires que pour le reste, il n'est possible de se prononcer sentimentalement. Le fait déterminant, c'est que l'impérialisme américain et la bureaucratie russe entendent préserver, à partir de leur monopole de l'arme atomique, un certain « ordre ». Nous ne disons nullement que l'obtention par la Chine de l'arme atomique eût été une victoire du « socialisme ». Nous constatons simplement que le fait que cet armement lui soit refusé signifie, dans les conditions concrètes présentes, que l'impérialisme a pu renforcer sa pression contre elle, que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. peuvent plus aisément négocier à ses dépens.

LE « FRONT COMMUN »

DE LA DIPLOMATIE RUSSO-AMERICAINE

C'est à travers la pratique de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire face à la collaboration de l'impérialisme américain et de la bureaucratie russe que les dirigeants chinois ont été amenés à s'opposer de plus en plus violemment à Khrouchtchev. La « coexistence pacifique » suppose que soit « neutralisé » au maximum le facteur révolutionnaire représenté par la Chine. Elle doit rester une puissance mineure économiquement, diplomatiquement, militairement. Là-dessus, il existe un véritable « front commun » de fait entre l'impérialisme américain et la bureaucratie. A chaque étape de l'entreprise de stabilisation, de consolidation de la coexistence pacifique, à l'ombre de la menace nucléaire, la Chine se rendait compte que c'était à ses dépens que s'imposait ce partage du monde.

Dès 1958, parallèlement au « Grand bond » intérieur, la direction du P.C.C. pousse à une stratégie offensive, c'est-à-dire à une politique de pression plus résolue sur l'impérialisme, au retour du climat de guerre froide. C'est l'époque où la propagande chinoise popularise l'expression de Mao : « le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest ». C'est aussi l'année où la Chine déclenche, à partir de l'été, une campagne pour la libération de Formose, bombarde les îles Quémov. Elle le fait à un moment où la situation internationale se tend (révolution en Irak, intervention des « marines » américains au Liban). Cette attitude de la Chine s'inscrit dans une politique générale qui semble avoir tendu à imposer à la bureaucratie russe une attitude plus « dure » à l'égard de l'impérialisme. Dans cette politique s'intègre l'attitude des délégués du P.C.C. à la conférence de novembre 1957 demandant que le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. soit confirmé et exposant la nécessité d'une offensive généralisée

contre l'impérialisme (21). Ce serait une erreur que de considérer pareille politique comme révolutionnaire : elle ne dépassait pas le cadre traditionnel de la « guerre froide ». Mais, dans la situation internationale qui se développait, on ne pouvait retourner à la guerre froide : il fallait aller plus loin dans un sens ou dans un autre (22).

La stratégie du Kremlin ne tarda guère à se dévoiler et, dès l'automne de 1958, les désaccords entre Chinois et Russes sont évidents. Commentant le communiqué commun Mao-Khroutchev (en date du 3 août 1958, condamnant les provocations impérialistes, mais ne faisant plus mention de la libération de Formose), les journaux russes et chinois définissent des lignes différentes. Pour la *Pravda* du 6 août, l'accent est mis sur la « *défense de la paix* », sur le fait que le communiqué commun « *souligne la détermination inébranlable de deux grands peuples de faire tout ce qui est possible pour diminuer la tension internationale et empêcher le désastre que serait une nouvelle guerre* ». Au contraire, le *Renmin Ribao* du 8 août affirmait que les « *impérialistes veulent effrayer les gens nerveux en leur imposant le choix entre la guerre ou la capitulation. Leurs agents répandent fréquemment l'idée absurde que la paix peut être sauvée uniquement en accordant des faveurs et en cherchant le compromis avec les agresseurs* ».

La différence de ton suffit à indiquer la différence grandissante entre les politiques qui allait encore croître, et considérablement, en 1959. C'est l'année tournante : en septembre 1959, de longs entretiens secrets réunissent à Camp David Eisenhower et Khroutchev. Les dirigeants chinois savent que le préalable de ces conversations a été le désarmement nucléaire de la Chine. Ils savent que ce qui commence à se discuter ce sont les moyens de faire respecter le « statu quo » actuel, en y sacrifiant en particulier les intérêts de la révolution chinoise. Les polémiques se font alors âpres et fréquentes contre ceux qui pensent que l'impérialisme a changé, que l'on peut prendre au sérieux les proclamations pacifistes des impérialistes...

Après les entretiens de Camp David, Khroutchev se rendit à Pékin ; sans doute pensait-il pouvoir, fort des besoins économiques de la Chine, la convaincre de se rallier à sa politique. Il n'en fut rien, au contraire, les difficultés que connaissait la Chine à la suite du « Grand bond » ne pouvaient que lui rendre plus intolérable un

(21) Les Chinois ont publié, en appendice à leur article « La révolution prolétarienne et le renégat Khroutchev », les thèses qu'ils avaient défendues à la conférence internationale de 1957.

(22) Sur les contradictions de la politique stalinienne pendant la « guerre froide », voir *La Vérité*, n° 526 : « Où va l'U.R.S.S. ».

aménagement international qui la laissait sans défense devant l'impérialisme. Le fossé se creusa, et lorsque Khrouatchev fit, devant le Soviet Suprême, le 31 octobre, un rapport sur son voyage, il dut faire allusion aux désaccords : « *Nous devons faire un usage raisonné des grands avantages du système socialiste et consolider le camp socialiste de toutes les manières... Nous ne devons pas nous retrouver à la traîne ou être trop en avance. Nous devons, pour employer une image, synchroniser nos montres. Si la direction de tel ou de tel pays devenait imbue d'elle-même, elle ne pourrait que faire le jeu de l'ennemi. Dans ce cas les pays socialistes eux-mêmes, la direction elle-même aideraient l'ennemi à combattre le socialisme, à combattre le communisme, et cela ne doit pas être toléré.* »

Pendant toute l'année 1960, les polémiques se poursuivront et le ton montera. Le P.C.C. acceptera pourtant en septembre 1960, lors de la seconde conférence des partis communistes, un compromis : il se rallie aux thèses qui représentent, pour l'essentiel, et sur toutes les questions importantes, le point de vue de la bureaucratie russe. Déjà pourtant, la détérioration des relations sino-soviétiques était allée très loin, puisque le retrait des techniciens soviétiques avait commencé. Il semble bien, d'ailleurs, que la difficile situation économique de la Chine l'ait poussée à accepter ce compromis.

Mais celui-ci ne devait être qu'une pause. Si la lutte politique entre le P.C.U.S. et le P.C.C. devait reprendre avec une intensité accrue après le XXII^e congrès (octobre 1961), et bientôt dépasser le stade où l'on luttait par personnes interposées (les Albanais figurant le P.C.C., Tito représentant Khrouatchev), trois événements d'importance internationale allaient bientôt lui donner toute sa signification : la crise des Caraïbes, le conflit sino-indien, le traité de Moscou.

Fin octobre 1962, les propagandes créent un climat d'angoisse : on est au bord du gouffre. L'impérialisme américain menace de déclencher la guerre nucléaire pour riposter au danger que constitue la présence d'armes atomiques russes à Cuba... En fait, c'est dans cette semaine fiévreuse que se dévoile la réalité de la « coexistence pacifique », et que se prépare une négociation globale entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. Cuba, réduite à un pion, ne joue guère que le rôle d'appât. Y placer des armes nucléaires constituait incontestablement une provocation qui n'apportait rien à la sécurité de Cuba, mais qui permettait à l'U.R.S.S. de monnayer leur retrait. Le 23 octobre, Kennedy ordonne le blocus de Cuba ; dès le 28, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis se mettent d'accord sur un plan d'évacuation des fusées. En contrepartie, Kennedy garantit la « sécurité » de Cuba, mais il ne revient pas pour autant sur les mesures économiques qui ont pour but d'affamer l'île, il ne renonce pas à organiser provocation sur

provocation. Coincée entre le marteau et l'enclume, Cuba paie le prix de son étroite alliance avec la bureaucratie soviétique.

En même temps la Chine voit son conflit de frontières avec l'Inde menacer de devenir une véritable guerre, l'impérialisme concentrant ses forces contre elle (23). Avec l'approbation des dirigeants russes, le secrétaire du P.C. de l'Inde se range derrière sa bourgeoisie, assurant personnellement Nehru qu'en « *cette heure de grave crise née de l'agression chinoise, le pays s'est groupé autour de vous comme un seul homme, pour sauvegarder son honneur, son intégrité et sa souveraineté* ». Quant à l'U.R.S.S. elle se prépare à livrer du matériel militaire à l'Inde et déplore l'attitude de la Chine.

L'affaire cubaine a donné à la Chine un avant-goût de ce que pourrait être son sort dans une planète régie par la « coexistence pacifique » fondée sur le chantage à la guerre nucléaire. Le heurt avec l'Inde lui prouve que l'impérialisme entend utiliser son isolement et qu'elle n'a aucune aide à attendre de l'U.R.S.S.

Le P.C.C. tend alors à répondre politiquement. Il dénonce la capitulation de Khrouchtchev devant l'impérialisme, démontre sa provocation. Il fait appel à la conscience des masses, à leur action, comme seules réponses au chantage nucléaire.

En août 1963, la signature du traité de Moscou fera rebondir le conflit sino-soviétique. Ce traité « d'interdiction partielle des essais nucléaires », négocié en fait entre l'Amérique et l'U.R.S.S., est un résultat de la crise cubaine. Prélude à une négociation plus vaste, il tend déjà à institutionnaliser la « coexistence pacifique ». Et, en même temps, il souligne la réalité de cette « coexistence ». L'ordre établi, le statu quo seront garantis par les puissances nucléaires qui entendent bien conserver leur monopole. Ajoutons que ce traité — sur le terrain précis qui en est le prétexte : celui de l'interdiction des essais nucléaires — est une fumisterie puisqu'il autorise les essais souterrains, les seuls dont l'U.R.S.S. et les U.S.A. aient besoin pour perfectionner encore leur arsenal atomique. Enivrés par ce succès sans précédent de la coexistence bien comprise, les partis communistes, à l'appel de l'U.R.S.S. se lancent dans une campagne pacifiste délirante. Mais les dirigeants chinois, devant ce traité qui fait de la Chine une puissance mineure dont on dispose, réagissent avec violence. Le ministre des affaires étrangères de Chine, Chen-Yi, dit du traité de Moscou qu'il est « *un complot politique des U.S.A., de l'U.R.S.S. et de la Grande-Bretagne pour dominer le monde* ». (*Le Monde* du 30 octobre.) Dès la signature du traité,

(23) Voir « L'impérialisme et la bureaucratie contre la Chine » dans le numéro spécial de *La Vérité* déjà cité.

le 3 août, l'éditorial du *Renmin Ribao*, citant le *New York Times* qui avait écrit : « Si Khrouchev faisait les gros yeux à la Chine... nous pourrions faire un très long chemin pour aller au-devant de lui », parlait de « trahison ». Et l'éditorialiste précisait : « Il ressort avec évidence que le traité tripartite est destiné à lier les mains à la Chine. Le représentant américain aux pourparlers de Moscou a déclaré que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique ont pu aboutir à un accord parce qu'ils pouvaient travailler ensemble pour empêcher la Chine d'avoir une force nucléaire... Nous assistons, ni plus ni moins, à une alliance américano-soviétique contre la Chine. » (Cité dans *Pékin Information*, numéro spécial du 12-8-1963.)

A partir du traité de Moscou, les dirigeants chinois s'orientent vers la rupture sur tous les plans.

c) les « armes idéologiques »

Diplomatiquement isolée, désavantagée militairement, en proie à de terribles difficultés économiques qu'aggrave l'attitude soviétique, la Chine ne peut que riposter politiquement. Dénonçant les conséquences de la politique dite de « coexistence pacifique » elle est amenée à critiquer les bases de cette politique. Ses arguments ne peuvent rester limités aux dirigeants russes : peu à peu, ils atteignent les différents P.C. Le conflit sino-soviétique devient une affaire dans lequel le mouvement ouvrier est partie prenante. Les réunions rituelles, congrès de la F.S.M., du Mouvement de la Paix, changent d'allure. Les délégués chinois y défendent leurs positions. D'une manière tronquée, mystifiante, la discussion commence à s'ouvrir.

Les dirigeants communistes chinois ne sont pas revenus à Lénine par réflexion théorique. Ils n'ont pas retrouvé le marxisme au terme d'une élaboration collective. A l'inverse, les positions mises en avant par le P.C.C. ne sont qu'une traduction idéologique des nécessités de l'heure. En ce sens, il n'y a pas une « progression » politique constante du P.C.C. de la « droite vers la gauche ». Au contraire, ses positions sur Staline sont une régression même sur ce qu'il défendait en 1956. Dans les derniers mois, si le nombre d'injures croît régulièrement à chacune de ses épîtres, la critique de Khrouchev faite par le P.C.C. n'est certes pas supérieure à ce qu'il écrivait il y a un an.

Cela ne signifie pas que les arguments employés par le P.C.C. n'aient pas de valeur propre. « Une idée qui s'empare des masses devient une force matérielle » disait Marx. Et les idées sur lesquelles le P.C.C. forme les jeunes générations en Chine, les idées que le P.C.C. répand dans le mouvement ouvrier international, ont leur

importance même si elles ont été empiriquement choisies, en fonction des besoins du moment de l'état chinois.

C'est pourquoi il est nécessaire, pour conclure cette partie, de s'arrêter un instant sur la critique d'ensemble faite par le P.C.C. des positions du P.C.U.S. Comme il s'agit de textes connus et, en tout cas, qu'il est aisé de se procurer, nous nous contenterons généralement, d'y renvoyer, sans alourdir ce passage de trop nombreuses citations.

La critique de la politique de « coexistence pacifique » a commencé à être menée, d'une manière systématique, en 1960, en particulier dans toute une série d'articles parus à l'occasion du 90^e anniversaire de Lénine (24). Reprenant la théorie de l'impérialisme de Lénine, les théoriciens chinois la défendaient contre les révisionnistes (il ne s'agit encore ici que des Yougoslaves) qui prétendent que la guerre n'est pas inévitable, même si le système impérialiste subsiste à l'échelle internationale, et qui assurent qu'il est possible de passer « pacifiquement » au socialisme. Si, dans l'ensemble, ces textes ne représentent encore qu'une critique abstraite de la politique de la bureaucratie russe, certaines de leurs implications vont pourtant fort loin. Ainsi, dans l'article intitulé « Vive le léninisme », il est dit : *« C'est le vieux révisionniste Bernstein qui a fait cette déclaration honteuse et notoire : Le mouvement est tout, le but final n'est rien. Les révisionnistes modernes ont aussi une affirmation similaire : Le mouvement de la paix est tout, le but final n'est rien. C'est pourquoi la « paix » dont ils parlent se limite entièrement à la « paix » qui pourrait être acceptée par les impérialistes dans certaines conditions historiques. Ce disant, ils tentent d'abaisser le niveau révolutionnaire des peuples des différents pays »*. C'est là une dénonciation de l'ensemble de la politique des P.C.

A partir de novembre 1962, après la crise cubaine, la critique du P.C.C. est très précisément une critique de la pratique de la coexistence pacifique par le gouvernement de l'U.R.S.S. en même temps qu'une analyse générale des conséquences et de la signification de cette politique (25).

(24) Recueil d'articles « Vive le léninisme ». (Editions en langues étrangères, Pékin, 1960.)

(25) Voir le recueil intitulé *Léninisme et révisionnisme moderne* (La Cité, éditeur, Lausanne), qui comprend notamment « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous » (décembre 1962), et « Léninisme et révisionnisme moderne » (janvier 1963) ainsi que le recueil *D'où proviennent les divergences*, dans lequel on trouve notamment « La réponse à Maurice Thorez et à d'autres camarades » (février 1963), et « Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous » (mars 1963) — document d'une extrême importance qui passe en revue tous les aspects de la discussion.

Plus encore, à la même période et dans les mois qui suivent, les documents du P.C.C. sont des réponses aux dirigeants communistes qui les ont attaqués (Thorez et Togliatti), et tendent donc à imposer la lutte au sein des partis communistes. Ces textes représentent sans doute le point le plus élevé atteint par les dirigeants du P.C.C. Une reprise de la théorie marxiste de l'état permet non seulement de confondre les tenants des « voies parlementaires », mais surtout la liaison entre la conception khrouchtévienne de la « coexistence pacifique » et celle des « voies pacifiques vers le socialisme » est clairement établie. Une critique aiguë, en particulier pour l'Italie, est faite de la politique concrète auxquelles conduisent ces conceptions.

Enfin, le 14 juin 1963, le comité central du P.C.C. publiait ses « propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international », les fameux 25 points. C'est un exposé d'ensemble des vues chinoises, et l'on y trouve, mieux que dans des critiques particulières, les limites que le P.C.C. ne veut pas franchir (26).

Depuis, dans l'abondante production littéraire du P.C.C., se côtoient des textes qui apportent d'importantes précisions à la critique de l'attitude de l'U.R.S.S. et de la politique des P.C. (27) comme des textes profondément négatifs, entreprenant la réhabilitation de Staline (28).

Quelles que soient les limites que les dirigeants communistes chinois s'imposent, en dépit des contradictions, des reculs mêmes, la critique faite par le P.C.C. de la politique de la bureaucratie russe a maintenant atteint un point tel qu'elle implique des réponses révolutionnaires qui dépassent, et de loin, le cadre où les dirigeants chinois veulent enfermer le débat. Ces derniers peuvent louer Staline, opposer une bonne « coexistence pacifique » à la « mauvaise », il n'en reste pas moins que ce qu'ils ont remis en question, c'est « cette existence simultanée de l'impérialisme et de la bureaucratie » que l'on appelle la coexistence pacifique pour reprendre une expression de P. Broué dans *Le Parti bolchevique*. Et il n'existe qu'une autre perspective : celle de la révolution prolétarienne.

En portant la lutte au sein de l'appareil stalinien, ils ont obligé ce dernier à préciser plus clairement encore le caractère de collaboration de classe de toute sa politique. Ils l'ont contraint à reprendre

(26) Ces limites seront précisées plus loin, dans la partie consacrée à la politique d'ensemble du P.C.C.

(27) Par exemple, « Des défenseurs du néo-colonialisme ». (*Pékin-Information* du 28 octobre 1963).

(28) En particulier, « Sur la question de Staline » (*Pékin-Information* du 30 septembre 1963) et « Lénine, Staline et la voie de la Révolution d'octobre ». (*Pékin-Information* du 11 novembre 1963.)

l'argument honteux du « péril jaune », soit sous une forme subtile — en assurant que les Chinois seraient racistes, comme dans le rapport Souslov (29), soit brutalement, comme lorsque Gafourov, représentant le P.C.U.S. à la conférence anti-colonialiste d'Alger, tenue fin mars, s'écrie devant la presse française : *« Les Français comprennent-ils que les Chinois veulent unir les races jaune et noire contre les Européens, contre les Blancs quels qu'ils soient ? La propagande du nationalisme et du chauvinisme par les Chinois n'est pas seulement dangereuse pour l'U.R.S.S., mais pour tous les pays d'Europe et d'ailleurs. »*

Est-il besoin d'insister beaucoup pour que l'on comprenne qu'il faut défendre les conquêtes réalisées par la révolution chinoise, non seulement contre toute tentative de l'impérialisme, mais aussi contre la politique ouvertement contre-révolutionnaire de la bureaucratie russe ?

4) Les conséquences du conflit sino-soviétique dans le mouvement ouvrier international

Avant d'en venir plus précisément aux conséquences du conflit sino-soviétique dans le mouvement ouvrier international, à ses répercussions sur le déroulement des luttes de classe à l'échelle internationale, il faut d'abord revenir sur la politique d'ensemble des dirigeants chinois, *par rapport à cette lutte de classe internationale*. Cette politique d'ensemble comprend aussi bien les conséquences, du point de vue de la lutte des classes, de la diplomatie chinoise, que les perspectives ouvertes à la classe ouvrière internationale par les affirmations théoriques des dirigeants chinois, qu'enfin, les méthodes et les objectifs du P.C.C. au sein du mouvement ouvrier international.

(29) « Leur mot d'ordre sur la force "magique" du vent de l'Est vise nettement à attiser les sentiments nationalistes et même raciaux parmi les peuples qui luttent contre le colonialisme... ce mot d'ordre n'est rien d'autre que l'expression idéologique et politique des aspirations de la direction chinoise à l'hégémonie. » (Extraits du rapport de M. Souslov, devant le C.C. du P.C.U.S., tirés de la traduction parue dans *France Nouvelle*.)

a) la politique d'ensemble du P.C.C.

LA « COEXISTENCE PACIFIQUE » A LA CHINOISE

Il n'est certes pas question de reprocher à l'état chinois d'utiliser les contradictions inter-impérialistes pour améliorer sa situation internationale, et notamment pour s'assurer des ouvertures commerciales indispensables. La Russie soviétique avait, elle aussi été acculée à des compromis, à commencer par Brest-Litovsk. Mais elle appelait les choses par leur nom, une retraite était définie comme une retraite, un pays impérialiste restait un pays impérialiste. Il n'était jamais question de subordonner la politique des P.C. de chaque pays à des nécessités diplomatiques, et chaque acte de la diplomatie révolutionnaire était expliqué à l'avant-garde de la classe ouvrière internationale.

On ne peut dire que la politique extérieure de la Chine s'inspire de ces principes. Au contraire ce sont les exigences diplomatiques immédiates qui lui dictent la définition d'un état, comme la politique que l'on conseille à la classe ouvrière. L'axe de la diplomatie chinoise, aujourd'hui, c'est une vaste tentative pour échapper à son isolement. Tentative que rend encore plus urgente la rupture de fait avec l'U.R.S.S. L'isolement accru dans lequel se trouve ainsi rejeté la Chine, ses dirigeants ont cherché à y échapper en esquissant, au niveau des déclarations politiques, la définition d'une orientation révolutionnaire. Mais ils ont surtout cherché à le rompre, en tentant d'aménager leur propre « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

Cette tendance de la politique chinoise s'est manifestée sur trois terrains. D'abord dans l'attitude à l'égard des bourgeoisies nationales d'Asie et d'Afrique. Dès 1959, comme nous l'avons vu, Pékin entreprenait une critique de l'attitude de Moscou vis-à-vis de ces bourgeoisies nationales. Elle soulignait le caractère de classe bourgeois de ces nouveaux états : *« La bourgeoisie n'est après tout que la bourgeoisie. Quand elle est au pouvoir, elle ne suit pas une ligne révolutionnaire résolue, elle hésite et cherche le compromis. Aussi, est-il hors de question pour ces pays de passer au socialisme et il n'est pas possible pour eux d'accomplir complètement les tâches de la révolution nationale démocratique... Ainsi, en dernière analyse, ils ne peuvent échapper au contrôle et aux griffes de l'impérialisme (30). »*

(30) Article de Wang-Chia-hsiang, secrétaire du P.C.C., en date du 1^{er} octobre 1959. Cité par Donald S. Zagoria dans *The Sino-Soviet Conflict 1956-1961* (Princeton University Press), p. 258.

Plus récemment encore, dans un article dénonçant les défenseurs du néo-colonialisme (paru dans le numéro du 28 octobre 1963 de *Pékin Information*), il était répété : « *Nombre d'entre eux* (parmi les pays nouvellement indépendants d'Asie et d'Afrique) *ne sont pas entièrement débarrassés du contrôle et de l'asservissement impérialistes et colonialistes, ils sont toujours soumis au pillage et à l'agression impérialistes et demeurent des arènes de combat où se mesurent colonialistes et néo-colonialistes.* » Et ce contrôle n'est-il pas justement maintenu à travers la domination de la bourgeoisie nationale ? Pourtant, ce n'est pas de ce critère de classe, mais bien des commodités diplomatiques les plus immédiates que part Chou en-Lai, pour apprécier les résultats de son voyage en Afrique. Il décerne pêle-mêle à Ben Bella, Hassan II, au négus d'Ethiopie, à Nasser et autres un brevet de combattants anti-impérialistes. Bien sûr Chou en-Lai souligne que dans ces pays, la lutte contre l'impérialisme n'est pas terminée, mais il ajoute : « *Beaucoup d'entre eux* (les dirigeants africains) *nous ont indiqué qu'ils étaient prêts à livrer des luttes sans relâche contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et à faire avancer continuellement la révolution.* » La solution définitive des tâches démocratiques bourgeoises ne dépend donc plus de « l'hégémonie du prolétariat » dans la révolution, mais de la plus ou moins grande « fermeté » de dirigeants en place. Chou en-Lai, pour idéaliser les besoins de la diplomatie chinoise, se voit contraint d'embrouiller à nouveau la question de la révolution dans ces pays, de renoncer à définir la nature de ces états, et d'en revenir au langage mystificateur du « neutralisme », du « non-alignement » et, bien sûr, de la « coexistence pacifique entre états de nature sociale différente ». Ainsi, il désarme ceux des révolutionnaires de ces pays qui attendaient que la Chine révolutionnaire leur indique une stratégie. Il les condamne au « soutien critique » de ces régimes, c'est-à-dire à la capitulation de fait devant eux.

La même attitude, la Chine la pratique dans tout le « tiers-monde », comme en témoignent les propos de Chou en-Lai au sujet de la Birmanie, du Pakistan ou de Ceylan qui, sous la direction d'un gouvernement bourgeois, aurait fait « *d'importants progrès en combattant la subversion et l'intervention impérialistes, en chassant les forces coloniales et en développant la propre économie de son pays.* » (Rapport de Chou en-Lai sur les résultats de sa visite dans quatorze pays, prononcé devant le comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, dans *Pékin Information* du 4 mai 1964.) Ce que cela signifie pour le mouvement ouvrier de ces pays est particulièrement clair dans le cas de l'Indonésie, où le P.C., organisation de masse, est l'un des plus fermes soutiens, à l'échelle internationale, de Pékin.

Avec l'accord du P.C.C., le parti communiste indonésien pratique donc une politique de soutien total au gouvernement bourgeois de Soekarno, sa seule revendication étant que ce soutien puisse se préciser par sa participation au gouvernement ! Il semble bien que, pour le P.C.C., les « bourgeoisies nationales » soient « réactionnaires » ou « progressistes » selon les relations qu'elles entretiennent avec la République populaire de Chine...

Deuxièmement, la diplomatie chinoise s'affaire à exploiter les contradictions inter-impérialistes, à chercher contre l'impérialisme américain l'appui tactique d'impérialismes faibles qui lui permettent de s'affirmer comme grande puissance.

Le cas le plus frappant est, bien sûr, celui de ses relations avec la France qui ont abouti à sa reconnaissance diplomatique et à l'échange d'ambassadeurs. Mais là aussi, cette orientation diplomatique — dont une série de démarches sont parfaitement justifiées — aboutit à une pratique qui fait bon marché du mouvement ouvrier international. Tandis que de Gaulle est sacré « défenseur de l'indépendance nationale contre l'impérialisme américain » (31), le délégué chinois, lors de la conférence anti-colonialiste d'Alger, après une charge à fond contre les agissements militaires et politiques de l'impérialisme, « omet » de parler du rétablissement au Gabon du fantoche M'Ba grâce à l'intervention de parachutistes français.

Pour justifier cette pratique, une « théorie » radicalement fausse, reprise en grande partie au Staline des années de la « guerre froide », est mise en avant. D'une part, on oublie que l'impérialisme est un système international, il ne reste plus qu'un seul impérialisme au monde, une seule force réactionnaire : l'impérialisme américain. D'autre part, on prétend que les conflits inter-impérialistes (franco-américain par exemple) seraient des luttes pour l'indépendance nationale, assimilables, en quelque sorte, aux luttes des peuples coloniaux, et que certaines phases de ce combat pourraient être menées, en commun, par la classe ouvrière et la bourgeoisie « patriote ».

Cette ligne se dessinait déjà dans les « 25 points » où il était dit, au point 10 : « *Dans les pays capitalistes que les Américains contrôlent ou essaient de contrôler, la classe ouvrière et les masses populaires doivent diriger principalement leurs attaques contre l'impérialisme américain et aussi contre le capital monopoliste et les autres forces de la réaction intérieure* », mais elle s'est affirmée de plus en plus, au fur et à mesure que se développaient les initiatives diplomatiques prises par Pékin. Pour les travailleurs des pays impérialistes d'Europe, elle ôte singulièrement de leur vigueur aux criti-

(31) Dans *Des défenseurs du néo-colonialisme*.

ques adressées à Khrouchev — et ce n'est pas un hasard si, dans leurs réponses, les Russes reviennent fréquemment sur ce point.

Enfin, la diplomatie chinoise, à travers ses manœuvres en Afrique et en Asie (où elle fait sentir sa force, son influence, et donc l'intérêt qu'il y a à composer avec la Chine), comme par son utilisation des contradictions inter-impérialistes, vise à stabiliser sa situation internationale, à desserrer l'étau politique et économique qui l'enserme, c'est-à-dire qu'elle n'élimine pas un accord de « coexistence pacifique à la chinoise », y compris avec l'impérialisme américain. Il est d'ailleurs légitime et inévitable que la Chine, dans la situation intérieure et extérieure où elle se trouve, cherche à obtenir un répit.

Mais plusieurs questions se posent. Tout d'abord, l'impérialisme américain acceptera-t-il cette voie de la négociation ? Cherchera-t-il à jouer du conflit sino-soviétique pour consolider sa situation en Asie, à partir d'une garantie chinoise ? Tout au contraire, ne profitera-t-il pas de la présente situation d'isolement de la Chine pour accentuer sa pression politique, économique et militaire, diminuant encore l'étroite marge de manœuvre du gouvernement chinois ? Pour l'heure, les dirigeants actuels de l'impérialisme américain semblent déterminés à ne pas céder d'un pouce. Mais cela ne signifie nullement que, même en tenant compte de l'attitude de la bureaucratie russe, la bourgeoisie américaine soit prête à aller jusqu'à la guerre contre la Chine, ce qui, à la longue, est la seule conséquence d'une attitude « jusqu'aboutiste ». Déjà, des éléments comme le sénateur Fullbright, ont prôné une politique qui prenne conscience de la « réalité » de la Chine, qui l'aide à assumer ses « responsabilités internationales » (32).

Dans ce cas, il reste à se demander de quel prix se paiera la conclusion d'un accord d'ensemble avec la Chine ? Là comme ailleurs, la seule contrepartie acceptable pour un temps par l'impérialisme à l'établissement de la « coexistence pacifique », ce sera la *paix sociale*, garantie par la Chine dans la zone où elle a la plus grande influence, dans l'Asie du Sud-Est.

Dans les deux cas, que du fait de l'offensive impérialiste la diplomatie chinoise aboutisse à une impasse, ou qu'au contraire se pose la question d'une coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, le P.C.C. sera acculé à des choix décisifs dont on peut présumer qu'il ne les fera pas sans connaître déchirements et crises.

LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR LE P.C.C.

Nous avons déjà souligné, en analysant les bases du conflit sino-soviétique, les éléments positifs que renfermait la critique de la

(32) Rien de décisif ne se fera sans doute, dans un sens ou dans un autre avant les élections américaines. Mais il faut souligner l'importance du courant représenté par le sénateur Fullbright.

« coexistence pacifique » faite par le P.C.C. Mais par quelles perspectives politiques se traduit cette critique pour l'avant-garde prolétarienne des pays industriellement avancés et des pays coloniaux et semi-coloniaux ?

La critique de la « coexistence pacifique » faite par le P.C.C. n'est pas allée jusqu'au point de proposer, au mouvement ouvrier, une autre stratégie, une stratégie internationale de mobilisation du prolétariat contre l'impérialisme. Cette absence se manifeste particulièrement dans la dichotomie faite entre les pays coloniaux et semi-coloniaux « *la zone des tempêtes* » et les pays industriellement avancés — dont il n'est pas du tout clair quel rôle leur prolétariat peut et doit jouer. Il ne s'agit nullement de nier que la situation soit différente dans ces deux secteurs, qu'il existe des revendications spécifiques aux pays sous-développés et des possibilités immédiates de lutte, alors que les prolétariats d'Europe et des Etats-Unis restent contrôlés par des appareils conservateurs de collaboration de classe. Mais une politique révolutionnaire viserait justement, à partir des combats à origine revendicative qui mobilisent le prolétariat européen, et qui dans leur développement posent la question du pouvoir, comme à partir des luttes révolutionnaires dans les pays coloniaux, à *unifier* ces luttes. Ce qui signifie poser concrètement la question de partis révolutionnaires nationaux, section d'une internationale ouvrière, fondée sur un programme correspondant aux traits décisifs de la période.

L'absence de toute réponse à ces questions fait tourner court la critique chinoise, en mutile la portée révolutionnaire. Y compris dans les pays industriellement sous-développés, dans cette « *zone des tempêtes* », où la critique chinoise rencontre le plus grand écho immédiat du fait de son refus de subordonner la lutte révolutionnaire de ces peuples à un accord global « U.R.S.S.-U.S.A. », le P.C.C. ne peut avancer une politique cohérente, parce qu'il isole cette zone des processus révolutionnaires mondiaux.

De même, ayant réduit le rôle des prolétariats des pays avancés à un rôle de « force d'appoint » de la « révolution coloniale », le P.C.C. donne un tour académique à la critique pourtant remarquable qu'il a faite des « voies parlementaires vers le socialisme ». Ayant rétabli la doctrine marxiste de l'état comme expression de la dictature de la classe dominante, quelles que soient ses formes, démocratiques ou non, ayant démoli, notamment dans sa polémique avec Togliatti, les sophismes sociaux-démocrates qui cherchent à justifier la capitulation des partis communistes devant cet état, le P.C.C. ne parvient pas à formuler comment la classe ouvrière pourrait s'attaquer à cet état.

Ainsi, il n'existe pas seulement des contradictions entre la pratique du P.C.C. et ses proclamations théoriques, mais ses documents sont eux-mêmes contradictoires parce qu'inachevés. Jamais ne s'en dégage comme une perspective réaliste, actuelle, la révolution prolétarienne comme seul moyen d'éviter la barbarie d'une guerre nucléaire.

METHODES ET OBJECTIFS

AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

LE RETOUR A STALINE

Se référant à la seconde Internationale et à Kautsky pour leur comparer le P.C.U.S. et Khrouchev, le P.C.C. s'est, en fait, engagé dans la voie de la scission du « mouvement communiste international ». Le 26 octobre 1963, devant la section de philosophie et de sciences sociales de l'académie des sciences de Chine, Tcheou Yang prononçait un long discours dans lequel se trouvait ce paragraphe capital : *« En Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, des dirigeants de certains partis communistes entonnent de plus en plus le même air que les social-démocrates en vue de défendre les intérêts impérialistes et capitalistes. Il en résulte qu'il n'y a pour ainsi dire plus de différence entre eux et les social-démocrates, tant pour la forme que pour le fond. De plus, ils excluent du parti les vrais marxistes-léninistes et recourent à d'autres méthodes scissionnistes. Dans ces conditions, ces continents verront surgir inéluctablement des partis politiques représentant vraiment le parti révolutionnaire. Le même processus se manifeste également parmi des communistes d'Amérique Latine et d'Asie. »*

Ainsi, le P.C.C. se préparait à donner un caractère ouvert et irrévocable à la lutte qu'il menait depuis des années au sein des partis communistes. Dans un texte plus récent et plus officiel, *« La révolution prolétarienne et le révisionnisme de Khrouchev »*, la même idée était reprise sous la forme suivante : il existe deux lignes inconciliables, il faut choisir. Mais, en même temps, il était dit, dans la conclusion de ce texte : *« Huit années seulement se sont écoulées depuis le XX^e congrès du P.C.U.S. Le révisionnisme de Khrouchev a déjà infligé, en cette courte période, des préjudices considérables et sérieux à l'Union Soviétique et à la cause révolutionnaire du prolétariat international. Il est grand temps maintenant de le condamner et de le liquider. Nous voudrions donner un conseil aux camarades dirigeants du P.C.U.S. : tant d'opportunistes et de révisionnistes ont déjà été jetés dans la poubelle de l'histoire, pourquoi vous obstinez-vous à marcher sur leurs traces ? Nous formons*

aussi l'espoir que les camarades dirigeants des partis frères, tombés dans les erreurs du révisionnisme réfléchiront sérieusement... Nous sommes persuadés que tous les vrais révolutionnaires prolétariens finiront par choisir la ligne révolutionnaire et rejeter la ligne d'opposition à la révolution, finiront par choisir le marxisme-léninisme et rejeter le révisionnisme. A ce sujet nous avons de grands espoirs. »

Ce texte permet de mieux comprendre les objectifs actuellement recherchés par la direction du P.C.C. et explique ses méthodes. Elle vise à provoquer une crise au sein de la bureaucratie russe, au sein de l'appareil stalinien international. C'est pourquoi les défenseurs de la direction du P.C.C., dans les rangs du mouvement ouvrier, ne cherchent nullement à provoquer, à partir des données de la lutte de classes dans chaque pays, un regroupement révolutionnaire large, mais proclament et contrôlent bureaucratiquement de petites organisations qui reprennent à leur compte l'ensemble de la politique du P.C.C. et en particulier ses tentatives de réhabilitation de Staline.

Il en est ainsi, là où l'influence de la Chine s'est montrée forte, en Australie, en Nouvelle-Zélande, comme au Pérou, au Chili, au Brésil, en Espagne, et, dans une mesure encore plus réduite, en Grande-Bretagne et en France. Il s'agit de former des *groupes de pression sur l'appareil*, non d'organiser, à l'échelle de toute l'avant-garde, le vrai débat sur les questions posées par le conflit sino-soviétique.

Quant au retour à Staline, il correspond sans doute à des préoccupations multiples. En justifiant les méthodes du dictateur de la bureaucratie, en assurant qu'elles ont permis de considérablement avancer la « construction du socialisme » en U.R.S.S., c'est certes ses propres méthodes autoritaires, le type de relation qu'il entretient avec les masses chinoises, que le P.C.C. entend défendre et fonder sur une tradition. Mais cela n'explique ni la place, de plus en plus grande, donnée à cette réhabilitation, ni « l'exportation » de ce thème. La seule explication sérieuse qu'on puisse avancer, c'est que la direction du parti communiste chinois subordonne toute son attitude au sein du mouvement ouvrier à une crise à l'intérieur de la bureaucratie soviétique, conduisant au remplacement de Khrouchtchev et de son équipe par les éléments sacrifiés à la « déstalinisation » (Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc.). Ce n'est que dans cette perspective que peut également s'expliquer l'appui total apporté aux dirigeants albanais, et le grand cas fait par la direction du P.C.C. de l'alliance avec cette clique « ultra-stalinienne » qui sait que toute politique de « déstalinisation » ne peut que conduire à la sacrifier.

Pareille politique, encore qu'elle se fonde certainement sur

une réalité, a pour conséquence de dresser un mur entre la révolution chinoise et les peuples de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale. A l'intérieur du mouvement ouvrier des pays capitalistes, elle facilite les mystifications khrouchtévienne, mine tout le contenu révolutionnaire des positions chinoises et entraîne les « pro-chinois conditionnels » à d'effarantes et ridicules acrobaties (33).

b) la dislocation de l'appareil stalinien international

LE KREMLIN SUR LA DEFENSIVE

Il est incontestable que, depuis l'échec de la conférence sino-soviétique de juillet 1963, la bureaucratie russe — plus précisément son groupe dirigeant — est demeurée sur la défensive. Depuis des mois, il est question d'une conférence internationale des partis communistes, et elle n'est toujours pas convoquée. Il a fallu que les attaques chinoises remettent en question, sur toute la ligne, l'autorité de Khroutchev et du P.C.U.S., pour que soit publié le rapport Souslov. Ces hésitations, cette « modération » sont aisées à expliquer. La bureaucratie, dans son ensemble, ne peut que craindre les conséquences de la rupture avec la Chine, affaiblissant sa position internationale, diminuant considérablement l'efficacité de la « coexistence » proposée à l'impérialisme, puisque l'U.R.S.S. ne pourrait plus garantir en rien l'attitude de la Chine. Plus encore, l'équipe dirigeante ne tient pas à présenter un bilan qui la rendrait responsable de la rupture, et cela à un moment où l'opposition contre elle au sein de la bureaucratie est sans aucun doute encore puissante, puisqu'il a fallu, encore une fois, dénoncer le « groupe anti-parti », pourtant « définitivement » écrasé dès 1957, et aller cette fois jusqu'à annoncer l'exclusion de Molotov et de Malenkov.

Enfin, ce n'est pas sans mal, en dépit de l'offensive reprise en ce sens dès la venue de Khroutchev à Budapest, en avril dernier, que l'on s'est orienté vers une conférence internationale des P.C.

CHACUN POUR SOI ?

L'appareil stalinien international était monolithique : ce monolithisme exprimait une subordination totale à Moscou, fondée sur le fait que la puissance des appareils bureaucratiques nationaux

(33) Dans la luxueuse revue *Révolution*, on lira le plaidoyer pour Staline prononcé par l'avocat J. Vergès (n° 8, avril 1964) et le rapport sur la question de Staline « Une question d'importance majeure : Staline » (n° 9, mai 1964) qui conclut : « Nous refusons la thèse trotskyste de la dégénérescence de l'U.R.S.S. ! Nous considérons au contraire que, pendant trente années de centralisation stalinienne, l'Union Soviétique a progressé comme puissance mondiale et comme Etat socialiste ».

venait de leurs liens avec la couche dominante de l'U.R.S.S., non des positions, pour importantes qu'elles fussent, occupées dans leurs pays respectifs. Cela amenait les P.C. à sacrifier aux besoins de la bureaucratie russe le mouvement ouvrier de leur pays (Espagne), ou au contraire à renoncer aux positions électorales qu'ils s'étaient créées dans la société bourgeoise (cas du P.C.F. en 39-40).

La progression de la lutte des classes à l'échelle internationale, l'opposition croissante entre les progrès de la révolution et la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin — marquée, en particulier, par le conflit sino-soviétique — conduisent au commencement d'un processus de dislocation de l'appareil stalinien.

Schématiquement, l'on peut considérer qu'il existe deux pôles : le P.C.C., engagé dans une lutte réelle contre l'impérialisme et, à l'autre extrême, le P.C. indien — sa majorité dirigée par Dange — qui s'est rangé ouvertement derrière sa bourgeoisie, derrière l'impérialisme, contre la Chine, lors du heurt militaire entre la Chine et l'Inde...

En réalité, la dislocation de l'appareil ne s'opère pas selon des lignes aussi simples. Certes, on peut dire que, dans une certaine mesure, les P.C. qui se rangent du côté de la Chine pratiquent une critique de « gauche », dans la mesure où ils se déclarent d'accord avec sa critique de la « coexistence pacifique ». Mais ce n'est qu'un aspect de la question : ces P.C. n'en ont pas pour autant une politique plus correcte par rapport à la lutte des classes dans leur pays, leur rassemblement autour du P.C.C. ne se fait nullement sur une base de principe.

Aussi, à une première étape, le regroupement autour de la Chine prend d'abord un aspect continental : partis communistes au pouvoir du Nord-Vietnam et de la Corée du Nord, parti communiste japonais, parti communiste indonésien, forte minorité du parti indien, auxquels s'ajoutent d'importantes fractions du parti australien et du parti néo-zélandais, et des groupes, de moindre importance, proclamés dans divers pays d'Amérique du Sud.

D'autre part, si Khrouchtchev peut se targuer d'avoir à ses côtés, contre la politique du P.C.C., toutes les directions des P.C. d'Europe occidentale, il s'en faut, et de loin, qu'il ait obtenu leur soutien pour la forme qu'il entend donner à la condamnation de la Chine. Ce n'est pas la direction exilée du P.C. portugais qui pèse lourd dans la balance, et, parmi les « gros bataillons », il n'est guère que le P.C.F., guidé par feu son président, le loyal serviteur Maurice Thorez, qui ait fait acte d'allégeance.

Le plus fort P.C. d'Europe, le P.C. italien, celui qui est allé le plus loin dans la voie des conclusions pratiques à tirer de la « coexistence pacifique », manifeste les plus grandes réserves quant à la convocation d'une conférence internationale « excommuniant » les Chinois. Les raisons qu'il avance, à savoir le désir de ne pas retourner à la période stalinienne des anathèmes et des ruptures, ne sont pas les véritables motifs de son attitude. Le fond, c'est que toute une partie de la direction du P.C. italien ne tient pas à voir sa politique intérieure gênée par le rétablissement de la discipline de l'appareil bureaucratique international. La signification du polycentrisme, c'est que l'enracinement « réformiste » du P.C. italien (ses positions parlementaires, électorales, syndicales) pèsent plus dans la balance que la liaison avec l'U.R.S.S. Ce n'est qu'une *tendance*, exprimée par certains dirigeants du P.C. italien, et il ne s'agit nullement de prétendre que, devant une pression plus ferme de Moscou, l'appareil ne cédera pas. Mais le poids de cette tendance, dans le plus fort parti communiste d'Europe, indique le degré atteint par la crise du stalinisme (34).

Enfin, la dissociation de l'appareil stalinien international se révèle aussi dans les processus en cours en Europe orientale. Les gouvernements des « démocraties populaires » cherchent à utiliser, au mieux, le conflit sino-soviétique, pour s'émanciper partiellement de l'U.R.S.S. — et sur ce terrain, ils sont certains d'avoir l'appui de la population ! — pour remettre en question la « coopération socialiste » faite au bénéfice exclusif de l'U.R.S.S. Ils cherchent à marchandiser, à obtenir des concessions économiques pour la construction de leur « petit socialisme » dans chaque pays.

Ainsi éclate la fiction d'une coopération harmonieuse conduisant au socialisme dans l'Europe de l'Est, ainsi se révèle l'âpre réalité des conflits qui opposent entre eux les différents appareils nationaux dirigeants. Après les réserves de la Pologne, c'est la fronde de la Roumanie qui, non contente de se refuser à condamner les Chinois, tente de commercer, pour son compte, avec l'Amérique. Ce qui amenait un journal parisien à définir la situation dans ces termes : *« La Roumanie s'aligne sur la Chine et se rapproche des Etats-Unis »*.

Le « titisme » que Staline avait voulu écraser par le sang renaît sous de nouvelles formes, et il est piquant de voir Khrouchtchev contraint de négocier avec Tito la poursuite de la lutte contre le P.C.C...

(34) Depuis que cet article a été écrit, la publication du *Testament de Togliatti* confirme la force des tensions qui tendent à la dislocation de l'appareil stalinien international.

c) le conflit sino-soviétique et la prise de conscience d'une avant-garde internationale

Le caractère immédiatement positif du conflit sino-soviétique se trouve dans les questions qui sont posées, avec une force telle que plus personne ne peut les escamoter, devant l'avant-garde militante du prolétariat international. Les questions-clés de notre époque : celle de la lutte contre la guerre et de son rapport avec la lutte pour le socialisme, celle de l'état et de la révolution, celle de la liaison des luttes des prolétariats des pays industriellement avancés et des masses des pays sous-développés, celle d'une internationale ouvrière, enfin...

Si, internationalement, la bureaucratie du Kremlin est sur la défensive, il en est de même des appareils nationaux face aux critiques chinoises. Pour répondre à l'écrasant réquisitoire dressé contre la politique du P.C.F. sur les questions coloniales, la direction de ce dernier n'a pu, comme de coutume, avoir recours à l'injure. Ne se satisfaisant pas d'une réponse de Léon Feix, parue dans *L'Humanité* du 19 novembre, les dirigeants du P.C.F. ont fait publier dans leur revue théorique *Les Cahiers du Communisme* un volumineux plaidoyer intitulé : « Le parti communiste français et la lutte anticolonialiste » (35) qui, par ses justifications embarrassées, ses omissions (le vote des pouvoirs spéciaux à Lacoste le 12 mars 1956 n'est même pas mentionné) ne fait que donner raison, sur ce point, aux appréciations du P.C.C. Ce n'est pas dans cet article qu'on peut énumérer les « perles » qui émaillent ce texte. On ne peut pourtant résister au plaisir de citer celle-ci : « *En France, la victoire du Front populaire et le succès des grandes grèves (mai et juin 1936) entraînaient d'importants et HEUREUX changements dans la plupart des colonies françaises* ». Voilà qui donne le ton de l'ensemble.

Le conflit sino-soviétique n'est, répétons-le, qu'un aspect — qu'un produit — du développement d'une situation internationale où les problèmes de la révolution prolétarienne se trouvent posés à leur plus haut niveau. La critique chinoise de la coexistence pacifique, la mise en évidence du caractère opportuniste et réformiste de la politique des P.C. rencontre l'expérience quotidienne, faite par chaque militant, des conséquences immédiates de cette politique. C'est ce qui leur donne leur force.

(35) *Cahiers du Communisme*, numéro de février 1964.

Dans la mesure où les questions posées par le conflit sino-soviétique se recoupent avec les préoccupations des militants ouvriers, il est indéniable que ce conflit accélère la crise profonde qui tend à opposer la base prolétarienne et révolutionnaire des P.C. à leurs dirigeants. Dans la mesure où elle desserre le carcan bureaucratique, elle facilite aussi les tentatives d'organisation en dehors de ces appareils. Certes, ce processus est lui-même contradictoire. A un pôle, on trouve les véritables questions que la révolution chinoise, dans son développement, a soulevées. A l'autre, les efforts des groupes se réclamant directement du P.C. chinois (comme en France la revue « Révolution ») pour s'opposer à un regroupement des travailleurs à partir d'une politique dans la lutte des classes, en France, pour défendre Staline, efforts qui n'ont comme résultat que de freiner la prise de conscience provoquée par le conflit sino-soviétique.

On peut poser la question différemment : dans son développement, à travers son opposition avec la bureaucratie russe, la révolution chinoise a placé au premier plan les questions *vitales* d'une stratégie révolutionnaire internationale. Mais les *réponses* ne sont pas données automatiquement. Et ces réponses, en dernière analyse, se ramènent à une seule : la sélection d'une direction révolutionnaire internationale, c'est-à-dire la construction, dans chaque pays, de partis révolutionnaires, sections d'une internationale.

Ce sont là les tâches des révolutionnaires déjà organisés sur la base du programme de la révolution socialiste, du programme de la IV^e Internationale, et personne, pas même Mao-Tse-Tung, ne les en émancipera.

Tout ce qu'ouvre comme possibilités l'actuelle situation internationale, le sort des courants centristes qui pourraient se former à partir de la crise du stalinisme, dépendront en définitive de l'évolution de la lutte des classes à l'échelle internationale et de la capacité des révolutionnaires à faire face aux tâches qui sont les leurs.

Juillet 1964
F. FORGUE.

LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ITALIEN

L'Italie présente aujourd'hui tous les symptômes d'une crise révolutionnaire en gestation, dont le caractère le moins surprenant n'est pas qu'ils passent complètement inaperçus de l'opinion ouvrière française. Quel que doive être le dénouement de cette crise, il est clair que les conséquences en seront importantes non seulement pour l'avenir du mouvement ouvrier de la péninsule, mais également pour les développements de la lutte de classe dans le reste de l'Europe. A deux années d'une poussée révolutionnaire sans précédent en Belgique, suivie quelques mois plus tard par la grève générale des métallos allemands, puis par le mouvement des Asturies et, un an après, par la grève des mineurs français, la grande bataille de classe qui se prépare en Italie place une nouvelle fois l'avant-garde marxiste devant l'ensemble des problèmes de la stratégie et de la tactique, c'est-à-dire de la construction du parti révolutionnaire et de son intervention.

I

Il n'est pas possible dans le cadre limité de cet article de s'étendre sur les traits particuliers à la situation économique italienne, pas plus que de décrire dans le détail les vastes actions de classe qui, depuis 1960, soulèvent semaine après semaine des millions de travailleurs.

L'Italie offre aujourd'hui le spectacle d'un pays où coexistent les formes les plus arriérées de la production agricole et artisanale et des secteurs hautement industrialisés, profondément pénétrés par le capital international

(en particulier allemand et américain), jouissant de solides positions sur les marchés étrangers, bénéficiant jusqu'à une époque récente d'abondantes réserves de main-d'œuvre, utilisant un appareil de production moderne, rationnellement implanté, et sur lequel ne pèse pas, comme en France, ou dans une bien moindre mesure, l'hypothèque d'une industrialisation ancienne, mal adaptée aux exigences de la concurrence impérialiste et qui doit être protégée par des mesures coûteuses pour l'ensemble de la bourgeoisie.

Le « miracle » (telle est la dénomination qui a été donnée à la considérable croissance économique de l'après-guerre par une bourgeoisie qui attribue volontiers à l'au-delà ce qu'elle doit au sang et à la sueur de son prolétariat), le « miracle » italien donc, qui se prolongeait depuis 1947-1948, a pris fin en 1963. Les taux de croissance de la production industrielle ont culminé en 1960 à 15,4 % par rapport à l'année précédente, taux jamais atteints dans le reste de l'Europe. Ils tombent à 9,7 % en 1962, et à 8,3 % en 1963. Les ruines dues à la guerre, génératrices comme ailleurs de « prospérité » économique, sont maintenant relevées, l'industrie a achevé d'assimiler les profondes mutations techniques importées d'outre-Atlantique ; la rente dont bénéficiaient les branches techniquement les plus avancées du fait de la basse productivité des autres secteurs (agriculture, industries handicapées), et qui leur assurait d'importantes possibilités d'autofinancement, va diminuant du fait de la pénétration rapide des rapports capitalistes dans les zones arriérées du Sud, et de la liquidation de nombre de petites et moyennes entreprises retardataires ; l'expansion de la production industrielle a partiellement épongé la main-d'œuvre excédentaire (moins de 600.000 chômeurs actuellement, contre plus de 2.000.000 en 1958) et au prix d'un exode rural sans précédent, envoyé aux usines des millions de travailleurs méridionaux, dépeuplant des régions entières et laissant sans solution des problèmes gigantesques tel que le logement urbain, la formation professionnelle et le déséquilibre des structures agricoles, qui pèsent lourdement sur les conditions de vie des masses travailleuses ; enfin, l'élargissement continu du marché intérieur atteint actuellement un palier qui ne peut être franchi dans le cadre des rapports de production existants : pour une part beaucoup plus importante que par le passé le développement de l'industrie italienne repose sur ses marchés extérieurs.

Or l'Italie est, depuis plus d'un an, en proie à une inflation galopante : de décembre 1962 à décembre 1963 les prix ont augmenté de plus de 8 %, le coût de la vie dépasse en octobre 1963 de 16,8 % le niveau atteint en octobre 1961, et rien n'indique que les choses soient près de rentrer dans l'« ordre ». Une telle situation érode très rapidement les positions du pays sur les marchés internationaux, éloigne les capitaux étrangers et accélère la fuite des capitaux nationaux. A son tour le déficit de la balance des comptes affaiblit la monnaie nationale et rend plus difficile le recours au crédit international. La contraction des débouchés extérieurs réduit la capacité d'autofinancement des entreprises italiennes, tandis que l'instabilité politique

et sociale rend plus malaisé l'appel au marché financier. L'investissement se fait plus difficile précisément au moment où les industriels italiens doivent renforcer leur potentiel de production pour faire face à l'aggravation de la concurrence internationale. La Bourse, excellent baromètre de l'opinion de la bourgeoisie, s'est montré fort sensible à l'ensemble de ces phénomènes : les cours se sont littéralement effondrés à Milan au cours des derniers mois.

Il serait faux de penser, avec le parti socialiste et le parti communiste italiens, que l'inflation italienne, bien que présentant des caractères spécifiques — sur lesquels il est impossible de revenir ici — s'explique exclusivement, ni même en premier lieu, par les déséquilibres de structure dont souffre l'économie du pays. Ni la pénurie de techniciens et d'ouvriers qualifiés, ni le caractère arriéré de la production agricole, ni même la course effrénée au profit et la spéculation qui sévissent dans des secteurs tels que la construction, tous éléments que l'on retrouve dans un pays comme la France, ne suffisent à expliquer les caractères propres de l'inflation italienne. L'élément moteur de la situation, il faut le dire, c'est la lutte ouvrière, le profond mécontentement de l'ensemble des couches des salariés, leur volonté d'arracher en combattant, au mépris complet de l'« équilibre économique », des améliorations de leurs salaires (+ 11 % 1963/1962) et de leurs conditions de vie que le capitalisme italien est hors d'état de leur accorder sans amputer son taux de profit. La hausse des prix répond à l'impossibilité absolue pour la bourgeoisie italienne d'accepter, dans les conditions actuelles, une contraction de ses profits donc de sa capacité d'investir. Du strict point de vue des « problèmes économiques » la situation est sans issue et ne comporte aucune solution « technique ». La bourgeoisie n'a pas le choix : tôt ou tard, il lui faudra restaurer aux dépens du prolétariat des conditions « normales » pour l'accumulation capitaliste. Et pour ce faire elle devra combattre. Les stalinienens ne trompent qu'eux-mêmes (et encore !) en prétendant que l'inflation capitaliste peut être enrayée par un programme de réformes de structures « sur le terrain de l'Etat, tel qu'il est aujourd'hui en Italie » (1).

En fait, les problèmes économiques posés par la crise latente du capitalisme ne peuvent trouver de solution que sur la base des intérêts de classe du prolétariat — dans la perspective de la lutte pour le pouvoir — ou de ceux de la bourgeoisie, qui ne peut rétablir son taux de profit qu'en faisant payer aux travailleurs le prix de l'inflation. Les propositions avancées par Carli, gouverneur de la Banque d'Italie, vont dans ce sens : blocage des salaires, réduction de la consommation privée et des dépenses publiques improductives (subventions, transferts sociaux), augmentation des taxes et des impôts indirects. Aux yeux de la bourgeoisie, le gouvernement Moro aura fait la preuve de son utilité s'il réussit à planifier (démocratiquement, bien entendu !) ces objectifs, ce qui éviterait d'avoir recours à une politique

(1) Natta Pajetta dans *Critica Marxista*, n° 5-6.

répressive coûteuse et incertaine. Telle est l'alternative : il n'est pas au pouvoir ni des directions ouvrières ni du gouvernement de centre-gauche de l'esquiver. L'affrontement entre les classes est inévitable.

II

Le prolétariat italien n'est plus ce qu'il était il y a vingt ans. N'ayant subi aucune défaite majeure depuis le renversement révolutionnaire du régime fasciste, en 1943, il n'a cessé de renforcer son potentiel de combat de 1945 à 1948 (journées insurrectionnelles de juillet provoquées par l'attentat contre Togliatti), puis des « chaudes journées » de juillet 1960 jusqu'aux grandes grèves des métallos (juillet 1962-janvier 1963). Il s'appuie sur des organisations intactes : la scission syndicale de 1948 n'a guère entamé les positions de la C.G.I.L. ; par ailleurs, pour toute une série de raisons, les stalinienens n'ont jamais réussi, comme en France, à s'assurer une mainmise totale sur la confédération.

La génération de la Résistance a fait l'expérience du tripartisme et de la duperie du programme de réformes de 1944-1945. Quant aux jeunes, ils voient leurs organisations s'évertuer à consolider une expérience gouvernementale en passe de sombrer dans le ridicule et dans l'impuissance. Ils se heurtent au front commun des appareils chaque fois qu'ils s'apprentent à frapper la bourgeoisie.

Plus de deux millions d'entre eux viennent du Sud ; séparés de leurs familles, peuplant dans les grandes villes du Nord de vastes quartiers de taudis ou de bidonvilles, peu ou pas qualifiés, féroceement exploités dans tous les aspects de leur vie de prolétaires, exposés en permanence au chômage et à l'insécurité, ils ne peuvent voir dans les organisations traditionnelles une protection efficace. Rares sont les jeunes immigrés affiliés au syndicat. Le temps n'est plus cependant où le chantage à l'emploi et le terrorisme patronal suffisaient à maintenir l'ordre dans cette masse d'affamés et de chômeurs intermittents. Victimes de l'exploitation capitaliste sous ses formes les plus brutales, c'est le capitalisme et son état qu'ils identifient d'emblée comme leur adversaire. Souvent hors de tout contrôle et de toute organisation, ils se battent sans ordre ni méthode. Du bris de machine aux combats de rue, ils expriment toute la violence et la haine des exploités. Privés de toute perspective par la politique des directions ouvrières, ils sont au premier rang dans l'action chaque fois que l'occasion leur en est donnée. Ce sont eux qui ont donné le ton des âpres manifestations de rue de ces derniers mois. Ils sont les « provocateurs » régulièrement dénoncés par les organisations chaque fois que les travailleurs se heurtent à la police : en juillet 1960 (8 travailleurs assassinés), comme à Turin, place du Statut, après la grève des métallos, comme à Bari en août 1962, comme à Rome en septembre 1963, lorsque les ouvriers du bâtiment laissèrent sur le pavé 150 policiers blessés.

Les jeunes, les immigrés, sans traditions, pleins de défiance à l'égard des organisations traditionnelles, sont mûrs pour la politique révolutionnaire.

Depuis quatre années les masses occupent le devant de la scène. La presse, y compris la presse française, nous rapporte, affaibli et déformé, l'écho de leurs luttes. Les grèves, les occupations répétées des usines et de la terre, les manifestations de rue se succèdent, toujours plus violentes, jour après jour. Tous les secteurs, toutes les couches, même les plus arriérés de la classe, sont entrés en lutte. Stimulés par l'exemple du puissant prolétariat industriel du nord du pays, les journaliers agricoles du sud, les mineurs sardes, les employés de commerce, les petits fonctionnaires, les chômeurs de grandes villes méridionales, tous réclament à leur tour du travail et l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans l'esprit de chacun se fait jour l'exigence de la jonction entre ces différents secteurs, fractionnés, dispersés et atomisés par les directions syndicales.

L'un des aspects les plus remarquables des luttes récentes est l'agitation qui règne dans les campagnes. Quatre millions de salariés agricoles du Sud, de métayers, de petits paysans, probablement le secteur le plus exploité et le plus misérable du prolétariat européen exigent la terre, des salaires garantis, la révision radicale des contrats de métayage, une réforme agraire basée sur l'éclatement des latifundia, le contrôle paysan des exploitations coopératives et une aide massive de l'état. Ainsi on a vu récemment entrer en grève des paysannes calabraises, embauchées 15 jours par an à la cueillette des olives, et réduites au chômage et à la misère tout le reste de l'année. De tels mouvements riches d'implications révolutionnaires échappent presque entièrement aux organisations ouvrières officielles : à la séance du comité central du parti communiste italien d'avril 1961, consacrée aux problèmes paysans, le rapporteur déplorait « le contraste entre l'activité des masses paysannes et l'incapacité du Parti de l'exprimer et d'en recueillir les fruits. »

Certes, toutes les couches du prolétariat italien sont mobilisées. Il n'y a pas pour autant mobilisation générale. Au contraire, le risque est grand, dans l'état présent, que les travailleurs ne gaspillent leur énergie dans des combats partiels auxquels les directions ouvrières n'ouvrent aucune perspective, et que la bourgeoisie réduit les uns après les autres.

Néanmoins, il est hautement improbable que la situation actuelle, profondément instable et explosive, puisse se prolonger longtemps. Du côté des travailleurs le point de rupture est atteint. La lutte de classe déborde de ses creusets naturels, les usines, et imprègne, sous les formes les plus originales, l'ensemble des problèmes que la bourgeoisie laisse sans solution : contre la hausse des prix les travailleurs organisent des manifestations contre la vie chère (Milan, Naples) ; à l'augmentation décidée par les propriétaires d'immeubles, les habitants de Milan viennent d'opposer la grève des loyers ; contre la spéculation foncière, les travailleurs du bâtiment ont entrepris une

série de grèves et des manifestations (l'une d'entre elles s'est transformée à Rome en une véritable bataille de rue contre la police) ; récemment, le 8 février 1964, à Naples, une manifestation de paysans et de petits commerçants s'est heurtée violemment aux forces de l'ordre. De tels événements se reproduisent de plus en plus souvent. Contre les manifestants arrêtés, les sentences se font plus lourdes : des années de prison aux travailleurs de Gênes (juillet 1960), aux ouvriers du bâtiment romains (septembre 1963), coupables d'être descendus dans la rue ; et, pendant que la presse de droite se félicite de ces mesures « exemplaires », que le P.C. se lamente de « l'iniquité » de la justice bourgeoise et du viol des droits garantis par la sacro-sainte constitution « démocratique » (éditorial de R. Trivelli, « Unità » du 19 décembre 1963), les juges eux-mêmes se mettent en grève, comme les médecins, les avocats et les hauts fonctionnaires.

Profondément inquiète de cette anarchie chronique, divisée sur l'attitude à adopter, la bourgeoisie use les unes après les autres, sans y porter remède, les différentes solutions que lui offrent les institutions et la conjoncture parlementaire. La tension sociale est telle que les plombs de la démocratie bourgeoise sautent les uns après les autres. Le gouvernement démocrate-chrétien de droite Tambroni, appuyé sur les fascistes, a été emporté par l'insurrection de juillet 1960. Il a fallu toute l'autorité du P.C.I. et du P.S.I. qui proposèrent et firent adopter l'arbitrage du président du Sénat, Merzagora, pour éviter que les choses aillent beaucoup plus loin. Les différents gouvernements Fanfani de « centre-gauche » ont disparu par la suite les uns après les autres, incapables de contenir les revendications ouvrières et de satisfaire en même temps les exigences des industriels et de la droite parlementaire. Les élections du 28 avril (sur la signification desquelles il faudra revenir plus loin), en renforçant considérablement le P.C.I. et en affaiblissant la Démocratie chrétienne, ont rendu quasi impossible une solution parlementaire viable, sauf participation gouvernementale des organisations ouvrières.

C'est la voie qu'a choisi le P.S.I. Avec le gouvernement actuel, laborieusement constitué après des mois de tractations dans une quasi-vacance du pouvoir, la démocratie bourgeoise tire ses dernières cartouches. Les quatre principaux partis politiques du parlementarisme traditionnel (P.S.I., D.C., P.S.D.I. et républicains) ont dû déléguer au gouvernement leurs principaux dirigeants, Nenni, Moro, Saragat et la Malfa, pour lui donner un semblant d'autorité. C'est à ce gouvernement, que le « Times » de Londres décrit comme « le plus conservateur des quinze dernières années », que l'impérialisme américain vient de prêter sans hésiter 1 milliard 125 millions de dollars, destinés sur le terrain économique à renflouer les caisses de l'Etat, à renforcer la lire sur les marchés étrangers, et (peut-être) à éviter une dévaluation (mais pour combien de temps ?), et, sur le terrain politique, à soutenir la social-démocratie (c'est Saragat qui a négocié le prêt), et la formule de centre-gauche.

Le parti socialiste n'a pas reculé devant la capitulation complète devant

la D.C. et le hara-kiri que représentait la scission de près de la moitié de ses membres (qui a constitué le P.S.I.U.P. - Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne) pour mettre au monde une formule gouvernementale inviable, certes, mais qui représente l'ultime tentative de préserver en Italie les institutions « démocratiques », et qui, à ce titre, est appuyée d'une manière à peine masquée par les dirigeants du P.C.I. Le P.C.I. tient à la bourgeoisie le langage suivant : « La formule gouvernementale actuelle est impraticable sans notre concours. Nous vous l'offrons aux conditions minima qui nous permettront de ne pas avoir trop de difficultés avec notre propre base. Songez, de votre côté, à la force d'ordre que nous représentons. » Le P.C.I. c'est le fier-à-bras de la politique italienne, qui hurle à la cantonade : « Retenez-moi, ou je fais un malheur ! », sachant très bien qu'il se trouvera un voisin charitable pour le ramener à la raison. Voilà d'ailleurs comment l'envoyé spécial permanent du « Figaro », à Rome, présente la chose : « Le parti communiste italien se gardera, en vérité, de déclencher un mouvement révolutionnaire. Il a atteint depuis longtemps une maturité politique qui s'accorde avec la prudence, et sans doute les conseils de Moscou en ce qui concerne particulièrement l'Italie »

Le P.C., qui se définit lui-même comme « parti national », « parti de gouvernement » et « parti populaire de masse » (Berlinguer dans « Critica Marxista », n° 5-6), se conduit en réalité comme une opposition loyale au gouvernement : il se place ouvertement sur le terrain de la recherche d'une « politique économique qui puisse être acceptée par les masses travailleuses (Bonaccini). Ce faisant, il rend à la bourgeoisie le plus grand service qu'elle puisse attendre de lui : attentif à ne pas créer au gouvernement la moindre difficulté (par exemple en mobilisant les travailleurs sur son propre programme de réformes, aussi modéré qu'il soit), le P.C. préserve en outre, grâce à sa formule de « tournant à gauche », l'ultime formule de rechange sur le terrain parlementaire en cas d'échec de la combinaison Moro-Nenni. Telle est la perspective clairement définie par P. Ingrao devant le Comité Central du 5 février 1964 : « Des éléments nouveaux mûrissent au sein de l'alliance de centre-gauche, et en particulier en ce qui concerne le problème des forces qui pourraient donner le jour à un gouvernement plus avancé. C'est précisément pourquoi notre action doit être liée à cette perspective d'un gouvernement plus avancé. »

Ainsi, c'est de tout leur poids que les chefs officiels de la classe ouvrière italienne doivent appuyer cette combinaison bâtarde pour éviter qu'elle n'éclate.

Conscients de la fragilité de la solution actuelle, nombre de secteurs de la bourgeoisie cherchent une issue : la Démocratie-chrétienne de droite (Scelba) préconise ouvertement la mise au point d'une politique de répression anti-ouvrière en alliance avec l'extrême-droite libérale et les fascistes, lesquels

alimentent une atmosphère de peur et de défiance grâce à des méthodes éprouvées : deux attentats à la bombe ont eu lieu au mois de janvier contre les Bourses du Travail de Rome et de Piombino. De son côté l'ancien ministre Pacciardi et son mouvement « pour la III^e République » se prononcent pour une réforme constitutionnelle de type gaulliste. Mais, tandis que le gaullisme a pu passer en France sans combat, il ne pourra s'imposer en Italie sans livrer bataille. A ces partisans de l'opération à chaud s'oppose le courant majoritaire de la Démocratie-chrétienne, qui estime pouvoir obtenir un délai pour la mise en œuvre d'une politique de plan destinée à bâillonner et à entraver les organisations syndicales, de manière à institutionaliser le concours qu'elles lui apportent dans la phase critique actuelle. Cette tendance a compris combien est dangereuse l'existence d'organisations syndicales indépendantes, qui offrent à la classe ouvrière le cadre naturel de sa mobilisation et par le canal desquelles s'exprime, quel que soit le désir de collaborer mille fois réaffirmé de ses dirigeants, la volonté de combat du prolétariat.

Cette discussion se développe dans une extraordinaire atmosphère de putréfaction et de corruption. Toute une faune d'affairistes, de spéculateurs et d'escrocs, souvent liés au Vatican et aux milieux politiques démocrates-chrétiens, s'acharne sur chaque occasion de s'enrichir par la fraude, la concussion, la « combinazione ». Le P.C., qui mène campagne pour la « moralizzazione » de la vie publique, a fort à faire pour dénoncer les innombrables scandales qui, périodiquement, éclaboussent jusqu'aux membres du gouvernement. L'agonie de la démocratie bourgeoise en Italie prend l'allure de la fin d'une époque.

L'organe bourgeois « Il Corriere delle Sera » écrivait le 2 mars 1964 : « Comme en France dans les derniers temps de la IV^e République, beaucoup d'Italiens ferment les yeux, espérant que le pire pourra être renvoyé au lendemain, voire au surlendemain. » Le pire, ce sont les échéances révolutionnaires remises d'année en année. Il nous faut voir maintenant comment les organisations ouvrières se préparent à y faire face.

III

Pour l'ensemble des directions ouvrières, l'alerte a été chaude en juillet 1962, lors de la grève des usines Fiat. Pour la première fois depuis des années, les 130.000 ouvriers de la Fiat abandonnaient massivement le travail. Face au lock-out patronal qui s'ensuivit, excédés par l'attentisme de leurs organisations, rendus furieux par l'attitude du syndicat réformiste U.I.L. (Union Italienne du Travail) qui décide seul, en pleine période de grève, d'ouvrir les négociations pour le renouvellement du contrat d'entreprise, les travailleurs, en très grande majorité des jeunes non organisés, manifestent à Turin, se heurtent très violemment et à plusieurs reprises à la troupe (le gouvernement,

soutenu par le P.S.I., peu sûr des unités stationnées dans la ville, a fait venir des renforts de Pavie) et saccagent les locaux de l'U.I.L. La C.G.I.L. et sa Fédération des Métaux, la F.I.O.M., s'empresstent de se désolidariser des travailleurs en grève, et d'attribuer les violences à des groupes de « provocateurs » et de « blousons noirs ». La Confédération publie le communiqué suivant : « La C.G.I.L. et la F.I.O.M. approuvent l'attitude ferme adoptée par les organisations syndicales de Turin contre des groupes de provocateurs et de dévoyés parfaitement étrangers aux organisations de travailleurs et probablement liés aux forces qui tentent de discréditer la réussite d'une grande grève revendicative en la présentant comme le fruit de la violence et non comme l'adhésion consciente des travailleurs à la ligne adoptée par toutes leurs organisations. Ces provocateurs seront isolés et dénoncés comme des ennemis des travailleurs et de leur lutte... La C.G.I.L. et la F.I.O.M. expriment leur préoccupation devant une manœuvre... qui vise, sur le plan syndical, à dénaturer le contenu des luttes revendicatives, et, sur le plan politique, à atteindre les forces qui proposent, au niveau du gouvernement (il s'agissait du gouvernement de centre-gauche dirigé par Fanfani), une politique de renouvellement et de développement de la démocratie. »

Quant au P.C., tout en semonçant ses propres militants, il tient par-dessus tout à dégager sa responsabilité, et à démentir toute participation de sa part aux événements de Turin. Pajetta, membre du Bureau politique, déclare : « Toute tentative, d'où qu'elle vienne, de provoquer notre parti représente aujourd'hui un danger, car elle peut aggraver une situation déjà tendue... Notre démenti le plus catégorique est d'abord un rappel à la vigilance et à la discipline. » Et, au cours du procès intenté à un groupe de grévistes arrêtés au cours de la manifestation, l'avocat de la défense (conseiller municipal stalinien de Milan), s'adressant aux juges, déclare : « Apprenons à ces jeunes dévoyés que nous jouissons d'assez de liberté pour pouvoir les élargir. Ils se convaincront ainsi plus facilement de ce que leur attitude était erronée. »

Dans les jours suivants, la C.G.I.L., qui a à son tour décidé la reprise, organise plusieurs grèves de 24 heures qui, malgré le climat d'enthousiasme dans lequel elles se déroulent, démontrent les ouvriers par leur totale absence de perspectives. Le résultat ne se fait pas attendre : le 6 août, l'ordre de grève des Centrales syndicales reste sans réponse ; 94 % des travailleurs de la Fiat demeurent au travail.

Que les travailleurs retournent leur colère contre un syndicat jaune, c'est toutes les bureaucraties qui se sentent menacées ! Que les travailleurs engagent des actions révolutionnaires, le P.C. n'y voit que le risque que la bourgeoisie s'en saisisse pour le frapper ! Rien ne saurait mieux indiquer à quel point ces puissantes organisations que sont une C.G.I.L. de plus de six millions d'adhérents et un Parti Communiste de près de 1.800.000 membres sont vulnérables, dans la mesure où elles se refusent à s'appuyer sur l'initiative révolutionnaire des travailleurs, à quel point leur direction, si les ouvriers ne

réussissent à s'en affranchir, mène le prolétariat italien vers les plus grandes défaites, à quel point leur marge de manœuvre est étroite entre la répression patronale et la volonté révolutionnaire qui s'exprime dans les usines.

Depuis ces événements, les bureaucraties ouvrières, avec les formes qui conviennent à chacune d'elles, se sont orientées vers l'appui ouvert aux expériences de « planification démocratique », lesquelles d'ailleurs se heurtent à de telles difficultés, compte tenu des exigences contradictoires des « partenaires sociaux », qu'elles en restent encore au stade des travaux d'approche. Du fait de l'extrême urgence de la consolidation du rapport de forces instable entre les classes que comprend la bourgeoisie « modérée » au pouvoir, les problèmes posés par l'intégration des syndicats à l'appareil ont mûri en Italie beaucoup plus vite qu'en France. L'absence d'une tradition syndicaliste révolutionnaire dans le mouvement ouvrier de la péninsule a interdit que se cristallise à l'intérieur des syndicats une opposition cohérente et organisée aux thèses intégrationnistes. Les difficultés que rencontrent les directions à s'engager dans cette voie leur viennent pour l'essentiel de la base ouvrière qui fait quotidiennement l'expérience de ce que signifient les contrats d'entreprise, qui comprend qu'à la clé de la planification « démocratique », il y a le blocage des salaires, et dans une bien moindre mesure, de certains dirigeants syndicaux, tel V. Foa, secrétaire général de la C.G.I.L. (c'est probablement la signification de son adhésion au P.S.I.U.P.), qui redoutent les conséquences d'une telle politique, mais qui sont hors d'état de formuler d'autres propositions.

C'est au sein de la Fédération des Métaux de la C.G.I.L., la F.I.O.M., que s'expriment le plus complètement les tendances intégrationnistes de la bureaucratie syndicale. Le récent congrès de cette organisation a montré jusqu'où pouvait aller la direction ouvrière officielle pour étouffer la volonté des travailleurs dans le secteur le plus brûlant de la lutte de classe. La première des deux thèses (« alternatives ») présentée par le C.C. de la F.I.O.M. (citée par Bandiera Rossa) faisait appel « au sens des responsabilités du syndicat face au risque éventuel d'échec de la politique de programmation, lequel pourrait aller, le cas échéant, jusqu'à réduire sa plate-forme revendicative » ; la seconde de ces thèses proposait que « les initiatives syndicales soient déterminées directement en fonction des objectifs du plan. » Il vaut la peine de citer — en en respectant le style contourné — l'amendement à ces thèses (lesquelles ont d'ailleurs mystérieusement cessé d'être « alternatives » pour devenir « organiques et unitaires »), fruit d'un laborieux compromis entre les stalinien et la droite socialiste réalisé à l'issue du récent Congrès de Rimini :

« La F.I.O.M. s'engage à contribuer au succès d'une programmation démocratique — laquelle ne peut en tant que telle se fonder sur le sacrifice de la classe ouvrière — en participant à tous les niveaux, et sous une forme autonome, à l'élaboration des objectifs d'une programmation économique destinée à modifier, sur la base de réformes de structures, l'orientation des

investissements et de la production, et, par conséquent, les rapports de forces existant dans la société. C'est dans cette perspective que la F.I.O.M. affirme la nécessité d'une participation autonome du syndicat à l'élaboration d'une politique d'orientation de la consommation. Cette participation du syndicat peut assurer le succès des mesures tendant à orienter le pouvoir d'achat des masses laborieuses vers un type de consommation aujourd'hui comprimé.

« Le succès de ces mesures, dans le cadre de la programmation démocratique revendiquée par la F.I.O.M., rend compatibles la réalisation des objectifs de la programmation et la liberté revendicative du syndicat. Il est certain, par ailleurs, que le syndicat ne pourra pas ne pas tenir compte — dans le cours de son action revendicative — de la mise en œuvre des mesures innovatrices et des réformes qu'entraînera la politique de programmation démocratique : il fera tout ce qui est compatible avec sa nature de syndicat pour en favoriser le succès... » (« Unità », 12 mars 1964).

Aux yeux de la bourgeoisie, la bonne volonté de la F.I.O.M., et, derrière elle, de l'ensemble des directions syndicales, toutes tendances réunies, est garantie par la fermeté avec laquelle elles étranglent les mouvements par la pratique des grèves tournantes et des accords d'entreprise. Du fait de l'extrême tension qui règne dans les usines, les responsables syndicaux doivent appliquer ces méthodes avec une brutalité et un cynisme sans précédents. Les formidables grèves des métallos (juillet 1962-janvier 1963) furent ainsi torpillées par la tactique des « trois jours de grève-trois jours de travail », puis « une heure de grève-une heure de travail » que le plumeur ignorant et prétentieux de la « gauche » française, A. Bosquet, présentait à l'époque comme une démonstration de « virtuosité » (« L'Express », 27 septembre 1962). Lorsque tel ou tel patron lock-outait, la F.I.O.M. faisait alors reprendre le travail, pour débrayer à nouveau quelques semaines plus tard. Périodiquement, les manifestations de métallos débordaient le service d'ordre du syndicat, et se heurtaient violemment à la police. Au mois de janvier, la direction de la F.I.O.M. donna le coup de grâce : en pleine grève générale, elle signa un accord séparé à la Fiat, puis chez Olivetti, accords dont les clauses furent imposées aux autres entreprises, puis codifiées par une convention à l'échelle nationale. La convention collective de la métallurgie de mars 1963 n'est donc pas autre chose que la somme d'accords d'entreprises conclus dans le seul souci de faire rentrer les travailleurs et de mettre fin à un conflit qui risquait de s'étendre, et non pas un texte constatant à un moment donné un certain rapport des forces entre le patronat et l'ensemble des travailleurs de la métallurgie. Moins d'un an plus tard, il n'est pas une seule des dispositions réellement favorables que contenait cette convention qui ait reçu même un commencement d'application. Il est clair, par exemple, que le patronat refusera de discuter des cadences, dont la convention prévoyait qu'elles ne pourraient être modifiées sans consultation des syndicats, avec des organisations qui ne seront pas en mesure de faire respecter l'accord élaboré en commun. D'où la nécessité de faire du syndicat le garant, face à la direction, du respect, de la part des ouvriers, des différents aspects de la

discipline du travail. La reconnaissance légale ou contractuelle de la section syndicale d'entreprise répond à cette nécessité : elle ferait de l'organisation ouvrière l'intermédiaire « naturel » entre le patron et ses exploités, de même que la participation (qu'ils réclament) aux organismes dotés de pouvoirs de la planification « démocratique » transformerait les syndicats en rouages d'un appareil d'Etat de type corporatiste. La reconnaissance permettrait en outre de réprimer plus aisément les actions non contrôlées par le syndicat, grèves « sauvages » et autres, qui se multiplient dans presque tous les secteurs.

C'est dans cette voie, celle du « plein exercice du pouvoir contractuel du syndicat dans l'entreprise » (résolution du 11 mars 1964) que s'engagent les dirigeants de la F.I.O.M., qui, en cela, ne font que frayer la voie aux bureaux confédéraux de la C.G.I.L. et des autres centrales. Telle est d'ailleurs l'opinion du représentant de « L'Unità », organe central du P.C., au congrès régional F.I.O.M. de Turin, qui conclut ainsi : « Il faut développer la politique des contrats d'entreprise, et, pour cela, modifier profondément le syndicat tel que nous le connaissons. Dans quelle direction ? Dans la direction du syndicat autonome (c'est-à-dire ayant rompu ses liens avec les centrales, N.D.L.R.), basé sur la section syndicale d'entreprise, le syndicat de tous les travailleurs ».

Des centaines et des centaines de milliers d'ouvriers font aujourd'hui l'expérience de la politique néfaste des « luttes articulées » (voir les grèves actuelles dans la chimie et le textile) et des contrats d'entreprise. Faute de l'existence d'une tendance révolutionnaire dans les syndicats, capable de dégager les perspectives de la lutte de classe (laquelle s'explique par l'absence d'une avant-garde organisée jouissant de quelque crédit dans des secteurs même limités de la classe), ces ouvriers s'engouffrent, au prix d'une énorme déperdition d'énergie, dans les voies étroites que leur ouvrent les directions syndicales, et s'emparent, pour en faire des armes de combat, des barrières échafaudées par les bureaucrates pour les canaliser. C'est ainsi qu'autour de la convention des métallurgistes, foulée aux pieds par le patronat, s'organise une nouvelle mobilisation de l'ensemble de la catégorie. Tandis que nombre de travailleurs, tels les délégués de Olivetti au congrès F.I.O.M. de Turin (« Unità », 29 janvier 1964) comprennent « les limites et les dangers des contrats d'entreprise, ainsi que la possibilité qu'ils offrent au patronat d'intégrer, d'entraver les ouvriers », tous estiment que c'est à l'action de classe qu'il faut faire appel pour imposer le respect de la convention, action qui, dans le même temps, fera éclater la convention dans ses parties les plus étriquées. La poussée révolutionnaire s'exprime au sein des syndicats et déborde simultanément à l'extérieur, elle fraie la voie à la liquidation des directions traîtres, en même temps qu'elle prépare le terrain pour la construction des organisations autonomes de classe dont les travailleurs ont besoin pour combattre. Les révolutionnaires doivent tenir compte de ce double aspect des choses : ils ne peuvent, en particulier, se condamner à l'isolement hors des syndicats de masse qui ne sont nullement encore les organisations « intégrées » que veut en faire la bourgeoisie.

Le Parti Communiste est le principal garant de l'ordre social en Italie. Mais, dans les conditions de crise chronique et de décomposition avancée de la société bourgeoise, il lui est de plus en plus difficile de contenir, dans des limites compatibles avec sa propre existence en tant que parti centralisé, la pression des classes adverses qui s'exprime en son sein.

La tendance à l'intégration a ses principaux porte-parole en la personne de G. Amendola, membre du B.P., et de B. Trentin, secrétaire général de la F.I.O.M., membre du C.C. En même temps qu'elle traduit la crainte des masses qui anime de larges cercles de bureaucrates, les fortes positions qu'elle occupe dans le parti s'expliquent dans une certaine mesure par la place spécifique du parti lui-même dans la société italienne, où, pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici, de très larges couches de la petite bourgeoisie intellectuelle sont organisées ou influencées par les partis de la classe ouvrière. Les militants et autres compagnons de route qui proviennent de ces couches, influents dans l'Université, la presse, l'édition, etc., font à certains égards du P.C. un parti « progressiste », qui apparaît à ce titre comme le défenseur le plus éclairé des valeurs de la culture bourgeoise contre l'obscurantisme et le cléricalisme agressif des démocrates chrétiens. C'est grâce à eux que « L'Unità » est un journal « bien fait », que les revues culturelles communistes sont « lues ». Les postes importants qu'ils occupent dans l'appareil ont peu à peu modifié son ancienne composition sociale ouvrière, et, parallèlement, ils font pénétrer à l'intérieur du parti les exigences de la stabilité de la société capitaliste. A cet égard, ce que le P.C. exprime volontiers sous le vocable, emprunté à Gramsci, « d'hégémonie » de la classe ouvrière, ne traduit en fait que l'abandon de ses positions de classe de la part d'un parti « ouvrier » qui s'est fait depuis longtemps la meilleure béquille de l'ordre établi.

Les vieux staliniens de l'appareil (Spano, Longo, Scoccimarro) s'effacent depuis quelque temps au profit d'une « gauche » (?) (Ingrao, Natoli, Reichlin), sensible aux pressions des militants du rang, et qui renâcle devant le quasi-suicide politique que lui propose la droite du parti. Le caractère velléitaire et timoré de ce « groupe » (?) rend difficile d'évaluer ses positions à travers la seule lecture des comptes rendus des comités centraux.

Autour de P. Togliatti, le vieux noyau dirigeant concilie difficilement ces pressions contradictoires. Il doit réprimer « dans d'importants secteurs d'activité » à la fois les « déviations réformistes et maximalistes » (G. Fanti, secrétaire fédéral de l'Emilie dans « Critica Marxista », n° 5-6, p. 250). Son poids et son autorité sur le parti sont bien moindres que ceux de la direction thorézienne sur le parti français. Celle-ci a su se débarrasser de Servin et Casanova, tandis que celle-là doit tolérer Amendola et Trentin. Voici comment l'un des principaux dirigeants du P.C.I., E. Berlinguer, expose la position du centre de

Togliatti : « ... Au cours des dernières années, le parti a dû lutter pour surmonter deux obstacles fondamentaux. Le premier, essentiellement intérieur, nous venait, et nous vient encore, de l'incapacité, sourde ou déclarée, de comprendre la nécessité du renouvellement, d'un conservatisme obstiné, d'encroûtements et d'habitudes accumulées d'année en année. Le second, surtout extérieur, mais qui se manifeste et se reflète également à l'intérieur du parti, a consisté et consiste encore en des sollicitations et des pressions qui, au sens large, peuvent être appelées « révisionnistes »... Le révisionnisme de droite s'exprimait déjà en 1955-1956. Il se développa pendant la période du « miracle économique ». Il existe encore aujourd'hui. Il s'est doublé, plus récemment, d'une menace révisionniste "de gauche" ». Et c'est probablement dans le dessein de plaider « pro domo » que Togliatti, dans son récent essai sur « La Formation du groupe dirigeant du P.C.I. en 1923-1924 », établit une analogie à peine voilée entre la situation de la direction actuelle et celle du groupe Gramsci-Togliatti de 23-24, soutenu par Zinoviev, en lutte à la fois contre l'ultra-gauchisme de Bordiga et les tendances social-démocrates. Ce n'est pas non plus par hasard que la presse stalinienne a publié récemment nombre de documents faisant ressortir le rôle de force d'ordre joué par le P.C. après la Libération, ni que Togliatti, dans son discours à la Conférence d'Organisation (15 mars 1964), est revenu à plusieurs reprises sur les tendances « gauchistes » apparues à l'époque au sein du parti.

Cependant vingt ans d'exil et la répression fasciste ont distendu les liens entre la direction et la base. Le mouvement révolutionnaire de 1943, au cours duquel l'appareil a été, ici et là, largement débordé, a laissé des traces dans la conscience des militants. Aucune grave défaite n'a contribué, depuis, à resserrer autour de ses dirigeants les rangs, du parti stalinien. Malgré ses 1.800.000 adhérents, le P.C.I. est, en fait, une organisation relativement fragile, en dépit de l'immense autorité dont il jouit et de la confiance qu'il rencontre dans les larges masses ouvrières. Seul toutefois le regroupement d'une avant-garde marxiste, dont les éléments se dégagent peu à peu dans les combats de classe, et au sein même du parti, permettra au prolétariat d'enfoncer des coins dans les fissures de l'appareil et de faire éclater la vieille direction stalinienne.

Les vicissitudes internes de l'appareil évoluent au rythme de la crise de la bourgeoisie, mais aussi en fonction de la maturation qui s'opère chez les militants communistes du rang. Dans la dernière période, tout une pléiade de groupes de militants, très souvent des jeunes, plus ou moins organisés, ont rompu avec le parti, ou en ont été exclus dans un black-out total soigneusement entretenu par la direction et avec les procédés les plus grossiers et les plus déloyaux, qui réduisent à néant les bavardages grotesques sur le prétendu caractère « démocratique » du Parti Communiste Italien. Un cas parmi bien d'autres : le cercle Campo Marzio des J.C. de Rome, dont la majorité avait

adopté des thèses ouvertement marxistes et révolutionnaires dans le cadre de la préparation du Congrès de la F.G.C.I., fut dissous avant le Congrès, ses réunions dispersées par la force, son local fermé, ses responsables exclus par décret. Dans un tract diffusé à la porte même de la salle où se tenait le X^e Congrès du Parti, ce même groupe (« Ritorniamo a Lenin ») pouvait dénoncer le fait que ce congrès « ait été préparé par l'exclusion de dizaines de militants, et par l'isolement et la tentative de lynchage politique de centaines d'autres dans toute l'Italie ».

Ce mouvement qui s'accélère dans les secteurs les plus politisés de la base du Parti place les militants révolutionnaires, et, en premier lieu, ceux qui se réclament du trotskysme en face de leurs responsabilités : il dépend d'eux qu'il se polarise sur la base du programme, ou qu'il donne naissance à une nouvelle organisation centriste (dont, parmi d'autres, les militants « chinois » du Centre Lénine de Milan veulent déjà jeter les bases), qui serait un obstacle de plus sur la voie de la construction du Parti révolutionnaire.

Les élections législatives du 28 avril 1963 éclairent vivement les problèmes de la définition d'une stratégie révolutionnaire en Italie : d'un côté le Parti recueille deux millions de voix supplémentaires par rapport à la précédente consultation. Le prolétariat, la paysannerie, les couches paupérisées de la petite bourgeoisie se détournent de la D.-C., ainsi que du P.S.I., gravement compromis dans l'opération de centre-gauche, et s'adressent au P.C., en qui elles voient le porte-parole d'une politique révolutionnaire. Mais, simultanément, le Parti se vide rapidement de sa substance militante.

Des pans entiers des organisations communistes s'effritent, et l'usure est la plus rapide dans les secteurs ouvriers, ainsi que nous l'apprennent les chiffres publiés par E. Berlinguer dans le numéro de septembre-décembre de « Critica Marxista » :

		Effectifs	
		P.C.I.	F.G.C.I. (jeunesses)
1954		2.145.317	430.908
1956		2.035.353	358.126
1957		1.825.342	245.199
1963		1.614.886	172.206

P.C.I. : 1963/1954 : — 25 % ; F.G.C.I. (jeunesses) : 1963/1954 : — 40 %.

Nota : Il faut signaler, avant de poursuivre, que, selon les chiffres communiqués à la conférence d'organisation de mars 1964, le mouvement de baisse d'effectifs a pris fin cette année, et qu'une remontée a été amorcée, ce qui n'altère en rien le caractère significatif des chiffres officiels ci-dessus.

Tandis qu'entre 1954 et 1962 le nombre total d'ouvriers industriels a augmenté de 53,4 % pour atteindre 6.505.000 individus, les ouvriers membres

du parti ne sont plus en 1962 que 643.733 contre 856.314 en 1954, les salariés agricoles 206.684 contre 382.257 aux mêmes dates. Il est important, à cet égard, de relever la chute des effectifs qui a suivi la révolution hongroise. Malgré la « montée des jeunes » dans la population active, l'âge moyen des membres du parti tend à s'élever. Mais la donnée la plus significative est la suivante : en 1954, le parti comptait 11.495 cellules d'entreprises. Elles ne sont plus que 5.917 en 1962 (dont 4.538 cellules d'usines). Les cellules de quartier sont tombées de 45.440 à 32.077. Il arrive fréquemment que les cellules comprennent plus d'une centaine de membres, ce qui interdit toute espèce de travail communiste réel. Berlinguer (« Critica Marxista », n° 5-6, p. 206) dénonce d'ailleurs le glissement du P.C. vers un « parti d'opinion », et « la sous-estimation... du travail pratique et d'organisation ».

Pendant cette même période, le nombre des sections territoriales se maintenait (1954 : 9.569 ; 1962 : 8.895) : tout cela indique clairement l'extraordinaire rapidité à laquelle se poursuit la social-démocratisation du P.C. évaluée au niveau des données brutes d'organisation. Berlinguer (« C.M. », 5-6, p. 201) signale par ailleurs « des déviations électoralistes diffuses dans certains groupes de cadres, des manifestations d'indiscipline politique, etc. » ; il observe également « la lenteur du processus de formation de nouveaux cadres dirigeants » ainsi que « la difficulté croissante de faire venir de la production jusqu'à nos appareils, en tant que révolutionnaires professionnels (sic !), des forces neuves, socialement et professionnellement qualifiées ».

Sous le vocable, emprunté à Lénine, de « parti de type nouveau », la bureaucratie théorise ses propres carences. Mais elle va beaucoup plus loin encore : elle traduit l'exigence de la bourgeoisie de liquider jusqu'aux vestiges de l'organisation de combat qu'a été le P.C.I., dont elle sait que, malgré la politique actuelle de sa direction, il représente toujours pour les ouvriers communistes un pôle d'organisation, donc de regroupement et d'intervention dans la lutte de classes. C'est cette perspective qu'exprime cyniquement Giorgio Amendola (« Critica Marxista », n° 5-6, p. 184) dans ce passage qu'il faut traduire en entier, aussi exactement que possible : « ...Il est possible de construire une nouvelle unité démocratique, caractérisée par la pluralité des partis, des associations de masses, et par la multiplication des foyers de vie, d'initiatives et de mobilisation démocratique, une unité démocratique qui ne dépende pas d'accords précaires de sommet entre les partis, mais qui plonge ses racines dans une réalité populaire, dans une création originale de nouvelles forces unitaires (sic !). Le problème d'un parti unique des travailleurs, point de rencontre et de fusion des partis actuels de la classe ouvrière, a retrouvé son actualité. J'estime qu'il vaut la peine d'examiner ce problème, à la lumière de la situation du mouvement ouvrier international, de la transformation du système capitaliste, et en fonction de l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire qui, nourries de la riche expérience du mouvement ouvrier international depuis la révolution d'Octobre, pourront indiquer

de nouvelles voies pour les progrès du socialisme dans les pays capitalistes occidentaux. Je crois en outre que cette nouvelle unité démocratique réalisée dans notre pays, articulée et différenciée, riche d'éléments originaux, dynamique, simple et robuste, capable de résister à toutes les forces scissionnistes et centrifuges, pourra préfigurer dans ses lignes essentielles ce que pourrait être un parti du Travail en Italie, phénomène nouveau, lié de manière originale au mouvement de masses et aux organismes de démocratie directe, dans le respect de l'autonomie réciproque des fonctions. Ainsi, le développement d'un tel mouvement unitaire pourrait préfigurer ce que serait en Italie un système socialiste, qui ne sera pas exagérément centralisé, comme le craignent les travaillistes, mais qui sera en revanche capable d'animer une planification démocratique garantissant l'initiative individuelle, un large système d'autonomies et de libertés politiques, qui stimulera la libre recherche culturelle et la confrontation des idées. »

« Nous voulons, écrivent quant à eux A. Natta et G. C. Pajetta, un parti qui ne soit pas démocratique pour la seule raison qu'il discute de ce qu'il faut faire ; nous avons besoin d'un parti qui soit démocratique parce qu'il fait à tous les instants et à tous les niveaux ce qu'il est nécessaire et possible de faire... Nous avons besoin d'un parti en état de remplir toujours mieux une série de fonctions spécialisées, un parti articulé pour une démocratie articulée... Il n'est pas douteux que la nécessité d'adhérer à la réalité que nous connaissons, celle d'une démocratie en mouvement, de rechercher et de faire nôtre une voie non insurrectionnelle vers le socialisme, au sein et sur le terrain de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui en Italie, exige du parti qu'il travaille sur les problèmes nouveaux de l'articulation, de la centralisation, de la démocratie, entendue comme participation consciente de centaines de milliers de membres du parti... » (« Critica Marxista », n° 5-6, p. 128.)

Sans aller aussi loin, la majorité stalinienne du P.C.I. lançait déjà en 1930, en pleine période fasciste, les mots d'ordre : « Assemblée républicaine à base de Conseils ouvriers et paysans », et « La Commune aux Travailleurs », que l'opposition de gauche italienne avait dénoncés en leur temps comme « reposant sur la théorie social-démocrate de la possibilité, pour l'Etat bourgeois et pour ses organes, de se transformer d'instrument d'oppression en instrument d'émancipation des masses travailleuses » (Blasco, « La lutte de classes », juillet 1930). Trente ans plus tard, la « théorie » du parti et de l'Etat mise au point par les dirigeants du P.C.I. recouvre toujours, sous un vocabulaire différent (autonomies régionales et communales, centres de décisions économiques et politiques, etc.), les mêmes utopies réactionnaires. Au nom du polycentrisme, ils ont largué les amarres qui les attachaient au mouvement international ; ils placent maintenant le parti, avec l'invraisemblable théorie du « parti de type nouveau » devant des propositions d'organisation qui débouchent à terme sur le sabotage pur et simple. Nul ne peut prévoir les immenses conséquences d'une telle proposition (remarquons en passant que, selon le bulletin « Unir »,

les « Italiens » auraient commencé un travail de fraction à la base du parti français, lequel relance, de son côté, l'idée du parti unique), ni surtout dans quels délais et au travers de quels bouleversements nationaux et internationaux, de quelles ruptures au sein de la bureaucratie stalinienne une telle perspective pourra émerger concrètement de la débauche verbale qui sert actuellement à la dissimuler et à brouiller les pistes.

Tout occupés à jeter les bases théoriques du « parti de type nouveau », les dirigeants staliniens jettent par-dessus bord tout l'acquit du marxisme, et tirent un trait sur leur propre passé et celui du mouvement ouvrier tout entier. Ainsi Lucio Magri, dans un extraordinaire article de « Critica Marxista » (n° 5-6), dénonce pêle-mêle les erreurs « jacobines » de « Que Faire ? » et du parti bolchevik, le caractère aventuriste de l'insurrection d'octobre 1917, et la nécessité de la filiation léninisme-stalinisme. En définitive, nous apprend Magri, ce qui manquait en Europe à l'issue de la première guerre mondiale, ce n'était pas des partis bolchéviks capables d'exploiter une situation révolutionnaire, mais une organisation qui aurait « réussi à créer autour d'elle un regroupement large et organique de forces sociales et d'idéaux » en vue d'une « perspective positive de transformation de la société », autrement dit, un parti de type nouveau.

Sur la voie de la liquidation du parti que prépare la bureaucratie stalinienne (ou certains de ses éléments) se dresseront les cadres d'usines et les militants communistes, ainsi que nombre de responsables. Le rôle des militants marxistes est de préparer une issue positive de cette crise en jetant, d'ores et déjà, les bases du parti révolutionnaire.

V

Le premier contrecoup des formidables difficultés qui assaillent les directions ouvrières traditionnelles a été la scission du Parti socialiste italien qui a amené la quasi-totalité de la gauche de ce parti (plus de 40 % des mandats au dernier congrès) à constituer le P.S.I.U.P. (11-12 janvier 1964) ou plutôt à le reconstituer comme le soulignent à chaque instant les dirigeants de la nouvelle formation : car ce n'est pas par hasard que Vecchiotti et ses amis se réclament de l'ancien P.S.I.U.P., produit de la fusion, en août 1943, du vieux parti réformiste P.S.I. et du M.U.P. (Mouvement pour l'Unité Proletarienne) de Lelio Basso, qui prit sa part par le canal du Front Démocratique Populaire et des gouvernements tripartis au rétablissement de l'ordre bourgeois en Italie dans les années de l'immédiat après-guerre.

Conséquents avec leur passé, les dirigeants de la gauche du P.S.I. ont tenté, autant et aussi longtemps qu'il leur fut possible, d'éviter la rupture, même après la constitution du gouvernement Moro-Nenni. Ce n'est pas ici le lieu de reprendre les obscures tractations par le moyen desquelles la direction de la gauche essaya d'esquiver l'agression de la droite qui exigeait

d'elle une capitulation sans conditions. (On peut se reporter à ce sujet à l'excellent article de A. Marsico dans « Partisans » n° 14.) Du point de vue qui nous intéresse, il est clair que la majorité ne provoquait la gauche que pour donner des garanties à la Démocratie-chrétienne, tandis que la minorité, bien qu'elle fût consciente des risques de l'opération et des possibilités de débordement qu'elle comportait, ne pouvait accepter le véritable suicide politique qu'aurait été une nouvelle capitulation. Le P.S.I. a dû entrer au gouvernement parce que la stabilité de l'ordre bourgeois l'exigeait. A son tour, la gauche a fait scission pour tenter de ne pas perdre le contrôle de la base socialiste et en particulier des cadres ouvriers du P.S.I. Telle a été la division du travail entre les deux ailes de la bureaucratie réformatrice.

Il faut rappeler, pour comprendre l'importance de ces événements, que le Parti socialiste italien (près de 500.000 membres) occupait une place réelle dans la lutte de classes : il avait conservé intacte sa base prolétarienne et avait su éliminer de ses rangs les sociaux-démocrates de droite type Saragat. La crise révolutionnaire ne l'a pas épargné. Son éclatement est dû, en dernière analyse, à la réfraction en son sein de la pression des classes opposées : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.

En l'absence d'une fraction révolutionnaire au sein du P.S.I., la pression de la base a accouché du P.S.I.U.P., enfant bâtard qui reflète à la fois les efforts d'une couche de bureaucrates pour conserver leur emprise sur les masses et la volonté révolutionnaire de ces masses qui disposent désormais d'un nouveau cadre d'organisation par où s'exprimer. La direction du P.S.I.U.P. ne contrôle pas le processus qui lui a donné naissance. Elle essaye désespérément de trouver des points de repère dans le tourbillon qui l'entraîne : d'où son désir, maintes fois répété, d'occuper « l'espace politique » laissé vide par la défection du P.S.I., qui ne signifie pas autre chose que sa volonté de reprendre à son compte la politique de collaboration de classe de la vieille formation réformatrice. Mais les choses ne lui sont pas faciles. Les travailleurs à la recherche d'une nouvelle direction risquent de s'engouffrer dans la brèche ouverte dans le front des bureaucraties par l'entrée du P.S.I. au gouvernement. Ils regardent vers le P.S.I.U.P., et placent en lui leurs espoirs révolutionnaires. La création du P.S.I.U.P. est un fait objectif dont la portée, dans la lutte des classes, échappe à ses propres auteurs. Il serait faux de ne voir dans le nouveau parti qu'une formation centriste, une de plus. Il est certes cela, par la politique de sa direction, mais il est aussi, face aux trahisons des organisations officielles, le reflet de l'exaspération des 140.000 militants qui, en deux mois, ont déjà adhéré, et des dizaines de milliers d'autres qui viendront par la suite, non seulement du P.S.I., mais aussi des secteurs traditionnellement influencés par le P.C. Les stalinien ont d'ailleurs fort bien compris, qui ont usé de toute l'influence (remontant à l'époque du frontisme) qui est la leur sur les dirigeants de la gauche socialiste pour éviter la scission, et qui, après coup, ont qualifié d'« issue négative » (L. Pintor, « C. C. », du 5 février 1964) et de « succès de la

Démocratie-chrétienne » (P. Ingrao, « Unità », 25 janvier 1964) la conclusion de la crise qui couvait déjà depuis des mois au sein du P.S.I.

Jusqu'à ce jour, toutes les déclarations politiques des dirigeants du P.S.I.U.P. ont procédé, quant au fond, d'un alignement intégral sur les stalinien, tant sur les problèmes étrangers que sur la situation intérieure. Leur volonté d'éviter à tout prix les heurts avec le stalinisme était déjà celle de l'ancien M.U.P., puis de la gauche du premier P.S.I.U.C., révolutionnaire en paroles, mais qui, dans les faits, se montra fort soucieuse de ne pas créer la moindre difficulté à Togliatti et consorts. Libertini, dirigeant national du nouveau parti, dans son intervention au Congrès de fondation, toute imprégnée de flagornerie à l'égard du P.C., repoussait du pied l'accusation de vouloir « déborder le P.C. sur sa gauche », et niait, dans son vocabulaire caractéristique de bureaucrate, que le P.S.I.U.P. veuille devenir un « parti chinois », incapable qu'il est de voir autre chose que la main des Chinois dans le fait que le P.C. se trouve, d'ores et déjà, « débordé sur sa gauche ». De son côté, Vecchiotti, dans son discours inaugural au même congrès, déclarait que le P.S.I.U.P. devait renoncer à « toute attitude artificieuse sur sa gauche, à l'égard du P.C.I. ». Tout en dénôçant de la sorte le danger de gauche, et bien qu'ils fassent en toute occasion acte d'allégeance à l'égard du P.C., les dirigeants du P.S.I.U.P. ne peuvent éviter d'employer un langage de classe, ne serait-ce que parce que leurs efforts pour justifier leur existence aux yeux de l'opinion ouvrière, pour construire et renforcer leur parti les contraignent à affronter le P.S.I. et le P.C.I. : d'où le « ton » de leur presse, et le caractère radical de certaines formules qu'ils laissent parfois échapper. Tout cela n'inspire nulle confiance à la bureaucratie stalinienne, qui, si elle relève avec satisfaction « le sens des responsabilités » et la « volonté d'unité » des dirigeants du P.S.I.U.P., ne manque pas de les réprimander sévèrement pour chacun de ces « écarts de langage », qu'elle évalue à leur exacte signification. Ainsi de l'article de Amendola (Rinascita 7-3-64) critiquant durement la déclaration du P.S.I.U.P. selon laquelle « la pleine réalisation de la programmation exige la défaite et le renversement de l'état capitaliste, ainsi que la prise du pouvoir par les travailleurs ».

L'hostilité du P.C. à l'égard du P.S.I.U.P. est particulièrement acharnée sur le terrain où les conflits de tendance sont potentiellement les plus dangereux : les syndicats. Pendant la préparation du Congrès de la F.I.O.M., le P.C. n'a pas hésité à faire passer en sous-main une partie de ses voix au P.S.I., de façon à renforcer la délégation de ce parti au détriment de celle du P.S.I.U.P. Tout en bramant sur tous les tons à l'autonomie et à la non-politisation du syndicat, les stalinien usent ici et là de manœuvres et de tentatives d'intimidation à l'encontre des militants du P.S.I.U.P. La direction du nouveau parti (auquel pourtant bien des responsables syndicaux ont adhéré par crainte des conséquences de la politique d'intégration de la droite socialiste) avait absurdement espéré maintenir l'unité du courant syndical socialiste. Aujourd'hui, elle dirige mollement et timidement son propre courant.

Prisonnière de son loyalisme à l'égard du P.C., elle ne peut réagir aux provocations stalinienne par l'explication ouverte devant les ouvriers. Aussi pratique-t-elle une sorte de chantage politique déguisé destiné à rappeler au P.C. que le prix de sa collaboration doit être acquitté : « La tendance de certains secteurs communistes, a déclaré Vecchiotti (*Mondo Nuovo*, 22 mars 1964), à dialoguer avec le P.S.I. ne serait grave que si la politique d'unité devenait une tentative d'influencer le centre-gauche par le canal du P.S.I. »

Répetons-le : indépendamment et contre la volonté de ses dirigeants, la naissance du P.S.I.U.P. crée, au sein de la classe ouvrière italienne, un nouveau pôle de regroupement. La physionomie du nouveau parti est donnée autant par les espoirs qu'il soulève chez les éléments d'avant-garde que par les intentions contre-révolutionnaires de sa direction. Son sort dépendra de l'attitude qu'il prendra dans les prochains combats de classe. Toutes les conditions sont réunies pour que les révolutionnaires interviennent dans le P.S.I.U.P. pour y exploiter les possibilités réelles qui existent d'en faire un parti ouvrier indépendant du stalinisme et de la social-démocratie, ce qui, succès ou échec, permettrait de faire un nouveau pas dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

VI

« La situation n'est pas révolutionnaire », clament pour se rassurer mutuellement les dirigeants du P.S.I.U.P. (Amaduzzi, *M. N.*, 19 janvier 1964) avec ceux du P.C. Elle ne l'est pas en effet, si l'on considère l'absence réellement dramatique d'un parti révolutionnaire, ou de ses premiers éléments, enraciné dans la classe. Il n'entre ni dans nos possibilités, ni dans le cadre de cet article, de dresser ici le tableau (mouvant) des différents groupes d'avant-garde. La plupart de ces groupes sont en voie de constitution et évoluent rapidement ; certains d'entre eux disparaissent sans laisser de traces. Aucun d'eux ne dispose de cadres ouvriers trempés dans les luttes des dernières années. D'où leur difficulté à poser en termes d'organisation concrets les problèmes mis à l'ordre du jour par la crise révolutionnaire, et en premier lieu celui des voies et des moyens de la construction du parti. L'indéniable maturation d'une avant-garde ouvrière se propage par mille canaux souterrains, et ne trouve pas encore une expression politique centralisée.

Il n'est pas possible de ne pas signaler ici le rôle néfaste joué par l'organisation italienne pabliste, les G.C.R. (Groupes Communistes Révolutionnaires). Enfoncés dans la politique d'entrisme « sui generis », ce groupe entretient (dans la mesure heureusement limitée de son influence) l'illusion du redressement de l'appareil du P.C. par le canal de la soi-disant

« gauche ». Abstraction faite de la dégénérescence totale de la tendance internationale à laquelle ils appartiennent, les G.C.R. se sont, par leur attitude d'opposition-alibi, complètement discrédités aux yeux de l'avant-garde ouvrière. Ce qui, en soi, ne serait pas grave, s'ils n'avaient en même temps donné à cette avant-garde une vue gravement déformée du trotskysme. Rien de solide ne se construira en Italie sans que soient mises à nu et arrachées les racines théoriques du pablisme, politique de conciliation avec la bureaucratie sur le dos des ouvriers communistes.

De la lutte de classe se dégagent peu à peu les éléments d'un système de revendications transitoires susceptible d'orienter les masses dans les voies de la révolution prolétarienne. Il est clair, pour n'en prendre qu'un seul exemple, que le mot d'ordre de « Front Unique Ouvrier » est aujourd'hui chargé d'un contenu révolutionnaire explosif. Tellement explosif même, que les dirigeants du P.S.I.U.P., qui se réclament cependant de l'expérience frontiste des années d'après guerre, n'y font nulle allusion, sachant que le P.C. ne pourrait que repousser de telles suggestions : en effet le mot d'ordre de gouvernement ouvrier P.C.-P.S.I.U.P.-P.S.I.-C.G.I.L. déchaînerait dans les masses un enthousiasme tel que les garde-fous que constituent les organisations traditionnelles n'y résisteraient probablement pas. Et pourtant n'est-ce pas la seule alternative sérieuse que les organisations ouvrières pourraient proposer aux différents plans « conjoncturels » mis en avant par la bourgeoisie et ses partis pour redresser la situation ? Le P.C.I. tient aujourd'hui à la bourgeoisie le langage suivant : « Sachez que nous sommes disposés à nous associer à vous pour remettre sur ses rails l'économie en difficulté. N'oubliez pas que nous sommes les seuls à pouvoir vous garantir pendant cette opération délicate l'ordre dans les usines et aux champs. » Quel serait le langage du Front Unique ? Celui-ci : « Vous êtes incapables de porter remède à la situation économique catastrophique que vous avez vous-même provoquée. Les travailleurs n'admettent pas de faire les frais de vos erreurs actuelles et de votre politique passée. Nous exigeons maintenant de gouverner à notre tour ! »

De larges couches de travailleurs sont prêts à entendre un tel langage, et de vastes secteurs du P.C., du P.S.I.U.P. et des syndicats peuvent se regrouper sur la base d'une telle politique. Le rôle des éléments révolutionnaires est de populariser auprès de ces couches, dans le cours de la lutte, les mots d'ordre de transition qui doivent être soigneusement mis au point sur la base du programme, et en tenant un compte exact des conditions de temps et de lieu. En même temps, c'est seulement autour et à l'occasion de l'élaboration d'un tel programme d'action que la sélection de la direction révolutionnaire pourra s'opérer. Il revient aux marxistes-révolutionnaires, en Italie comme à l'échelle internationale (l'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre), de placer dès maintenant ces problèmes au centre de leur activité.

mars 1964

J. STERN.

L'évolution de la littérature soviétique de Staline à aujourd'hui

Les changements qui se sont produits en U.R.S.S. depuis la mort de Staline concernent inégalement les divers domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Ils ne sont nulle part si profonds que dans le domaine littéraire ou, du moins, c'est dans ce domaine que les changements, leurs causes, leurs conséquences et leur nature réelles se sont reflétés avec le plus d'amplitude, sinon de violence.

L'intelligentsia soviétique constitue une couche sociale très diversifiée : au bas de l'échelle les instituteurs, professeurs de lycée et même les assistants de facultés sont à la fois accablés de travail et mal payés ; les « artistes » (1) au contraire forment un groupe privilégié et tout particulièrement les écrivains : une fois admis à l'Union des Ecrivains, le littéraire soviétique perçoit un honorable salaire mensuel, des droits d'auteur, un appartement confortable (avantage particulièrement important en U.R.S.S. où de très nombreuses familles vivent encore dans une seule pièce). Seuls lui échappent, en général, les droits d'auteur perçus par le gouvernement

(1) En russe, le terme « artiste » englobe les écrivains, peintres, musiciens, etc. Le salaire moyen d'un professeur, comme d'un médecin, est de 30 à 35 livres sterling par mois. Le gouvernement soviétique a d'ailleurs décidé, à la fin de 1963, d'augmenter quelque peu le salaire de ces deux catégories.

soviétique sur ses ouvrages publiés à l'étranger. L'admission à une section de l'Union des Ecrivains est évidemment limitée le plus possible par les bénéficiaires déjà installés, surtout dans les grandes villes. (2) Malgré cela l'Union rassemble plusieurs milliers d'écrivains qui constituent une véritable « élite sociale ». Outre leurs énormes avantages sociaux, les écrivains bénéficient de faveurs très appréciées comme la possibilité de se déplacer à l'étranger. L'ensemble de ces privilèges n'est apparemment contrebalancé que par deux inconvénients : d'abord le travail de l'écrivain est assez étroitement contrôlé, chaque ouvrage étant publié sous le contrôle et la responsabilité d'un collège rédactionnel d'en général cinq membres ; enfin et surtout l'écrivain peut voir tous ses avantages s'évanouir s'il est exclu de l'Union des Ecrivains. Cela ne signifie d'ailleurs pas que l'exclu se voit interdire toute possibilité de faire publier ses ouvrages ; il lui suffit de trouver une revue ou une maison d'édition provinciales assez loin de Moscou ou de Léninegrad. Mais socialement l'exclu est véritablement déclassé.

Si l'écrivain officiellement reconnu comme tel par son admission à l'Union est un privilégié, il ne participe pas directement à la gestion de l'appareil bureaucratique. Le réalisme socialiste lui enjoint seulement d'en justifier et d'en embellir le fonctionnement. De plus, à moins de n'être strictement qu'un valet de plume, l'écrivain a besoin pour exercer son métier d'une certaine liberté d'expression, de choix du sujet, de critique, qui ne peuvent être garanties que par une sécurité personnelle légale minimum. En dehors de cela la littérature — quel que soit son niveau artistique — s'éteint, comme cela s'est produit dans les années 1950 en U.R.S.S. Si l'on ajoute à cela que la littérature russe a toujours été traditionnellement beaucoup plus liée aux mouvements sociaux que la littérature occidentale on comprendra aisément que les écrivains soviétiques aient utilisés les concessions que leur faisait le régime, comme aux autres couches sociales, avec une ampleur et une force qui transformait rapidement la concession acceptée en une nouvelle revendication. C'est pourquoi la littérature soviétique est, depuis dix ans, le domaine où les tensions entre l'héritage stalinien, le « libéralisme khrouchtchévien » et la volonté d'émancipation se révèlent publiquement les plus vives et les plus explosives.

1) L'héritage du réalisme socialiste et le jdanovisme.

C'est dans les années 1934-35 que la littérature soviétique s'est vue imposer la nécessité de se conformer aux canons du *réalisme socialiste*. Ce terme a pris un sens de plus en plus restrictif jusqu'à mettre en cause l'existence même d'une littérature en U.R.S.S.

(2) Au début de 1962, sur 1.300 membres de l'Union des Ecrivains de Moscou, seuls 18 avaient moins de 30 ans et UN moins de 25 ans.

Expression du stalinisme dans le domaine de l'art, le réalisme socialiste est malaisément définissable, bien qu'il soit une des composantes fondamentales du système d'oppression bureaucratique soi-disant soviétique. En gros l'œuvre d'art doit représenter la société socialiste, ou l'un des aspects, de manière à persuader le lecteur de la supériorité de cette société et de manière, ensuite, à l'aider à se perfectionner et à la perfectionner. D'où le caractère propagandiste et moralisateur des œuvres officiellement les plus typiques : celles de Fadeiev, B. Polevoi, C. Simonov, Babaievski, etc.

La grande époque du réalisme socialiste s'étend de 1946 à 1953. Le 14 août 1946 le Comité Central du P.C.U.S. publie un décret consacré à la littérature, attaquant violemment les revues léningradoises *Zvezda* et *Léninegrad* et deux grands écrivains soviétiques publiés dans ces revues : Zostchenko et Akhmatova. Ce décret définissait en même temps les tâches de la littérature soviétique :

« La force de la littérature soviétique, qui est la littérature la plus avancée du monde, consiste en ce qu'elle est une littérature qui n'a et ne peut avoir d'autres intérêts que les intérêts du peuple, les intérêts de l'état. La fonction de la littérature soviétique est d'aider l'état à éduquer correctement la jeunesse, à répondre à ses besoins, à apprendre à la nouvelle génération à être forte... »

Le 26 août et le 4 septembre, deux décrets du Comité Central appliquent les mêmes principes à l'égard du théâtre et du cinéma. Le 4 septembre, le présidium de l'Union des écrivains affirmait que l'une des tâches essentielles de l'Union était « l'éducation de l'écrivain soviétique comme serviteur fidèle et attentionné des intérêts du peuple et de l'Etat soviétique, comme auxiliaire du Parti dans l'éducation communiste du peuple. » L'éducateur doit donc être éduqué. La méfiance de Staline vis-à-vis des littérateurs mesure la difficulté de la tâche qui leur est assignée : si le réalisme socialiste se contentait d'être la représentation fidèle de la société « soviétique » existante, l'Union des écrivains, c'est-à-dire l'appareil policier chargé de contrôler les activités des littérateurs, n'aurait nul besoin d'éduquer ses membres. Le sens réel du réalisme socialiste c'est la réduction de la littérature au rôle de Premier Propagandiste du Bureau politique. Cela signifie sa disparition en tant que littérature, ce qui va poser très vite un problème dont Staline lui-même aura conscience.

A la littérature de guerre les décrets du Comité Central substituent l'ère du culte de l'optimisme, ce que l'on a appelé la *Babaevschina*, d'après le nom du romancier Babaievski, spécialisé dans la production de romans roses et dans la peinture idyllique de la vie stalinienne, entre autres dans *Le cavalier à l'étoile d'or* et *La lumière sur la terre*. La production jdanovienne est caractérisée par une idéalisation sans vergogne de la vie littéraire soviétique et par la réduction du conflit littéraire, romanesque ou dramatique à sa plus simple expression : le bien, dont le triomphe est évident dès les premiers mots et le mal qui représente soit des éléments étrangers

à la société soviétique, soit les restes d'éléments retardataires qui y subsistent encore, si faiblement que ce soit.

Par rapport à la période d'avant la guerre le Jdanovisme se distingue par l'application régulière de la terreur à la solution des problèmes littéraires et artistiques. Le stalinisme ne pouvant reconnaître qu'il est lui-même responsable de l'évanouissement progressif de la littérature soviétique cherche des boucs émissaires, qui se voient le plus souvent chargés de crimes extra-littéraires. Par le public qu'il peut toucher l'écrivain est un danger potentiel.

En 1949, un an après la mort de Jdanov, s'ouvre la première grande campagne terroriste dans le monde des lettres : la campagne anticosmopolite. Quelques critiques théâtraux ayant dénoncé l'affadissement de la notion de conflit dramatique dans le théâtre soviétique, une violente attaque est lancée contre eux le 28 janvier 1949 par *La Pravda* dans un article intitulé « Sur un groupe antipatriotique de critiques de théâtre ». La campagne avait été précédée, pour donner le ton, par une dénonciation de la revue *Znamja* accusée d'avoir « faiblement participé à la lutte pour démasquer le cosmopolitisme bourgeois » et de ne « pas avoir mené une lutte active contre le formalisme et le naturalisme en littérature ». La *Pravda* dénonce ainsi les critiques dramatiques mis en cause :

« Des nids d'esthétisme bourgeois, servant de camouflage à une attitude antipatriotique, corrompue, cosmopolite à l'égard de l'art soviétique... Le formalisme esthétique sert seulement de camouflage à un contenu antipatriotique... Le devoir fondamental de la critique du Parti est d'écraser idéologiquement ce groupe antipatriotique de critiques théâtraux. »

Devant le redoublement des attaques les écrivains mis en cause confessent leurs erreurs. Mais dans le style hystérico-policier alors à la mode on les accuse de conspiration. La *Literaturnaja Gazeta* du 26 février les décrit ainsi :

« Ils ont cherché à représenter la longue chaîne de leurs crimes commis consciemment comme « des erreurs dues au hasard ». Les faits les ont réfuté. Mis le dos au mur, ils se sont trouvés contraints d'admettre, de mauvaise grâce et incomplètement, l'existence d'un groupe, d'un accord, d'actions coordonnées préparées d'avance. »

A travers les malheureux littérateurs, la campagne vise deux buts : orchestrer dans le domaine des lettres la campagne anticosmopolite organisée alors sur le plan politique et qui vise les Juifs et les prisonniers de la guerre 1941-45 ; balayer toute tentative de desserrer le contrôle esthétique et politique du parti sur la vie artistique. Pendant toute cette période la presse soviétique prit plaisir à donner les « véritables noms » des journalistes et écrivains juifs qui utilisaient des pseudonymes russes, tâche confiée tout particulièrement, bien sûr, à d'autres journalistes juifs. Les écrivains visés disparurent un temps de la scène littéraire.

Toutes les campagnes se déroulant sur le même modèle, il suffit de signaler les suivantes :

En juillet 1951 un article de *La Pravda* « contre les déviations idéologiques dans la littérature » marque le début de la campagne, inverse de la précédente, contre le nationalisme bourgeois. Le prétexte en est un poème de l'Ukrainien Sosjura, *Amour de l'Ukraine*, et, secondairement, le livret d'un opéra sur Bogdan Khmelnytsky, héros cosaque du XVII^e siècle, écrit par Vasilevkaya et Korneitchouk. Le poème de Sosjura avait été écrit en 1944. On lui reprochait maintenant de peindre une Ukraine intemporelle et non pas l'Ukraine radieuse de 1950. L'Ukraine industrialisée, heureuse de travailler « la nouvelle et florissante Ukraine soviétique ». Cette campagne s'étendit au domaine de l'histoire : c'est alors en effet que les héros des populations allogènes non russes qui s'étaient jadis battus contre l'expansion tzariste furent frappés de déchéance et ramenés au rang d'agents anglo-turcs. Dans le domaine proprement littéraire la campagne avait pour but de pourchasser toutes les manifestations d'apolitisme littéraire : dans la mosaïque de peuples qu'est l'U.R.S.S. le retour aux thèmes traditionnels du « sol natal », de la « région » était une porte de sortie assez commode pour les écrivains qui refusaient d'être des poètes-policiers. La campagne prend vite l'allure d'une lutte pour imposer les points de vue d'un nationalisme grand-russe dont Staline avait fait l'un des thèmes de sa politique. L'exaltation chauvine de la Russie, d'Ivan le Terrible à Staline, devait remplacer la satisfaction des besoins matériels des masses. Elle va si loin que, le 2 août 1951, *La Pravda* s'en prend brutalement à la vieille épopée azerbaïdjanaise du XI^e siècle *Dede Korkout*, qualifiée soudain « d'ouvrage réactionnaire... scandaleux », servant à diffuser les « idées nationalistes pan-turques »... « épopée ignoble, d'esprit hostile au peuple ». Quelques semaines plus tard *La Pravda* annonçait : « Grâce à l'intervention du Comité Central du parti communiste azerbaïdjanais on est heureusement parvenu à démasquer le caractère réactionnaire du poème épique *Dede Korkout*... » (3).

En 1952, enfin, Staline entama la liquidation de l'intelligentsia juive qui mena à la mort des dizaines d'intellectuels comme Markich, Kvitzko, Bergelson et qui culmina dans le « complot des médecins juifs ».

Il est alors manifeste que le régime stalinien n'a pas su résoudre correctement le problème qui se pose à lui : à la fois contrôler étroitement la littérature pour en faire un instrument de propagande efficace et assurer une large diffusion de cette littérature conformiste. Mais, pendant que les ouvrages de Tolstoï, Pouchkine ou Gogol, les traductions de C. Dickens, M. Twain, J. Verne ou V. Hugo disparaissent à peine édités, les œuvres des auteurs soviétiques encombrant les rayons de librairie. Du point

(3) Le 11 janvier 1951, *Culture et Vie*, hebdomadaire de l'agit-prop du C.C., avait déjà dénoncé le vieux poème épique bouriatio-mongol *Gesser-Khan* pour son « caractère réactionnaire » parce qu'il prônait « l'hostilité contre le peuple russe » à qui les bouriates et les mongoles devaient « leur liberté et leur bonheur »..., affirmation assez étrange si l'on pense que les bouriatio-mongols avaient été soumis par le régime tzariste à la domination grand-russe.

de vue même de la bureaucratie et de ses intérêts la littérature soviétique était en crise puisqu'elle apparaissait incapable de porter la bonne parole aux masses qui s'en détournaient. L'immixtion du parti dans les moindres détails de la vie littéraire ne pouvait que stériliser la littérature : lorsque A. Fadeiev, écrivain-policier type, se voit obligé en 1951 de publier une version corrigée de la *Jeune Garde*, roman qui avait obtenu le prix Staline en 1946, l'acte même d'écrire apparaît comme dangereux dès que l'écrivain ne se limite pas à une transposition « esthétique » des résolutions du Bureau Politique.

Il fallait donc combler un peu le fossé qui s'était creusé entre l'art officiel et les masses, rendre un peu de vie à la littérature. Les bureaucrates s'attelèrent à cette tâche du vivant même de Staline, en lançant en 1952 la campagne pour le *développement de la satire*. Dans le réalisme socialiste stalinien la notion littéraire de conflit s'amenuisait considérablement et tendait logiquement à disparaître. Elle ne subsistait plus que sous la forme d'une lutte extérieure entre le monde capitaliste et le monde socialiste et d'une lutte intérieure entre le passé et le futur, entre le bien et le mieux. L'écrivain soviétique devait manier avec une extrême précaution la notion de conflit interne au monde soviétique, toute critique pouvant très facilement être imputée à calomnie. Dans une semblable atmosphère la satire est évidemment impossible ; elle se réduit au manquement de la dénonciation policière contre tous ceux qui sont à un moment donné les ennemis de la bureaucratie dirigeante.

Il n'est donc pas étonnant qu'un « dramaturge » soviétique, titulaire du prix Staline, cynique total et fort corrompu par surcroît, N. Virta, soit allé jusqu'à élaborer la théorie de l'absence totale de conflit dans la littérature et tout particulièrement le théâtre soviétique, absence due au très haut niveau social et culturel atteint par l'U.R.S.S. Attaqué, Virta tourna complètement casaque et dans un article intitulé « *Parlons franchement* », publié par *Sovietskoe Iskustvo*, il expliqua : « ses fausses conceptions furent la conséquence des observations qu'il avait faites sur la manière dont les pièces soviétiques qui contenaient de vifs conflits vitaux réussissaient à franchir les barbelés que tendaient devant elles les agences chargées du répertoire ». Virta rejetait ainsi les responsabilités sur le contrôle bureaucratique imposé à l'activité littéraire.

Au même moment les journaux du parti lançaient une campagne destinée à redonner un peu de vie à la littérature soviétique et centrée sur deux thèmes : nécessité de développer une authentique satire soviétique ; dé-schématiser, « rendre typique » la peinture de la société. *La Pravda* du 4 mars 1952 affirme : « nous voulons nos Gogols et Shchedrins ». Un éditorial du 7 avril 1952 intitulé *Surmonter notre retard dans la dramaturgie* insiste sur la nécessité de peindre des hommes « réels » : Un écrivain tout dévoué au pouvoir, et qui compte aujourd'hui parmi les plus enragés des ultra-staliniens écrit en mai :

« Les pièces doivent représenter l'homme d'une manière compré-

hensive et détaillée. Représenter un ouvrier ne signifie pas qu'il faille mettre en scène un tourneur au moment où il fait son travail. Nous devons connaître son monde intérieur, ses amours, ses amitiés, toute la gamme des sentiments et des passions qui sont les siens. » (*Literaturnaja Gazeta*, 27 mai 1952.)

La littérature réaliste socialiste doit inculquer au lecteur un certain nombre de valeurs, celles du travail, de la famille, de la patrie, du dévouement et de l'abnégation de soi. L'édification stalinienne du « socialisme dans un seul pays » a besoin d'inculquer aux masses ces « valeurs » que la bourgeoisie chérissait de la même ferveur aux temps de l'accumulation primitive du capital. Mais une littérature qui ne peignait plus que l'homme au travail comme si n'existait plus aucun autre moment de l'existence dépassait le but recherché. Peindre des Stakhanov c'était bien, ne peindre que des Stakhanov était une faute d'autant plus grave que les ouvriers et les paysans avaient, et ont encore, une haine solide pour ces héros-valets de la bureaucratie. *La Pravda* du 28 août 1952 s'élève contre cette erreur au cinéma : « Il est assez fréquent que les auteurs de scénarios subordonnent les riches matériaux de la vie à un schéma général, représentant les ouvriers et les paysans d'une façon unilatérale comme des gens entièrement absorbés par les intérêts techniques. »

Il est impossible d'évaluer les développements qu'aurait pu prendre cette campagne. La mort de Staline va en effet se traduire entre autres par la liquidation d'une des thèses fondamentales au nom de laquelle se définissait la politique stalinienne dans le domaine des arts comme dans celui de la vie sociale et politique : la thèse du renforcement de la lutte des classes concomitant au renforcement du socialisme en U.R.S.S. En tout cas la nouvelle orientation littéraire prise en 1952 souligne que dans le domaine littéraire comme ailleurs l'échec de la politique de Staline était total. L'utilisation de la terreur pour résoudre les problèmes littéraires avait tué la littérature soviétique ; réduire ou supprimer la terreur était le seul moyen de donner un fondement réel aux appels à un renouveau de la satire et de la peinture vraie de l'homme vrai. Mais le régime stalinien ne pouvait subsister absolument intact que s'il maintenait intact le fonctionnement de la terreur, seul moyen qu'avait la bureaucratie de maintenir sa domination devant l'immense grève passive des masses et de l'intelligentsia soviétiques. La situation potentiellement révolutionnaire dans laquelle les héritiers de Staline ont mis involontairement l'U.R.S.S. en liquidant une partie de l'héritage de leur maître suffit à prouver cette assertion.

2) Le dégel.

Trotsky a écrit :

« Un parti révolutionnaire n'est ni capable ni désireux d'assumer la tâche de « diriger » et encore moins de commander l'art, avant comme après la conquête du pouvoir. Une telle prétention ne peut

entrer que dans la tête d'une bureaucratie ignorante et impudente, intoxiquée par son pouvoir totalitaire, et qui est devenue l'antithèse de la révolution prolétarienne. L'art, comme la science, non seulement ne recherche pas des ordres mais de par son essence même il ne peut les supporter». (Juin 1938)

C'est au nom de ce principe que Trotsky, en collaboration avec Lounatcharsky et Boukharine, rédigea en 1925 une résolution adoptée par le Comité Central où l'on peut lire entre autres :

« Sans se tromper sur le contenu de classe des courants littéraires, le parti, comme entité, ne peut accorder une faveur quelconque à une conception quelle qu'elle soit de la forme littéraire... Le parti ne peut soutenir une seule fraction littéraire... Le parti doit se prononcer pour une libre émulation des divers groupes et courants littéraires... Le parti doit étouffer toutes tentatives d'immixtion administratives, arbitraires et incompétentes. »

Depuis le décret du Comité Central du 23 avril 1932 qui dissout les associations d'écrivains existantes et ordonnent le regroupement de tous les littérateurs dans une Union des écrivains étroitement subordonnée au parti, la politique stalinienne est allée dans un sens exactement opposé à celui de la résolution de 1925. Dès la mort de Staline les écrivains ont cherché spontanément à retrouver la tradition interrompue : l'exercice de leur métier et de leur art sans contrôle comme sans tentative de remettre en cause les acquis de la révolution d'octobre.

La première manifestation revendicative du mouvement qui allait recevoir le nom de Dégel fut la publication d'un article de la médiocre poétesse léningradoise Olga Bergoltz : *Une conversation sur la poésie lyrique* (*Literaturnaja Gazeta*, 16 avril 1963). O. Bergoltz soulignait que la poésie lyrique soviétique était morte parce que les poètes étaient astreints à traduire dans leurs œuvres une vision intégralement optimiste de l'homme et de la société. Ehrenbourg, Paoustovski, Tvardovski, écrivains chevronnés, affirmèrent dans les mois suivants le droit de l'écrivain à obéir aux exigences de sa personnalité. Cette revendication était liée à l'obtention par l'écrivain des garanties de sécurité personnelle légale minimum, que laissait attendre la réforme du Code pénal promise par Malenkov, mais qui ne devait devenir effective qu'après la liquidation de Béria et le démantèlement d'une partie de l'appareil policier passé sous son contrôle. La soumission des diverses polices au parti et la régularisation du fonctionnement du parti constituaient des garanties réelles pour les écrivains dans la mesure où ceux-ci appartiennent socialement aux couches privilégiées de l'U.R.S.S.

Un article de Pomerantsev *De la sincérité en littérature*, publié dans le numéro de décembre 1953 de *Novy Mir*, porta le débat à un stade plus élevé. Pomerantsev dénonçait le règne de « l'insincérité » dans la littérature soviétique ; il y voyait la cause essen-

tielle de sa médiocrité. Malgré la prudence de l'auteur qui laissait prudemment dans l'ombre les réponses à la question qu'il posait (« Comment l'insincérité a-t-elle pu entrer dans notre littérature ? ») les réactions officielles furent brutales. Sur dénonciation du secrétaire de l'Union des écrivains Tvardovski fut destitué du poste de rédacteur en chef de *Novy Mir* et remplacé par le plus docile C. Simonov. Mais il suffisait que l'engrenage de la terreur soit enrayé pour que le flot des critiques monte à l'assaut de la bureaucratie. Trois mois après l'article de Pomerantsev la revue *Théâtre* publia une pièce de Zorine, *Les invités*, dont l'argument et le contenu mettent en cause la nature même du pouvoir bureaucratique :

Zorine met en scène trois générations de soviétiques : un vieux bolchévik, Alexis Kirpitchev, resté moralement fidèle à ses origines ; son fils Pierre, haut fonctionnaire cynique, marié à une parvenue ; les deux petits-fils, dont l'un est un teddy-boy qui court les cafés. A un moment de la pièce la sœur de Pierre, Varvara, intervient dans une conversation de ce dernier et de sa femme en s'écriant : « Comme je déteste ces bourgeois ! ». Elle déclare plus loin qu'à l'égard de ces bourgeois elle « ressent quelque chose qui ressemble à de la conscience de classe », pour terminer par une question à laquelle elle ne trouve pas de réponse : « Comment ce joli monde a-t-il pu se former dans notre pays ? ». Dans une conversation avec son fils, Pierre, le vieil Alexis évoque les vieux bolchéviks et dit : « J'ai travaillé à côté d'eux et je n'ai pas connu le goût du pouvoir. Mais toi, tu l'as connu dès ton enfance et cela t'a corrompu. » La pièce fut retirée de l'affiche après la deuxième représentation. En juin, le « Collège » du ministère de la culture dénonça la pièce comme une « absurdité nuisible ». Absurdité nuisible bien sûr que ce passage où Alexis disait à son fils :

« Le pays est devenu plus fort, les gens sont devenus plus riches... Mais il y a dans tout cela un côté négatif : en même temps que les gens honnêtes, que les travailleurs d'élite, des gens comme vous sont apparus : des aristocrates conscients de leur rang, cupides, vaniteux et loin du peuple. »

Mais ce sont là exactement les mots dont se servent les étudiants et les ouvriers russes pour caractériser ceux qui prétendent parler en leur nom. Moins d'un an après la mort de Staline, les premières manifestations de libéralisation littéraire débouchaient donc sur une mise en cause du caractère de la bureaucratie et de sa prééminence sociale. Ce processus s'est répété et se répète à chaque fois dans tous les domaines : pour engager les ouvriers à travailler plus et mieux, les paysans à produire plus, les intellectuels à produire mieux, la bureaucratie fait quelques concessions. La porte aussitôt entrouverte, la bureaucratie doit faire tous ses efforts pour qu'elle ne s'ouvre pas plus. Les premières concessions ouvrent les cycles de revendications qui mettent en question son pouvoir politique et ses privilèges sociaux : l'économie soviétique est encore par trop une économie de pénurie pour que la bureaucratie puisse

répartir harmonieusement ses privilèges et desserrer sensiblement son pouvoir absolu.

Le numéro de mai 1954 de *Znamia* publiait la première partie du nouveau roman d'Ilya Ehrenbourg, *Le Dégel*, qui devait donner son nom à cette période. L'engagement d'Ehrenbourg, personnage officiel et prudent, ancien calomniateur patenté des trotskystes, des surréalistes, du *Poum* et de tant d'autres, prouvait qu'une fraction au moins des cercles dirigeants appuyait la libéralisation entamée. Le mouvement tendit à nouveau à sortir des limites officielles : le 26 octobre la *Literaturnaja Gazeta* publia une lettre ouverte de sept écrivains renommés (B. Kaverine, Kazakievitch, Loukonine, Marchak, Paoustovski, Pogodine et Chipatchev) qui s'élevaient violemment contre la bureaucratisation de l'Union des écrivains :

« *L'activité du syndicat des écrivains s'exerce à vide... La littérature suit sa propre voie qui ne coïncide pas avec celle des bureaucrates... La liquidation des commissions du syndicat ne ferait de mal à personne...* »

Au mois de novembre la polémique ouverte par cette lettre s'élargit et des écrivains modérés réclamèrent la création de sections de base de l'Union des écrivains à Moscou et dans toutes les grandes villes d'U.R.S.S. (*Pour une véritable démocratie dans l'Union des écrivains*, de A. Bezymenski et Korolkova dans la *Literatournaja Gazeta* du 13 novembre, idée reprise dans le même journal, le 23 novembre, par un article de N. Zadornov.)

Deux jours avant l'ouverture du deuxième congrès des écrivains, le 13 décembre, une délégation de l'Union des écrivains est reçue par la direction du parti. Pour régulariser le fonctionnement de sa domination sur l'U.R.S.S., la clique dirigeante du P.C.U.S. cherche à s'associer les couches les plus larges de la bureaucratie en les consultant, en les associant aux décisions qu'elle prend dans leur domaine d'activité. C'est une « démocratisation » soigneusement limitée à ceux qui participent plus ou moins directement aux privilèges de la bureaucratie dirigeante. Si elle n'exclut pas l'usage de l'argument d'autorité, la discussion remplace la terreur. Cela ne peut représenter une rupture avec le stalinisme que pour les impressionnistes vulgaires qui jugent de la nature sociale d'un régime par le nombre des prisons ou l'élégance féminine.

Cérémonie publique, le deuxième congrès reste bien en deça des initiatives individuelles qui l'avaient précédé. La division probable de la direction du parti se reflète dans les attaques menées contre *Le Dégel*, d'Ehrenbourg. Un mois avant l'ouverture du congrès, dans le numéro de novembre de la revue *Théâtre*, le dramaturge Alexandre Stein avait publié une pièce, *Une affaire personnelle*, dont l'argument souligne l'approfondissement de la critique littéraire du passé stalinien : en plein « complot des médecins » un honnête communiste se fait exclure du parti par un dirigeant arriviste qui sait utiliser les consignes de « vigilance » et l'atmosphère de suspi-

cion hystérique et policière des années 1950. Maintenu à l'affiche, au contraire de la pièce de Zorine, *Les invités*, *Une affaire personnelle* connut une vogue significative puisque c'est une œuvre politique et que le public soviétique déserte les théâtres où l'on donne des pièces politiques conformistes.

L'année 1955 est une année d'adaptation prudente aux possibilités nouvelles et incertaines. En même-temps que l'on réhabilite certains écrivains fusillés sous Staline, comme Babel, un fonctionnaire du parti, Mikhaïlov, remplace le philosophe Alexandrov au ministère de la Culture. La lutte fractionnelle qui se déroule alors dans les sommets de la bureaucratie et surtout les remous du vingtième congrès (février 1956) donnent au mouvement de libéralisation littéraire un nouvel élan qui se traduit, cette fois, par un double saut qualitatif :

1) De nombreuses œuvres paraissent qui mettent en cause le contenu traditionnel du réalisme socialiste et, par là souvent, les fondements sociaux de l'U.R.S.S. bureaucratique : les poèmes de Kirsanov (*Les sept jours de la semaine*) et Evtouchenko (*Station Zima*), le roman de Doudintsev (*L'homme ne se nourrit pas seulement de pain*).

2) En 1954, on l'a vu, un grand nombre d'écrivains s'étaient dressés contre la tutelle de l'Union des écrivains, soit en demandant sa liquidation, soit en exigeant sa décentralisation. La tentative est reprise à un niveau plus haut en 1956. Sous la direction de Benjamin Kaverine, un groupe d'écrivains décide de constituer une organisation syndicale autonome des écrivains, parallèle à l'organisation bureaucratique officielle.

Ce double mouvement critique et organisationnel s'exprime de manière spectaculaire dans la publication de l'almanach *Moscou Littéraire*, dont le tome II est mis sous presse dans les premiers jours de la révolution hongroise. La publication de l'almanach était destinée à fournir un programme, au moins une plate-forme, à l'opposition littéraire. Le collége rédactionnel comprenait entre autres : M. Aliguer, A. Bek, B. Kaverine, E. Kazakievitch, C. Paoustovski, V. Tendriakov. Le tome II contenait de nombreux textes dénonçant vigoureusement le caractère bureaucratique du pouvoir soviétique, et ce tout particulièrement dans les campagnes (A. Yashine : *Les leviers* ; N. Jdanov : *Retour à la maison*).

« On ne doit pas seulement nous donner des leçons, on doit aussi nous écouter. Mais tout vient d'en haut, toujours d'en haut : les plans, les présidents, les normes de rendement. On n'a pas le temps de chercher à convaincre les gens : pourquoi faire d'ailleurs ? C'est bien plus facile comme cela. Tout ce que l'on a à faire c'est de transmettre les instructions et de prodiguer des conseils. » (A. Yashine : *Les leviers*).

Le critique dramatique A. Kron tentait d'approfondir la critique du stalinisme en dépassant la thèse officielle du « culte de la personnalité » et des manigances pro-impérialistes de Béria. Cette cri-

tique ne s'élève pas au-dessus du niveau d'une description idéaliste, mais dans la mesure où elle souligne elle-même le caractère idéaliste et subjectiviste de l'idéologie stalinienne, elle constituait alors une première plate-forme de discussion :

« Tout culte quel qu'il soit est organiquement hostile à la conception du monde scientifique du prolétariat, le marxisme-léninisme. Là où il y a un culte, la pensée scientifique est obligée de reculer devant la foi aveugle, l'esprit créateur devant le dogme, l'opinion publique devant l'arbitraire. Le culte engendre une hiérarchie des serviteurs du culte : toute divinité a besoin d'évêques et de flatteurs. Le culte est incompatible avec la critique, et la critique la plus saine est aisément transformée en hérésie et en sacrilège. Le culte est anti-populaire dans son essence même : il humilie le peuple et oblige à considérer comme un don venu d'en haut ce qui a été entièrement payé par la sueur et le sang du peuple... Le chef était le serviteur du peuple, mais quand des millions d'individus conscients se levoient au seul nom de leur « serviteur », il y avait là quelque chose de tout à fait étranger aux traditions démocratiques dans lesquelles nous avons été élevés par la révolution et par le régime soviétique... Nous devons apprécier lucidement nos forces et nos possibilités, et nous verrons que nous en avons plus qu'assez pour surmonter de façon résolue et conséquente les séquelles du culte dans tous les domaines de notre régime, économique, politique et culturel... Le culte de la personnalité, c'est avant tout une perversion idéologique. »

Le tome II de *Moscou Littéraire* fut remis à l'imprimeur en pleine insurrection hongroise, au moment où la bureaucratie dirigeante, mise en danger par la montée révolutionnaire en Hongrie et en Pologne, se durcissait brutalement : la bureaucratie était favorable à une libéralisation nécessaire pour harmoniser les relations entre elle et l'intelligentsia, mais elle était hostile à une libération menaçante pour elle. La révolution hongroise montrait clairement qu'une agitation intellectuelle au départ circonscrite aux sommets de l'intelligentsia pouvait devenir, si elle se liait au mécontentement des masses, un facteur d'explosion. En l'absence de toute organisation indépendante des travailleurs l'intelligentsia jouait vis-à-vis d'eux le rôle d'un détonateur à l'égard d'un baril de poudre. Par eux-mêmes la tentative de création d'un syndicat autonome des écrivains et la critique sociale réformiste qui en constituait la plate-forme ne constituaient que des phénomènes limités, mais ils témoignaient d'un premier regain de conscience dans un pays où tout l'effort de la bureaucratie stalinienne a été de liquider tous les foyers possibles d'éveil de la conscience, à commencer, évidemment, par les vieux bolchéviks, y compris les plus humbles et y compris l'essentiel de la propre fraction de Staline. Sans moyen de prise de conscience, la réaction des masses à la domination et au gaspillage bureaucratique tend à se réduire au cadre de la combine individuelle, du sabotage perlé, du refus passif, de la grève des bras croisés.

En juin 1957, dans un avertissement lancé aux écrivains rebelles, Kroutchev affirma que si l'on avait coupé la tête à une douzaine d'intellectuels en Hongrie, en 1956, la « contre-révolution » ne se serait pas produite. Cette exagération manifeste, si elle prouve une incompréhension très bureaucratique de la spontanéité des masses, traduit aussi la nécessité pour la bureaucratie de domestiquer la culture pour maintenir sa domination.

Les années 1957-58 marquent le triomphe de la réaction conservatrice qui suit l'écrasement de la révolution hongroise. En faire l'historique serait dénué d'intérêt. De l'offensive brutale contre les tenants de la libéralisation intellectuelle, extrayons ce seul passage d'une intervention d'Alexis Sourkov à l'Union des écrivains de Moscou en janvier 1958 :

« Malheureusement mes espoirs ont été déçus : je pensais que quelques camarades qui ont des positions extrémistes parleraient à cette conférence, non pas pour se couvrir la tête de cendres, mais pour dire, se montrant ainsi véritablement hommes, qu'ils ne recommenceraient pas de telles fautes. »

Si quelques écrivains, en effet, avaient capitulé devant l'offensive conservatrice (Kazakievitch, Bek, Aliguer), la majorité s'était réfugiée dans le silence. Ce texte de Sourkov, le « malheureusement mes espoirs ont été déçus » traduit l'essentiel de la différence entre le « stalinisme » et le « kroutchévisme », la disparition de la terreur et de la crainte de l'annihilation physique comme moyen de régler toutes les questions : l'écrivain dénoncé par un collègue-policier sait que cette dénonciation ne signifie plus l'envoi dans un camp de concentration. Sofronov avait traité Doudintsev, Kirsanov et consorts d'« épileptiques », mais les épileptiques ne perdirent pas leurs têtes ; ils purent continuer à écrire ; tout simplement leurs œuvres de l'été 1956 étaient à l'index.

L'affaire Pasternak, déclenchée par l'attribution provocatrice du prix Nobel de littérature (4) à l'auteur du *Docteur Jivago*, publié en Occident en novembre 1957 mais interdit en U.R.S.S., relança à un niveau supérieur la contre-offensive stalinienne tout en en montrant les limites : Pasternak fut contraint de renoncer à son prix Nobel après qu'il se fût déclaré « infiniment reconnaissant, touché, fier, ravi, ému », il fut exclu de l'Union des écrivains, c'est-à-dire normalement privé de son salaire et de son logement, et, brisé par la campagne féroce engagée contre lui, fut contraint d'envoyer à *La Pravda* une lettre dans laquelle il « confessait ses fautes » (6 novembre 1958). Mais si la terreur réussissait à briser moralement un grand poète, elle s'arrêtait là : les écrivains rebelles se taisaient, mais ne se voyaient pas acculés à choisir entre la prosti-

(4) Le prix Nobel de littérature n'a jamais été attribué à un écrivain du « camp socialiste », mais il avait été accordé en 1953 à un grand écrivain comme Winston Churchill. L'attribuer à Pasternak en pleine période de réaction, et ce, manifestement, pour son *Docteur Jivago*, c'était lancer un défi aux bureaucrates.

tution et la déportation. Le contraste entre le déchaînement de certains dirigeants (comme le secrétaire des Komsomols) et la minceur des mesures politiques prises ne peut manquer de frapper. La victoire conservatrice était une victoire à la Pyrrhus, comme devaient le montrer les événements qui suivirent.

Deux conclusions peuvent se dégager du panorama que nous venons de tracer :

1° Contrairement à une thèse souvent avancée, le mouvement de libéralisation littéraire n'est pas un simple produit de décisions venues d'en haut et matérialisées par le vingtième congrès. Il traduit dans un secteur privilégié et d'une manière privilégiée la volonté d'émancipation qui soulève toutes les couches de la société soviétique, y compris la bureaucratie qui voulait se dégager du terrorisme stalinien dont elle a elle-même payé plus d'une fois le prix ! Et là réside en partie l'ambiguïté de ce mouvement de libéralisation littéraire. Toute classe dirigeante a besoin d'une parure d'intellectuels qui lui servent de bouffons ou de chantres. Que cette classe passe de la trique à la carotte et à la discussion, et les chantres ou bouffons peuvent user fort mal de la liberté qu'ils acquièrent.

2° Dès que le mécanisme de la terreur policière est faussé, les contradictions sociales, apparemment freinées, sinon annihilées, et en tout cas distordues par le camp de concentration et les exécutions sommaires s'expriment à nouveau dans toute leur plénitude. Il n'y a plus dès lors de contrôle absolu possible pour la caste dirigeante ; par là, comme on voit en U.R.S.S., les exigences démocratiques des masses tendent à s'exprimer confusément et à miner lentement tout l'édifice. Se pose alors le problème de la conscience, du lien entre les aspirations inconscientes des masses soviétiques et de l'expression d'une conscience révolutionnaire. Nous aborderons ce problème en examinant l'évolution de la littérature soviétique de 1959 à 1963.

L'année 1958 s'achevait donc sur un triomphe hystérique des staliniens. Une série d'œuvres du dégel, comme celles de *Moscou Littéraire*, avaient été « rayées » de la littérature soviétique : d'autres furent trafiquées. C'est ainsi que l'on avait exigé de Galina Nikolaeva qu'elle remanie son roman, *Bataille sur la route*, paru dans les numéros de mars, mai et juin 1957 de *Oktyabr*. Le roman fut réédité au cours de 1958 avec des coupures et des modifications : les développements sur l'incapacité de la bureaucratie à gérer la propriété collective et sur les persécutions politiques et antisémites furent soigneusement tamisés, suivant un procédé fréquent.

En décembre 1958, Kotchetov publie, avec les encouragements officiels, *Les Frères Erchov*, roman à clé qui traîne dans la boue un certain nombre de libéraux renommés ; la thèse de Vsevolod

Kotchetov est simple : les novateurs sont des carriéristes petits-bourgeois qui veulent profiter du dégel pour se tailler des places dans la société soviétique, au détriment des intérêts des ouvriers dont le parti défend vaillamment les valeurs de classe, et dont il est le meilleur garant. Voici quelques lignes qui permettront de juger de la violence du pamphlet — et, *a contrario*, du danger qu'a représenté le « mouvement libéral » en U.R.S.S. en 1956-57. L'action du roman se passe en 1956. Le passage que nous citons met en scène un jeune étudiant, Popov, âgé de 22 ans, type même de l'intellectuel dévergondé, opposant parce qu'il traduit l'influence de l'Occident pourri, outre lui plusieurs citoyens soviétiques honnêtes : deux jeunes femmes, Kapa Erchov et Zina ; deux jeunes gens, Kola et André Erchov :

« — Vous ne trouvez donc plus d'adversaires ? cria Popov. Toute cette bureaucratie, tous ces nouveaux dignitaires, toute cette saloperie ne vous gêne plus ? »

— Une seconde, citoyen, répondit calmement Kola, avez-vous rencontré beaucoup de ces dignitaires et de ces bureaucrates ? Ou bien les connaissez-vous seulement par la lecture de Novy Mir ?

— Ne vous emballez pas, camarade, s'écria quelqu'un à l'autre bout de la table. Le camarade Popov écoute « La voix de l'Amérique » et les émissions de « Free Europe ». Toutes ces saloperies lui ont tourné la tête... (Popov) : — Nous ne pourrions jamais extirper les conséquences du culte de la personnalité si nous ne nous attaquons pas au vieil appareil.

— Quel appareil ?

— L'appareil bureaucratique.

— Mais j'ai un père qui travaille dans cet appareil, dit la maîtresse de maison, Kapa, d'une voix très émue. Depuis son plus jeune âge, il a lutté pour le pouvoir des Soviétiques, pour le parti, pour le peuple. Il n'a jamais connu une heure de repos. Jamais ! Il a aujourd'hui le cœur complètement malade. Il a donné tout de lui à son peuple... Ce n'est pas la première fois qu'il (Popov) nous parle ainsi. Il veut nous détourner du chemin révolutionnaire. Il est pourri, complètement pourri.

— Qu'est-ce que tu dis là, Kapa, intervint à son tour Zina. On n'a pas le droit de parler comme ça. Popov n'a que 22 ans. Comment et où aurait-il pu devenir pourri ?

— Il y en a qui naissent pourris, dit André.

— Surtout quand il fait mauvais temps, qu'il pleut et qu'il y a de la boue, plaisanta quelqu'un. Bref, pendant la période du dégel. »

Ce roman venimeux connut un grand succès. Kotchetov avait sans doute suivi des consignes précises : s'il traînait dans la boue les libéraux, d'abord du point de vue politique, c'est manifestement parce que leurs idées avaient rencontré et rencontraient encore de l'écho...

Kotchetov fut vite récompensé de son zèle : au cours de l'automne 1960 le vieux Panferov mourut. La revue *Okyabr*, dont il avait fait un bastion libéral, restait sans directeur... Deux mois plus tard Kotchetov en était nommé directeur. Les libéraux perdaient alors le contrôle d'une revue importante, qui connaissait, après *Iounost*, le plus fort tirage des revues littéraires. Après un an et demi de « liberté », Kotchetov se voyait redonner le contrôle d'un organe de presse.

Le triomphe conservateur recevait une consécration administrative : en décembre 1958, l'Union des écrivains de la république de Russie, dont la création avait été décidée plus d'un an plus tôt, tenait son congrès constitutif. Présidée par le conservateur Sobolev, conservateur d'autant plus endurci que cet ancien officier de la marine tsariste, sympathisant des socialistes révolutionnaires, pas encore membre du Parti communiste, juge nécessaire de faire du zèle pour racheter sa jeunesse, cette union avait pour but de noyer les trop turbulents écrivains de Moscou sous le flot des provinciaux moins perméables aux idées subversives. Pasternak fut violemment attaqué à ce congrès et on y apprit que deux jeunes poètes, Khara-barov, devenu aujourd'hui stalinien, et Pankratov, qui subissaient l'influence pernicieuse de Pasternak, venaient pour cette raison de se faire exclure des Komsomols et qu'on les avait envoyés travailler dans les terres vierges.

En même temps que les conservateurs paraissaient l'emporter définitivement les soucis de la bureaucratie s'atténuaient : Imre Nagy, Maleter et leurs amis avaient été fusillés en Hongrie et le gouvernement Kadar ne s'en portait pas plus mal ; la Pologne se calmait : depuis l'interdiction de l'hebdomadaire *Po Prostu* l'agitation n'avait fait que décroître... Les intellectuels étaient partout mis au pas et les projets de constituer un syndicat autonome d'écrivains autour de *Moscou Littéraire* n'étaient plus que des souvenirs... Au moment même où l'extrême-droite triomphait partout les conditions d'une modification de la situation apparaissaient. Le troisième congrès des écrivains était prévu pour mai 1959... et du train dont les choses étaient parties il risquait d'être un fiasco pour le gouvernement soviétique placé en fait devant une véritable conspiration du silence de tous les écrivains libéraux...

De plus, par une de ces ironies dont l'histoire est coutumière, c'est au moment où la réaction paraissait victorieuse qu'entraît dans la littérature un jeune garçon d'allure frêle, au regard innocent, et qui allait bientôt se situer à l'« extrême gauche » de la poésie soviétique, l'écrivain le plus haï des ultra-staliniens : André Voznessenski.

Elève à l'Institut d'architecture, Voznessenski voit un incendie ravager ledit institut quelques semaines avant son examen final et ses projets flamber... Cet incendie est pour lui le symbole de l'embrasement de la Russie stalinienne, de l'écroulement du passé dans les flammes. Il écrit alors le fameux *Incendie à l'institut d'architecture*, son premier poème, qui ne sera publié que deux ans plus

tard. Ce qu'il décrit c'est l'écroulement de la Russie stalinienne dans un immense incendie qui balaie le passé :

*Incendie à l'Institut !
Dans les salles, comme un plan
D'amnistie vole par les prisons !
Au feu ! Au feu !...
Adieu, temps des limites. La vie
C'est la valse des foyers d'incendie.
Nous flambons tous.
Vivre c'est brûler...*

Dès novembre 1958, en plein déchaînement hystérique contre Pasternak, *Znamja* publie des poèmes, assez inoffensifs, de cet admirateur de Pasternak sous le titre symbolique de la volonté de renouvellement de la jeune génération : *Vingtième siècle*. *Novy Mir* publie le même mois un poème de lui sur Lénine.

LE TROISIEME CONGRES DES ECRIVAINS

En tout cas le vingt et unième congrès du Parti communiste qui se tient en janvier-février 1959, loin de marquer un nouveau pas en avant de la lutte contre les libéraux traduit une légère détente. Les réunions d'écrivains préparatoires au troisième congrès, entre janvier et mai 1959, provoquent une nette baisse de la tension. Pour traduire dans les faits sa bonne volonté le gouvernement retire Kotchetov de la direction de la *Literatournaia Gazeta*, en mars 1959, et le remplace par S. Smirnov, ce qui permettra à ce journal de publier pendant les travaux du congrès un long article de Paoustovski qui met en cause certains dogmes du réalisme socialiste.

Le troisième congrès des écrivains se tient en mai. Personne n'en attend grand chose. Après la traditionnelle adresse du Comité Central qui apprend aux écrivains qu'ils doivent « *montrer de façon vraie et vivante la beauté des exploits du peuple au travail... être les propagandistes passionnés du plan septennal et insuffler le courage et l'énergie au cœur des Soviétiques* », le rapport du secrétaire de l'Union des écrivains, A. Sourkov, développe interminablement les thèmes les plus éculés du réalisme socialiste. Tvardovski affirme prudemment la nécessité d'une politique libérale et d'une attitude compréhensive à l'égard des jeunes écrivains. Il souligne tout d'abord la qualité assez médiocre de la littérature soviétique, puis les tâches de l'écrivain soviétique en invoquant l'existence de lois esthétiques sans relier celles-ci à « l'esprit de parti » (la fameuse « *partinostj* ») et il terminait enfin par l'affirmation d'un éclectisme très loin du dogmatisme traditionnel :

« Quand moi, lecteur, je tombe sur un livre qui m'enchanté, qui me procure la vive joie de découvrir la vie dans ses images les plus éclatantes, je ne me soucie vraiment guère de savoir si tel aspect relève du romantisme ou bien du réalisme avec une pointe

de romantisme, ou bien de je ne sais quoi encore. Je suis simplement reconnaissant à l'auteur du cadeau qu'il m'a fait.»

Malgré ces lignes qui revendiquent pour l'artiste un vaste champ de liberté créatrice, il semblait que les travaux ennuyeux du troisième congrès ne donneraient rien. Ehrenbourg, M. Aliger, Doudintsev, Kaverine, Cholokhov et même C. Simonov ne prirent pas la peine d'y prendre la parole... Le congrès paraissait s'orienter vers la consécration d'un équilibre négatif entre les deux camps en présence lorsque Kroutchev prononça un discours qui fit sensation. Il réaffirma, bien sûr, la valeur des principes du réalisme socialiste. Il est probable d'ailleurs qu'il serait incapable de faire autrement : c'est la littérature qu'il aime naturellement... Puis il expliqua aimablement que, même s'il avait « *exagéré et généralisé* » un peu hâtivement les fautes qu'il dénonçait dans son livre, « *Doudintsev n'avait jamais été et n'était pas un opposant au système soviétique* » : lui-même n'avait pas lu le roman de Doudintsev, mais Mikoyan l'avait lu et jugé bon. Il ne connaissait pas grand-chose en littérature, continua-t-il ; en conséquence, personne ne pouvait départager les écrivains en présence sinon eux-mêmes :

« Vous pouvez dire : critiquez-nous, contrôlez-nous ; si une œuvre est mauvaise, ne la publiez pas. Mais vous savez qu'il n'est pas facile de décider de façon juste de ce qui doit ou ne doit pas être publié. Le plus simple serait de ne rien publier du tout, ainsi il n'y aurait pas d'erreurs... Mais ce serait une stupidité. Aussi, camarades, ne fatiguez pas le gouvernement avec de telles questions : résolvez-les vous-mêmes, en bonne camaraderie... »

Kroutchev ajouta enfin qu'il fallait laisser les jeunes écrivains faire eux-mêmes leur apprentissage : « *Pour pouvoir apprendre à nager il faut avoir le droit de se jeter à l'eau* ». Il faut être indulgent avec les jeunes écrivains s'ils commettent des fautes, car ces fautes ne sauraient être assimilées à des crimes : « Un écrivain, s'il est vraiment un écrivain soviétique, commet des fautes involontairement, et parce qu'il part de bases fausses ou qu'il a une connaissance incorrecte de la vie... ». Il conclut enfin d'un ton bonhomme :

« Si j'ai dit des bêtises, je pense que vous me pardonneriez... Je ne suis pas sûr de ne pas avoir fait de lapsus. C'est pourquoi je vous demande de ne pas être des juges sévères. »

Ce discours inattendu, comme Kroutchev les aime, apportait aux libéraux deux garanties fondamentales :

1° Une certaine liberté de manœuvre était permise puisque la distinction était établie entre « faute » et « crime ».

2° Et surtout le gouvernement disait aux écrivains : nous ne voulons pas nous mêler de vos conflits... C'est à vous de les régler vous-mêmes.

En contrepartie de cette énorme concession le gouvernement demandait aux écrivains d'opérer ce qu'il appelait un effort de « consolidation », c'est-à-dire de cesser de se battre. Mais sur ce terrain, privés de l'appui automatique de l'appareil de répression, les conservateurs étaient évidemment en position d'infériorité.

Des mesures organisationnelles vinrent traduire dans les faits le nouvel équilibre : Constantin Fédine, le Père Tranquille des lettres soviétiques, remplace Sourkov au poste de secrétaire général de l'Union des écrivains... Sourkov reste au bureau, mais il y est flanqué des deux hommes dont, à propos de l'affaire Pomerantsev, il avait réclamé et obtenu en 1954 la suspension de leurs postes de rédacteurs en chef de *Novy Mir* et d'*Oktyabr* : Tvardovski et Panferov.

Le troisième congrès des écrivains avait donc instauré un équilibre dans l'ensemble favorable aux libéraux, mais instable. Le principal problème qui se posera aux libéraux est le problème de la presse, capital pour la transmission de leurs thèses, d'autant qu'ils avaient décidé de ne pas livrer bataille dans les congrès mais par l'écrit. Si nous laissons de côté les quotidiens, *La Pravda*, *Les Izvestia*, directement sous le contrôle du parti, la situation se présentait ainsi 1959 :

a) Les organes favorables aux libéraux sont : la revue *Novy Mir*, dirigée par le poète Alexandre Tvardovsky, limogé en 1954 après l'affaire Pomerantsev, mais qui a retrouvé son poste en 1956 ; la revue *Iounost* dirigée par le vieil écrivain Kataiev, la revue *Ok*. Le journal tri-hebdomadaire, *La Literatournaïa Gazeta*, est neutre.

b) Hésitante, mais plutôt favorable aux libéraux : la revue *Znamja* ; de même mais plutôt favorable aux conservateurs : *Meskva*.

c) Les conservateurs tiennent les revues *Don*, *Neva*, revue de l'Union des écrivains de Léninegrad, *Zvezda*, le magazine de masse *Ogoniok*, dirigé par le stalinien endurci A. Sofronov, le trihebdomadaire *Literatoura i Zihzn* dirigé par les ultra-staliniens Markov et Starikov.

La disposition de la presse est évidemment capitale pour la lutte qui s'engage... Or, nous allons voir que dans la période qui vient, au fur et à mesure que les libéraux s'affirmeront de plus en plus forts sur la scène littéraire... les organes de presse tendront de plus en plus à leur échapper.

3) L'émergence des jeunes poètes.

L'année 1960 est aussi marquée par un certain nombre d'événements positifs : coup sur coup paraissent les deux premiers recueils de vers du jeune poète, André Voznessenski, *Mozaïka*, imprimé à Vladimir, et *Parabola*, imprimé à Moscou. On y trouve

entre autres une dénonciation symbolique, brutale, du silence... définitif auquel la tyrannie condamne les poètes (*Les maîtres*).

D'autres réussissent, enfin, à s'exprimer comme le poète Boris Sloutski, qui écrivait déjà des poèmes antistaliniens sous Staline même et dont on édite alors le recueil : *Aujourd'hui et hier*, au titre significatif ; d'autres se confirment comme Eugène Vinokourov qui publie *Le visage humain* ; 1960 c'est aussi l'année où, pour la première fois depuis l'instauration du jdanovisme — depuis 1940 même — on publie un recueil de vers du poète futuriste, Khlebnikov, le prophète de « l'outre-raison », mort en 1922...

L'année 1961 allait être une année à scandales. Une fois de plus le courant se renversa lorsque le numéro de mai 1961 du *Kommunist* publia le discours que Kroutchev avait prononcé lors de la réunion qu'il avait tenue avec les écrivains — en compagnie de Souslov — pendant l'été 1960 ; l'essentiel de ce long discours était que Kroutchev s'y déclarait satisfait de l'activité des écrivains soviétiques et qu'il affirmait : « dans les conditions actuelles, nous avons la possibilité de redresser ceux qui font des fautes sans recourir à des mesures extrêmes ». Il ajoutait que « les échecs dans le travail, en particulier dans la création artistique, peuvent se produire chez ceux mêmes qui servent le peuple loyalement et fidèlement... »

LE SCANDALE AKSIONOV

La détente produite par la publication du discours de Kroutchev ne tarda pas à être troublée. Les numéros de juin et juillet de la revue Tounost contenaient un roman de A. V. Aksionov : *Le billet étoilé*. Aksionov, jeune romancier né en 1932, avait déjà publié, quelques mois auparavant, *Les collègues*. Comme cette première œuvre, *Le billet étoilé*, est un roman sur la jeunesse, mais d'aspect beaucoup plus critique... Au travers des aventures de deux frères, Victor et Dimka Denissov, Aksionov trace de la jeunesse soviétique un portrait fort peu conformiste. Qu'on en juge par cette sortie du jeune Dimka à son frère aîné, qui se prépare à une remarquable carrière scientifique :

« Tu penses que je rêve de marcher sur tes traces, que tu représentes un idéal pour moi ? Ta vie, Victor, elle a été tracée d'avance par papa-maman, alors que tu étais encore au berceau. Prix d'excellence à l'école, prix d'excellence à l'Institut, agrégatif, assistant de faculté, docteur, académicien... et quoi encore ? Mort, respecté de tout le monde ? Pas une fois dans ta vie tu n'as pris véritablement une décision, pas une fois tu n'as pris un risque. Foutaises, tout ça ! Nous n'avons pas encore eu le temps de naître que tout est déjà préparé pour nous, que notre avenir est déjà décidé ! Peau de balle ! Il vaut mieux être un clochard et courir d'échecs en échecs que d'être toute sa vie un petit garçon en train d'appliquer les décisions des autres. »

Le même frère aîné qui reçoit cette déclaration de révolte brûlante, doit combattre avec acharnement mille difficultés qu'il s'attire en soutenant des thèses scientifiques contraires aux thèses officielles. Son entêtement l'amène à être convoqué à d'étranges

manceuvres militaires où il trouve une mort accidentelle non moins étrange. Son jeune nihiliste de frère se fait un devoir de poursuivre son œuvre interrompue...

Cette peinture brutale et lyrique à la fois, critique et romanesque de la société soviétique déclencha la fureur des conservateurs. « *Un faux billet* », s'exclamèrent V. Kotov et I. Chvetsov dans *Literatoura i Jizn*; « *faux romantisme* », reprit L. Stichova dans « *Le jeune communiste* ». « ... *exaltation du nihilisme* », déclarèrent tous les adversaires d'Aksionov.

Les remous provoqués par « *Le billet étoilé* » ne s'étaient pas apaisés que la revue *Iounost* récidiva : dans son numéro de septembre, en pleine préparation du vingt-deuxième congrès du parti, elle publia un scénario cinématographique de Victor Rozov, membre du comité de rédaction de la revue *A, B, C, D*. Les jeunes gens mis en scène étaient d'un optimisme tel que l'un d'eux, Volodia Fedorov, s'écriait :

« *Le globe terrestre dans son intégralité, il faudrait le faire sauter. Les anéantir tous ! Et que tout recommence au commencement avec les amibes. Peut-être que ceux-là auront plus de chance ! Hein !* ».

Les réactions à *A, B, C, D* se firent attendre... Le vingt-deuxième congrès arrivait et le sensationnel ne devait pas y manquer. *A, B, C, D* devait attendre modestement son tour, d'autant qu'un troisième scandale allait éclater...

Le numéro du 19 septembre 1961 de la *Literatournaïa Gazeta* contenait un poème d'Evtouchenko qui allait donner à ce dernier une renommée mondiale : *Baby Yar*. Il évoquait les atrocités de l'antisémitisme russe-tzariste et nazi, et s'étonnait de l'absence d'un monument pour commémorer ce « *ravin des bonnes femmes* », près de Kiev, où tant de Juifs avaient été massacrés par les nazis. Plaidoyer d'autant plus fort que l'auteur y affirmait avec le destin du peuple juif une solidarité assez étonnante dans une Union Soviétique où Staline a redonné toute son ampleur à l'antisémitisme de la Russie tzariste...

... O peuple russe

Je le sais

Au fond de toi

Tu es international

Mais souvent ceux dont les mains sont impures

Ont battu le rappel en ton nom...

... Le silence crie et tête nue

Je sens lentement mes cheveux blanchir.

Je ne suis plus qu'un seul cri sans voix

Au-dessus des milliers d'ensevelis.

Je suis chaque vieillard fusillé dans ce ravin.

Je suis chaque enfant fusillé dans ce ravin.

Et rien en moi ne l'oubliera !

Que tonne « *L'Internationale* »

Quand pour l'éternité

Sera enterré

Le dernier antisémite...

Quelques jours après, dans le journal *Literatura I Zizn*, un certain Starikov attaqua violemment *Baby Yar*, et son auteur était accusé de provocation antiléniniste :

« Pourquoi donc la direction du journal littéraire de notre Union permet-elle actuellement à Evtouchenko d'attenter au triomphe de la politique des nationalités de Lénine au moyen d'associations d'idées et d'évocations qu'on ne peut qualifier autrement que d'actes de provocations. »

Le numéro du 4 octobre de la *Komsomolskaia Pravda* publiait une critique modérée du poème. Pour le moment, en effet, l'important n'était pas là ; les scandales Aksionov, Rozov et Evtouchenko devaient être réglés après le vingt-deuxième congrès qui s'annonçait (17-31 octobre) : ce congrès fut parfaitement inattendu pour les observateurs étrangers comme pour les citoyens soviétiques qui n'en savent pas plus qu'eux... Mais il ne fait pas de doute, quand on en examine le déroulement, qu'il avait été soigneusement préparé. Pourquoi ce déchaînement brutal contre le clan conservateur en politique ? Nous n'en savons rien, et la réponse est d'autant plus incertaine que ce déchaînement ne fut suivi d'aucune mesure pratique. En tout cas Kroutchev ne fait pas deux choses contradictoires à la fois, même s'il les fait l'une après l'autre. Les affaires pendantes à gauche furent donc renvoyées à après le vingt-deuxième congrès qui devait surtout s'occuper de la vieille droite.

A part des déclarations retentissantes, il ne sortit pas grand-chose du vingt-deuxième congrès. Le déchaînement contre le groupe « antiparti » — qui ne fut l'objet d'aucune définition, d'aucune caractérisation politique — eut comme seules conséquences le retrait de Staline du mausolée et le rappel de Molotov de Vienne où il végétait alors dans une obscure commission : de tous ceux qu'ils attaquèrent, Kroutchev et ses amis n'osèrent toucher qu'à celui qui était mort depuis huit ans, semblables en cela aux dirigeants actuels de l'Union des étudiants communistes français.

Quatre écrivains prirent la parole à ce congrès : Cholohkov, Tvardovski, Gribatchov et Kotchetov, ces deux derniers comptant parmi les staliniens les plus enragés. Le discours de Cholohkov montra qu'on peut parfaitement être un bon écrivain et un plat individu. Il donna courageusement le coup de pied de l'âne au ministre de la culture en semi-disgrâce, Fourtseva, et critiqua avec virulence « les écrivains qui ne distinguent pas le blé du printemps du blé d'automne et confondent l'avoine avec l'orge... mieux vaut que ceux-là ne jouent pas aux conseillers. » Cette réduction de l'activité artistique au niveau du Larousse ménager est tout à fait caractéristique du stalinisme. Gribatchov alla un peu plus loin : en évoquant les égarements libéraux de l'été 1956 en des termes de valet :

« Il y a quelques années, notre littérature eut une crise de forte fièvre, parce qu'un petit groupe d'écrivains avait mordu aux appâts nullement subtils des pêcheurs d'âmes occidentaux. En ce

temps-là, on voyait préconiser — par des communistes parfois — une reconsidération de la ligne du parti en littérature, l'élimination de l'influence du parti sur la littérature. On voyait même exiger que tout fût publié et dans l'état où l'auteur l'avait écrit, sans rédacteurs, puisque, ainsi que s'exprima littéralement un orateur, « l'écrivain a le droit de divaguer ». Dans l'ensemble ce fut une expression littéraire du révisionnisme. Le Comité central du P.C.U.S. et, en particulier, N. S. Kroutchev, avec son tempérament polémique explosif, sa splendide fermeté pratique et son bon sens, apportèrent à notre littérature un secours rapide et efficace. L'orage qui gronda sur nos têtes un jour d'été balaya les ordures, rafraîchit l'atmosphère et fit place au beau temps. »

Kotchetov qui parla après Gribatchov et Tvardovski et répondit implicitement à ce dernier se chargea de tirer les conclusions actuelles du tableau un peu général et « historique » de Gribatchov. Outre son offensive directe contre la direction, jugée en fait capitulatrice, de l'Union des écrivains, il réaffirma que les novateurs étaient étrangers à la littérature soviétique en les ramenant à deux catégories complémentaires : les vieux écrivains séniles et les jeunes écervelés ; les uns et les autres parfaitement irresponsables :

« Il y a encore, dans le milieu des écrivains, des fabricants renfrognés de mémoires, qui regardent plus en arrière qu'aujourd'hui vers l'avenir, et qui, en vertu de cette vision tordue, avec un zèle digne d'un meilleur emploi, fouillent dans les poubelles d'une mémoire passablement éméchée pour ramener à la lumière du jour des cadavres littéraires depuis longtemps pourris et les faire passer pour quelque chose encore capable de vivre... Il y a aussi des poussins prosateurs et même poètes, encore barbouillés de jaune d'œuf, et qui meurent d'envie de se donner l'air de dangereux coqs de combat. »

Ces deux groupes d'écrivains sont pernicioeux parce qu'ils introduisent en U.R.S.S. l'idéologie que défendent les « écrivains capitalistes », idéologie désagrégratrice : « Le monde de ces écrivains n'est pas large. Il a les dimensions d'une peau de mouton ou, pour être plus exact, du lit dans lequel se déroule l'action d'une multitude innombrable de romans, de récits, de pièces et de films occidentaux. »

En face de cela le salut c'est la direction du parti, appelée discrètement à intervenir : « Le Parti et son Comité Central se souviennent toujours de nous, ils ont toujours un souci paternel de la santé idéologique de notre organisation d'écrivains. »

L'intervention de Tvardovski commence nettement par une critique des aspects retardataires de la littérature soviétique :

« Notre littérature n'a pas encore pu profiter pleinement des conditions favorables que lui avait faites le vingtième congrès... Le lecteur ne peut pas supporter le mensonge dans ce qui est l'essentiel, le fond... Or le défaut de beaucoup de livres, c'est que la vérité y fait défaut, c'est la circonspection d'un auteur qui se demande sans cesse ce qui est permis et ce qui ne l'est pas... Il y a là tout

« simplement un souvenir des procédés et des habitudes d'une époque de notre histoire caractérisée, en général, par un esprit de méfiance et de suspicion éminemment mortel en ce qui concerne la littérature et l'art... Le culte de la personnalité ; malheureusement, par l'effet de la force d'inertie, des échos du passé se font encore entendre dans la littérature, et, en général, dans la presse. »

Le congrès ne tranche rien des querelles littéraires dont les porte-parole du conservatisme ont tenté de souligner la gravité idéologique. Les écrivains élus au Comité Central sont A. Korneitchouk, déjà membre du C.C. sous Staline, V. Ermilov et Cholokhov, trois conservateurs plus ou moins flottants et opportunistes. Sont élus membres suppléants du C.C. Gribatchov, Tikhonov, Sourkov, trois apparatchiki, quoique le dernier nommé ait présenté des signes de flottements qui iront en s'aggravant..., et Tvardovski, déjà honoré du prix Lénine de littérature peu de temps auparavant.

De plus, la volonté mille fois répétée de « rétablir les normes léninistes » de la légalité et de la démocratie socialistes ne paraît pas présager un durcissement du parti dans le domaine littéraire, mais au contraire de nouveaux approfondissements du processus de libéralisation engagé. On assiste effectivement à un mouvement dans ce sens en même temps qu'à des mesures administratives destinées à réprimer certains « excès ». Ainsi tout en laissant aux écrivains une liberté plus grande le parti soulignait par des interventions intermittentes la permanence de son contrôle sur la vie littéraire.

On a un bon exemple de cette politique de balance dans la manière dont les trois scandales littéraires furent réglés.

Le rédacteur en chef de la *Literatournaia Gazeta*, Kosolapov, qui avait remplacé S. Smirnov, limogé le 15 décembre 1960 pour excès libéraux, reçut un blâme pour avoir imprimé un poème « politiquement nuisible », mais le rédacteur de *Literatoura I Zihn* fut limogé pour avoir publié une critique d'Evtouchenko « indigne d'écrivains internationalistes soviétiques ». *Literatoura I Zihn* sera finalement complètement supprimée en décembre 1962 et remplacée par l'hebdomadaire *Literaturnia Rossia*. Enfin il fut décidé de passer désormais sous silence *Baby Yar*, qui n'est pas incorporé dans les deux recueils de vers l'Evtouchenko publiés en 1962 : *Un geste de la main* et *Tendresse*. On demanda aussi à Evtouchenko de remanier son poème, ce à quoi il finit par se décider, comme il l'annonça lors de son passage à Paris en février 1963.

L'affaire *Iounost* se termina d'une autre façon. D'abord *Le billet étoilé* ne fut pas imprimé en livre, alors que c'est le sort ordinaire de tout ouvrage publié au préalable en revue. Ensuite le rédacteur en chef de *Iounost*, V. Kataiev fut limogé et remplacé en février 1962 par Boris Polevoi, l'un des exemples les plus remarquables d'écrivains-policiers staliniens, Rozov gardant par ailleurs sa place au comité de rédaction. *Iounost* deviendra un organe si conservateur, sous la direction de Polevoi, que la *Komsomolskaia Pravda* elle-même s'en inquiétera en octobre 1962 ! Enfin Aksionov

est envoyé en mission dans l'île de Sakhaline, à l'autre bout de l'U.R.S.S. par Adjoubéi, gendre de Krouchev et rédacteur en chef des *Izvestias*. De retour au début de l'été il publie dans le numéro de juillet de *Novy Mir* deux contes qui prouvent que la leçon n'a guère porté.

La réunion plénière de l'Union des écrivains de Moscou des 4 et 5 avril 1962 accélérera de manière inattendue le processus de « détente »... La réunion avait été annoncée par tous les journaux littéraires. Les comptes rendus s'en font toujours attendre. C'est que ces deux jours-là la déstalinisation littéraire avait commencé à prendre un aspect dangereux. Une nouvelle direction — de quatre-vingts membres — devait être élue par les quelque 600 écrivains présents. Les élections furent marquées par les incidents suivants :

1° La section du parti raya d'elle-même trois sortants sur la listes des 76 candidats officiels qu'elle présentait elle-même, parce qu'elle prévoyait leur défaite certaine : Kotchetov, Gribatchov et A. Sofronov.

2° Sur les 76 candidats officiels, huit furent battus, parmi lesquels N. Abalkin, directeur de la rubrique littéraire de *La Pravda* et L. Sobolev, président de l'Union des écrivains de la Fédération de Russie.

3° Trois « gauchistes » fameux furent élus : E. Evtouchenko, A. Voznessenski et le critique littéraire Mariamov qui s'était signalé à l'attention un an plus tôt en publiant dans *Novy Mir* (janvier 1962) une critique impitoyable du dernier torchon de Kotchetov : *Secrétaire d'Obkom*.

Demitchev, le secrétaire du P.C. pour la ville de Moscou, traduit de manière savoureuse le désarroi où ces élections avaient plongé les officiels lorsqu'il déclara dans son discours de clôture : « *La voie était facile du temps du culte de la personnalité lorsque l'on savait très exactement ce qu'il fallait écrire, et ce qu'il fallait éviter* ». Aujourd'hui on ne sait plus très bien. Comment les bureaucrates peuvent-ils donc distinguer clairement le bon du mauvais ?

Pendant les mois qui suivirent le mouvement de libération littéraire s'amplifia. Les numéros de mars, avril, mai, de *Novy Mir* publient un grand roman de Iouri Bondarev : *Silence*, dont le meilleur résumé a été fait par un critique soviétique célèbre, A. Borchagovski : « *L'officier démobilisé, Serge Vokhmintsev, tombe dans le tourbillon des bouleversements et des conflits sociaux de la période la plus difficile du culte de la personnalité, lutte vaillamment contre ceux qui, en somme, faillissent à l'idéal du communisme, qui le trahissent* ». Outre les deux recueils de vers d'Evtouchenko dont nous avons parlé plus haut et qui sont tirés chacun à 100.000 exemplaires, la publication de *La Poire Triangulaire*, de Voznessenski, recueil de poèmes aussi moderniste de contenu que de présentation extérieure, tiré à 50.000 exemplaires, constitue le signe d'une évolution profonde. Dans une brève introduction Voznessenski, qui devait déclarer en janvier 1963 : « Je suis un fils coupable du réalisme

socialiste » (*Iounost*, 1963, n° 1), définit la naissance de son poème d'une manière qui est effectivement fort loin des canons du réalisme socialiste :

« Je travaille à une grande chose à sujet, sur la « découverte de l'Amérique »... Dans le cours du travail, les événements, la vie, les souvenirs, les paysages de Russie et la côte Balte firent irruption dans le récit et détournèrent l'auteur de la ligne qu'il s'était fixée. D'où la « découverte » de tous autres objets. Bouleaux, couchers de soleils et motocyclettes se sont mêlés aux personnages. Le poème sombra comme un navire trop chargé... Les vers se sont disposés à leur gré en dehors de toute thématique et de toute géographie... »

Ici s'élabore une doctrine de la création artistique qui rappelle les conceptions surréalistes, si honnies par les bureaucrates... Ces trois volumes d'Evtouchenko et de Voznessenski disparurent vite des étagères... tant leur succès fut immense. On raconte qu'avant même sa sortie le recueil d'Evtouchenko, *Tendresse*, avait reçu 300.000 commandes.

En juin 1962 sort le beau roman de Victor Nekrassov, *Kira Georgievna*, déjà publié dans le numéro de juin 1961 de *Novy Mir* et qui constitue la première grande œuvre littéraire soviétique qui tourne autour du problème des camps de concentration.

A la fin de septembre la nouvelle direction de l'Union des écrivains de Moscou tient son premier plénum, consacré à l'examen de l'œuvre des jeunes écrivains et qui doit préparer la réunion de l'Union des écrivains prévue pour le début de 1963. Deux rapports détaillés sont présentés, l'un sur la « jeune prose » par A. Borchagovski, l'autre sur la « jeune poésie » par J. Smeliakov.

La discussion qui suit ces deux rapports est extrêmement favorable aux jeunes écrivains. L'un d'eux, la poétesse B. Akhmadoulina, pouvait à juste titre déclarer à la fin de ce plénum : « Je pense que le temps a travaillé pour nous et que les circonstances nous sont maintenant favorables, à moi et à mes jeunes camarades. »

UNE JOURNÉE D'IVAN DENISSOVITCH...

Le 21 octobre, *La Pravda* publie *Les Héritiers de Staline*, d'Evtouchenko ; le 24 novembre, les *Izvestia* publient cinq poèmes antistaliniens de Boris Sloutsky ; le numéro de novembre de *Iounost* annonce l'entrée d'Evtouchenko et d'Aksionov dans le comité de rédaction de la revue ; le numéro de novembre de *Novy Mir* publie l'étonnant récit d'A. Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, récit de la vie dans les camps de concentration staliniens, salué par C. Simonov dans les *Izvestia* comme un grand événement. La *Literatournaia Gazeta* souligne la portée du récit en affirmant : « Tous ensemble nous devons nous jeter sur ce thème et répéter ce qui a été dit... le dialogue avec le lecteur s'est élevé d'un degré, et cela

c'est nouveau. Beaucoup de choses dont on pouvait se contenter encore récemment deviennent tout simplement sans intérêt et dépassées » (22 novembre). Le 27 novembre un écrivain ultra-conservateur, I. E. Elsberg, est exclu de l'Union des Ecrivains de Moscou comme « provocateur » et « délateur volontaire », accusé d'avoir fait envoyer, sous Staline, des gens en prison et qui n'en sont jamais revenus. Le 30 novembre, les jeunes poètes soviétiques réunissent un auditoire de plus de 15.000 jeunes moscovites enthousiastes pour écouter leurs vers au Stade Lénine. On apprend en même temps que l'organe conservateur de l'Union des Ecrivains de la Fédération de Russie, *Vitoratoura I Lihrn*, va être supprimé à la fin de décembre.

Cette poussée libérale paraît bien se faire avec l'accord le plus complet de la direction du parti comme en témoignent la publication d'Evtouchenko et de Sloutsky dans les quotidiens du parti et le fait que la publication d'*Une Journée d'Ivan Denissovitch* ait été votée à la majorité par le Comité Central. Evtouchenko d'ailleurs souligne dans les *Héritiers de Staline* :

*Le parti m'a ordonné de ne pas m'apaiser.
On peut me dire : calme-toi !
Je ne saurais être calmé.
Tant qu'il y aura sur la terre
Des héritiers de Staline
Il me semblera que Staline
Est encore dans le mausolée (5).*

Pas décisif peut-être, une exposition de peinture et de sculpture « abstraites » s'ouvre à Moscou la dernière semaine de novembre. Et c'est alors que le courant se renverse brutalement.

4) Retour de Staline ?

En même temps qu'on annonçait la suppression de *Literatoura i Zihn* on annonçait aussi la suppression de *Moskovski Literator*, l'organe de l'Union des Ecrivains de Moscou, réclamée par Gribatshov au 22^e congrès.

Dans les premiers jours de décembre, Kroutchev, visitant une exposition de peinture et de sculptures, critique violemment les œuvres « abstraites » qui y étaient exposées. Il déclare : « *Un art comme celui-ci est étranger à notre peuple, celui-ci le rejette. Il faut que réfléchissent à cela les gens qui se prétendent des artistes, mais qui font des tableaux de telle sorte qu'on ne comprend pas s'ils ont été dessinés par la main d'un homme ou barbouillés par la queue*

(5) Il est amusant de penser que ce poème a été publié en même temps qu'un article qui accusait Staline de collusion... avec Trotsky en 1918 !

d'un âne. Il leur faut comprendre leurs erreurs et travailler pour le peuple.» Soulignant le contraste avec l'évolution qui s'était produite dans les mois précédents, M. Tatu écrivait dans le *Monde* : « *L'offensive brutale, déclenchée contre les tendances non-conformistes dans les arts graphiques et dans la peinture a fait ici l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein.* » (4-12-63.)

Le ciel allait vite se couvrir de nuages... Quelques jours plus tard Johanson conservateur modéré, était remplacé au poste de président de l'Académie des Beaux-Arts par un conservateur endurci, Vladimir Serov. Le 17 décembre, les dirigeants du P.C.U.S. réunissent les représentants de l'intelligentsia auxquels le responsable à la propagande, Ilytchev, adresse un discours encore très modéré de ton. Il affirme entre autres, ce qui est assez curieux si l'on songe à ce qui va suivre : « *Le Comité Central de notre parti est satisfait de l'état des choses dans le domaine culturel : la culture progresse sur une base saine, dans une voie juste, au pas avec l'époque. Notre art porte.* » Il note pourtant : « *Malheureusement, les tendances formalistes ont commencé à se répandre non seulement dans l'art figuratif, mais aussi dans la musique, dans la littérature, dans le cinéma.* » C'est pour faire face à ce danger que les dirigeants du parti organisent la première réunion depuis près de deux ans et demi entre dirigeants du parti et intellectuels. Après ce discours et une brève allocution de Kroutchev, une véritable discussion très confuse s'engage. Gribatchov réclame la liquidation de l'Union des écrivains de Moscou. Evtouchenko prend la défense du sculpteur « abstrait » Neizvestny contre les attaques d'Ilytchev et surtout de Kroutchev. L'ancienne bagnarde des camps staliniens, Serebriakova, se lance dans une attaque brutale contre Ehrenbourg. En fait, il semble qu'un nouvel équilibre moins favorable qu'en octobre mais acceptable s'instaure. C'est ce que vient confirmer le discours prononcé par Ilytchev le 26 décembre par la commission idéologique du comité central du P.C.U.S. : il affirme bien : « *Nous ne pouvons que saluer la recherche de nouvelles formes artistiques. Mais cette recherche ne peut être féconde que si elle est orientée dans la bonne direction. Accepter le formalisme et l'art abstrait, c'est admettre l'existence des idéologies différentes. C'est emprunter une mauvaise voie.* » Mais d'un autre côté il souligne qu'il ne faut pas craindre : « *que les critiques par le parti de certaines déficiences dans la vie artistique ne fassent revivre dans le pays l'atmosphère qui existait au temps du culte de la personnalité. C'est là une grosse erreur ; le parti ne tolérera plus de chasses aux sorcières ni de mises à l'index.* »... Presque en même temps, le 24 décembre, *La Pravda* de Léninegrad signalait le cas d'un citoyen soviétique, Rudolf Friedmann, devenu espion américain par son amour de l'art abstrait... Au début de février le général Epichev, qui a remplacé il y a quelques temps Golikov à la direction politique des forces armées soviétiques, déclarera plus nettement que la pénétration de l'art occidental décadent dans les troupes soviétiques est un facteur de démoralisation de l'armée rouge !

Le jour même du discours d'Ilytchev le rédacteur en chef de la *Literatournia Gazeta*, le libéral Kossolapov, est limogé pour avoir retardé la parution d'un article hostile à l'art abstrait. Il est remplacé par un conservateur obtus, Tchakovski. Trois semaines plus tard le comité de rédaction du journal est remanié : deux écrivains célèbres, et de tendances libérales, Solooukhine et Bondarev, en disparaissent ; ils sont remplacés par G. Markov, I. Smeliakov et E. Osietrov, dont seul le premier est un droitier. Dans l'ensemble, bien que le jeune poète R. Rojdesvenski, reste au comité de rédaction, le journal littéraire soviétique le plus important est passé dans le camp conservateur, ce qui se marquera, par un aveu involontaire, par la disparition quasi-totale de la poésie des colonnes de ce journal qui en était auparavant si prodigue.

Contrairement à ce à quoi l'on pouvait s'attendre les choses n'en restent pas là. L'offensive conservatrice s'amplifie. I. Ehrenbourg est le premier visé : par un article violent de Lakhtionov (*Pravda*, 4 janvier), puis trois semaines plus tard par un article perfide de V. Ermilov (*Izvestia*, 29 janvier), qui reproche à Ehrenbourg d'avoir été le complice conscient de Staline. Ehrenbourg a été trop consciemment le bouffon sanglant du « petit père des peuples » pour qu'il puisse se défendre autrement qu'en retournant l'accusation à ses accusateurs. Mais il ne peut évidemment suggérer que ceux qui l'accablent aujourd'hui ont leur part de sang sur les mains, à commencer par le sinistre Kroutchev, instrument de la répression contre les cadres communistes ukrainiens...

Une nouvelle étape est franchie avec la réunion élargie entre les dirigeants du parti et les écrivains qui se tient les 7 et 8 mars 1963. Ilytchev porte le coup de grâce à Ehrenbourg en l'accablant sous des citations « du temps passé »... L'attaque contre les jeunes écrivains se fait en même temps plus brutale et les opportunistes prennent le vent. Cholokhov déclare par exemple : « *Il y a longtemps que je voulais critiquer Ehrenbourg...* », alors que, le 17 décembre 1962, il lui avait ostensiblement apporté son soutien en face des attaques de Serebriakova. Kroutchev prononce un grand discours dont le quart est consacré à une semi-réhabilitation de Staline et dans lequel il attaque assez violemment les écrivains V. Nekrassov, C. Paoustovski, A. Voznessenski, V. Kataïev. Il prend par contre la défense d'Evtouchenko dont il dit que la conduite en France a été satisfaisante.

Une semaine plus tard, le président de l'Union des écrivains de Moscou, St. Chipatchev, est relevé de ses fonctions et remplacé par le conservateur Markov. La forteresse du libéralisme doit être ainsi démantelée. Quinze jours plus tard, nouveau durcissement qui prend des aspects assez étonnants. Le quatrième plénum de l'Union des écrivains soviétiques se réunit les 26, 27 et 28 mars. Le même Evtouchenko, à qui Kroutchev avait donné un satisfecit le 8 mars, se voit contraint à une pénible autocritique qu'il exécute. Un semblable changement de situation laisse penser que le tournant accompli

par Kroutchev dans le domaine artistique lui a été plus ou moins imposé par une opposition assez puissante pour faire attaquer le 28 mars un poète dont Kroutchev s'est déclaré content le 8 mars. La *Pravda* juge d'ailleurs insuffisante l'autocritique du poète, attaquée pour avoir fait publier en France une autobiographie, jugée présomptueuse, et certainement gênante pour le pouvoir, dans la mesure où l'antistalinisme qui s'y étale n'a pas la seule valeur tactique qu'il a pour la bureaucratie soviétique. Les attaques contre la jeune littérature sont générales à ce plénum. Tikhonov, qui avait manifesté des velléités libérales en décembre 1962, se rattrape en prononçant un discours d'alignement total aux nouvelles directives. Voznessenski est contraint lui aussi à une autocritique qu'il fait en restant dans des limites honorables. R. Rojdestvenski, B. Akhmadoulina, A. Tvardovski, V. Nekrassov, qui refuse de se soumettre, I. Ehrenbourg, A. Borchagovski, Chipatchev, A. Soljenitsyne, A. Sourkov et B. Polevoi eux-mêmes, sont accusés d'avoir cédé au vent de la mode libérale.

A l'offensive conservatrice appuyée par l'appareil gouvernemental, les écrivains « libéraux » répondent dans leur immense majorité par un retrait dans le silence total. Podgorny constate avec stupéfaction que pour V. Nekrassov qui a refusé de faire son autocritique devant la section de l'Union des écrivains de Kiev, « *avouer publiquement ses erreurs est pour un communiste un manque de respect à soi-même* ». Le respect de soi-même aux yeux d'un bureaucrate !

Il apparut assez vite que l'offensive avait fait long feu. Le 18 juin, Ilytchev expliquait : « *Notre tâche n'est pas d'excommunier les artistes soviétiques mais de les aider à comprendre leurs fautes artistiques et idéologiques* ». Une déclaration de ce genre marque un net recul : les jeunes écrivains visés sortaient en effet du domaine purement littéraire : ainsi lorsque Aksionov déclarait au journal polonais *Polityka* qu'il faudrait bien un jour demander des comptes aux responsables de 1937, ou lorsque le jeune romancier Gladiline évoquait avec mélancolie, dans un roman par la bouche d'un vieux militant, « *les années où nous discussions avec fièvre jusqu'à nous injurier, de Trotsky, de nos vieux professeurs ou de la N.E.P.* ».

Dès le moment où les dirigeants du parti eux-mêmes acceptaient que le problème de la lutte entre novateurs et conservateurs soit essentiellement littéraire, ils étaient conduits à relâcher leur pression. C'est ce qui se produisit : aucun des directeurs de revue ne fut limogé, à commencer par Tvardovski, secrétaire de rédaction de *Novy Mir*, le bastion du libéralisme, dont on avait annoncé le remplacement par le stalinien éhonté Vl. Ermilov, qui avait dénoncé, entre autres, Maïakovski comme trotskyste. En août, les *Izvestia* publièrent un long poème de Tvardovski, *Vassili Tiorkine dans l'autre monde*, satire assez vive de la bureaucratie stalinienne. Depuis, tous les écrivains exorcisés ont reparu dans les revues : Evtouchenko,

puis Nekrassov et Voznessenski, et enfin B. Okoudjava. Kroutchev a démenti l'exclusion de V. Nekrassov du P.C.U.S., exclusion qu'il avait annoncée lui-même. Aucun de ces écrivains n'a pourtant confessé ses fautes, à l'exception d'Evtouchenko en mars 1963. Sans doute un certain nombre de jeunes écrivains ont-ils adopté une attitude de compromis assez douteuse, comme Aksionov et R. Rojdestvenski, tandis que le vieil Ehrenbourg jouait au résistant farouche et inébranlable, et cela peut être considéré par le pouvoir comme un demi-succès. Mais ce demi-succès est plus que contrebalancé par le recul piteux qu'il a été forcé d'effectuer devant une conspiration du silence qu'il n'a pu sérieusement ébranler, même en envoyant quelque temps Voznessenski en usine pour l'exemple. Entre le besoin qu'a le régime de son intelligentsia et les exigences de liberté de cette intelligentsia la conciliation apparaît sans cesse plus boiteuse. Sans doute la faiblesse qu'étale la bureaucratie dans ce domaine ne peut-elle avoir pour elle de conséquences graves aussi longtemps qu'elle ne trouvera en face d'elle comme force plus ou moins autonome qu'une fraction de l'intelligentsia. Elle ne subit pour le moment que des égratignures. Mais lorsque les conditions objectives s'y prêtent il suffit d'une égratignure pour que la gangrène se déclare. Inconsciemment, c'est ce à quoi les écrivains dits libéraux préparent la voie.

J.-L. SIMON.

Qu'ils disent la vérité aux travailleurs hongrois

Dans son numéro de décembre 1963, la revue hongroise Tarsadalmi Szemle (Revue de la société), organe mensuel du parti, s'est efforcée de répondre, dans la rubrique intitulée « Consultation », aux questions importantes et « insolubles » qui préoccupent « l'opinion publique élargie ». Il paraît que ce sont surtout deux problèmes épineux qui surgissent au cours des discussions et des conversations. L'opinion publique hongroise, qu'on avait habituée aux proclamations victorieuses, trouve incompréhensible la discussion sino-soviétique et sa dégradation progressive. De même, la nouvelle selon laquelle il a fallu acheter une quantité de blé aux pays capitalistes a, elle aussi, produit l'effet d'un coup de foudre.

Le soupçon se forme que tout ne marche peut-être pas aussi bien que « dans le meilleur des mondes possibles ». C'est pourquoi la revue Tarsadalmi Szemle, avec le concours de « spécialistes », a répondu aux questions qui lui causaient le plus de soucis. Mais ces deux réponses ne sont qu'un tissu de mensonges. Dans ce qui suit, nous nous proposons de fournir au lecteur quelques données permettant d'aboutir à une vue plus correcte.

La politique agraire hongroise à la lumière de la question du blé

Le 26 décembre, le gouvernement des Etats-Unis donnait licence de livrer pour 15,4 millions de dollars de blé américain à la république populaire hongroise... Qu'on ne s'y trompe pas ! Tout cela se passait à la fin de 1963, après le 22^e congrès du P.C. soviétique, qui avait lancé le mot d'ordre de la construction du communisme, et après le VIII^e congrès du P.C. hongrois, qui avait annoncé qu'on avait établi, en Hongrie, les bases du socialisme. Tout cela arrivait quatre ans après la collectivisation de l'agriculture hongroise, au cours de la troisième année du deuxième plan quinquennal.

Les « spécialistes » de la revue Tarsadalmi Szemle posent la question : « Comment se fait-il que certains pays capitalistes soient capables d'exporter des céréales, tandis que nous ne pouvons pas même couvrir nos besoins avec nos récoltes nationales ? » (N^o 12 de décembre 1963). En effet, comment cela se fait-il ?

Rappelons, pour commencer, qu'au cours de 1963 ce n'est pas uniquement la Hongrie, mais aussi l'Union Soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne Démocratique et la Bulgarie qui ont été obligées d'acheter du blé, pour plusieurs centaines de millions de dollars, aux Etats-Unis, à l'Argentine, au Canada et à l'Australie. L'expédition de ces importations est actuellement en cours, et les livraisons se sont mêmes étendues à d'autres céréales. Nous n'avons pas encore à notre disposition de données concernant l'ensemble de ces achats, mais, selon une information datée du 8 février (Neue Zürcher Zeitung du 11 février 1964), la société de produits alimentaires Cargill Inc. a signé avec l'U.R.S.S. un contrat portant sur environ 53 millions de dollars, aux termes duquel elle s'engageait à livrer 1,7 million de tonnes de blé d'hiver (cela, alors que l'U.R.S.S. avait déjà acheté 13 millions de tonnes de blé au Canada et à d'autres pays).

Les « spécialistes » de la revue Tarsadalmi Szemle sont prodigues en données concrètes : ils en fournissent même tellement qu'ils parviennent à embrouiller totalement la question.

A cet effet, nos statisticiens devaient procéder de la façon suivante : a) il fallait parler de la question du blé comme si elle n'était qu'un problème d'ordre technique, spécifique et conjoncturel ; b) cela fait, on devait soigneusement l'isoler du problème complexe de l'agriculture hongroise prise dans son ensemble ; c) puis dissimuler

son interdépendance d'avec les problèmes analogues, qui se posent dans les autres pays du Comécon ; d) enfin passer sous silence les rapports de la Hongrie avec l'économie mondiale, et surtout avec l'économie capitaliste.

Car, en lui-même, le fait que la Hongrie a dû importer près du quart de ses besoins en blé (60 à 70.000 wagons) n'est pas encore tragique. En effet, la part de l'industrie dans le revenu national est supérieure à 60 %, ce qui rend théoriquement possible l'achat de blé sans que cela pose de problèmes. Mais la situation réelle commence à nous apparaître quand nous constatons que les emblavures constituent plus de 25 % des terres arables. Les conclusions auxquelles conduit l'analyse comparative de ces données sont encore aggravées si l'on tient compte du fait que la production moyenne par hectare est très basse. Entre 1958 et 1964, la production moyenne par hectare se situait entre 7 et 10 quintaux, ce qui dépasse à peine le niveau d'avant-guerre, et place la Hongrie très loin derrière les pays capitalistes avancés. Les pays de l'Ouest ont, en général, réussi à doubler leur production moyenne d'avant-guerre. Le Marché commun, qui est lui-même importateur, la France exceptée, atteint pourtant la moyenne enviable de 21 à 23 quintaux par hectare. La différence de production à l'hectare est donc d'environ 8 quintaux. Mais le retard réel est plus grand encore car, dans l'agriculture hongroise, travaillent 1.870.000 personnes, c'est-à-dire 35 % de la population active ; ce qui montre que le coût de production est encore bien plus élevé que ne l'indiquent les chiffres précédents, et souligne la structure archaïque du secteur agricole. Certes, il y a en même temps une forte migration de main-d'œuvre de la campagne vers les villes ; mais cette mobilité sociale, qui est, en principe, un processus normal et favorable, devient ici un phénomène négatif, compte tenu du niveau technique arriéré du secteur agricole. Il n'y a pas lieu d'insister ici sur cette contradiction. Mais il faut ajouter que, tandis qu'en Hongrie la consommation du pain est un élément de base de l'alimentation, en Occident son importance est en baisse. En dernière analyse, la question du blé est donc un problème très complexe, qui touche à de multiples aspects de la vie économique du pays.

Mais, pour la bureaucratie, tout est très simple, y compris la question du blé. Le quotidien Népszabadság, par exemple, résumait ainsi, pendant la session parlementaire d'automne, la situation économique du pays : « Notre politique économique, dont les principes ont été récemment établis par le VIII^e congrès du parti, a tenu ses promesses, nos objectifs économiques sont corrects, réalistes et bien fondés. » Si quelques difficultés arrivent tout de même à

(1) Le hold vaut un peu moins de 2 hectares.

« s'infiltrer », comme c'était le cas tout dernièrement pour la question du blé, ce n'est qu'un pur hasard. L'optimisme des dirigeants s'accroît en proportion même de l'aggravation de la situation de l'agriculture. Selon l'exposé fait au parlement par Jenö Fock, membre du bureau politique, dans son rapport sur la situation économique : « ... Sur la base des rapports socialistes de production, devenus dominants, les conditions subjectives et objectives de l'économie des grandes exploitations modernes se développent de plus en plus. » C'est là précisément le contraire de la réalité !

Derrière la question du blé se cache la crise de l'agriculture hongroise, qu'on peut de moins en moins dissimuler. Le trait le plus caractéristique de cette agriculture est que le plan n'y est jamais exécuté. Le tableau est effarant : la culture est stagnante, le cheptel diminue d'année en année. L'année 1963 a été l'une des plus mauvaises : l'agriculture n'a assuré que 49 % du pain du pays (!), et elle a produit 454.000 tonnes de blé de moins qu'en 1962, année où il avait déjà fallu importer 25 % des besoins du pays ! En même temps, le gouvernement se vante de ce que la mécanisation de l'agriculture est excellente (54.000 tracteurs), de ce que le taux moyen d'engrais chimiques employés a atteint 120 kg par hold, et de ce que la collectivisation de l'agriculture s'est consolidée. D'où vient alors la crise ? Des caprices du climat ? Mais le climat est également capricieux dans les pays capitalistes ! Le paysan hongrois serait-il négligent ? Il suffit de poser ces questions pour que les « explications » de la bureaucratie apparaissent sous leur vrai jour.

Les faiblesses générales les plus flagrantes, telles que l'état arriéré des techniques, la production moyenne par hold très basse, les coûts de production très élevés, sont, à la vérité, les fruits d'inconséquences économiques en série, et les efforts concentrés dans un seul domaine n'apportent pas et ne peuvent pas apporter les changements souhaités.

« Les « spécialistes » du gouvernement expliquent la crise par la diminution des emblavures. Mais leur réduction temporaire, par suite du gel, de la sécheresse, des inondations, etc., excuses que l'on rabâche sans arrêt, ne peut absolument pas être un facteur qui agisse continuellement. Un autre facteur, qui joue un rôle infiniment plus considérable, et au sujet duquel les « spécialistes » gardent un silence prudent, c'est la collectivisation forcée. Réalisée du jour au lendemain, elle a changé d'un seul coup, sans aucune transition, la répartition des cultures, au détriment des céréales, du blé en particulier. En d'autres termes, le gouvernement a libéré le paysan cossu du fardeau de la culture des céréales, moins rentables, mais d'un grand intérêt pour l'état, et il a transféré ce fardeau, dans l'espace d'une seule année, sur les épaules fragiles des jeunes coopératives mal

organisées. Pendant ce temps, le paysan cossu se tournait vers les parcelles individuelles cultivées de manière intensive, et se moquait du blé.

Cela se manifeste comme suit dans les chiffres :

PRODUIT BRUT AGRICOLE EN 1962
(Népszabadság du 17 juillet 1963)

Fermes d'état	21 %
Coopératives	39 %
Parcelles individuelles	40 % (!)

En même temps, la fraction commercialisée de la production agricole totale (1) était : pour les fermes d'état, de 76 % ; pour les parcelles individuelles, de 33 %. Si, par contre, nous examinons la proportion de la production commercialisée en provenance, soit des cultures, soit de l'élevage, nous obtenons le tableau suivant :

	1951	1962
	—	—
Cultures	67 %	44 %
Elevage	33 %	56 %

Il est donc clair que le problème du blé jette une lumière particulière sur les déficiences organiques de l'agriculture collectivisée tout entière.

Que propose le gouvernement pour résoudre le problème ? La formule simpliste, déjà largement dépassée au Moyen Age, selon laquelle « ... l'année prochaine, nous sèmerons du blé sur une surface plus grande ». Mais nous nous permettons de demander : si, dès 1962, la surface des emblavures était trop faible, pourquoi ne l'a-t-on augmentée que de 13 à 15 % ? Cette affaire ne dépend pas d'un simple calcul arithmétique. La réduction des emblavures, comme « explication » de la crise, ne sert qu'à embrouiller le problème.

On ne peut pas augmenter indéfiniment les emblavures, surtout pas en Hongrie. Primo, parce que l'ensemble de la surface arable dépérit et diminue. Durant les cinq dernières années, on n'a pratiqué la fertilisation physique ou chimique que sur 564.000 holds ; par contre, rien qu'en 1963, les surfaces arables ont diminué de 250.000 holds. Une grande partie des coopératives réservent les meilleures terres pour les pâturages (la vache paie mieux que le blé, surtout celle qui est la propriété privée du paysan, mais s'engraisse

(1) C'est-à-dire tout ce qui n'est pas conservé par les paysans : ventes à l'état et sur le marché.

sur les pâturages de la coopératives !) ; c'est sur ces terres aussi que l'on plante les forêts et, comme vient de nous l'apprendre l'exposé fait au parlement par le ministre de l'agriculture, à côté des terres arables nationales de 8,8 millions de holds, on enregistre 4 millions de holds de terres « fortement érodées » et « épuisées ».

Secundo, on ne peut pas augmenter indéfiniment les superficiesensemencées en blé, parce que l'agriculture du pays doit tenir compte des positions d'ensemble du Comécon, et des obligations qui lui sont imposées à l'intérieur de celui-ci. Si nous pouvons en croire Népszabadság (8 mai 1963), la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie ont reçu pour tâche, au nom de la « spécialisation », de développer, sur un rythme accéléré, les cultures fruitières et maraîchères, dans le cadre du développement de l'exploitation intensive. Ce changement structurel ne pourrait, en principe, que bénéficier à l'agriculture hongroise, si l'exécution partait réellement de considérations soigneusement pondérées, quant à l'état et aux possibilités actuels de l'agriculture. Mais que disent les faits ? Déjà, dans le deuxième plan quinquennal, après un an à peine de pratique de la grande exploitation, le gouvernement a fixé comme objectif à l'agriculture 200.000 holds de nouvelles plantations de vigne et presque autant de vergers, et une augmentation de 25 % de la surface maraîchère. Ainsi, la bureaucratie s'est lancée, sans aucune préparation, dans la réalisation immédiate d'un vieux rêve populiste, celui de la « Hongrie des jardins ». Il est caractéristique que les bureaucrates roumains ne soient pas enthousiasmés, réflexion faite, par les perspectives du Comécon ; ils ont même réussi à exporter 500.000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. ! Cela prouve que les bureaucrates, même s'ils pensent que tout leur réussit, ne choisissent pas forcément tout de suite la solution la plus stupide. Ce dernier point est caractéristique des Kadars seulement.

Tertio enfin, on ne peut pas augmenter à l'infini les emblavures, parce que l'effort fait pour produire davantage de produits commercialisables exige la culture de denrées susceptibles d'être exportées, tels que la vigne et les arbres fruitiers, dont la surface cultivée fut triplée par le deuxième plan quinquennal (!). Pour ne pas parler des plantes industrielles...

Ces problèmes très importants de structure sont aggravés par l'affolement et le manque d'organisation incroyables qui caractérisent le travail du gouvernement. A quoi bon, par exemple, la campagne de presse, lancée au cours des travaux d'automne et qui dura des mois, puisque jusqu'à la fin de 1963, alors que le gouvernement employait encore un système d'achat qui évoquait les époques les plus misérables ? Ce système ne garantissait que pour un an

les prix d'achat, y compris, bien sûr, celui du blé. Cette « politique » d'achat caricaturale, caractérisée par le fait que le gouvernement, qui ne représente personne, se réserve le droit de fixer les quota d'achat, conduisit tout naturellement à la réduction de la production du blé.

Pourrait-on, par conséquent, appeler cette « politique » qui vit au jour le jour, une planification à long terme (ne fût-ce qu'à un ou deux ans) ? L'affolement des « dirigeants responsables » aggrave aussi les maux provenant des problèmes de la disproportion structurelle de l'agriculture. Vouloir forcer la réalisation de la « Hongrie des jardins », dans des circonstances où il faudrait d'abord parler des conditions de cette réalisation, exprime la pression des paysans enrichis, grâce au rôle de dirigeants qu'ils jouent dans les coopératives, plutôt que les objectifs mûrement étudiés et résolument poursuivis de la planification.

Prenons seulement la question de l'irrigation. Est déjà suspecte la croissance rapide de la superficie irriguée : 20.000 holds en 1949, 380.000 holds en 1962, 450.000 holds (!) en 1963. Cette croissance reflète le renforcement des paysans enrichis, qui vivent auprès des grandes villes et bénéficient de la rente différentielle, et qui sont surtout intéressés par la production maraîchère, parce qu'elle paie mieux que celle des céréales. « Notre parti et notre gouvernement » ne peuvent pas résister à cette pression. Cela est prouvé par le fait qu'on veut déjà irriguer un demi-million de holds en 1964 (!), bien qu'on manque de main-d'œuvre qualifiée, et que la mécanisation soit faible. Il faudrait deux fois plus d'ingénieurs, trois fois plus de techniciens et 30 à 40 % de plus de mécaniciens et d'ouvriers-irrigateurs. En 1963, par exemple, dans le département de Bacs-Kiskum, qui possède de nombreuses exploitations intensives, et qui est un des meilleurs départements agricoles du pays, dans 25 % des coopératives de produits maraîchers, il n'y avait pas de jardinier qualifié !

Les causes du déclin de la production du blé sont donc multiples et complexes. On peut y trouver un mélange d'intentions générales concernant l'ensemble du Comécon, et de mesures inhérentes à l'incohérence de la politique économique. Il serait difficile de séparer les unes des autres. Nous pouvons ajouter que, dans ces conditions, les intentions de la bureaucratie, voire ses volte-face qui accumulent faute sur faute, ne pourraient être corrigées que par des mesures qui — nolens, volens — renforceraient les éléments petit-bourgeois et semi-capitalistes de l'agriculture.

Pour essayer de camoufler la situation alarmante de la production du blé, le gouvernement jongle avec les chiffres. C'est ainsi que

les « spécialistes » de la revue Tàrsadalmi Szemle rangent le maïs parmi les céréales de consommation alimentaire. Mais depuis quand le peuple hongrois mange-t-il de la semoule de maïs ? Par ailleurs, le gouvernement a acheté plusieurs milliers de tonnes de maïs aux Etats-Unis. La conclusion des « spécialistes » c'est que, coûte que coûte, le niveau de vie a quand même augmenté. Mais c'est là une affirmation audacieuse ! Le VIII^e congrès du parti avait prévu l'augmentation de 10 à 17 % des salaires réels à la fin du deuxième plan quinquennal. Au bout de deux ans, on dit que le salaire réel par tête a « à peine » augmenté. (Il est vrai que Rezső Nyers parle, dans le numéro de février de la revue Tarsadalmi Szemle, d'une augmentation de 11 %, mais cette petite phrase, que le dirigeant principal de l'économie a laissé tomber « en passant », perd beaucoup de sa valeur, par le fait qu'il a mentionné le revenu réel. Sur la base de quels revenus évalue-t-il ces 11 % ? Que signifie, dans ces conditions, l'augmentation de la consommation ? Cela veut principalement dire que la population commence à savourer le plaisir de l'invention du capitalisme à la recherche de marchés, à savoir l'achat à crédit, système qui la précipite dans un endettement croissant.

L'élévation du niveau de vie n'est possible que sur la base de l'augmentation du revenu national prévu par le plan. Mais, pour cela, il est absolument indispensable de couvrir le pouvoir d'achat avec des marchandises industrielles et agricoles. Cela veut dire, même pour les bureaucrates, que l'agriculture, qui a une production très faible, doit réaliser son plan, autrement il n'y a pas de possibilité d'élever le niveau de vie. D'autant moins que la population des pays du Comécon dépense encore 50 % (!) de son revenu pour ses achats alimentaires. Dans de pareilles circonstances, on ne peut que d'une seule manière compenser cette situation : par des achats à l'étranger, par lesquels l'état prend temporairement la « charge » du niveau de vie sur ses épaules, sous forme d'une dette ou de dépenses supplémentaires effectives. Cela ne pourrait pas durer éternellement, même si l'état choisissait cette solution. Et la vérité est que la contradiction entre la demande accrue et la production faible s'exprime, depuis 1960, donc depuis le commencement du deuxième plan quinquennal, par la hausse accélérée des prix de l'alimentation, et par conséquent par la diminution des salaires réels. Dans ces conditions, il ne peut pas être question d'élever le niveau de vie, et nous nous en remettons au jugement de nos lecteurs pour décider si, dans la situation actuelle de l'agriculture, la tentative gouvernementale de ramener les prix des produits alimentaires au niveau de 1960 pourrait réussir, et à quel prix !

Les « spécialistes » de la revue Tàrsadalmi Szemle racontent

sur des pages et des pages combien il est dangereux que les pays capitalistes accumulent des stocks considérables de blé, et combien il serait important, pour la Hongrie, d'augmenter le rendement, et cætera, et cætera. Mais ils ne soufflent pas un traître mot de la raison pour laquelle l'Union Soviétique n'a pas rempli les engagements de livraisons de blé pris par elle dans les traités bilatéraux. Ce qui a provoqué la pénurie actuelle de blé hongrois, c'est justement le fait que la bureaucratie hongroise a basé l'importation du blé, et avec elle la transformation structurelle de l'agriculture hongroise sur l'espoir de livraisons de blé soviétique de plus en plus importantes.

Ràkosi et consorts, qui conduisirent le pays à la catastrophe, savaient très bien que les livraisons de blé soviétique qui suivirent la deuxième guerre mondiale n'étaient pas assises sur des bases économiques tangibles et réelles, mais qu'elles avaient plutôt un caractère politique. Cela fut d'ailleurs confirmé par les déclarations que Kroutchev fit en 1963, où il dit que, tandis que Staline exportait du blé vers l'étranger, on mourrait de faim quotidiennement en U.R.S.S. Ainsi, les Kadars devaient être au courant de la situation catastrophique de l'agriculture soviétique. Il ne leur fallait que feuilleter les numéros de La Pravda du 16 décembre 1958 et du 15 septembre 1963, où les comptes rendus de Kroutchev démontraient suffisamment que, à la mort de Staline et après, la production de l'agriculture soviétique par tête d'habitant était plus basse qu'avant la révolution d'Octobre (!) et que l'approvisionnement en denrées alimentaires était tombé, en 1953, au niveau de 1928.

Entre 1953 et 1958, les kroutchéviens ont amélioré la situation. Mais par quels moyens ? Par une méthode lourdement déficitaire : par le défrichage des terres vierges du Kazakstan et de la Sibérie, c'est-à-dire par l'augmentation des superficiesensemencées, qui n'avait rien à voir avec le développement qualitatif de l'agriculture.

A partir de 1958, on commençait déjà à sentir l'échec total de la politique basée sur les terres vierges, et une nouvelle crise s'abattait alors sur l'agriculture soviétique, crise qui atteignit son point culminant justement en 1963. C'est alors, et pour cela, qu'on découvrit la grande importance de la chimie, à laquelle — prenons-en bien note — on attribue les mêmes qualités miraculeuses qu'auparavant aux terres vierges. Pour montrer la stupidité d'une « politique » agraire basée sur les livraisons de blé soviétiques, citons encore une donnée révélatrice : la production moyenne de blé en U.R.S.S., pour les années 1957-60, était de 121 millions de tonnes ; or, en 1963, selon Népszabadság (24 janvier 1964), l'état soviétique ne put acheter

qu'une quantité déjà bien inférieure, 44,8 millions de tonnes de céréales, sur son territoire (7).

Des différences aussi fantastiques, qui prouvent largement le fiasco total de la politique agraire stalinienne, frappèrent doublement l'agriculture hongroise. Le pays ne reçut pas de blé, et n'en recevra pas d'ici quelque temps. Il a fallu en demander aux pays capitalistes, comme font les autres pays du Comecon (sauf la Roumanie). Les perspectives d'approvisionnement par l'étranger, voire par les pays capitalistes, bouleversent la balance du commerce extérieur et réduisent le rythme de la croissance industrielle, comme cela est déjà arrivé. Mais l'importance de la facture que les capitalistes présenteront, ou ont déjà présentée, au pays, sera plus grande.

En ce qui concerne les perspectives de l'agriculture hongroise pour l'année prochaine, il est caractéristique que la campagne d'ensemencement de l'automne dernier, organisée avec un tapage particulier, a complètement bouleversé les changements structurels intervenus au cours du 2^e plan quinquennal. Les « sages » dirigeants s'effolent d'une façon ridicule, organisent des campagnes au lieu d'agir de façon réfléchie, et veulent chaque année boucher un autre « trou ». Cette année il aurait fallu, à vrai dire, arrêter le dépérissement du cheptel, ou au moins prendre des mesures énergiques pour essayer de le faire. Cette tâche restera-t-elle pour 1965 ?... quand on s'apercevra que la « maison brûle » de ce côté aussi ??

Au cours des trois dernières années, le produit brut de l'agriculture n'a atteint qu'un tiers du plan original. Plus tard, on a naturellement modifié ce plan, mais on n'a réalisé que la moitié du plan tronqué. En même temps, l'agriculture dévore à peu près 20 % de l'investissement total, pour ne pas parler des investissements supplémentaires dont ce secteur bénéficie constamment. Qui pourrait, par conséquent, prendre au sérieux l'optimisme gratuit de la propagande ?

Le problème du blé ne peut pas être séparé de la totalité de la réalité hongroise actuelle. La vérité est que les bases les plus importantes et indispensables pour la création d'une agriculture à caractère socialiste ne sont pas encore assurées jusqu'à nos jours. La base technico-industrielle, c'est-à-dire économique nécessaire à une telle agriculture, n'y suffirait pas encore. Si on prétend construire le socia-

(1) Il faut noter que les achats de l'état sont toujours inférieurs à la production totale, mais que, dans ce cas particulier, ce chiffre s'explique par la baisse de la production.

lisme dans les campagnes, avec les exploitations collectives dirigées par les paysans cossus, et des salaires au rendement basés sur l'« intérêt personnel », et en excluant complètement le contrôle de la classe ouvrière (sans même parler de la direction de la classe ouvrière), alors on ne peut naturellement pas parler de la construction du socialisme, même si, dans ce cas, les prémisses technico-industrielles existaient.

Dans les conditions données, c'est-à-dire avec le pouvoir de la bureaucratie, il n'y a finalement pas de guérison définitive possible. Encore moins, si nous tenons compte du fait qu'une solution satisfaisante de la question ne peut qu'être le fruit de la révolution socialiste, réalisée dans les pays capitalistes. C'est le seul moyen de sauver l'économie de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires de l'effondrement.

Pourtant, et en dépit du retard de la révolution mondiale, il serait possible d'épargner les coups les plus cuisants par une politique vraiment socialiste. On ne peut pas, du jour au lendemain, collectiviser l'agriculture, même en présence des meilleures conditions. Ce n'est pas une affaire de propagande. Surtout pas, quand les conditions les plus élémentaires font défaut. On peut encore moins aller dans cette voie en engraisant la petite bourgeoisie de la campagne, au détriment de la grande masse de la paysannerie pauvre, et surtout des masses laborieuses des villes. Enfin, il ne faut pas oublier que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu, surtout, de faire de l'aventurisme économique.

Mais la bureaucratie a fait exactement ce qu'elle n'aurait pas nécessairement dû faire, même dans les conditions données. Par là, elle a davantage justifié nos convictions, qu'il n'y aura pas d'ordre, ni dans le pays en général, ni dans l'agriculture en particulier, tant que la classe ouvrière n'aura pas chassé la bureaucratie et pris le pouvoir par le truchement de ses conseils. C'est uniquement le pouvoir des conseils qui est capable de réaliser la véritable alliance ouvrière et paysanne et de diriger et d'organiser, sur cette base, l'économie du pays. Mais pour cela, il faut liquider la caste bureaucratique.

R. ALBERT.

S. P. E. L.

5, rue de Charonne - PARIS (11^e)

L. TROTSKY :

De la révolution, relié, 656 pages	39,00
comprenant « Cours Nouveau », « La révolution trahie », « La révolution défigurée », « La révolution permanente »).	
Histoire de la révolution russe, relié	39,00
Staline	12,00
Ma vie, édition intégrale	12,00
Journal d'Exil	20,00
Terrorisme et communisme	4,40
Ecrits (1928-1940), Tome I	10,00
Tome II (Où va la France)	5,00
Tome III (Allemagne-France)	16,00
Vie de Lénine (Jeunesse), ouvrage rare	26,00
Les crimes de Staline	12,00
La révolution permanente (vient de paraître)	4,95

LENINE :

Œuvres complètes, en cours de publication. Actuellement disponibles les tomes 1, 2, 4, 14, 20 à 29, 31, 32, 33, 34 et 36. Chaque volume	7,00
---	------

R. LUXEMBOURG :

Grève générale, parti et syndicat	4,80
La révolution russe	4,80
Assemblée nationale ou conseils ouvriers ?	0,50

BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY :

L'A.B.C. du communisme (Préface de P. Broue)	18,30
--	-------

K. MARX et F. ENGELS :

La nouvelle gazette rhénane (Tome I), vient de paraître	25,00
---	-------

I. DEUTSCHER :

Trotsky (Tome I, Le prophète armé)	24,00
--	-------

P. BROUE :

Le parti bolchevique, relié, 632 pages	39,00
--	-------

P. BROUE et E. TEMIME :

La révolution et la guerre d'Espagne, 544 pages	30,00
---	-------

E. MANDEL :

Traité d'économie marxiste, 2 volumes	45,00
---	-------

G. LUKACS :

Histoire et conscience de classe	19,50
--	-------

COLLECTION « ARCHIVES » :

Les procès de Moscou, présentés par P. Broue (vient de paraître)	4,95
L'œil de Moscou (Humbert Droz)	4,95
Le Congrès de Tours, présenté par A. Kriegel	4,95

D. GUERIN :

Les luttes de classes sous la I ^{re} République (2 volumes), rare	12,50
Front Populaire, révolution manquée	18,50

L. TROTSKY :

L'U.R.S.S. en guerre, polycopié	1,00
Les Etats-Unis socialistes d'Europe	0,40
Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste ..	0,30
90 années de manifeste communiste	0,40
Léon Sedov	1,00
L'état ouvrier, thermidor et bonapartisme	0,60
Discussions sur le programme transitoire	0,50
Le programme de transition, imprimé	1,25
Le marxisme et notre époque	0,90
Bolchevisme et stalinisme	0,50
Ma Vie (édition condensée par Trotsky)	6,00

LISSAGARAY

Histoire de la Commune de 1871

(relié)

Vient de paraître

32 francs

Envoi franco contre mandat au C.C.P. 6032-01, Paris

Peut fournir tout ouvrage.

TABLE

EDITORIAL	I
DECLARATION DU COMITE INTERNATIONAL	7
F. FORGUE : <i>LE CONFLIT SINO-SOVIETIQUE</i>	11
1° <i>La révolution chinoise</i>	13
2° <i>Les contradictions de la construction du « socialisme dans la seule Chine »</i>	24
3° <i>La bureaucratie russe contre la révolution chinoise</i>	37
4° <i>Les conséquences du conflit sino-soviétique dans le mouvement ouvrier international</i> ..	49
J. STERN : <i>LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ITALIEN</i>	62
J.-L. SIMON : <i>L'EVOLUTION DE LA LITTERATURE SOVIETIQUE DE STALINE A AUJOURD'HUI</i>	84
R. ALBERT : <i>QU'ILS DISENT LA VERITE AUX TRA- VAILLEURS HONGROIS</i>	115

INFORMATIONS INTERNATIONALES

N° 1 : La Chine des cent fleurs aux communes populaires.

N° 2-2 bis : Perspective mondiale : le socialisme.
*(Résolution sur la situation internationale adoptée
par la Socialist Labour League en 1961.)*

N° 3 : Sur la rupture du « bureau latino-américain »
avec le « Secrétariat International ».

N° 4 et 5 : A propos des *Cahiers philosophiques* de
Lénine (deux articles de C. Slaughter, traduits de
« Labour Review »).

N° 8 à 12 : Documents sur la discussion menée entre la
Socialist Labour League de Grande-Bretagne et le
Socialist Workers Party des Etats-Unis (comportant
notamment la résolution politique adoptée par le
congrès du S.W.P. de juin 1961, « Les problèmes de
la IV^e Internationale et les prochaines étapes », docu-
ment adopté par le comité politique du S.W.P.
« Le trotskysme trahi », document adopté par le
comité national de la S.L.L.

*Ces cahiers ronéotypés sont en vente à la S.P.E.L.,
5, rue de Charonne, Paris (11°)
C.C.P. : S.P.E.L. Paris 6032-01*



la vérité

revue trotskyste

octobre - décembre 1964

— N° 528 - 3 f. —

**le conflit
sino-soviétique**

**la crise du mouvement
ouvrier italien**

**l'évolution
de la littérature soviétique**

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

ABONNEMENTS

Un an (4 numéros) 10,00 F.

Etranger 11,50 F.

Abonnements de soutien 15 et 20,00 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.

Editorial

L'internationalisme dont se réclame cette revue n'est pas une abstraction, ni la fidélité à une tradition. Il s'exprime concrètement par une perspective politique précise, celle de la IV^e Internationale. Le caractère international de la révolution socialiste, signifie que le problème de l'organisation politique du prolétariat, c'est-à-dire de la sélection, à travers ses luttes, d'une direction révolutionnaire basée sur un programme, ne pourra être résolu, en dernière instance, qu'à l'échelle internationale.

C'est dans cette perspective que fut proclamée, en 1938, la IV^e Internationale, fondée sur le programme de transition qui résumait l'analyse marxiste des traits fondamentaux de la société capitaliste à l'ère impérialiste en même temps qu'il exprimait, au niveau le plus élevé de généralisation, l'expérience des luttes du prolétariat.

Réorganisée après la seconde guerre impérialiste — ou, partout dans le monde, ses sections avaient résisté au chauvinisme et à la collaboration de classe et poursuivi la lutte pour la révolution socialiste, la IV^e Internationale a connu, à partir de 1951, une crise extrêmement profonde qui la détruisit comme organisation internationalement centralisée et qui se poursuit encore.

Aucune « muraille de Chine » ne sépare l'avant-garde révolutionnaire organisée de l'ensemble du mouvement ouvrier. Les problèmes qui se trouvent posés dans ce dernier, se retrouvent, plus aigus, à l'intérieur de cette avant-garde. L'endiguement de la vague révolutionnaire consécutive à la guerre impérialiste dans les pays avancés, les victoires apparentes du stalinisme, la guerre froide, la domination maintenue des bureaucraties staliniennes et social-démocrates, autant de facteurs qui conduisirent toute une série de dirigeants de l'Internationale à renoncer à la perspective de la construction de partis révolutionnaires. La « division du monde en blocs » devient pour eux la réalité fondamentale de l'époque et à la conception de la construction, à l'échelle internationale et nationale, d'une organisation révolutionnaire, luttant contre l'imprise des bureaucraties social-démocrates et staliniennes, se substitua l'idée d'une « pression » sur ces bureaucraties, contraintes d'évoluer « vers la gauche ».

Ces conceptions révisionnistes pour lesquelles l'organisation, la conscience des masses prolétariennes devenaient des forces secondaires par rapport au jeu d'abstraites « forces objectives » qui se développaient indépendamment de l'intervention consciente d'une avant-garde, trouvèrent leur interprète et leur défenseur le plus systématique en la personne de Michel Pablo, secrétaire de l'Internationale. Le courant révisionniste s'installa donc à la direction de l'Internationale.

La lutte internationale contre ce révisionnisme commença en France où il se traduisait par une politique qui avait l'avantage de la clarté : l'abandon de la construction, à travers les luttes des travailleurs, d'une organisation révolutionnaire, au compte d'une tentative de « redressement » de l'appareil stalinien, condamné, assurait-on, du fait de la guerre imminente, à aller de plus en plus « à gauche ».

La majorité ouvrière de la section française qui refusa cette liquidation et cette capitulation pure et simple devant le stalinisme, défendant le programme sur lequel était fondée la IV^e — et par là même l'Internationale elle-même — fut isolée, et en

juillet 1952, exclue de l'Internationale où, la confusion aidant, le Secrétariat International s'était assuré une majorité.

Mais la confusion ne pouvait être que temporaire, la manœuvre ne pouvait être efficace qu'à court terme. Les militants, les sections qui entendaient rester, dans leur activité, fidèles au programme, comprenaient, par leur expérience que le courant incarné par Pablo, Germain et Frank, était étranger au trotskysme.

A la fin de 1953, les sections britannique et américaine, dénonçaient le « Secrétariat International » et fondaient, avec la section française, un Comité International de la IV^e Internationale qui s'assignait pour tâche la défense du programme de la IV^e Internationale, La grève générale d'août 1953 en France, l'insurrection des prolétaires de Berlin-Est contre la dictature bureaucratique, confirmant avec éclat les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière internationale, avaient précédé ce pas en avant.

Naturellement, il ne suffisait pas de rejeter les conséquences immédiates de la politique révisionniste. De même que le développement d'un courant révisionniste au sein de la IV^e Internationale ne peut se comprendre sans se référer à la situation internationale, au moment de la lutte des classes, à l'état du mouvement international lui-même, de même la lutte contre le révisionnisme ne pouvait être qu'une lutte longue et difficile dans laquelle intervenaient l'évolution de la lutte des classes et la capacité des révolutionnaires à faire face à leurs tâches, à défendre le programme de la révolution socialiste. Ce processus est l'un des aspects qu'a pris la sélection d'une direction révolutionnaire à l'échelle internationale. Il implique des crises, des reculs, des effondrements. Ainsi, l'actuelle direction du Socialist Workers Party des Etats-Unis a pour sa part, peu à peu adopté une ligne politique totalement opportuniste dont l'expression sur le plan international a été l'abandon, en 1963, du Comité International et une réunification hâtive et sans discussion avec les révisionnistes. Certes, dans l'évolution du S.W.P., il faut tenir compte de ses difficultés, de son isolement dans la forteresse de l'impérialisme. Mais, fondamentalement, ce qui explique que sa direction ait cédé aux pressions qui s'exerçaient sur elle, c'est

son incapacité à assimiler les leçons de la lutte contre les liquidateurs, à les intégrer à la construction d'une organisation révolutionnaire aux Etats-Unis et à une orientation de reconstruction de la IV^e Internationale.(1)

Aujourd'hui, la désagrégation du centre révisionniste international s'accélère.

En juin dernier, M. Pablo — principal théoricien et organisateur de ce courant et qui cumulait encore récemment ses fonctions de « dirigeant de l'Internationale » avec celles de conseiller du gouvernement de Ben Bella — a été suspendu avec plusieurs de ses partisans, notamment des membres de l'organisation française. Le motif : son appui, publiquement exprimé, dans le journal de sa fraction « Sous le drapeau du socialisme », à la bureaucratie russe dans son conflit avec la Chine. Pour leur part, Germain, Frank, qui ont pris cette mesure, se rapprochent au point de se confondre parfois avec les tenants des variétés à la mode du réformisme, désamorçant par exemple le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » de tout contenu révolutionnaire pour l'adapter aux nécessités des « réformes de structure » et d'une « politique des revenus ».

Plus encore, la plus forte organisation reliée au « Secrétariat Unifié », le Lanka Sama Samaja Party, après avoir soutenu électoralement l'actuelle équipe ministérielle bourgeoise, a tiré toutes les conclusions de son attitude en fournissant trois ministres « trotskystes » à un gouvernement anti-ouvrier. C'est à cette nouvelle mouture de « Front Populaire », à la collaboration de classe ouverte qu'a abouti le révisionnisme. Le « Secrétariat Unifié » peut bien exclure les trois ministres de son Internationale, il reste que son adaptation constante aux directions bourgeoises des mouvements d'émancipation nationale, comme sa « tolérance » à l'égard de la direction du L.S.S.P. parce qu'il s'agissait d'un grand parti et son incapacité bien explicable à organiser la moindre

(1) Voir « Informations Internationales » N^{os} 8 à 12 (Discussion entre le Socialist Labour League de Grande-Bretagne et le Socialist Workers Party des Etats-Unis).

résistance contre la direction, tout cela indique clairement sa responsabilité dans cette trahison du prolétariat cinghalais. D'ailleurs la crainte de la discussion à ce sujet est telle chez tous ceux qui sont mêlés à ce déshonorant épisode que la direction du S.W.P. n'a pas hésité à suspendre « pour une durée indéterminée » les membres de la minorité marxiste révolutionnaire de ce parti qui avaient osé demander une discussion au sujet de Ceylan !

La déclaration du Comité International que nous publions plus loin revient précisément sur ces faits qui font l'objet d'une analyse approfondie dans le dernier numéro de « Informations Internationales ». Soulignons simplement ici la signification et les conséquences de cette décomposition du centre révisionniste international. Elle survient au moment même où la crise du stalinisme, la forme prise par le conflit sino-soviétique, font de la nécessité d'une Internationale une question politique concrète pour l'avant-garde ouvrière. Ce n'est pas un hasard : les problèmes qui surgissent au sein du mouvement ouvrier ont leur origine dans l'évolution de la lutte des classes à l'échelle internationale. Ils se posent aussi au « Secrétariat Unifié ». Aujourd'hui, ceux qui misaient sur l'alliance avec la bourgeoisie coloniale doivent aller jusqu'au bout et participer avec elle à la lutte contre la classe ouvrière. D'autres, écartelés entre des courants différents des bureaucraties ouvrières doivent rechercher un langage commun avec la « gauche » de la social-démocratie ou saluer en Khrouchev l'avant-garde éclairée de la « déstalinisation ». L'escroquerie qui consistait à se réclamer formellement du Programme de la IV^e Internationale tout en s'adaptant aux bureaucraties contre-révolutionnaires devient difficile. L'opposition avec le programme devient explicite et, pour ceux qui évoluent le plus vite parmi les révisionnistes, le sigle de la IV^e Internationale qui, pour un temps, leur fut utile devient déjà une gêne...

La situation qui se développe ne se soldera pas automatiquement par des conséquences positives, du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale. En définitive, cela dépend de l'exploitation de cette situation par les forces rassemblées autour du Comité International.

C'est à elles d'impulser la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, à partir de l'activité des sections et des groupes qui défendent, dans la lutte de classes, le Programme de Transition.

Il faut, comme y appelait déjà en juillet 1963, le Comité International, œuvrer à la préparation d'une Conférence Internationale rassemblant des délégués de toutes les organisations se situant sur la base du Programme de Transition.

Il n'est pas question ici de fixer de délais. Une telle Conférence qui marquerait une première étape dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, ne peut être improvisée. Mais le combat politique qu'impose sa préparation doit dès maintenant commencer.

DÉCLARATION DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA 4^{ème} INTERNATIONALE

L'impérialisme ne peut maintenir sa domination à Ceylan, comme dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux que par le truchement de dirigeants « nationalistes ».

A Ceylan, les partis capitalistes nationaux ne peuvent plus gouverner seuls ; la crise économique et politique a posé la question du pouvoir ouvrier en alliance avec la paysannerie. La domination capitaliste n'est maintenue que parce que le « Lanka Sama Samaja Party », un parti ouvrier, qui jusqu'à maintenant proclamait son appartenance à la Quatrième Internationale, a accepté de participer au gouvernement bourgeois de Bandanaraïke dans le but de briser la mobilisation des travailleurs.

Le programme de la Quatrième Internationale et du trotskysme a été complètement abandonné par la majorité du L.S.S.P. Ses dirigeants sont passés du côté de l'impérialisme. Le Comité International les dénonce comme des traîtres et comme des ennemis de la classe ouvrière. Il approuve la décision prise par une minorité de rompre avec ce parti pour former le nouveau L.S.S.P. (fraction révolutionnaire).

Depuis la scission au sein de la Quatrième Internationale, après laquelle le Comité International fut formé, le L.S.S.P. adhéra au Secrétariat International dirigé jusqu'à ces derniers temps par M. Pablo. Tandis que le Secrétariat International saluait le L.S.S.P. comme « le seul véritable parti de masses trotskyste dans le monde », la dégénérescence opportuniste et parlementaire du L.S.S.P. se développait, à l'abri de son appartenance proclamée à la Quatrième Internationale.

Le pablisme consiste essentiellement en l'abandon de la perspective de construction de partis marxistes indépendants, misant à sa place sur l'inévitable « gauchissement » des révisionnistes petits-bourgeois et des bureaucraties ouvrières. C'est cela qui forma la couverture « théorique » et politique pour la capitulation de N.-M. Perera et des autres dirigeants du L.S.S.P.

Après l'entrée du L.S.S.P. dans le gouvernement de coalition, le « Secrétariat Unifié » des révisionnistes pablistes prononça l'exclusion des trois ministres, Perera, Anil Moonesinghe et Cholmondely Goonewardene et suspendit les 504 délégués qui, au récent Congrès du L.S.S.P., votèrent en faveur de la coalition gouvernementale. Voilà les résultats à Ceylan de la « réunification » des pablistes et d'autres réalisée il y a juste un an.

Pablo lui-même a été suspendu de l'organisation du « Secrétariat International Unifié » avec plusieurs de ses partisans lors d'une réunion du Comité Exécutif qui s'est tenue il y a quelques semaines. Dans les sections européennes de l'Internationale pabliste de nouvelles ruptures se préparent ; Frank et Germain qui opérèrent la suspension de Pablo se rallient ouvertement à un programme de réformes structurelles tel qu'il se développe dans la social-démocratie de « gauche » et dans les tendances réformistes du parti communiste italien.

Pablo et sa propre clique capitulent ouvertement devant Khrouchtchev, pendant que Frank et Germain s'alignent sur les courants centristes au sein de la social-démocratie européenne et dans les partis stalinien. Il n'y a aucune différence fondamentale ou de méthode entre les deux groupes. Ils servent des ailes différentes de la bureaucratie corrompue du stalinisme et de la social-démocratie.

Quand le « Secrétariat Unifié » regroupant le Secrétariat

International pabliste et quelques anciens membres du Comité International fut formé en juin 1963, avec le soutien du Socialist Workers Party des Etats-Unis, le Comité International s'opposa à cette unification. Il souligna alors que l'unification sans discussion politique et accord fondamental était sans principe et ne ferait que préparer de nouvelles scissions, affaiblissant au lieu de le renforcer le mouvement trotskyste.

Cette méthode d'unification sans discussion naissait naturellement du révisionnisme pabliste, de son abandon de la construction de partis révolutionnaires. La trahison à Ceylan, un an après cette unification et suivant de peu la suspension de Pablo, a prouvé la justesse de la position du Comité International. La discussion des désaccords n'était pas tolérée. Il était interdit de critiquer le L.S.S.P. ou toute autre section sous le prétexte que cela entraverait l'unité du mouvement trotskyste. Le pablisme a ainsi consciemment et directement préparé la trahison de Perera et de la majorité du L.S.S.P. Au nom du trotskysme, on organisa une défaite de la classe ouvrière.

En proposant au Congrès du L.S.S.P. une résolution du « centre » basé sur la politique de collaboration de classe du parti communiste et du M.E.P. au sein du « Front unique de gauche », le Secrétariat continua en fait à préparer la défaite. Même maintenant, il ne prend pas de mesures contre le groupe du centre de de Silva et Leslie Goonewardene, bien qu'ils demeurent dans le même parti que le traître Perera.

La fraction révolutionnaire du L.S.S.P. a fait le premier pas indispensable : la rupture complète d'avec les opportunistes. Elle doit maintenant trouver la voie de la construction du parti révolutionnaire, enraciné dans les luttes des travailleurs des villes et des travailleurs des plantations, se préparant non à des triomphes parlementaires mais au renversement révolutionnaire du gouvernement bourgeois.

L'entrée de membres du L.S.S.P. dans le gouvernement de coalition de Bandanaraïke marque la fin de toute une époque dans l'évolution de la Quatrième Internationale. C'est par le soutien à l'impérialisme, en préparant une défaite pour la classe ouvrière, que le révisionnisme dans le mouvement trotskyste international a trouvé sa pleine expression. La tâche de reconstruire la Qua-

trième Internationale doit être entreprise sur la base solide de la construction, dans chaque pays, de partis prolétariens dans le cours de la lutte contre les laquais bureaucratiques et opportunistes de l'impérialisme, et contre leurs défenseurs, les révisionnistes qui usurpent le nom du trotskysme et de la Quatrième Internationale.

LE COMITE INTERNATIONAL
DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE,

le 5 juillet 1964.

En vente à la S.P.E.L., le N° 14 de

INFORMATIONS INTERNATIONALES

- Documents sur le Congrès du L.S.S.P. de Ceylan (*rapport de G. Healy, Secrétaire de la S.L.L.*).
- Déclaration de la minorité du Socialist Workers Party.

Prix : 1 F

Sur quelques aspects du

conflit sino-soviétique

Il n'est pas question ici de traiter sous tous ses aspects du conflit sino-soviétique et de ses conséquences, encore moins de prétendre régler tous les problèmes théoriques posés par le développement de la révolution chinoise. Non seulement parce que, bien évidemment, les limites d'un article n'y sauraient suffire, mais surtout parce que pareille entreprise exige une réflexion et un travail collectifs.

Il s'agit simplement ici de préciser quelques points de départ pour un tel travail, et aussi de définir les lignes essentielles d'une politique révolutionnaire face au conflit sino-soviétique.

C'est dire qu'il faut d'emblée s'émanciper de la confusion soigneusement entretenue de tous côtés. Par les commentateurs bourgeois de tous horizons qui, à cette occasion, ont battu leurs records, affirmant parfois qu'il s'agissait d'un « coup monté » entre Mao et Khrouchtchev pour « tromper l'Occident », se référant ensuite au « péril jaune », à « l'éternelle opposition entre Chine et Russie »,

pour proclamer que le « communisme n'avait rien à voir là-dedans ». Entretenu aussi par les parties en présence, directions du parti communiste de l'Union soviétique et du parti communiste chinois, sans oublier, bien sûr, les spéculations hasardeuses des « experts » à prétention marxiste...

C'est dire également qu'il ne s'agit pas de se livrer à l'exégèse des textes chinois et russes, de démêler l'écheveau de leurs contradictions, pour finalement, en quelque sorte, les « noter ». Non que ces documents soient sans importance ou sans signification, mais ils ne constituent qu'un élément qu'il faut estimer en fonction d'une appréciation d'ensemble.

Il faut, en effet, rejeter la fallacieuse dialectique des « bons » et des « mauvais côtés ». Les dirigeants du P.C.C. seraient « bons » parce qu'ils adressent des critiques justifiées à Khrouchtchev et à son équipe sur les problèmes de la coexistence pacifique ; ce serait là l'essentiel, et leur attitude de défense de Staline ne serait qu'une séquelle sans importance du passé... dont on pourrait donc ne pas tenir compte. Ou, à l'inverse, le caractère contre-révolutionnaire du P.C.C. s'affirmerait dans sa tentative de réhabiliter Staline, et le reste ne serait que démagogie. C'est dans leur ensemble qu'il faut comprendre les positions actuelles de la direction du P.C.C., et, pour cela, *il faut les comprendre en fonction du développement de la révolution chinoise, de ses problèmes nationaux et internationaux.*

C'est par la révolution chinoise qu'il faut commencer, par son importance historique, par sa signification. Et c'est aussi par là qu'il faut conclure.

Une conclusion centrale que le présent article cherchera en effet à étayer, c'est la nécessité, pour les révolutionnaires, de défendre la révolution chinoise aussi bien contre l'impérialisme que contre la bureaucratie russe, mais cette défense est partie intégrante d'une politique internationale qui n'est pas celle du parti communiste chinois.

1) La Révolution Chinoise.

Aujourd'hui, en Chine, le problème alimentaire n'est pas réglé : la famine est encore une menace. Mais elle n'est qu'une menace, et non plus un fléau régulier et inévitable pour l'ensemble de la population. Les campagnes chinoises ont été arrachées à la domination des seigneurs et des usuriers, les vieilles structures familiales ont été brisées. L'industrialisation amorce une transformation radicale de cette Chine, hier encore proie de tous les impérialismes, aujourd'hui nation souveraine.

Mais pour aboutir à cela, il a fallu une révolution sociale. Il a fallu rompre avec l'impérialisme et non pactiser avec lui, en finir avec la bourgeoisie nationale, son agent, et non lui confier le pouvoir « pour une étape ». Il a fallu détruire l'état capitaliste, mettre fin à la propriété privée des moyens de production et instaurer, sur la base de leur nationalisation, la planification.

En d'autres termes, pour accomplir les tâches démocratiques bourgeoises (la solution de la question de la terre, de celle de l'indépendance nationale), la révolution chinoise n'a pu vaincre que comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire en détruisant jusque dans ses fondements, la domination économique et politique du capitalisme.

Cela suffit à donner à la révolution chinoise sa « légitimité historique », au sens où Trotsky employait cette expression à propos de la révolution russe (1), et à justifier la nécessité de sa défense, contre l'impérialisme et contre la bureaucratie russe.

Mais cela n'interdit pas — et au contraire implique — une analyse concrète du développement de cette révolution.

Dans ce but, il est indispensable de revenir — même sous une forme très sommaire — sur quelques étapes décisives de la lutte des classes en Chine.

(1) Voir la préface à l'édition française de « La Révolution Permanente » (dans *De la Révolution*, Editions de Minuit, p. 255).

a) la défaite de la révolution en 1927 et ses conséquences

On sait que, stimulé par les prétentions des impérialistes qui entendaient se repartager la Chine en fonction des résultats de la première guerre mondiale, un mouvement révolutionnaire se déclencha en Chine. Parti, en mai 1919, des étudiants et de « l'intelligentsia » petite-bourgeoise, il ne tarda pas à gagner les couches profondes de la population : le jeune prolétariat chinois, essentiellement concentré dans les ports (Shanghai, Canton, etc.), ces enclaves de l'impérialisme ; puis les masses paysannes, affamées, livrées à la propriété foncière et à l'usure. (En 1927, on estimait que 88 % des terres cultivables appartenaient à 13 % de la population ; 65 % de la population était pratiquement sans terre.)

Ce sont ces masses, et d'abord ce jeune prolétariat, qui donnent son contenu social au mouvement. Elles menacent directement l'impérialisme dans ses bastions, les « concessions », elles remettent en cause toute la structure de la domination capitaliste en Chine. Le rôle dirigeant que tend à assumer ce prolétariat, numériquement faible (on estime à environ 3 millions le nombre d'ouvriers) (2), se manifeste par la rapidité avec laquelle il s'organise (les syndicats chinois, qui ne sont nés qu'après la fin de la guerre, comptent, dès 1925, 2.000.000 de membres).

Pour la débile bourgeoisie chinoise, qui ne cherche qu'à améliorer sa situation vis-à-vis de l'impérialisme et à édifier un régime politique stable et favorable à son développement (rétablir l'unité administrative contre les « seigneurs de la guerre » qui se partagent d'importantes zones du pays), sans même pouvoir envisager une rupture avec l'impérialisme ou un bouleversement de la structure agraire, l'adversaire numéro un, ce sont les masses.

Bien que le parti politique de la bourgeoisie, le Kuomintang, qui se présente comme le parti de la lutte contre l'impérialisme (comme un « Front de libération »), ait une influence de masses, la situation révolutionnaire mûrit rapidement, et met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Les grèves se succèdent, et gagnent en ampleur, pour aboutir, en 1925, à une mobilisation d'ensemble du

(2) De plus, on comptait 12 millions de travailleurs dans les industries artisanales et 30 millions de coolies. (L. LAVALLÉE, P. NOIROT, V. DOMINIQUE : *L'économie de la Chine socialiste*, p. 139.)

prolétariat. A Canton, la grève générale impose sa loi. Parallèlement le mouvement gagne la campagne : les paysans s'organisent (en 1925, on compte 9.500.000 syndiqués paysans), prennent les terres, se vengent de leurs exploités. La lutte atteint un niveau où la question du pouvoir ouvrier est clairement posée. Comme l'écrit H. Isaacs :

*« Au fur et à mesure que se développait le mouvement de masse, il engendrait de nouveaux alignements politiques et sociaux. On ne pouvait espérer que l'ouvrier continuerait longtemps d'accepter la distinction formelle faite entre l'employeur étranger et l'employeur chinois — s'il existait pour lui une différence, elle résidait dans le fait que le dernier lui offrait sans doute de pires conditions de travail. On ne pouvait non plus espérer que le paysan se contente de promesses limitées et se retienne de passer à l'action, en fonction de ses propres intérêts, tels qu'il les comprenait. Les limites, formellement établies par les dirigeants du Kuomintang, furent rapidement dépassées. (H. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, Stanford University Press, p. 74.)*

Mais existait-il en Chine une organisation politique, un parti, capable d'exprimer la volonté révolutionnaire des masses, de centraliser leur activité au compte d'une stratégie de conquête du pouvoir ? Certes, les révolutions sont des écoles de formation accélérée de révolutionnaires, et, très vite, le prolétariat chinois sélectionnait son avant-garde. Mais le rassemblement de cette avant-garde dans une organisation était une autre affaire. Le parti communiste chinois, fondé en juillet 1921 (3), bien qu'il eût connu un développement numérique impétueux, manquait, par la force des choses, d'expérience et de cadres. Il était très étroitement dépendant, dans sa définition d'une politique, de l'Internationale Communiste.

Or, quelle politique lui dicta la direction de l'Internationale, alors directement contrôlée par Staline qui, dans le même temps, renforçait, à l'intérieur de l'U.R.S.S., en menant la lutte contre l'opposition, le pouvoir de la bureaucratie ?

Une politique qui reprenait celle des menchéviks, et que Lénine avait condamné dès 1905 : celle de la « révolution par étapes ». La révolution chinoise connaissait, d'après Staline, une « étape démocra-

(3) Ce congrès de fondation ne rassemblait que 12 délégués. Les effectifs du parti devaient rapidement croître après les événements de mai 1925 et atteindre 58.000 militants.

tique-bourgeoise », pendant laquelle il était essentiel de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie nationale. Pour ce faire, « il ne fallait pas effrayer » cette dernière, comme disaient les menchéviks en 1905 — en mettant en avant des revendications de classe. Il fallait donc maintenir le mouvement dans des limites bourgeoises, c'est-à-dire, en définitive, en remettre la direction à la bourgeoisie.

Concrètement, cela signifiait subordonner l'activité des communistes aux consignes données par le parti bourgeois, le Kuomintang. Le parti communiste chinois avait accepté de s'intégrer au Kuomintang, de devenir l'un des éléments de ce « Front ». Il renonça en fait à toute liberté politique, défendant, par des concessions successives, sa « place » au sein du Kuomintang. Le parti communiste chinois fut ainsi amené à s'opposer à la constitution de comités d'ouvriers et de paysans, à demander aux paysans de freiner le mouvement de reprise des terres, à accepter un contrôle draconien de la direction du Kuomintang sur les activités politiques et militaires ouvrières, à accepter même, à partir d'août 1926, au nom de « l'Union sacrée » avec la bourgeoisie nationale, que la loi martiale soit rétablie, à Canton, contre les travailleurs.

Ce faisant, le P.C.C. préparait la défaite, car le Kuomintang attendait le moment favorable pour en finir avec le mouvement ouvrier. Comme le constate Isaacs, dans l'ouvrage déjà cité, *« alors qu'une stratégie purement passive dominait la pensée et l'action des communistes, il en allait tout différemment parmi les dirigeants du Kuomintang »*.

Ainsi, c'est l'aile la plus consciente de la bourgeoisie — celle que représentait le général Tchiang-Kai-chek — qui a l'initiative. Elle va pouvoir s'imposer comme un « interlocuteur valable » vis-à-vis de l'impérialisme en écrasant le prolétariat.

En mars 1927, Shanghaï est occupée par les troupes de Tchiang. Le prolétariat du grand port n'avait d'ailleurs pas attendu l'arrivée de l'armée régulière pour entreprendre la lutte contre les militaristes qui contrôlaient la ville. Le mouvement ouvrier y connaît un développement puissant et, comme, quelques mois auparavant, à Canton, la question du pouvoir se pose. Mais la direction du P.C.C. imposé à ses militants d'accepter les ordres du Kuomintang : les éléments militaires communistes sont envoyés vers le Nord, les armes enterrées.

Et, le 12 avril 1927, Tchiang-Kai-chek déclenche une vaste opération contre-révolutionnaire. Pris par surprise, des milliers de

communistes et de syndicalistes sont arrêtés et massacrés. La direction de l'Internationale communiste n'en modifie pas pour autant les lignes directrices de sa politique : à défaut de l'unité avec la bourgeoisie nationale, elle recherche l'unité avec le fantôme de la bourgeoisie, c'est-à-dire avec quelques politiciens qui forment un « Kuomintang de gauche ». Au nom de cette unité, il ne faut surtout pas donner des arguments supplémentaires à l'aile du Kuomintang qui a choisi la rupture, il faut montrer dans les faits que le P.C.C. entend ne pas dépasser les limites fixées par la bourgeoisie. Et le P.C.C. continuera à s'opposer à la lutte des paysans en faveur de la réforme agraire. Très vite (en juillet 1927, tout sera fini), le Kuomintang de gauche s'effondrera, monnayant sa réunification avec l'aile dirigée par Tchiang en trahissant tous les accords passés avec les communistes.

A la répression sauvage s'ajoutent les effets d'une profonde démoralisation, provoquée par la politique du P.C.C., par la défaite sans combat où elle a conduit. Livré à la bourgeoisie, le mouvement ouvrier se désagrège : alors qu'en avril 1927, le P.C.C. comptait environ 60.000 membres (dont plus de 50 % étaient des ouvriers), un an plus tard, il a perdu les 4/5 de ses effectifs.

Et c'est alors que l'Internationale Communiste tourne brutalement. Elle reprend le mot d'ordre des Soviets qu'elle a condamné pendant la période ascendante de la révolution, elle impose une insurrection sans espoir à Canton. Isolés, les communistes de Canton se soulèvent en décembre 1927. Au bout de quatre jours d'une lutte sanglante, la Commune de Canton est écrasée, et une féroce terreur blanche règne dans la ville.

Pour la direction de Staline, la Commune de Canton eut un avantage : elle coïncida avec le XV^e congrès du parti bolchévik, à l'issue duquel l'opposition de gauche fut exclue. Face à ses critiques, la direction pouvait crier à la victoire. Les prolétaires de Canton tombaient pour le communiqué...

Pour le prolétariat chinois, la Commune de Canton achève son écrasement. La contre-révolution bourgeoise triomphe. La répression décapite le prolétariat chinois. Elle détruit physiquement l'avant-garde qui s'était forgée depuis 1919.

Il fallait insister ici sur cette défaite de 1927, car ses conséquences furent immenses. A l'échelle mondiale, elle renforça l'isolement de l'U.R.S.S. En Chine, elle eut pour résultat plus de trente ans de dictature réactionnaire. Le massacre des cadres que le jeune prolétariat chinois s'était donné, interrompit, pour des décennies,

l'affirmation politique de la classe ouvrière et donna par là-même un cours particulier à la révolution chinoise.

Enfin, il fallait souligner que l'opposition entre la bureaucratie russe et la révolution chinoise, qui est au cœur du présent conflit, c'est dès 1927 qu'elle s'était affirmée, lorsque la direction de Staline sacrifia prolétaires et paysans chinois à un accord possible avec la bourgeoisie chinoise (4).

b) la reconstruction du P.C.C.

Il n'est pas possible d'entreprendre ici une histoire des trente années de lutte qui menèrent les rescapés de la défaite de 1927 de la guérilla dans les régions les plus arriérées du pays à une guerre révolutionnaire victorieuse. On ne peut que souligner quelques traits décisifs de cette histoire.

1° A partir de 1928, le parti communiste chinois s'est reconstitué, dans les campagnes, comme un appareil militaire, administratif et politique, s'appuyant sur l'irrédentisme de zones paysannes demeurées en rébellion ouverte contre le pouvoir central. Rejetés des villes par la répression, les dirigeants communistes chinois, notamment Mao-Tsé-Toung et Chou-Teh renoncent à organiser le prolétariat et se fixent comme objectif la constitution d'une armée révolutionnaire paysanne. Mais ce serait une erreur que de considérer que le P.C.C. se transforme en un « parti paysan », en un parti de « réformateurs agraires radicaux ». Le P.C.C. restera toujours un appareil autonome qui « chevauchera » la lutte révolutionnaire de la paysannerie, pour reprendre l'excellente expression de F. Manuel dans son article sur « Les Cent Fleurs » (5), mais ne se confondra jamais avec elle, conservant ses propres objectifs. Cet appareil déclare qu'il représente, en quelque sorte par « délégation », le prolétariat à la tête des masses paysannes. Théoriquement, le rôle dirigeant du prolétariat ne sera jamais remis en question.

En fait, cette indépendance de la direction du P.C.C. à l'égard de sa base paysanne, tout comme le caractère essentiellement militaire de la lutte qui lui permettait, à chaque moment, un contrôle étroit du mouvement, expliquent la facilité avec laquelle il a pu passer

(4) Sur l'histoire de cette période, l'étude la plus sérieuse et la plus complète est *The tragedy of the chinese revolution*, de H. ISAACS (Stanford University Press).

(5) F. MANUEL : « Quand l'opposition révolutionnaire développait son programme en Chine (1956-57), dans *Informations Internationales* N° 1 (cahier ronéotypé édité par la S.P.E.L.). »

de l'opportunisme le plus plat — allant jusqu'à l'abandon de territoires conquis — à l'organisation de la lutte de masse contre le régime.

2° Peut-on dire de ce parti, né de la lutte dans les régions rurales de l'ouest et du nord de la Chine, qu'il est un *parti stalinien* ? Un parti stalinien (par exemple, le parti communiste français) est un parti dirigé par un appareil bureaucratique entièrement déterminé par les besoins de la couche dirigeante en U.R.S.S., par les besoins de la diplomatie russe. Le P.C.C. tirait l'essentiel de sa force, non de sa subordination à la bureaucratie de Moscou, mais de l'appui des masses rurales qu'il organisait, à qui il apportait de profondes réformes administratives et sociales.

De plus, la liaison entre le Kremlin et la direction du P.C.C. sera, pendant des années, extrêmement lâche. Certes, parce que cette liaison est difficile à assurer, mais surtout parce que, pour la stratégie stalinienne, les « bandes paysannes » qu'encadrent les communistes chinois demeurent, jusqu'à la seconde guerre mondiale, une quantité négligeable. Aussi, le P.C.C. présente-t-il des traits caractéristiques qui le distinguent des autres partis staliniens.

Cela ne signifie nullement que le P.C.C. soit un parti révolutionnaire. Il ne considère nullement que le facteur déterminant de sa progression soit la capacité des masses chinoises, et d'abord de leur avant-garde prolétarienne, à s'organiser. Il cherche d'autres appuis, et d'abord celui de l'Internationale Communiste de Staline qui s'obstine à l'ignorer. Pour être reconnu par Staline, il calque, à chaque étape, son attitude sur celle de Moscou. Au cours de la « troisième période » aventuriste, le P.C.C. s'orienta, dans les régions qu'il contrôlait, vers une collectivisation agraire. Au contraire, à partir de 1935, après le tournant vers le « Front Populaire », il proclame la nécessité de l'unité avec le Kuomintang, contre l'impérialisme japonais, réaffirme la nécessité d'une « révolution par étapes ». Ainsi, quelle que soit alors l'importance de facteurs particuliers au P.C.C., ce parti reste, par la politique qu'il fait, un *parti stalinien*.

Cette politique n'est bien évidemment pas qu'une manœuvre à l'égard de Moscou : elle correspond aussi à la manière dont la direction du P.C.C. envisage la révolution chinoise. Ayant en fait renoncé à voir le prolétariat chinois jouer un rôle politiquement indépendant, elle est amenée à penser que la force du mouvement paysan lui permettra de négocier avec la bourgeoisie nationale. Pourtant, jamais le P.C.C. n'acceptera ce que la bureaucratie russe demande de lui : l'abandon total de sa base, l'action révolutionnaire de la paysannerie, la lutte armée. Même en 1937, lorsqu'un accord avec le Kuomintang conduit le P.C.C. à capituler politiquement sur toute la ligne, il préserve l'autonomie de ses forces armées...

Mais il reste que, d'une manière constante, de 1935 à 1947, la perspective qu'il ouvre aux masses chinoises n'est pas celle du renversement de la bourgeoisie, mais celle de l'établissement d'un gouvernement de coalition entre la bourgeoisie nationale et le P.C.C. représentant des ouvriers et des paysans. En 1937, il va jusqu'à dire que la bourgeoisie nationale sera obligatoirement représentée par le Kuomintang dirigé par Tchiang-Kai-chek. A partir de 1940 — année où l'on publie l'ouvrage de Mao-Tsé-Toung, « La nouvelle démocratie », qui restera en fait, jusqu'à la prise du pouvoir et après, le programme du P.C.C. — ce rôle du Kuomintang est, certes, remis en question, mais fondamentalement l'orientation reste la même. Une collaboration organique avec la bourgeoisie nationale est possible et nécessaire parce que la révolution chinoise doit franchir une étape « démocratique-bourgeoise » pendant laquelle la réforme agraire, le rétablissement de l'économie nationale doivent être entrepris en commun avec la bourgeoisie (6). En fait, et parce que jamais Tchiang ne renonce à la lutte pour la reconquête des zones contrôlées par les communistes, le combat contre la bourgeoisie ne cessera jamais. Pourtant, le P.C.C. se refusera à mettre en avant le mot d'ordre de la réforme agraire, se contentant de condamner l'usure et d'imposer une réduction des fermages. A l'issue de la seconde guerre mondiale, en dépit du développement impétueux du mouvement paysan qui, à travers la guerre anti-japonaise, affirme ses propres revendications, le P.C.C. demeure sur les mêmes positions, comme en témoignent ces quelques extraits d'une interview de Mao-Tsé-Toung donnée au journaliste G. Stein :

« La Chine a pour le moment besoin de démocratie, et non de socialisme. Pour être plus précis, il est indispensable à la Chine : 1° Que les Japonais soient délogés du pays. 2° Que la réforme démocratique se réalise sur tout le territoire par l'octroi au peuple de toutes les libertés modernes... 3° Que la question agraire soit résolue, pour qu'un capitalisme à caractère progressiste puisse se développer en Chine, et contribuer à l'amélioration des conditions de vie du peuple. » (G. Stein, *La Chine rouge*, Editions Jeheber.)

c) l'effondrement du régime de Tchiang-Kai-chek et la victoire du parti communiste chinois (1947-1949)

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le P.C.C. est devenu une puissance à la fois nationale et internationale. Au travers de la

(6) Sur l'attitude du P.C.C. à l'égard du Kuomintang pendant la guerre contre le Japon, voir notamment les extraits du rapport de Mao-Tse-Toung au Sixième Plenum du Comité Central (octobre 1938) publiés par S. SCHRAM dans *Mao-Tse-Toung*, édité chez Armand Colin (p. 192 et 193).

guerre anti-japonaise, il a administré des territoires ruraux de plus en plus vastes ; sous son contrôle, la paysannerie s'est mobilisée et, pour la première fois depuis 1927, à l'échelle de toute la Chine est pratiquement posée la question d'en finir avec la vieille structure foncière. Internationalement, il faut compter avec le P.C.C. car, de son attitude, dépend pour beaucoup le maintien ou non du régime capitaliste en Chine.

Pour les Russes, la cause est entendue. En fonction des accords passés avec l'impérialisme, le P.C.C. doit devenir un partenaire loyal de Tchiang. Et c'est en fonction de cette orientation que, en 1945 et en 1946, se succéderont des négociations infructueuses entre le gouvernement « légal » et les communistes chinois pour aboutir à l'unité nationale.

A l'épreuve des faits, la politique de conciliation se révèle une utopie. La réalité décisive des conflits sociaux, rendus plus aigus encore par les années de guerre, ne pouvait que se montrer plus forte que les combinaisons diplomatiques. Le Parti communiste chinois n'existait comme force politique que dans la mesure où il reposait sur les grandes masses révolutionnaires de la paysannerie paupérisée. Il n'y avait pas de conciliation possible entre les masses qui voulaient la terre et la bourgeoisie chinoise, liée organiquement aux propriétaires fonciers et à l'impérialisme. Pour aboutir à un compromis durable, le P.C.C. aurait dû définitivement renoncer à être le parti se réclamant de cette révolution, et par-là même, se suicider. A partir du moment où il s'y refusait, il lui fallait élaborer une orientation entrant en contradiction avec sa stratégie officielle de la « révolution par étapes ».

D'autres facteurs, en effet, entraient en jeu. Et, d'abord, la faillite du régime de Tchiang-Kai-chek. En trente ans de pouvoir absolu, ce dernier n'avait pas fait avancer d'un pas la solution des problèmes essentiels de la société chinoise. Si l'impérialisme japonais n'avait pas rayé la Chine de la carte politique du monde, c'est d'abord à la lutte des millions de paysans que cela était dû. Si le gouvernement de Tchiang pouvait tenir sa place, lors de la victoire finale, c'est uniquement comme protégé de l'impérialisme américain.

Pillée par l'armée, pressurée encore plus par les propriétaires fonciers et les usuriers, l'agriculture chinoise avait encore régressé depuis 1927. Quant à l'industrie, son développement, limité aux régions côtières, aux industries extractives, avait, certes, assuré la croissance fabuleuse de quelques grandes fortunes capitalistes, mais n'ouvrait aucune chance à la Chine d'échapper à son sort de proie des impérialismes occidentaux. La corruption érigée en système, l'inflation permanente achevaient de miner un système vermoulu.

Dans les villes, le mouvement social renaissait. Les couches intellectuelles et petites-bourgeoises étaient poussées vers des solutions radicales par l'absence de perspectives qu'aurait pu leur ouvrir le régime. La classe ouvrière sortait de la passivité.

Pour Tchiang aussi, un compromis était impossible. Sa seule carte, c'était d'imposer une lutte militaire « finale » au P.C.C. en s'aidant de l'aide américaine, en s'appuyant sur la crainte de l'impérialisme américain de voir encore s'étendre « l'influence communiste ».

A l'offensive générale des forces militaires supérieurement équipées de Tchiang, le P.C.C. ne pouvait s'opposer qu'en faisant appel à la paysannerie, en libérant son immense potentiel révolutionnaire.

La direction du P.C.C. hésita pourtant — on sait depuis, notamment par les révélations de Tito (7), que Staline pesa pour que l'on aboutît à un compromis. Finalement, contre les consignes édictées par la bureaucratie russe, le P.C.C. « franchit le Rubicon » selon l'expression de J. Belden (8), et se plaça à la tête de la révolution agraire déjà spontanément commencée. En octobre 1947 est publiée une loi agraire (adoptée en septembre de la même année), complétée par des directives du comité central du P.C.C. en date du 22 février 1948. C'est sous le mot d'ordre de la « terre à ceux qui la travaillent », de l'expropriation des propriétaires fonciers, que se place désormais le P.C.C. De cette période date la rupture fondamentale du P.C.C. avec la bureaucratie du Kremlin. On ne peut plus alors le qualifier de *parti stalinien* au sens que nous avons défini plus haut.

Le régime plus que vermoulu de Tchiang est incapable de sérieusement résister à la marée de la révolution agraire, militairement canalisée par le P.C.C. Le pouvoir se désintègre : par milliers, des jeunes gens quittent les villes pour rejoindre les régions libérées, les soldats désertent, tandis que leurs officiers, fréquemment, n'hésitent pas à vendre l'armement moderne qui leur est confié. Dans les centres urbains, le régime ne se maintient que par une terreur accrue, tandis que toute la machine économique se bloque. Les victoires militaires — et cela ne retire rien, ni à l'habileté stratégique des généraux communistes chinois, ni à la détermination de leurs troupes — ne sont que l'expression de ce processus. En janvier 1949, Pékin sera prise. Et pourtant, encore en juillet 1948, la bureaucratie russe fait un dernier effort pour stopper la révolution chinoise :

« En juillet 1948, une conférence fut convoquée dans le Sud Hopei pour déterminer la stratégie du mouvement communiste... à

(7) Voir le *Tito* de Vladimir Dedjjer (New York, 1953).

(8) J. BELDEN : *La Chine ébranle le monde* (Gallimard).

cette conférence un dirigeant communiste chinois, qui revenait de Moscou, communiqua les vues de Staline sur la situation chinoise. Staline, par le truchement de Liu-Shao-Chi, demandait que les communistes chinois continuent la guérilla et se retiennent d'exploiter jusqu'au bout leur victoire. Il expliquait que la crise berlinoise, alors à son point le plus intense, n'aboutirait pas en fait à une guerre mondiale, et que, par conséquent, il était important d'user la force américaine en prolongeant son aide inutile au Kuomintang. La thèse contraire fut défendue par Chou-en-Lai. » (C.P. Fitzgerald, *Revolution in China*, 1952, Cresset Press, pp. 102-104-105.)

Ainsi, encore une fois, se heurtaient la dynamique de la révolution chinoise et les intérêts de la bureaucratie russe. C'est délibérément contre les volontés de cette dernière, qui voulait simplement utiliser dans son jeu diplomatique la force des masses chinoises, que la victoire fut remportée.

Essentiellement, la victoire du P.C.C. fut celle d'une armée pay-sanne sur un régime décomposé. Les villes furent conquises et, à l'approche de ces villes, les dirigeants du P.C.C. manifestèrent la plus grande prudence. En particulier, ils empêchèrent systématiquement toute manifestation autonome de la classe ouvrière, confiant tout le pouvoir à l'autorité militaire, appuyée sur les anciens fonctionnaires du Kuomintang. Les dirigeants du P.C.C. n'hésitèrent pas à avoir recours à la répression contre les comités qui s'étaient spontanément formés, contre les tentatives des travailleurs de s'emparer des usines, et traquèrent avec acharnement les militants révolutionnaires qui avaient échappé à la police de Tchiang.

Ainsi, c'est à partir de l'appareil militaire du P.C.C., échappant à tout contrôle des masses urbaines, que le nouvel état de « démocratie populaire » commença à être construit. De cette manière s'exprimait encore, dans une certaine mesure, dans la victoire de 1949, les conséquences de la défaite de 1927...

Il reste qu'on ne saurait surestimer la signification historique de la révolution chinoise. Lorsque, en octobre 1949, Mao-Tsé-Toung annonce, à Pékin, la fondation de la République Populaire Chinoise, il sonne le glas de la domination impérialiste sur 600 millions d'hommes et, par là-même, il signifie que la situation internationale est profondément modifiée.

En Chine même, la victoire militaire du P.C.C. ne met pas fin à la révolution chinoise. Elle n'est qu'une étape dans un processus qui va se poursuivre, un processus qui, en définitive, redonnera la première place au prolétariat chinois, partie intégrante du prolétariat mondial.

2) Les contradictions de la construction du « socialisme dans la seule Chine ».

a) le caractère permanent de la révolution chinoise

Lors des débuts du nouveau régime, Mao et son équipe tentèrent de rester fidèles au programme qu'ils défendaient avant la prise du pouvoir, celui d'une période de « développement capitaliste », de « collaboration organique avec la bourgeoisie nationale ». Il ne s'agissait pas là de simples affirmations ; en 1949, après la nationalisation de certaines industries-clés, des possessions de hauts dignitaires du Kuomintang, le capital privé contrôlait encore 48,7 % de la production industrielle du pays. La réforme agraire ne fut pas aussitôt poursuivie dans les régions « nouvellement libérées ». Enfin, la presse chinoise dut faire état des difficultés que le pouvoir central connaissait avec les travailleurs. Ceux-ci, organisés dans les syndicats contrôlés par le P.C., devaient être convaincus de la nécessité de travailler plus sans demander d'augmentations de salaires « abusives » à leurs patrons, puisque ces derniers développaient l'économie nationale (9). Cette instable « coexistence pacifique interne » devait vite se dénouer.

D'abord pour des raisons internationales. Avant même d'avoir accompli ses tâches démocratiques-bourgeoises, la révolution chinoise était appelée à se heurter militairement avec l'impérialisme américain, en Corée. La nécessité d'assurer un effort militaire considérable, de galvaniser une armée de citoyens, obligea à approfondir la révolution à l'intérieur.

Mais, plus généralement, les tâches immédiates que s'était fixées le régime de Mao, libérer l'agriculture des entraves féodales, amorcer une reconstruction de l'économie, étaient irréalisables si se maintenait la collaboration avec la bourgeoisie nationale. Les propriétaires terriens résistaient ; comme la bourgeoisie grande et moyenne des villes ; nombre de capitalistes fuyaient, et, avec eux, leurs capitaux. Le gouvernement chinois dut entreprendre des incursions de plus

(9) J.-J. BRIEUX dans son livre, pourtant très favorable au régime : *La Chine du nationalisme au communisme* (Editions du Seuil), consacre plusieurs pages à l'opposition ouvrière à cette politique (Chapitre XXIII, La nouvelle économie).

en plus profondes dans le domaine de la propriété privée, et, pour ce faire, mobiliser contre la bourgeoisie nationale les travailleurs des villes à travers des campagnes politiques, cesser aussi de freiner l'élan des masses rurales. En une phrase, à la ville comme à la campagne, la lutte des classes, bien que contrôlée par le P.C.C., se poursuivait. La réforme agraire s'étendit à tout le pays avec violence. Les moyens de production, dans toutes les branches décisives, furent étatisés, et le monopole du commerce extérieur instauré.

Mais ce bouleversement fut accompli « à froid », chaque pas en avant étant étroitement contrôlé par le P.C.C. qui encadrait rigide-ment le mouvement des masses. Aussi, au cours de ce processus, l'appareil d'état achevait-il de se constituer comme un appareil élevé au-dessus des masses, absolument soustrait à leur contrôle, fonctionnant sous le contrôle d'une couche séparée.

Cette couche bureaucratique, naissant à partir du monopole du pouvoir exercé par le P.C.C. et des conditions particulières du renversement du régime de Tchiang, ne peut pourtant être assimilée à la bureaucratie de l'U.R.S.S. Celle-ci s'était affirmée à travers l'écrasement de l'avant-garde ouvrière russe. En Chine, l'avant-garde née des luttes révolutionnaires continuait à considérer la direction du P.C.C. comme légitime. Cela se manifeste d'ailleurs dans les formes du pouvoir. Dans la mesure où les masses acceptent l'autorité du P.C.C., son contrôle bureaucratique sur les organismes de pouvoir mis en place, l'édification de ces organismes se fait avec la participation de ces masses, non pas contre elles (10).

Il faut souligner que le caractère permanent de la révolution chinoise a dû être reconnu, plus tard il est vrai, par les théoriciens chinois, lorsqu'il leur fut demandé, en 1960, de justifier le « grand bond en avant ». Tout en assurant que leur théorie de la « révolution permanente » ou de la « révolution ininterrompue » n'avait rien à voir avec celle — abominable — de Trotsky, ils allèrent pourtant jusqu'à écrire :

« Le parti communiste chinois, sous la direction du camarade Mao-Tsé-Toung, a correctement et concrètement appliqué les idées exposées par Lénine, selon lesquelles le prolétariat doit s'emparer de la direction de la révolution démocratique bourgeoise, le prolétariat doit conduire les masses paysannes pour mener jusqu'au bout la révolution démocratique, la révolution démocratique est une guerre pay-

(10) Le journaliste R. Guillain parle, au sujet de l'activité des comités de quartiers ou d'ateliers, « d'état au coin de la rue ». (Voir *Informations Internationales*, déjà cité, p. 4.)

sanne et une révolution agraire, la révolution démocratique doit se transformer en révolution socialiste par la révolution permanente. Ces idées ont joué un rôle de guide dans les victoires ininterrompues de notre révolution.

« Lénine estimait que le prolétariat des pays socialistes devait, avec l'aide du prolétariat mondial et des masses laborieuses des peuples exploités, défendre les résultats déjà obtenus par la victoire de la révolution prolétarienne, et devait, en même temps, appuyer l'avance incessante de la cause de la révolution prolétarienne affaiblissant sans cesse les forces de l'impérialisme, jusqu'à ce que le capitalisme ait été anéanti dans le monde entier, et que le socialisme ait triomphé dans le monde entier. Celui qui veut être un léniniste doit garder toujours présent à l'esprit ces principes fondamentaux du léninisme. » (Discours de Lu Ding Yu, membre du Bureau Politique, reproduit dans *Renmin Ribao* du 23 avril 1960.)

b) la « construction du socialisme dans la seule Chine »

En fait, ce n'est nullement la politique indiquée dans le discours de Lu Ding Yu qui fut suivie. La politique extérieure de la Chine ne fut pas « d'appuyer l'avance incessante de la cause de la révolution prolétarienne », mais bien de chercher un accord avec l'impérialisme, à partir de son influence dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, politique marquée notamment pas la conférence de Bandoeng et l'adoption des cinq principes de la « coexistence pacifique » (11), les accords avec l'Inde et l'Indonésie.

A l'intérieur, il ne s'agissait pas de « défendre les résultats déjà obtenus par la révolution prolétarienne », mais « d'édifier le socialisme dans la seule Chine ». Cette politique, définie dès 1954, était ainsi précisée dans la résolution politique du VIII^e congrès du P.C.C. (septembre 1956) : *Dans les conditions où le régime socialiste est déjà établi dans notre pays, la vraie nature de cette contradiction, c'est la contradiction entre le régime socialiste avancé et les forces productives arriérées de la société. A l'heure actuelle, le parti et le peuple du pays entier ont pour tâche principale de concentrer toutes les forces pour résoudre cette contradiction, pour transformer au plus vite notre pays, de pays agricole arriéré en un pays industriel avancé.* »

(11) Adoptés en juin 1954, ces 5 principes sont : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté ; non-agression ; non-ingérence dans les affaires intérieures ; égalité et bénéfice mutuel ; coexistence pacifique.

Au plus vite ! La Chine s'engageait donc dans la même voie que l'U.R.S.S. des années 30, mais dans des conditions bien différentes. Tout d'abord, l'arriération économique de la Chine est incomparablement plus grande que celle de l'U.R.S.S. en 1929. Le tableau ci-dessous donne une idée de la différence des points de départ :

TABLEAU COMPARATIF
DE LA PRODUCTION RUSSE ET CHINOISE
A LA VEILLE DU PREMIER PLAN QUINQUENNAL

	U.R.S.S. 1928 —	CHINE 1952 —
Ensemble du produit social, par habitant (en francs 1963)	800	200
Production de céréales (y compris le riz) en kg/hab.	491	270
Production de charbon, en kg/hab.	273	110
Production de fer, en kg/hab.	22	3,27
Production d'acier brut, en kg/hab.	29	2,35
Production de ciment, en kg/hab.	13	4,87
Electricité, puissance installée, en kW/hab.	0,01	0,005

(Tableau cité par Klaus Menhert dans *Pékin et Moscou*, p. 360.)

Quelques autres estimations suffisent à préciser cette arriération. En 1936 (année « record » d'avant guerre), la production chinoise d'acier par tête d'habitant était trois cents fois moindre que celle des Etats-Unis ! Dans l'agriculture, la production, par unité de travail, était vingt-cinq fois moindre que celle des Etats-Unis. Si, par exemple, pour accroître le rendement des sols, on avait voulu employer des engrais dans la même proportion qu'au Japon, il en aurait fallu quatre fois plus que la production mondiale ! En 1951, le parc de tracteurs s'élevait à 2.000 unités, soit un tracteur pour 120.000 acres de terrain (contre un tracteur pour 119 acres aux Etats-Unis et un tracteur pour 988 acres en U.R.S.S.) (12).

A partir de là, comment « rattraper et dépasser » les pays capitalistes avancés ? La propagande assurait qu'aux environs de 1967, la Chine « rattraperait » l'Angleterre. Objectif au demeurant modeste, puisque la population de l'Angleterre n'est que le quinzième de celle de la Chine, mais qui supposait pourtant des rythmes fréquentes de croissance, en particulier dans l'industrie lourde, base de l'industrialisation.

(12) Chiffres cités par Y. GLUCKSTEIN dans le premier chapitre de *Mao's China*. (Londres, 1957.)

La situation internationale, en particulier, l'existence de l'U.R.S.S. et des états d'Europe orientale, ne compensait-elle pas, en grande partie, le bas niveau dont devait partir la Chine ? Il est incontestable que l'effort d'industrialisation de la Chine n'aurait pu être entrepris sans sa « coopération » avec l'U.R.S.S., c'est-à-dire sans le commerce avec elle, sans la participation de techniciens soviétiques, l'apport de matériel russe, etc... Mais rien de cela ne fut *gratuit*. Tout, au contraire, fut *payé*, aux conditions du marché mondial. Quant à « l'aide », sous forme de prêts, elle fut, nous y reviendrons plus loin, ridiculement insuffisante. Mais, de toute façon, l'eût-elle voulu que l'U.R.S.S. était incapable de fournir à la Chine « l'avance » nécessaire pour que démarre le processus d'industrialisation. Il faut ajouter que la Chine a été soumise à un blocus de fait de la part de l'impérialisme, que son commerce avec les pays industriellement avancés est, de ce fait, extrêmement réduit, et que, de plus, elle subit, en permanence, le lourd fardeau d'un budget considérable de défense nationale. En conclusion, 97 % des investissements ont été fournis par le peuple chinois (13).

Aussi, faut-il comprendre comment le prodigieux développement industriel de la Chine (pour ne donner que deux faits, mais ils ont valeur d'indices, la production d'acier a sextuplé entre 1951 et 1957, celle d'électricité était, en 1960, plus de dix fois supérieure à celle d'avant la révolution) a été obtenu. Certes, il témoigne des possibilités d'une économie planifiée, soustraite aux exigences du profit capitaliste, comme de l'enthousiasme et de l'énergie du peuple chinois. Mais il ne fait nullement de la Chine une puissance industrielle avancée, comparable aux Etats-Unis ni même à l'U.R.S.S.

A l'époque du premier plan quinquennal russe, Staline affirmait que « l'homme est le capital le plus précieux ». En fait, dans une économie sous-développée, l'homme est le facteur de production le moins rare et le moins coûteux...

Essayer de rattraper, dans le cadre de la seule Chine, son retard économique, ne peut se faire qu'en prélevant, pour le réinvestir dans les industries de base, une part énorme de la production totale de la société. C'est-à-dire en imposant une limitation draconienne à la consommation, en intensifiant, dans des proportions considérables, le travail (puisque, justement, il manque la base technologique qui permettrait une augmentation de la productivité).

Le premier problème à résoudre était de faire participer l'immense masse de la population — la paysannerie — à l'effort d'industriali-

(13) LI CHOH-MING : *The first decade* (Université de Californie, 1960) cité par E. SNOW dans *La Chine en marche* (Stock).

sation. La collectivisation en était le moyen. Certes, toute progression de l'agriculture chinoise supposait l'abolition de méthodes d'exploitation archaïques, du morcellement de la terre en de très petites exploitations. Socialement, le maintien de la propriété privée à la campagne y entraînait une différenciation de classes : l'apparition d'une minorité de paysans riches dont l'état devenait de plus en plus dépendant pour assurer l'alimentation de la population urbaine. Dès l'achèvement de la réforme agraire, en 1953, le P.C.C. chercha à multiplier les formes de coopération (mise en places d'équipes d'entraîdés), et créa des coopératives « pilotes », où la terre devenait propriété commune.

Mais, à la fin de 1955, le mouvement s'accéléra brutalement. Le comité central du P.C.C., réuni le 11 octobre, rendit public un discours de Mao-Tsé-Toung, prononcé le 31 juillet devant les secrétaires du parti, et fit, de ses conclusions, des décisions. Alors qu'en février 1955, on escomptait qu'un tiers seulement des exploitations paysannes seraient regroupées en coopératives de production à la fin de 1957, et qu'à l'été de 1955, on ne recensait encore que 14 % des 110 millions de petites fermes chinoises regroupées dans de telles coopératives, il fut décidé qu'en 1957 plus de la moitié des paysans chinois travailleraient dans le cadre des coopératives, et qu'en 1960 la collectivisation devait être accomplie à 100 %. En fait, c'est en l'espace d'un an que 96 % de la paysannerie fut regroupée dans des coopératives de type avancé (14).

Ce bouleversement social sans précédent était donc accompli sans qu'existât pour autant la base technique permettant une modernisation de la production agricole, sans que l'industrie chinoise pût assurer sa mécanisation, seule possibilité pourtant de voir croître, considérablement, la productivité agricole. Ainsi la paysannerie chinoise se voyait imposer la collectivisation sans pouvoir matériellement faire l'expérience d'une amélioration de ses conditions de vie. A la longue, ce processus ne peut que conduire la paysannerie à l'opposition vis-à-vis du régime. Ceux qui n'avaient pas vingt ans lorsque s'écroula le régime de Tchiang n'auront pas l'enthousiasme de leurs aînés, arrachés à l'inhumaine domination des seigneurs de la guerre et des propriétaires fonciers. Ils réclameront une amélioration des seules conditions de vie qu'ils aient connues, et la collectivisation, si elle n'est pas fondée sur une industrialisation parallèle et suffisante, ne pourra pas la leur fournir. On connaîtra alors, comme en Europe orientale et en U.R.S.S., la révolte contre la ferme collective, le refuge dans le lopin de terre individuel, etc.

(14) Tibor MENDE : *La Chine et son ombre*. (Editions du Seuil, pp. 57-58.)

D'autant plus que les progrès que connaît l'industrie ne se traduisent que dans une très faible mesure dans l'agriculture (jusqu'en 1960, en moyenne, les investissements furent sept fois plus importants dans l'industrie que dans l'agriculture), et que l'ensemble de la population reste menacé de pénurie, sinon de famine, dès que les récoltes sont mauvaises.

Dans les villes, les travailleurs doivent, eux aussi, payer un lourd tribut à l'industrialisation. Conditions de travail insensées, niveau de vie qui ne suit pas (et de loin !) l'augmentation du rendement. E. Snow, pourtant très favorable au régime, doit constater, dans *La Chine en marche*, que « le rendement a augmenté de quatre fois au cours de la première décade révolutionnaire, alors que les salaires n'ont augmenté, jusqu'en 1959, que de 52 % environ. »

La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues, payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes, sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. A travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus comme une couche distincte, l'état comme un appareil s'élevant au-dessus des masses, et se soustrayant totalement à leur contrôle.

L'analogie avec l'U.R.S.S. du premier quinquennat s'impose. Mais elle serait trompeuse si l'on ne soulignait pas immédiatement de profondes différences. Pour n'en citer qu'une, dans le domaine des rapports avec la paysannerie, contrairement à ce qui fut le cas en U.R.S.S., la collectivisation fut faite sans une véritable « guerre civile » contre les masses paysannes. Sans doute, il y eut une résistance, mais, dans leur masse, les paysans chinois, sans doute du fait du travail préparatoire effectué (manière dont la paysannerie participa à la révolution, formation des équipes d'entraide), comme des conditions particulières (exiguïté des propriétés individuelles qui imposaient une certaine coopération), acceptèrent, au moins à la première étape, le passage à l'exploitation collective (15).

Toutefois les tensions qui gagnaient en intensité dans la société chinoise ne devaient pas tarder à se révéler, et l'on put se rendre compte que, par bien des points, elles étaient fondamentalement semblables à celles qui se manifestaient en Europe orientale.

(15) E. Snow, dans son ouvrage déjà cité, estime que si la paysannerie chinoise avait opposé à la collectivisation une résistance comparable à celle de la paysannerie russe, cela aurait signifié trente millions de morts.

c) des « Cent Fleurs » au « Grand bond en avant »

De 1953 — insurrection des ouvriers de Berlin-Est — à la révolution hongroise d'octobre-novembre 1956, un profond mouvement révolutionnaire dresse contre la bureaucratie, pour le socialisme et la démocratie ouvrière, les prolétaires d'Europe orientale. La signification historique de ces événements, comme l'écrivait M. Varga dans le n° 525-526 de *La Vérité*, réside en ce qu'« elles révélèrent, pour la première fois sur l'arène de la politique mondiale, que l'aptitude du prolétariat à combattre les ennemis du socialisme s'étend aussi à la bureaucratie stalinienne ».

On aurait pu croire que la Chine restait extérieure à ce processus : ses dirigeants s'étaient seulement manifestés en jetant dans la balance, aux côtés des forces de la répression contre-révolutionnaire, le poids et le prestige de la révolution chinoise.

En fait, les choses n'étaient pas si simples. Les dirigeants chinois avaient pris une conscience aiguë des contradictions qui déchiraient la société chinoise, et, manifestant par là ce qui les différencie des bureaucrates russes, ils cherchèrent à les régler, pendant un temps, par un « dialogue » avec les masses. Mais l'opération avait ses conséquences : poussée jusqu'au bout, elle aurait conduit à des pas en avant sur la voie de la « démocratie ouvrière », que nul « despotisme éclairé » ne pouvait remplacer. Elle signifiait aussi que le développement du pays ne pouvait se faire qu'en accord avec les masses, et donc en fonction de leurs besoins.

Contrairement à ce que l'on affirme souvent, les dirigeants chinois furent parmi les seuls à tenter une explication sérieuse — certes, dans des limites très étroites — du stalinisme. Se refusant à le traiter en termes de « culte de la personnalité », ils posèrent la question des *conflits* sociaux dans une société de transition (voir notamment le document du Bureau politique du P.C.C. « *De l'expérience historique de la dictature du prolétariat* », en date du 5 avril 1956). Ces idées furent reprises et approfondies dans le fameux discours de Mao-Tsé-Toung, prononcé le 27 février 1957 et publié en juin sous le titre « *Sur la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple* ». Mao-Tsé-Toung reconnaissait l'existence de contradictions multiples au sein de la société chinoise, notamment de conflits entre le gouvernement et le peuple, qui pouvaient, par exemple, s'exprimer, comme cela était arrivé, par des grèves. Mao assurait que ces contradictions — à l'inverse de celles de la société capitaliste — étaient « non-antagonistes », et pouvaient

être résorbées par ce qu'il appelait la « société socialiste ». Sa dialectique tournait court, dans la mesure où il n'envisageait pas que ces contradictions « non-antagonistes » deviennent antagonistes et exigent, pour être résolues, une nouvelle révolution (la révolution politique), comme venait de le montrer les événements hongrois.

A partir de là s'ouvrit la période dite des « Cent Fleurs », pendant laquelle, pour quelques semaines, les vannes de la critique furent largement ouvertes. Ce que révélèrent ces quelques semaines mériterait largement un chapitre de cet article. Nous ne pouvions ici que recommander la lecture de l'article de F. Manuel, déjà cité, qui donne une vue complète de cette période (16), et, pour la clarté de l'exposé, définir les conclusions qu'on peut en tirer.

D'une part, il se manifesta que les racines de la division en classes n'avaient nullement été extirpées et que, sur la base d'une économie de pénurie, les dangers d'une contre-offensive de la bourgeoisie subsistaient. Les « partis démocratiques » qui semblaient ne subsister que pour le décor et comme souvenir du « bloc des quatre classes », reprirent une vie réelle.

D'autre part, les étudiants, les professeurs, les militants ouvriers — et parmi eux nombre de membres du parti d'avant la victoire de la révolution — développèrent une critique de gauche, dénonçant les nouveaux privilégiés et réclamant l'instauration de la démocratie ouvrière. En particulier, des syndicalistes s'élevèrent contre la situation faite aux syndicats, simples rouages de la direction des entreprises. Ils dénoncèrent aussi les conditions imposées à la classe ouvrière. Ainsi, un dirigeant des syndicats, Li Hsiu-jen, fut amené à critiquer le système dit du changement mobile d'équipes, selon lequel « *chaque travailleur devait travailler huit heures, se reposer huit heures, et travailler à nouveau huit heures dans la journée, c'est-à-dire travaillait 16 heures par jour ; après deux jours il pouvait prendre une journée de repos... De nombreux travailleurs tombèrent malades du fait du surmenage.* » (Cité par Roderick McFarquhar dans *The Hundred Flowers*, pp. 243-244.)

Dès juin, le mouvement avait de loin dépassé les limites fixées par le parti qui l'interrompit brutalement : ce fut alors l'époque des « autocritiques » extorquées...

Bientôt ce serait l'ère du *Grand bond en avant*, c'est-à-dire d'une véritable fuite en avant au cours de laquelle les dirigeants chinois tentent d'échapper à l'impasse de leur politique d'indus-

(16) *Informations Internationales*, n° 1.

trialisation à outrance par une « super-mobilisation » des masses. C'est l'époque où Mao-Tsé-Toung écrit : « *En dehors de ses autres particularités, le peuple chinois de 600 millions possède deux particularités remarquables : il est pauvre et blanc. Ce sont en apparence de mauvaises choses, mais en réalité ce sont de bonnes choses. Ceux qui sont pauvres veulent changer les choses, ils veulent faire des efforts, ils veulent faire la révolution. Une feuille blanche n'a rien écrit dessus, on peut y écrire les mots les plus neufs et les plus beaux.* » (17)

La grâce de l'allégorie ne change rien au fond : en clair, on pouvait tout imposer aux masses. Cela se traduisit par le lancement des « *Communes du peuple* », présentées comme une forme de « passage au communisme ». Il s'agissait de vastes unités (elles regroupaient en moyenne 5.000 foyers), intégrant l'agriculture, l'industrie, l'éducation et l'administration. Dans les campagnes, il s'agissait d'extraire les derniers « restes » de propriété privée, d'atteindre, à travers l'initiative des masses, à des récoltes records. Dans les villes aussi, le rythme de développement devait être accéléré et, de plus, chaque commune rurale devait, à « temps perdu », développer son industrie « lourde » locale (création de hauts fourneaux artisanaux, etc.). En principe, il s'agissait d'aboutir à l'application du principe : « *de chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins* », de développer l'auto-discipline des masses. En fait, l'égalitarisme se réalisait au niveau le plus bas, la militarisation du travail s'imposait — et avec elle la nécessité pour chaque collectivité d'entretenir un corps spécialisé et nombreux « d'aiguillonneurs » (18).

On ne pouvait pas tracer n'importe quels caractères sur la page blanche du peuple chinois. Les tensions insurmontables qu'entraînent la généralisation du système des communes, sans que des progrès industriels aient pu en faire un véritable pas en avant, commencèrent à se traduire par la pagaille bureaucratique. A chaque échelon, les dirigeants tenaient à réussir, c'est-à-dire à atteindre et à dépasser les normes fixées. Ils déclarèrent des succès fictifs. Au cours de l'été 1958, Pékin annonçait des récoltes fabuleuses, ainsi que de surprenants succès industriels. Dans *Le Monde* du 12 octobre 1958, M. René Dumont, agronome sérieux et chrétien progressiste, défendant l'affirmation de Charles Bettelheim selon

(17) Cité par Stuart R. SCHRAM dans *La Révolution permanente en Chine* (p. XV.). Il s'agit d'un extrait d'un article de Mao du 15 avril 1958, paru dans *Hongqi*, la revue théorique du P.C.C.

(18) Le numéro de juillet 1961 de la revue trotskyste britannique, *Labour Review*, comprend une importante étude sur « Les communes du peuple ». La traduction de cet article de G. KANE a paru dans le numéro de *Informations Internationales*, déjà cité.

qui la « *production agricole avait augmenté de 60 à 90 %* », expliquait « *comment le miracle s'était réalisé* ». Ce fut le gouvernement chinois qui rompit l'enchantement, en faisant savoir que ses statistiques surestiment la réalité d'au moins 30 %. Les objectifs à atteindre pour le riz étaient réduits de moitié, pour l'acier d'un tiers.

Une série de mauvaises récoltes allait encore ajouter aux difficultés. La direction du P.C.C. commença un profond mouvement de recul. Si les communes demeurent comme unités administratives, l'unité de propriété est redevenue la brigade, correspondant à l'ancienne coopérative. Le lopin de terre individuel a repris son importance (19). Certes, pour apprécier pleinement la portée des concessions faites aux paysans, il faudrait connaître les conditions de la commercialisation de leurs produits, etc. Mais depuis les désillusions du « Grand bond », les renseignements économiques sur la Chine sont de plus en plus rares. Y compris pour la production industrielle, le gouvernement ne fournit plus de chiffres absolus précis, mais des données approximatives ou, le plus souvent, de simples pourcentages invérifiables.

Ce qui est certain c'est que, pour faire face à la situation créée dans l'agriculture, comme, sans doute, à cause de la fin de « l'aide » soviétique, la direction du P.C.C. a dû modifier, en faveur de l'agriculture, la répartition des investissements, renonçant, par là-même, à ses plans les plus ambitieux.

En janvier 1961, en effet, le comité central fut contraint de décider « *deux ou trois ans de consolidation* », en soulignant que « *l'agriculture est le fondement de l'économie nationale* ».

d) la bureaucratie chinoise

Les tâches « démocratiques bourgeoises » n'ont été résolues en Chine que par la révolution prolétarienne, par la destruction de l'état bourgeois, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. L'état né de ce processus, et qui défend ces nouveaux rapports de propriété contre la bourgeoisie nationale comme contre l'impérialisme, est incontestablement un état « ouvrier ». Mais il faut ajouter « déformé » et il ne s'agit pas là d'une épithète pour marquer qu'il existe en Chine quelques traits déplaisants. Dire que l'état chinois est un *état ouvrier déformé*, c'est définir sa structure politique, affirmer que la classe ouvrière est évincée du pouvoir politique, car elle n'a aucun moyen de l'exercer, et que, partant, elle

(19) Voir le chapitre « De la commune à la brigade » dans l'ouvrage déjà cité d'E. SNOW.

est privée de tout contrôle sur les décisions de ce pouvoir. En d'autres termes, il n'y a pas en Chine de démocratie prolétarienne, démocratie qui ne peut exister sans un réseau d'organismes de pouvoir émanant directement de la classe ouvrière (les comités, les soviets).

Ce qui définit la bureaucratie chinoise c'est son existence comme couche séparée, soustraite à tout contrôle des travailleurs, et exerçant *seule* le pouvoir politique, c'est-à-dire assurant seule la direction de l'état, le « possédant » en quelque sorte.

La question des privilèges — le fait que la couche dominante tende à s'accorder la « part du lion » dans la fraction du produit national consommable — est subordonnée à celle du pouvoir. Il faut d'ailleurs remarquer que toute une série de privilégiés (techniciens, etc.) n'appartiennent pas à la couche dominante qui leur octroie ces privilèges. Quant au fait que la pénurie régnant en Chine impose à la couche dirigeante chinoise des « mœurs ascétiques » par rapport à celle des bureaucrates russes, ne change rien à l'affaire. L'éventail apparemment faible des salaires chinois (généralement, semble-t-il, de 1 à 6 ou 7, entre l'ouvrier et le directeur d'usine) ne doit pas faire oublier les avantages de « fonction » dont jouissent les dirigeants, et qui différencient radicalement leur mode de vie de celui des travailleurs. Au cours des « Cent Fleurs », les critiques précises ne manquèrent pas à ce sujet. Remarquons aussi, en nous fiant aux chiffres donnés par E. Snow, pourtant très favorable au régime, que le salaire d'un jeune ouvrier mandchou n'est que le quinzième de la solde d'un général..

En dernière analyse, le pouvoir de la bureaucratie, le maintien d'inégalités sociales, trouvent leurs racines dans l'arriération de la Chine et dans le fait que l'impérialisme continue à être le système dominant, à l'échelle mondiale. Mais c'est sur le plan politique — « la politique, ce concentré de l'économie », écrivait Lénine — au niveau de l'appareil d'état que se matérialise l'existence, comme couche dominante, de la bureaucratie chinoise.

Encore ne suffit-il pas de dire qu'il existe une bureaucratie en Chine. Il faut manier cette affirmation avec prudence. Et la prudence joue dans les deux sens. Il ne saurait être question, en prétextant du processus révolutionnaire qui a conduit les dirigeants du P.C.C. au pouvoir et de certaines de leurs positions, d'oublier la réalité de cette bureaucratie et de croire qu'elle pourra se dissoudre pour laisser place à la démocratie ouvrière, sans déchirements internes et sans heurts avec le prolétariat chinois.

Il serait non moins faux d'assimiler purement et simplement cette bureaucratie à la bureaucratie russe, couche organiquement et irrévocablement contre-révolutionnaire.

Il faut ici s'inspirer de la méthode et du soin avec lequel Trotsky suivit le cours de la dégénérescence de l'état ouvrier russe avant de porter à son égard un diagnostic définitif. En Chine, il n'y a pas eu de dégénérescence, les conditions particulières dans lesquelles la révolution s'est faite ont porté l'appareil du P.C.C. au pouvoir, et, à partir de son monopole politique, à travers l'entreprise de construction du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie s'est affirmée, renforcée. Mais cela signifie que cette bureaucratie — qui n'est nullement un « sous-produit » de la bureaucratie russe, comme par exemple la couche dirigeante de Hongrie — n'a pas eu à écraser la démocratie prolétarienne, au cours d'une contre-révolution politique, pour établir son pouvoir. Son affrontement avec les masses est encore au-devant d'elle et l'on ne peut préjuger des ruptures qu'elle connaîtrait alors.

Plus encore, compte tenu de son faible enracinement social, des conditions internationales dans lesquelles se développe le régime issu de la révolution chinoise — qui, d'une manière immédiate, à chaque pas fait, ressent que les problèmes posés en Chine ne peuvent être résolus dans le cadre national — il n'est pas possible d'affirmer, comme Trotsky l'avait fait pour la bureaucratie du Kremlin, *mais après 1933* — que cette bureaucratie est « *définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois* », ce qui signifierait qu'elle serait prête à tout, dans sa politique extérieure, pour empêcher que triomphent dans d'autres pays la révolution prolétarienne.

Nous avons examiné les « zigzags » de la politique intérieure chinoise. Naissante, la bureaucratie russe connut aussi ces soudains coups de boutoir « à gauche », suivis de profonds reculs à « droite » et les traduisit, sur l'arène internationale, à travers le Komintern. A ce sujet, Trotsky parlait de *centrisme bureaucratique*. L'expression permet de serrer de plus près la réalité de la politique chinoise, mais il ne faut jamais oublier de voir d'abord dans la révolution chinoise une étape de la révolution internationale.

C'est sur le terrain international que se dénoueront, positivement ou négativement, les contradictions qui existent aujourd'hui en Chine. Et c'est en fonction de la lutte de classes, à l'échelle internationale, que l'on peut saisir, dans ses grandes lignes, la signification de l'actuel conflit sino-soviétique.

3) La bureaucratie russe contre la révolution chinoise.

La lutte entre les dirigeants soviétiques et chinois a, on le sait, pris un tour spectaculaire. Voué à la «poubelle de l'histoire», Khroutchev a réagi, lors de son voyage à Budapest, en traitant Mao de «crétin». Pour répondre aux plus récents textes chinois, qui constituent une rupture politique totale et une dénonciation sans ménagement des leaders du P.C.U.S., Moscou a rendu public le rapport présenté par Michel Souslov au Comité Central de février 1964, et intensifie sa campagne pour que se tienne une conférence des partis communistes condamnant les Chinois.

Le conflit entre le P.C.U.S. et le P.C.C. a maintenant dépassé toutes les limites que lui fixaient par avance les commentateurs. La rivalité de la Chine et de l'U.R.S.S. s'exprime, par exemple, lors de la venue de Khroutchev en Egypte, réplique ouverte au voyage de Chou-en-Lai à travers l'Afrique.

Pour certains, l'opposition entre la Chine et l'U.R.S.S. n'est qu'un heurt entre «grandes puissances», inévitable dès la prise du pouvoir de Mao en Chine qui remettait en question la prépondérance de l'U.R.S.S. sur les «pays socialistes» et les partis communistes. Il ne fait pas de doute que l'équilibre du stalinisme international reposait sur un monolithisme que minait l'apparition de la Chine. Il est non moins certain que des accords frontaliers entre la Chine et l'U.R.S.S., la volonté de cette dernière de demeurer «présente» en Asie, grâce à la Mongolie extérieure, son attitude vis-à-vis de la Mandchourie relèvent d'une politique de puissance. Il y a longtemps que Trotsky a constaté que si Staline chaussait les bottes de la diplomatie tsariste, cela ne changeait pourtant rien au contenu social de la politique extérieure de l'Union Soviétique. De même, on ne peut s'en tenir aux apparences du conflit sino-soviétique, il faut d'abord comprendre son contenu social et politique.

a) le contenu du conflit sino-soviétique

La révolution chinoise a été un facteur capital de transformation de la situation internationale. Dans les secteurs décisifs (les pays industriellement avancés), la bourgeoisie a pu, grâce à la social-

démocratie et au stalinisme, stabiliser sa domination au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais elle n'a pu bloquer le développement de la révolution dans les colonies. La victoire de la révolution chinoise témoignait de la puissance de cette vague révolutionnaire. En même temps qu'elle était un produit de la situation héritée de la fin de la seconde guerre mondiale, la révolution chinoise était un élément essentiel de modification de cette situation. Changeant le rapport des forces, à l'échelle internationale, elle stoppait l'offensive impérialiste commencée depuis 1945. L'échec de l'intervention impérialiste en Corée, la victoire de la révolution vietnamienne à Dien Bien Phu marquaient ce changement.

La révolution chinoise remettait ainsi en question le « statu quo » établi après la guerre. De plus, son simple exemple avait pour tous les peuples coloniaux une incalculable valeur de subversion, et ce, indépendamment de la politique des dirigeants chinois. Le gouvernement chinois peut bien traiter, hier avec l'Inde, aujourd'hui avec le Pakistan ou l'Indonésie, pour les ouvriers et les paysans de ces pays, l'exemple chinois demeure : pour rompre avec le carcan du « sous-développement », il faut la révolution, il faut rompre radicalement avec l'impérialisme, et pour cela écraser aussi la bourgeoisie nationale. Aussi, la république populaire chinoise qui, dès sa naissance, avait dû faire face, militairement, à l'impérialisme, n'a, depuis, connu que blocus, provocations, tentatives d'encerclement.

Mais ce n'est pas seulement par la force d'attraction qu'elle exerçait sur les peuples coloniaux, ou par l'attitude de l'impérialisme, que la révolution chinoise manifestait, d'une façon immédiate, son caractère international. C'est aussi par le fait que chaque problème posé par le développement interne de la révolution chinoise ne pouvait trouver de solution qu'au-delà des frontières de Chine. Comme nous l'avons souligné, les tâches les plus élémentaires — par exemple donner une base technique satisfaisante à la collectivisation agricole — supposent une véritable coopération internationale, exigent la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays avancés. La révolution chinoise étouffe dans les contradictions du « socialisme dans un seul pays ».

On objectera que l'U.R.S.S. a aussi connu cela et que la solution fut trouvée par l'accentuation du caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Mais, en U.R.S.S., la voie vers cette solution avait déjà été ouverte par la défaite de l'avant-garde ouvrière — ce qui n'est pas le cas en Chine. De plus, et surtout, les situations internationales sont radicalement différentes. L'édification du « socialisme » dans la seule U.R.S.S. était à la fois tolérable pour un temps, par la bourgeoisie internationale — elle pouvait s'en accommoder en

l'isolant et en préparant son étranglement — et, d'autre part, elle était inévitable dans la mesure où les contradictions majeures demeuraient des contradictions interimpérialistes (la seconde guerre mondiale est fondamentalement une guerre impérialiste, l'U.R.S.S. s'alliant avec l'un des deux blocs impérialistes en présence).

Il en va tout autrement aujourd'hui : l'opposition majeure est celle qui dresse l'impérialisme mondial contre la lutte internationale du prolétariat et contre les nations qui, du fait de cette lutte, ont échappé à son emprise. La République populaire de Chine, qui par son existence même modifie profondément le rapport des forces internationales en défaveur de l'impérialisme, est donc en permanence menacée par cet impérialisme.

La révolution chinoise modifie aussi l'équilibre des forces sur lequel repose la puissance de la bureaucratie russe. La dynamique de la révolution chinoise, étape de la révolution mondiale, entre objectivement (c'est-à-dire indépendamment des actes comme des intentions de ses dirigeants) en contradiction avec les intérêts de la bureaucratie russe, conservatrice et attachée à un équilibre de forces que la révolution chinoise remet en question.

C'est là le contenu profond du conflit sino-soviétique, mais il ne s'est révélé dans toute sa profondeur, à un point tel que dirigeants chinois et russes ne peuvent plus feindre de l'ignorer, que dans une conjoncture particulière : celle marquée par la politique de « coexistence pacifique », c'est-à-dire par la recherche à tout prix, par Moscou, d'un accord à long terme avec l'impérialisme américain. Quel prix la bureaucratie russe peut-elle payer pour pareil accord ? Laisser les mains libres à l'impérialisme face à la Chine est sans aucun doute la contrepartie la plus favorable que puisse espérer l'impérialisme...

b) le terrain du conflit sino-soviétique et l'évolution de ce conflit

Revenant d'Union Soviétique, Edgar Faure déclarait que le conflit se situait maintenant au « niveau des états ». En fait, il s'est toujours situé à ce niveau. Il n'y a pas eu de passage de la théorie à la pratique : l'opposition grandissante entre l'U.R.S.S. et la Chine a intégré aussi bien les rapports entre les états (diplomatie) que la politique (les rapports entre les partis qui contrôlaient ces états), et la « théorie » n'a été qu'une justification idéologique *a posteriori* des positions prises ; ce qui ne signifie pas que le choix de certains arguments idéologiques plutôt que d'autres soit gratuit, ou sans signification.

LA QUESTION DE L'AIDE SOVIETIQUE

On peut dire que c'est dès l'arrivée au pouvoir du P.C.C. que commence à naître le conflit sino-soviétique, sous la forme où nous le connaissons. N'ayant pu empêcher la révolution chinoise, ne contrôlant ni le parti qui l'avait menée ni l'état qui en était issu, la bureaucratie russe devait chercher à maintenir la Chine dans une situation mineure, comme l'indique la parcimonie de son aide. En décembre 1949, Mao-Tsé-Toung se rend à Moscou, et en février 1950 est signé le traité « d'amitié sino-soviétique » et l'U.R.S.S. accorde un premier prêt de 300 millions de dollars. Ce sera d'ailleurs le seul du vivant de Staline ; en 1954, la Chine recevra un second prêt d'une valeur de 130 millions de dollars (20). Le reste, tout le reste, machines, équipement, techniciens, sera payé par la Chine aux conditions du marché mondial, ce qui, compte tenu de la plus faible productivité du travail en Chine, implique, à chaque opération commerciale, un transfert en valeur en sa défaveur. Un groupe d'économistes stali-niens français a d'ailleurs justifié cette soumission du prétendu « marché socialiste mondial » à la loi de la valeur, dans les termes suivants : « *La coopération socialiste internationale ne peut évidemment postuler que si la productivité du travail dans l'agriculture en Chine est le quart de celle de l'U.R.S.S. — ces proportions sont tout à fait arbitraires et prises seulement à titre d'exemple — cette dernière va fournir l'équipement des usines de tracteurs destiné à la Chine en échangeant la valeur soviétique de celui-ci contre des produits agricoles chinois comptabilisés à leur valeur particulière. Ce faisant on opérerait en réalité un immense transfert de valeur au profit du peuple chinois et aux dépens des peuples de l'U.R.S.S. Ce qui reviendrait, en fin de compte, à vouloir assurer à bref délai, par une égalisation artificielle, le même niveau de vie aux travailleurs chinois, dont la productivité du travail est encore faible et aux travailleurs soviétiques, dont la productivité est évidemment bien supérieure, pour toutes les raisons historiques connues.* » (L. Lavallée, P. Noïrot, V. Dominique, *Economie de la Chine Socialiste*, Genève, p. 300.)

Défavorisée par les termes de l'échange, il n'est pas étonnant que la Chine se soit trouvée endettée et que l'U.R.S.S. ait tenté de la faire céder par un chantage économique lorsque ses difficultés

(20) T. MENDE : *La Chine et son ombre*, pp. 175-6-7.

dans l'agriculture aggravèrent encore sa situation. De longues discussions, de février à avril 1961, n'aboutirent en fait qu'à un recul des échéances et à une « avance » de 500.000 tonnes de sucre. La Chine fut obligée d'acheter alors des céréales et autres produits alimentaires sur le marché mondial.

La faiblesse de l'aide russe, comme la signification profonde de cette faiblesse, se traduit dans ces chiffres : le Chine n'a reçu que 430 millions de dollars de prêts, l'Inde capitaliste recevait, dans le même temps, de la généreuse Union Soviétique, 680 millions de dollars. L'Egypte, l'Irak, l'Indonésie étaient proportionnellement mieux traités que la Chine. On conçoit aisément que les dirigeants chinois aient vite compris ce que signifiait la politique d'aide aux bourgeoisies nationales « progressistes », et qu'ils aient, dès 1959, commencé une critique sévère de l'idéalisation des états nouvellement indépendants. Ils étaient, sur ce terrain comme sur d'autres, contraints de commencer la lutte politique contre la bureaucratie russe.

LA QUESTION DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE

Sur bien des points, au fur et à mesure que le conflit s'approfondit, le passé de ce conflit est brusquement éclairé, comme par un « retour en arrière » cinématographique. Il en est ainsi de la question des armes nucléaires. Une déclaration de Pékin, en date du 15 août 1963 — c'est-à-dire après la signature du traité de Moscou — révèle qu'un accord secret avait été signé entre Pékin et Moscou le 15 octobre 1957 selon lequel l'U.R.S.S. s'engageait à fournir des armes nucléaires à la Chine. Ce traité est donc signé avant que Mao et toute une délégation du P.C.C. ne se rendent en U.R.S.S. pour assister à la conférence des partis communistes (novembre 1957), au cours de laquelle les délégués chinois stupéfièrent leurs amis « libéraux » en exigeant que soit clairement affirmé le « rôle dirigeant de l'U.R.S.S. ». On comprend mieux maintenant les motifs des dirigeants du P.C.C.

La même déclaration de Pékin nous apprend que cet accord a été dénoncé unilatéralement par les Russes le 20 juin 1959. C'est-à-dire au moment où se prépare la rencontre de Camp David (elle aura lieu en septembre) entre Khrouchtchev et Eisenhower, alors président des Etats-Unis. Le sens de l'opération est évident : comme préalable à la négociation d'ensemble avec l'impérialisme américain, il est entendu que la Chine sera maintenue dans une position d'infériorité sur le terrain militaire.

Pas plus pour les armes nucléaires que pour le reste, il n'est possible de se prononcer sentimentalement. Le fait déterminant, c'est que l'impérialisme américain et la bureaucratie russe entendent préserver, à partir de leur monopole de l'arme atomique, un certain « ordre ». Nous ne disons nullement que l'obtention par la Chine de l'arme atomique eût été une victoire du « socialisme ». Nous constatons simplement que le fait que cet armement lui soit refusé signifie, dans les conditions concrètes présentes, que l'impérialisme a pu renforcer sa pression contre elle, que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. peuvent plus aisément négocier à ses dépens.

LE « FRONT COMMUN »

DE LA DIPLOMATIE RUSSO-AMERICAINE

C'est à travers la pratique de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire face à la collaboration de l'impérialisme américain et de la bureaucratie russe que les dirigeants chinois ont été amenés à s'opposer de plus en plus violemment à Khrouchtchev. La « coexistence pacifique » suppose que soit « neutralisé » au maximum le facteur révolutionnaire représenté par la Chine. Elle doit rester une puissance mineure économiquement, diplomatiquement, militairement. Là-dessus, il existe un véritable « front commun » de fait entre l'impérialisme américain et la bureaucratie. A chaque étape de l'entreprise de stabilisation, de consolidation de la coexistence pacifique, à l'ombre de la menace nucléaire, la Chine se rendait compte que c'était à ses dépens que s'imposait ce partage du monde.

Dès 1958, parallèlement au « Grand bond » intérieur, la direction du P.C.C. pousse à une stratégie offensive, c'est-à-dire à une politique de pression plus résolue sur l'impérialisme, au retour du climat de guerre froide. C'est l'époque où la propagande chinoise popularise l'expression de Mao : « le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest ». C'est aussi l'année où la Chine déclenche, à partir de l'été, une campagne pour la libération de Formose, bombarde les îles Quémov. Elle le fait à un moment où la situation internationale se tend (révolution en Irak, intervention des « marines » américains au Liban). Cette attitude de la Chine s'inscrit dans une politique générale qui semble avoir tendu à imposer à la bureaucratie russe une attitude plus « dure » à l'égard de l'impérialisme. Dans cette politique s'intègre l'attitude des délégués du P.C.C. à la conférence de novembre 1957 demandant que le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. soit confirmé et exposant la nécessité d'une offensive généralisée

contre l'impérialisme (21). Ce serait une erreur que de considérer pareille politique comme révolutionnaire : elle ne dépassait pas le cadre traditionnel de la « guerre froide ». Mais, dans la situation internationale qui se développait, on ne pouvait retourner à la guerre froide : il fallait aller plus loin dans un sens ou dans un autre (22).

La stratégie du Kremlin ne tarda guère à se dévoiler et, dès l'automne de 1958, les désaccords entre Chinois et Russes sont évidents. Commentant le communiqué commun Mao-Khroutchev (en date du 3 août 1958, condamnant les provocations impérialistes, mais ne faisant plus mention de la libération de Formose), les journaux russes et chinois définissent des lignes différentes. Pour la *Pravda* du 6 août, l'accent est mis sur la « *défense de la paix* », sur le fait que le communiqué commun « *souligne la détermination inébranlable de deux grands peuples de faire tout ce qui est possible pour diminuer la tension internationale et empêcher le désastre que serait une nouvelle guerre* ». Au contraire, le *Renmin Ribao* du 8 août affirmait que les « *impérialistes veulent effrayer les gens nerveux en leur imposant le choix entre la guerre ou la capitulation. Leurs agents répandent fréquemment l'idée absurde que la paix peut être sauvée uniquement en accordant des faveurs et en cherchant le compromis avec les agresseurs* ».

La différence de ton suffit à indiquer la différence grandissante entre les politiques qui allait encore croître, et considérablement, en 1959. C'est l'année tournante : en septembre 1959, de longs entretiens secrets réunissent à Camp David Eisenhower et Khroutchev. Les dirigeants chinois savent que le préalable de ces conversations a été le désarmement nucléaire de la Chine. Ils savent que ce qui commence à se discuter ce sont les moyens de faire respecter le « statu quo » actuel, en y sacrifiant en particulier les intérêts de la révolution chinoise. Les polémiques se font alors âpres et fréquentes contre ceux qui pensent que l'impérialisme a changé, que l'on peut prendre au sérieux les proclamations pacifistes des impérialistes...

Après les entretiens de Camp David, Khroutchev se rendit à Pékin ; sans doute pensait-il pouvoir, fort des besoins économiques de la Chine, la convaincre de se rallier à sa politique. Il n'en fut rien, au contraire, les difficultés que connaissait la Chine à la suite du « Grand bond » ne pouvaient que lui rendre plus intolérable un

(21) Les Chinois ont publié, en appendice à leur article « La révolution prolétarienne et le renégat Khroutchev », les thèses qu'ils avaient défendues à la conférence internationale de 1957.

(22) Sur les contradictions de la politique stalinienne pendant la « guerre froide », voir *La Vérité*, n° 526 : « Où va l'U.R.S.S. ».

aménagement international qui la laissait sans défense devant l'impérialisme. Le fossé se creusa, et lorsque Khrouatchev fit, devant le Soviet Suprême, le 31 octobre, un rapport sur son voyage, il dut faire allusion aux désaccords : *« Nous devons faire un usage raisonné des grands avantages du système socialiste et consolider le camp socialiste de toutes les manières... Nous ne devons pas nous retrouver à la traîne ou être trop en avance. Nous devons, pour employer une image, synchroniser nos montres. Si la direction de tel ou de tel pays devenait imbue d'elle-même, elle ne pourrait que faire le jeu de l'ennemi. Dans ce cas les pays socialistes eux-mêmes, la direction elle-même aideraient l'ennemi à combattre le socialisme, à combattre le communisme, et cela ne doit pas être toléré. »*

Pendant toute l'année 1960, les polémiques se poursuivront et le ton montera. Le P.C.C. acceptera pourtant en septembre 1960, lors de la seconde conférence des partis communistes, un compromis : il se rallie aux thèses qui représentent, pour l'essentiel, et sur toutes les questions importantes, le point de vue de la bureaucratie russe. Déjà pourtant, la détérioration des relations sino-soviétiques était allée très loin, puisque le retrait des techniciens soviétiques avait commencé. Il semble bien, d'ailleurs, que la difficile situation économique de la Chine l'ait poussée à accepter ce compromis.

Mais celui-ci ne devait être qu'une pause. Si la lutte politique entre le P.C.U.S. et le P.C.C. devait reprendre avec une intensité accrue après le XXII^e congrès (octobre 1961), et bientôt dépasser le stade où l'on luttait par personnes interposées (les Albanais figurant le P.C.C., Tito représentant Khrouatchev), trois événements d'importance internationale allaient bientôt lui donner toute sa signification : la crise des Caraïbes, le conflit sino-indien, le traité de Moscou.

Fin octobre 1962, les propagandes créent un climat d'angoisse : on est au bord du gouffre. L'impérialisme américain menace de déclencher la guerre nucléaire pour riposter au danger que constitue la présence d'armes atomiques russes à Cuba... En fait, c'est dans cette semaine fiévreuse que se dévoile la réalité de la « coexistence pacifique », et que se prépare une négociation globale entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. Cuba, réduite à un pion, ne joue guère que le rôle d'appât. Y placer des armes nucléaires constituait incontestablement une provocation qui n'apportait rien à la sécurité de Cuba, mais qui permettait à l'U.R.S.S. de monnayer leur retrait. Le 23 octobre, Kennedy ordonne le blocus de Cuba ; dès le 28, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis se mettent d'accord sur un plan d'évacuation des fusées. En contrepartie, Kennedy garantit la « sécurité » de Cuba, mais il ne revient pas pour autant sur les mesures économiques qui ont pour but d'affamer l'île, il ne renonce pas à organiser provocation sur

provocation. Coincée entre le marteau et l'enclume, Cuba paie le prix de son étroite alliance avec la bureaucratie soviétique.

En même temps la Chine voit son conflit de frontières avec l'Inde menacer de devenir une véritable guerre, l'impérialisme concentrant ses forces contre elle (23). Avec l'approbation des dirigeants russes, le secrétaire du P.C. de l'Inde se range derrière sa bourgeoisie, assurant personnellement Nehru qu'en « *cette heure de grave crise née de l'agression chinoise, le pays s'est groupé autour de vous comme un seul homme, pour sauvegarder son honneur, son intégrité et sa souveraineté* ». Quant à l'U.R.S.S. elle se prépare à livrer du matériel militaire à l'Inde et déplore l'attitude de la Chine.

L'affaire cubaine a donné à la Chine un avant-goût de ce que pourrait être son sort dans une planète régie par la « coexistence pacifique » fondée sur le chantage à la guerre nucléaire. Le heurt avec l'Inde lui prouve que l'impérialisme entend utiliser son isolement et qu'elle n'a aucune aide à attendre de l'U.R.S.S.

Le P.C.C. tend alors à répondre politiquement. Il dénonce la capitulation de Khrouchtchev devant l'impérialisme, démontre sa provocation. Il fait appel à la conscience des masses, à leur action, comme seules réponses au chantage nucléaire.

En août 1963, la signature du traité de Moscou fera rebondir le conflit sino-soviétique. Ce traité « d'interdiction partielle des essais nucléaires », négocié en fait entre l'Amérique et l'U.R.S.S., est un résultat de la crise cubaine. Prélude à une négociation plus vaste, il tend déjà à institutionnaliser la « coexistence pacifique ». Et, en même temps, il souligne la réalité de cette « coexistence ». L'ordre établi, le statu quo seront garantis par les puissances nucléaires qui entendent bien conserver leur monopole. Ajoutons que ce traité — sur le terrain précis qui en est le prétexte : celui de l'interdiction des essais nucléaires — est une fumisterie puisqu'il autorise les essais souterrains, les seuls dont l'U.R.S.S. et les U.S.A. aient besoin pour perfectionner encore leur arsenal atomique. Enivrés par ce succès sans précédent de la coexistence bien comprise, les partis communistes, à l'appel de l'U.R.S.S. se lancent dans une campagne pacifiste délirante. Mais les dirigeants chinois, devant ce traité qui fait de la Chine une puissance mineure dont on dispose, réagissent avec violence. Le ministre des affaires étrangères de Chine, Chen-Yi, dit du traité de Moscou qu'il est « *un complot politique des U.S.A., de l'U.R.S.S. et de la Grande-Bretagne pour dominer le monde* ». (*Le Monde* du 30 octobre.) Dès la signature du traité,

(23) Voir « L'impérialisme et la bureaucratie contre la Chine » dans le numéro spécial de *La Vérité* déjà cité.

le 3 août, l'éditorial du *Renmin Ribao*, citant le *New York Times* qui avait écrit : « Si Khrouchev faisait les gros yeux à la Chine... nous pourrions faire un très long chemin pour aller au-devant de lui », parlait de « trahison ». Et l'éditorialiste précisait : « Il ressort avec évidence que le traité tripartite est destiné à lier les mains à la Chine. Le représentant américain aux pourparlers de Moscou a déclaré que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique ont pu aboutir à un accord parce qu'ils pouvaient travailler ensemble pour empêcher la Chine d'avoir une force nucléaire... Nous assistons, ni plus ni moins, à une alliance américano-soviétique contre la Chine. » (Cité dans *Pékin Information*, numéro spécial du 12-8-1963.)

A partir du traité de Moscou, les dirigeants chinois s'orientent vers la rupture sur tous les plans.

c) les « armes idéologiques »

Diplomatiquement isolée, désavantagée militairement, en proie à de terribles difficultés économiques qu'aggrave l'attitude soviétique, la Chine ne peut que riposter politiquement. Dénonçant les conséquences de la politique dite de « coexistence pacifique » elle est amenée à critiquer les bases de cette politique. Ses arguments ne peuvent rester limités aux dirigeants russes : peu à peu, ils atteignent les différents P.C. Le conflit sino-soviétique devient une affaire dans lequel le mouvement ouvrier est partie prenante. Les réunions rituelles, congrès de la F.S.M., du Mouvement de la Paix, changent d'allure. Les délégués chinois y défendent leurs positions. D'une manière tronquée, mystifiante, la discussion commence à s'ouvrir.

Les dirigeants communistes chinois ne sont pas revenus à Lénine par réflexion théorique. Ils n'ont pas retrouvé le marxisme au terme d'une élaboration collective. A l'inverse, les positions mises en avant par le P.C.C. ne sont qu'une traduction idéologique des nécessités de l'heure. En ce sens, il n'y a pas une « progression » politique constante du P.C.C. de la « droite vers la gauche ». Au contraire, ses positions sur Staline sont une régression même sur ce qu'il défendait en 1956. Dans les derniers mois, si le nombre d'injures croît régulièrement à chacune de ses épîtres, la critique de Khrouchev faite par le P.C.C. n'est certes pas supérieure à ce qu'il écrivait il y a un an.

Cela ne signifie pas que les arguments employés par le P.C.C. n'aient pas de valeur propre. « Une idée qui s'empare des masses devient une force matérielle » disait Marx. Et les idées sur lesquelles le P.C.C. forme les jeunes générations en Chine, les idées que le P.C.C. répand dans le mouvement ouvrier international, ont leur

importance même si elles ont été empiriquement choisies, en fonction des besoins du moment de l'état chinois.

C'est pourquoi il est nécessaire, pour conclure cette partie, de s'arrêter un instant sur la critique d'ensemble faite par le P.C.C. des positions du P.C.U.S. Comme il s'agit de textes connus et, en tout cas, qu'il est aisé de se procurer, nous nous contenterons généralement, d'y renvoyer, sans alourdir ce passage de trop nombreuses citations.

La critique de la politique de « coexistence pacifique » a commencé à être menée, d'une manière systématique, en 1960, en particulier dans toute une série d'articles parus à l'occasion du 90^e anniversaire de Lénine (24). Reprenant la théorie de l'impérialisme de Lénine, les théoriciens chinois la défendaient contre les révisionnistes (il ne s'agit encore ici que des Yougoslaves) qui prétendent que la guerre n'est pas inévitable, même si le système impérialiste subsiste à l'échelle internationale, et qui assurent qu'il est possible de passer « pacifiquement » au socialisme. Si, dans l'ensemble, ces textes ne représentent encore qu'une critique abstraite de la politique de la bureaucratie russe, certaines de leurs implications vont pourtant fort loin. Ainsi, dans l'article intitulé « Vive le léninisme », il est dit : *« C'est le vieux révisionniste Bernstein qui a fait cette déclaration honteuse et notoire : Le mouvement est tout, le but final n'est rien. Les révisionnistes modernes ont aussi une affirmation similaire : Le mouvement de la paix est tout, le but final n'est rien. C'est pourquoi la « paix » dont ils parlent se limite entièrement à la « paix » qui pourrait être acceptée par les impérialistes dans certaines conditions historiques. Ce disant, ils tentent d'abaisser le niveau révolutionnaire des peuples des différents pays »*. C'est là une dénonciation de l'ensemble de la politique des P.C.

A partir de novembre 1962, après la crise cubaine, la critique du P.C.C. est très précisément une critique de la pratique de la coexistence pacifique par le gouvernement de l'U.R.S.S. en même temps qu'une analyse générale des conséquences et de la signification de cette politique (25).

(24) Recueil d'articles « Vive le léninisme ». (Editions en langues étrangères, Pékin, 1960.)

(25) Voir le recueil intitulé *Léninisme et révisionnisme moderne* (La Cité, éditeur, Lausanne), qui comprend notamment « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous » (décembre 1962), et « Léninisme et révisionnisme moderne » (janvier 1963) ainsi que le recueil *D'où proviennent les divergences*, dans lequel on trouve notamment « La réponse à Maurice Thorez et à d'autres camarades » (février 1963), et « Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous » (mars 1963) — document d'une extrême importance qui passe en revue tous les aspects de la discussion.

Plus encore, à la même période et dans les mois qui suivent, les documents du P.C.C. sont des réponses aux dirigeants communistes qui les ont attaqués (Thorez et Togliatti), et tendent donc à imposer la lutte au sein des partis communistes. Ces textes représentent sans doute le point le plus élevé atteint par les dirigeants du P.C.C. Une reprise de la théorie marxiste de l'état permet non seulement de confondre les tenants des « voies parlementaires », mais surtout la liaison entre la conception khrouchtévienne de la « coexistence pacifique » et celle des « voies pacifiques vers le socialisme » est clairement établie. Une critique aiguë, en particulier pour l'Italie, est faite de la politique concrète auxquelles conduisent ces conceptions.

Enfin, le 14 juin 1963, le comité central du P.C.C. publiait ses « propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international », les fameux 25 points. C'est un exposé d'ensemble des vues chinoises, et l'on y trouve, mieux que dans des critiques particulières, les limites que le P.C.C. ne veut pas franchir (26).

Depuis, dans l'abondante production littéraire du P.C.C., se côtoient des textes qui apportent d'importantes précisions à la critique de l'attitude de l'U.R.S.S. et de la politique des P.C. (27) comme des textes profondément négatifs, entreprenant la réhabilitation de Staline (28).

Quelles que soient les limites que les dirigeants communistes chinois s'imposent, en dépit des contradictions, des reculs mêmes, la critique faite par le P.C.C. de la politique de la bureaucratie russe a maintenant atteint un point tel qu'elle implique des réponses révolutionnaires qui dépassent, et de loin, le cadre où les dirigeants chinois veulent enfermer le débat. Ces derniers peuvent louer Staline, opposer une bonne « coexistence pacifique » à la « mauvaise », il n'en reste pas moins que ce qu'ils ont remis en question, c'est « cette existence simultanée de l'impérialisme et de la bureaucratie » que l'on appelle la coexistence pacifique pour reprendre une expression de P. Broué dans *Le Parti bolchevique*. Et il n'existe qu'une autre perspective : celle de la révolution prolétarienne.

En portant la lutte au sein de l'appareil stalinien, ils ont obligé ce dernier à préciser plus clairement encore le caractère de collaboration de classe de toute sa politique. Ils l'ont contraint à reprendre

(26) Ces limites seront précisées plus loin, dans la partie consacrée à la politique d'ensemble du P.C.C.

(27) Par exemple, « Des défenseurs du néo-colonialisme ». (*Pékin-Information* du 28 octobre 1963).

(28) En particulier, « Sur la question de Staline » (*Pékin-Information* du 30 septembre 1963) et « Lénine, Staline et la voie de la Révolution d'octobre ». (*Pékin-Information* du 11 novembre 1963.)

l'argument honteux du « péril jaune », soit sous une forme subtile — en assurant que les Chinois seraient racistes, comme dans le rapport Souslov (29), soit brutalement, comme lorsque Gafourov, représentant le P.C.U.S. à la conférence anti-colonialiste d'Alger, tenue fin mars, s'écrie devant la presse française : *« Les Français comprennent-ils que les Chinois veulent unir les races jaune et noire contre les Européens, contre les Blancs quels qu'ils soient ? La propagande du nationalisme et du chauvinisme par les Chinois n'est pas seulement dangereuse pour l'U.R.S.S., mais pour tous les pays d'Europe et d'ailleurs. »*

Est-il besoin d'insister beaucoup pour que l'on comprenne qu'il faut défendre les conquêtes réalisées par la révolution chinoise, non seulement contre toute tentative de l'impérialisme, mais aussi contre la politique ouvertement contre-révolutionnaire de la bureaucratie russe ?

4) Les conséquences du conflit sino-soviétique dans le mouvement ouvrier international

Avant d'en venir plus précisément aux conséquences du conflit sino-soviétique dans le mouvement ouvrier international, à ses répercussions sur le déroulement des luttes de classe à l'échelle internationale, il faut d'abord revenir sur la politique d'ensemble des dirigeants chinois, *par rapport à cette lutte de classe internationale*. Cette politique d'ensemble comprend aussi bien les conséquences, du point de vue de la lutte des classes, de la diplomatie chinoise, que les perspectives ouvertes à la classe ouvrière internationale par les affirmations théoriques des dirigeants chinois, qu'enfin, les méthodes et les objectifs du P.C.C. au sein du mouvement ouvrier international.

(29) « Leur mot d'ordre sur la force "magique" du vent de l'Est vise nettement à attiser les sentiments nationalistes et même raciaux parmi les peuples qui luttent contre le colonialisme... ce mot d'ordre n'est rien d'autre que l'expression idéologique et politique des aspirations de la direction chinoise à l'hégémonie. » (Extraits du rapport de M. Souslov, devant le C.C. du P.C.U.S., tirés de la traduction parue dans *France Nouvelle*.)

a) la politique d'ensemble du P.C.C.

LA « COEXISTENCE PACIFIQUE » A LA CHINOISE

Il n'est certes pas question de reprocher à l'état chinois d'utiliser les contradictions inter-impérialistes pour améliorer sa situation internationale, et notamment pour s'assurer des ouvertures commerciales indispensables. La Russie soviétique avait, elle aussi été acculée à des compromis, à commencer par Brest-Litovsk. Mais elle appelait les choses par leur nom, une retraite était définie comme une retraite, un pays impérialiste restait un pays impérialiste. Il n'était jamais question de subordonner la politique des P.C. de chaque pays à des nécessités diplomatiques, et chaque acte de la diplomatie révolutionnaire était expliqué à l'avant-garde de la classe ouvrière internationale.

On ne peut dire que la politique extérieure de la Chine s'inspire de ces principes. Au contraire ce sont les exigences diplomatiques immédiates qui lui dictent la définition d'un état, comme la politique que l'on conseille à la classe ouvrière. L'axe de la diplomatie chinoise, aujourd'hui, c'est une vaste tentative pour échapper à son isolement. Tentative que rend encore plus urgente la rupture de fait avec l'U.R.S.S. L'isolement accru dans lequel se trouve ainsi rejeté la Chine, ses dirigeants ont cherché à y échapper en esquissant, au niveau des déclarations politiques, la définition d'une orientation révolutionnaire. Mais ils ont surtout cherché à le rompre, en tentant d'aménager leur propre « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

Cette tendance de la politique chinoise s'est manifestée sur trois terrains. D'abord dans l'attitude à l'égard des bourgeoisies nationales d'Asie et d'Afrique. Dès 1959, comme nous l'avons vu, Pékin entreprenait une critique de l'attitude de Moscou vis-à-vis de ces bourgeoisies nationales. Elle soulignait le caractère de classe bourgeois de ces nouveaux états : *« La bourgeoisie n'est après tout que la bourgeoisie. Quand elle est au pouvoir, elle ne suit pas une ligne révolutionnaire résolue, elle hésite et cherche le compromis. Aussi, est-il hors de question pour ces pays de passer au socialisme et il n'est pas possible pour eux d'accomplir complètement les tâches de la révolution nationale démocratique... Ainsi, en dernière analyse, ils ne peuvent échapper au contrôle et aux griffes de l'impérialisme (30). »*

(30) Article de Wang-Chia-hsiang, secrétaire du P.C.C., en date du 1^{er} octobre 1959. Cité par Donald S. Zagoria dans *The Sino-Soviet Conflict 1956-1961* (Princeton University Press), p. 258.

Plus récemment encore, dans un article dénonçant les défenseurs du néo-colonialisme (paru dans le numéro du 28 octobre 1963 de *Pékin Information*), il était répété : « *Nombre d'entre eux (parmi les pays nouvellement indépendants d'Asie et d'Afrique) ne sont pas entièrement débarrassés du contrôle et de l'asservissement impérialistes et colonialistes, ils sont toujours soumis au pillage et à l'agression impérialistes et demeurent des arènes de combat où se mesurent colonialistes et néo-colonialistes.* » Et ce contrôle n'est-il pas justement maintenu à travers la domination de la bourgeoisie nationale ? Pourtant, ce n'est pas de ce critère de classe, mais bien des commodités diplomatiques les plus immédiates que part Chou en-Lai, pour apprécier les résultats de son voyage en Afrique. Il décerne pêle-mêle à Ben Bella, Hassan II, au négus d'Ethiopie, à Nasser et autres un brevet de combattants anti-impérialistes. Bien sûr Chou en-Lai souligne que dans ces pays, la lutte contre l'impérialisme n'est pas terminée, mais il ajoute : « *Beaucoup d'entre eux (les dirigeants africains) nous ont indiqué qu'ils étaient prêts à livrer des luttes sans relâche contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et à faire avancer continuellement la révolution.* » La solution définitive des tâches démocratiques bourgeoises ne dépend donc plus de « l'hégémonie du prolétariat » dans la révolution, mais de la plus ou moins grande « fermeté » de dirigeants en place. Chou en-Lai, pour idéaliser les besoins de la diplomatie chinoise, se voit contraint d'embrouiller à nouveau la question de la révolution dans ces pays, de renoncer à définir la nature de ces états, et d'en revenir au langage mystificateur du « neutralisme », du « non-alignement » et, bien sûr, de la « coexistence pacifique entre états de nature sociale différente ». Ainsi, il désarme ceux des révolutionnaires de ces pays qui attendaient que la Chine révolutionnaire leur indique une stratégie. Il les condamne au « soutien critique » de ces régimes, c'est-à-dire à la capitulation de fait devant eux.

La même attitude, la Chine la pratique dans tout le « tiers-monde », comme en témoignent les propos de Chou en-Lai au sujet de la Birmanie, du Pakistan ou de Ceylan qui, sous la direction d'un gouvernement bourgeois, aurait fait « *d'importants progrès en combattant la subversion et l'intervention impérialistes, en chassant les forces coloniales et en développant la propre économie de son pays.* » (Rapport de Chou en-Lai sur les résultats de sa visite dans quatorze pays, prononcé devant le comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, dans *Pékin Information* du 4 mai 1964.) Ce que cela signifie pour le mouvement ouvrier de ces pays est particulièrement clair dans le cas de l'Indonésie, où le P.C., organisation de masse, est l'un des plus fermes soutiens, à l'échelle internationale, de Pékin.

Avec l'accord du P.C.C., le parti communiste indonésien pratique donc une politique de soutien total au gouvernement bourgeois de Soekarno, sa seule revendication étant que ce soutien puisse se préciser par sa participation au gouvernement ! Il semble bien que, pour le P.C.C., les « bourgeoisies nationales » soient « réactionnaires » ou « progressistes » selon les relations qu'elles entretiennent avec la République populaire de Chine...

Deuxièmement, la diplomatie chinoise s'affaire à exploiter les contradictions inter-impérialistes, à chercher contre l'impérialisme américain l'appui tactique d'impérialismes faibles qui lui permettent de s'affirmer comme grande puissance.

Le cas le plus frappant est, bien sûr, celui de ses relations avec la France qui ont abouti à sa reconnaissance diplomatique et à l'échange d'ambassadeurs. Mais là aussi, cette orientation diplomatique — dont une série de démarches sont parfaitement justifiées — aboutit à une pratique qui fait bon marché du mouvement ouvrier international. Tandis que de Gaulle est sacré « défenseur de l'indépendance nationale contre l'impérialisme américain » (31), le délégué chinois, lors de la conférence anti-colonialiste d'Alger, après une charge à fond contre les agissements militaires et politiques de l'impérialisme, « omet » de parler du rétablissement au Gabon du fantoche M'Ba grâce à l'intervention de parachutistes français.

Pour justifier cette pratique, une « théorie » radicalement fausse, reprise en grande partie au Staline des années de la « guerre froide », est mise en avant. D'une part, on oublie que l'impérialisme est un système international, il ne reste plus qu'un seul impérialisme au monde, une seule force réactionnaire : l'impérialisme américain. D'autre part, on prétend que les conflits inter-impérialistes (franco-américain par exemple) seraient des luttes pour l'indépendance nationale, assimilables, en quelque sorte, aux luttes des peuples coloniaux, et que certaines phases de ce combat pourraient être menées, en commun, par la classe ouvrière et la bourgeoisie « patriote ».

Cette ligne se dessinait déjà dans les « 25 points » où il était dit, au point 10 : « Dans les pays capitalistes que les Américains contrôlent ou essaient de contrôler, la classe ouvrière et les masses populaires doivent diriger principalement leurs attaques contre l'impérialisme américain et aussi contre le capital monopoliste et les autres forces de la réaction intérieure », mais elle s'est affirmée de plus en plus, au fur et à mesure que se développaient les initiatives diplomatiques prises par Pékin. Pour les travailleurs des pays impérialistes d'Europe, elle ôte singulièrement de leur vigueur aux criti-

(31) Dans *Des défenseurs du néo-colonialisme*.

ques adressées à Khrouatchev — et ce n'est pas un hasard si, dans leurs réponses, les Russes reviennent fréquemment sur ce point.

Enfin, la diplomatie chinoise, à travers ses manœuvres en Afrique et en Asie (où elle fait sentir sa force, son influence, et donc l'intérêt qu'il y a à composer avec la Chine), comme par son utilisation des contradictions inter-impérialistes, vise à stabiliser sa situation internationale, à desserrer l'étau politique et économique qui l'enserme, c'est-à-dire qu'elle n'élimine pas un accord de « coexistence pacifique à la chinoise », y compris avec l'impérialisme américain. Il est d'ailleurs légitime et inévitable que la Chine, dans la situation intérieure et extérieure où elle se trouve, cherche à obtenir un répit.

Mais plusieurs questions se posent. Tout d'abord, l'impérialisme américain acceptera-t-il cette voie de la négociation ? Cherchera-t-il à jouer du conflit sino-soviétique pour consolider sa situation en Asie, à partir d'une garantie chinoise ? Tout au contraire, ne profitera-t-il pas de la présente situation d'isolement de la Chine pour accentuer sa pression politique, économique et militaire, diminuant encore l'étroite marge de manœuvre du gouvernement chinois ? Pour l'heure, les dirigeants actuels de l'impérialisme américain semblent déterminés à ne pas céder d'un pouce. Mais cela ne signifie nullement que, même en tenant compte de l'attitude de la bureaucratie russe, la bourgeoisie américaine soit prête à aller jusqu'à la guerre contre la Chine, ce qui, à la longue, est la seule conséquence d'une attitude « jusqu'aboutiste ». Déjà, des éléments comme le sénateur Fullbright, ont prôné une politique qui prenne conscience de la « réalité » de la Chine, qui l'aide à assumer ses « responsabilités internationales » (32).

Dans ce cas, il reste à se demander de quel prix se paiera la conclusion d'un accord d'ensemble avec la Chine ? Là comme ailleurs, la seule contrepartie acceptable pour un temps par l'impérialisme à l'établissement de la « coexistence pacifique », ce sera la *paix sociale*, garantie par la Chine dans la zone où elle a la plus grande influence, dans l'Asie du Sud-Est.

Dans les deux cas, que du fait de l'offensive impérialiste la diplomatie chinoise aboutisse à une impasse, ou qu'au contraire se pose la question d'une coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme, le P.C.C. sera acculé à des choix décisifs dont on peut présumer qu'il ne les fera pas sans connaître déchirements et crises.

LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR LE P.C.C.

Nous avons déjà souligné, en analysant les bases du conflit sino-soviétique, les éléments positifs que renfermait la critique de la

(32) Rien de décisif ne se fera sans doute, dans un sens ou dans un autre avant les élections américaines. Mais il faut souligner l'importance du courant représenté par le sénateur Fullbright.

« coexistence pacifique » faite par le P.C.C. Mais par quelles perspectives politiques se traduit cette critique pour l'avant-garde prolétarienne des pays industriellement avancés et des pays coloniaux et semi-coloniaux ?

La critique de la « coexistence pacifique » faite par le P.C.C. n'est pas allée jusqu'au point de proposer, au mouvement ouvrier, une autre stratégie, une stratégie internationale de mobilisation du prolétariat contre l'impérialisme. Cette absence se manifeste particulièrement dans la dichotomie faite entre les pays coloniaux et semi-coloniaux « *la zone des tempêtes* » et les pays industriellement avancés — dont il n'est pas du tout clair quel rôle leur prolétariat peut et doit jouer. Il ne s'agit nullement de nier que la situation soit différente dans ces deux secteurs, qu'il existe des revendications spécifiques aux pays sous-développés et des possibilités immédiates de lutte, alors que les prolétariats d'Europe et des Etats-Unis restent contrôlés par des appareils conservateurs de collaboration de classe. Mais une politique révolutionnaire viserait justement, à partir des combats à origine revendicative qui mobilisent le prolétariat européen, et qui dans leur développement posent la question du pouvoir, comme à partir des luttes révolutionnaires dans les pays coloniaux, à *unifier* ces luttes. Ce qui signifie poser concrètement la question de partis révolutionnaires nationaux, section d'une internationale ouvrière, fondée sur un programme correspondant aux traits décisifs de la période.

L'absence de toute réponse à ces questions fait tourner court la critique chinoise, en mutile la portée révolutionnaire. Y compris dans les pays industriellement sous-développés, dans cette « *zone des tempêtes* », où la critique chinoise rencontre le plus grand écho immédiat du fait de son refus de subordonner la lutte révolutionnaire de ces peuples à un accord global « U.R.S.S.-U.S.A. », le P.C.C. ne peut avancer une politique cohérente, parce qu'il isole cette zone des processus révolutionnaires mondiaux.

De même, ayant réduit le rôle des prolétariats des pays avancés à un rôle de « force d'appoint » de la « révolution coloniale », le P.C.C. donne un tour académique à la critique pourtant remarquable qu'il a faite des « voies parlementaires vers le socialisme ». Ayant rétabli la doctrine marxiste de l'état comme expression de la dictature de la classe dominante, quelles que soient ses formes, démocratiques ou non, ayant démoli, notamment dans sa polémique avec Togliatti, les sophismes sociaux-démocrates qui cherchent à justifier la capitulation des partis communistes devant cet état, le P.C.C. ne parvient pas à formuler comment la classe ouvrière pourrait s'attaquer à cet état.

Ainsi, il n'existe pas seulement des contradictions entre la pratique du P.C.C. et ses proclamations théoriques, mais ses documents sont eux-mêmes contradictoires parce qu'inachevés. Jamais ne s'en dégage comme une perspective réaliste, actuelle, la révolution prolétarienne comme seul moyen d'éviter la barbarie d'une guerre nucléaire.

METHODES ET OBJECTIFS

AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

LE RETOUR A STALINE

Se référant à la seconde Internationale et à Kautsky pour leur comparer le P.C.U.S. et Khrouchev, le P.C.C. s'est, en fait, engagé dans la voie de la scission du « mouvement communiste international ». Le 26 octobre 1963, devant la section de philosophie et de sciences sociales de l'académie des sciences de Chine, Tcheou Yang prononçait un long discours dans lequel se trouvait ce paragraphe capital : *« En Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, des dirigeants de certains partis communistes entonnent de plus en plus le même air que les social-démocrates en vue de défendre les intérêts impérialistes et capitalistes. Il en résulte qu'il n'y a pour ainsi dire plus de différence entre eux et les social-démocrates, tant pour la forme que pour le fond. De plus, ils excluent du parti les vrais marxistes-léninistes et recourent à d'autres méthodes scissionnistes. Dans ces conditions, ces continents verront surgir inéluctablement des partis politiques représentant vraiment le parti révolutionnaire. Le même processus se manifeste également parmi des communistes d'Amérique Latine et d'Asie. »*

Ainsi, le P.C.C. se préparait à donner un caractère ouvert et irrévocable à la lutte qu'il menait depuis des années au sein des partis communistes. Dans un texte plus récent et plus officiel, *« La révolution prolétarienne et le révisionnisme de Khrouchev »*, la même idée était reprise sous la forme suivante : il existe deux lignes inconciliables, il faut choisir. Mais, en même temps, il était dit, dans la conclusion de ce texte : *« Huit années seulement se sont écoulées depuis le XX^e congrès du P.C.U.S. Le révisionnisme de Khrouchev a déjà infligé, en cette courte période, des préjudices considérables et sérieux à l'Union Soviétique et à la cause révolutionnaire du prolétariat international. Il est grand temps maintenant de le condamner et de le liquider. Nous voudrions donner un conseil aux camarades dirigeants du P.C.U.S. : tant d'opportunistes et de révisionnistes ont déjà été jetés dans la poubelle de l'histoire, pourquoi vous obstinez-vous à marcher sur leurs traces ? Nous formons*

aussi l'espoir que les camarades dirigeants des partis frères, tombés dans les erreurs du révisionnisme réfléchiront sérieusement... Nous sommes persuadés que tous les vrais révolutionnaires prolétariens finiront par choisir la ligne révolutionnaire et rejeter la ligne d'opposition à la révolution, finiront par choisir le marxisme-léninisme et rejeter le révisionnisme. A ce sujet nous avons de grands espoirs. »

Ce texte permet de mieux comprendre les objectifs actuellement recherchés par la direction du P.C.C. et explique ses méthodes. Elle vise à provoquer une crise au sein de la bureaucratie russe, au sein de l'appareil stalinien international. C'est pourquoi les défenseurs de la direction du P.C.C., dans les rangs du mouvement ouvrier, ne cherchent nullement à provoquer, à partir des données de la lutte de classes dans chaque pays, un regroupement révolutionnaire large, mais proclament et contrôlent bureaucratiquement de petites organisations qui reprennent à leur compte l'ensemble de la politique du P.C.C. et en particulier ses tentatives de réhabilitation de Staline.

Il en est ainsi, là où l'influence de la Chine s'est montrée forte, en Australie, en Nouvelle-Zélande, comme au Pérou, au Chili, au Brésil, en Espagne, et, dans une mesure encore plus réduite, en Grande-Bretagne et en France. Il s'agit de former des *groupes de pression sur l'appareil*, non d'organiser, à l'échelle de toute l'avant-garde, le vrai débat sur les questions posées par le conflit sino-soviétique.

Quant au retour à Staline, il correspond sans doute à des préoccupations multiples. En justifiant les méthodes du dictateur de la bureaucratie, en assurant qu'elles ont permis de considérablement avancer la « construction du socialisme » en U.R.S.S., c'est certes ses propres méthodes autoritaires, le type de relation qu'il entretient avec les masses chinoises, que le P.C.C. entend défendre et fonder sur une tradition. Mais cela n'explique ni la place, de plus en plus grande, donnée à cette réhabilitation, ni « l'exportation » de ce thème. La seule explication sérieuse qu'on puisse avancer, c'est que la direction du parti communiste chinois subordonne toute son attitude au sein du mouvement ouvrier à une crise à l'intérieur de la bureaucratie soviétique, conduisant au remplacement de Khrouchtchev et de son équipe par les éléments sacrifiés à la « déstalinisation » (Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc.). Ce n'est que dans cette perspective que peut également s'expliquer l'appui total apporté aux dirigeants albanais, et le grand cas fait par la direction du P.C.C. de l'alliance avec cette clique « ultra-stalinienne » qui sait que toute politique de « déstalinisation » ne peut que conduire à la sacrifier.

Pareille politique, encore qu'elle se fonde certainement sur

une réalité, a pour conséquence de dresser un mur entre la révolution chinoise et les peuples de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale. A l'intérieur du mouvement ouvrier des pays capitalistes, elle facilite les mystifications khrouchtévienne, mine tout le contenu révolutionnaire des positions chinoises et entraîne les « pro-chinois conditionnels » à d'effarantes et ridicules acrobaties (33).

b) la dislocation de l'appareil stalinien international

LE KREMLIN SUR LA DEFENSIVE

Il est incontestable que, depuis l'échec de la conférence sino-soviétique de juillet 1963, la bureaucratie russe — plus précisément son groupe dirigeant — est demeurée sur la défensive. Depuis des mois, il est question d'une conférence internationale des partis communistes, et elle n'est toujours pas convoquée. Il a fallu que les attaques chinoises remettent en question, sur toute la ligne, l'autorité de Khroutchev et du P.C.U.S., pour que soit publié le rapport Souslov. Ces hésitations, cette « modération » sont aisées à expliquer. La bureaucratie, dans son ensemble, ne peut que craindre les conséquences de la rupture avec la Chine, affaiblissant sa position internationale, diminuant considérablement l'efficacité de la « coexistence » proposée à l'impérialisme, puisque l'U.R.S.S. ne pourrait plus garantir en rien l'attitude de la Chine. Plus encore, l'équipe dirigeante ne tient pas à présenter un bilan qui la rendrait responsable de la rupture, et cela à un moment où l'opposition contre elle au sein de la bureaucratie est sans aucun doute encore puissante, puisqu'il a fallu, encore une fois, dénoncer le « groupe anti-parti », pourtant « définitivement » écrasé dès 1957, et aller cette fois jusqu'à annoncer l'exclusion de Molotov et de Malenkov.

Enfin, ce n'est pas sans mal, en dépit de l'offensive reprise en ce sens dès la venue de Khroutchev à Budapest, en avril dernier, que l'on s'est orienté vers une conférence internationale des P.C.

CHACUN POUR SOI ?

L'appareil stalinien international était monolithique : ce monolithisme exprimait une subordination totale à Moscou, fondée sur le fait que la puissance des appareils bureaucratiques nationaux

(33) Dans la luxueuse revue *Révolution*, on lira le plaidoyer pour Staline prononcé par l'avocat J. Vergès (n° 8, avril 1964) et le rapport sur la question de Staline « Une question d'importance majeure : Staline » (n° 9, mai 1964) qui conclut : « Nous refusons la thèse trotskyste de la dégénérescence de l'U.R.S.S. ! Nous considérons au contraire que, pendant trente années de centralisation stalinienne, l'Union Soviétique a progressé comme puissance mondiale et comme Etat socialiste ».

venait de leurs liens avec la couche dominante de l'U.R.S.S., non des positions, pour importantes qu'elles fussent, occupées dans leurs pays respectifs. Cela amenait les P.C. à sacrifier aux besoins de la bureaucratie russe le mouvement ouvrier de leur pays (Espagne), ou au contraire à renoncer aux positions électorales qu'ils s'étaient créées dans la société bourgeoise (cas du P.C.F. en 39-40).

La progression de la lutte des classes à l'échelle internationale, l'opposition croissante entre les progrès de la révolution et la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin — marquée, en particulier, par le conflit sino-soviétique — conduisent au commencement d'un processus de dislocation de l'appareil stalinien.

Schématiquement, l'on peut considérer qu'il existe deux pôles : le P.C.C., engagé dans une lutte réelle contre l'impérialisme et, à l'autre extrême, le P.C. indien — sa majorité dirigée par Dange — qui s'est rangé ouvertement derrière sa bourgeoisie, derrière l'impérialisme, contre la Chine, lors du heurt militaire entre la Chine et l'Inde...

En réalité, la dislocation de l'appareil ne s'opère pas selon des lignes aussi simples. Certes, on peut dire que, dans une certaine mesure, les P.C. qui se rangent du côté de la Chine pratiquent une critique de « gauche », dans la mesure où ils se déclarent d'accord avec sa critique de la « coexistence pacifique ». Mais ce n'est qu'un aspect de la question : ces P.C. n'en ont pas pour autant une politique plus correcte par rapport à la lutte des classes dans leur pays, leur rassemblement autour du P.C.C. ne se fait nullement sur une base de principe.

Aussi, à une première étape, le regroupement autour de la Chine prend d'abord un aspect continental : partis communistes au pouvoir du Nord-Vietnam et de la Corée du Nord, parti communiste japonais, parti communiste indonésien, forte minorité du parti indien, auxquels s'ajoutent d'importantes fractions du parti australien et du parti néo-zélandais, et des groupes, de moindre importance, proclamés dans divers pays d'Amérique du Sud.

D'autre part, si Khrouchtchev peut se targuer d'avoir à ses côtés, contre la politique du P.C.C., toutes les directions des P.C. d'Europe occidentale, il s'en faut, et de loin, qu'il ait obtenu leur soutien pour la forme qu'il entend donner à la condamnation de la Chine. Ce n'est pas la direction exilée du P.C. portugais qui pèse lourd dans la balance, et, parmi les « gros bataillons », il n'est guère que le P.C.F., guidé par feu son président, le loyal serviteur Maurice Thorez, qui ait fait acte d'allégeance.

Le plus fort P.C. d'Europe, le P.C. italien, celui qui est allé le plus loin dans la voie des conclusions pratiques à tirer de la « coexistence pacifique », manifeste les plus grandes réserves quant à la convocation d'une conférence internationale « excommuniant » les Chinois. Les raisons qu'il avance, à savoir le désir de ne pas retourner à la période stalinienne des anathèmes et des ruptures, ne sont pas les véritables motifs de son attitude. Le fond, c'est que toute une partie de la direction du P.C. italien ne tient pas à voir sa politique intérieure gênée par le rétablissement de la discipline de l'appareil bureaucratique international. La signification du polycentrisme, c'est que l'enracinement « réformiste » du P.C. italien (ses positions parlementaires, électorales, syndicales) pèsent plus dans la balance que la liaison avec l'U.R.S.S. Ce n'est qu'une *tendance*, exprimée par certains dirigeants du P.C. italien, et il ne s'agit nullement de prétendre que, devant une pression plus ferme de Moscou, l'appareil ne cédera pas. Mais le poids de cette tendance, dans le plus fort parti communiste d'Europe, indique le degré atteint par la crise du stalinisme (34).

Enfin, la dissociation de l'appareil stalinien international se révèle aussi dans les processus en cours en Europe orientale. Les gouvernements des « démocraties populaires » cherchent à utiliser, au mieux, le conflit sino-soviétique, pour s'émanciper partiellement de l'U.R.S.S. — et sur ce terrain, ils sont certains d'avoir l'appui de la population ! — pour remettre en question la « coopération socialiste » faite au bénéfice exclusif de l'U.R.S.S. Ils cherchent à marchandiser, à obtenir des concessions économiques pour la construction de leur « petit socialisme » dans chaque pays.

Ainsi éclate la fiction d'une coopération harmonieuse conduisant au socialisme dans l'Europe de l'Est, ainsi se révèle l'âpre réalité des conflits qui opposent entre eux les différents appareils nationaux dirigeants. Après les réserves de la Pologne, c'est la fronde de la Roumanie qui, non contente de se refuser à condamner les Chinois, tente de commercer, pour son compte, avec l'Amérique. Ce qui amenait un journal parisien à définir la situation dans ces termes : *« La Roumanie s'aligne sur la Chine et se rapproche des Etats-Unis »*.

Le « titisme » que Staline avait voulu écraser par le sang renaît sous de nouvelles formes, et il est piquant de voir Khrouchtchev contraint de négocier avec Tito la poursuite de la lutte contre le P.C.C...

(34) Depuis que cet article a été écrit, la publication du *Testament de Togliatti* confirme la force des tensions qui tendent à la dislocation de l'appareil stalinien international.

c) le conflit sino-soviétique et la prise de conscience d'une avant-garde internationale

Le caractère immédiatement positif du conflit sino-soviétique se trouve dans les questions qui sont posées, avec une force telle que plus personne ne peut les escamoter, devant l'avant-garde militante du prolétariat international. Les questions-clés de notre époque : celle de la lutte contre la guerre et de son rapport avec la lutte pour le socialisme, celle de l'état et de la révolution, celle de la liaison des luttes des prolétariats des pays industriellement avancés et des masses des pays sous-développés, celle d'une internationale ouvrière, enfin...

Si, internationalement, la bureaucratie du Kremlin est sur la défensive, il en est de même des appareils nationaux face aux critiques chinoises. Pour répondre à l'écrasant réquisitoire dressé contre la politique du P.C.F. sur les questions coloniales, la direction de ce dernier n'a pu, comme de coutume, avoir recours à l'injure. Ne se satisfaisant pas d'une réponse de Léon Feix, parue dans *L'Humanité* du 19 novembre, les dirigeants du P.C.F. ont fait publier dans leur revue théorique *Les Cahiers du Communisme* un volumineux plaidoyer intitulé : « Le parti communiste français et la lutte anticolonialiste » (35) qui, par ses justifications embarrassées, ses omissions (le vote des pouvoirs spéciaux à Lacoste le 12 mars 1956 n'est même pas mentionné) ne fait que donner raison, sur ce point, aux appréciations du P.C.C. Ce n'est pas dans cet article qu'on peut énumérer les « perles » qui émaillent ce texte. On ne peut pourtant résister au plaisir de citer celle-ci : « *En France, la victoire du Front populaire et le succès des grandes grèves (mai et juin 1936) entraînaient d'importants et HEUREUX changements dans la plupart des colonies françaises* ». Voilà qui donne le ton de l'ensemble.

Le conflit sino-soviétique n'est, répétons-le, qu'un aspect — qu'un produit — du développement d'une situation internationale où les problèmes de la révolution prolétarienne se trouvent posés à leur plus haut niveau. La critique chinoise de la coexistence pacifique, la mise en évidence du caractère opportuniste et réformiste de la politique des P.C. rencontre l'expérience quotidienne, faite par chaque militant, des conséquences immédiates de cette politique. C'est ce qui leur donne leur force.

(35) *Cahiers du Communisme*, numéro de février 1964.

Dans la mesure où les questions posées par le conflit sino-soviétique se recoupent avec les préoccupations des militants ouvriers, il est indéniable que ce conflit accélère la crise profonde qui tend à opposer la base prolétarienne et révolutionnaire des P.C. à leurs dirigeants. Dans la mesure où elle desserre le carcan bureaucratique, elle facilite aussi les tentatives d'organisation en dehors de ces appareils. Certes, ce processus est lui-même contradictoire. A un pôle, on trouve les véritables questions que la révolution chinoise, dans son développement, a soulevées. A l'autre, les efforts des groupes se réclamant directement du P.C. chinois (comme en France la revue « Révolution ») pour s'opposer à un regroupement des travailleurs à partir d'une politique dans la lutte des classes, en France, pour défendre Staline, efforts qui n'ont comme résultat que de freiner la prise de conscience provoquée par le conflit sino-soviétique.

On peut poser la question différemment : dans son développement, à travers son opposition avec la bureaucratie russe, la révolution chinoise a placé au premier plan les questions *vitales* d'une stratégie révolutionnaire internationale. Mais les *réponses* ne sont pas données automatiquement. Et ces réponses, en dernière analyse, se ramènent à une seule : la sélection d'une direction révolutionnaire internationale, c'est-à-dire la construction, dans chaque pays, de partis révolutionnaires, sections d'une internationale.

Ce sont là les tâches des révolutionnaires déjà organisés sur la base du programme de la révolution socialiste, du programme de la IV^e Internationale, et personne, pas même Mao-Tse-Tung, ne les en émancipera.

Tout ce qu'ouvre comme possibilités l'actuelle situation internationale, le sort des courants centristes qui pourraient se former à partir de la crise du stalinisme, dépendront en définitive de l'évolution de la lutte des classes à l'échelle internationale et de la capacité des révolutionnaires à faire face aux tâches qui sont les leurs.

Juillet 1964
F. FORGUE.

LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ITALIEN

L'Italie présente aujourd'hui tous les symptômes d'une crise révolutionnaire en gestation, dont le caractère le moins surprenant n'est pas qu'ils passent complètement inaperçus de l'opinion ouvrière française. Quel que doive être le dénouement de cette crise, il est clair que les conséquences en seront importantes non seulement pour l'avenir du mouvement ouvrier de la péninsule, mais également pour les développements de la lutte de classe dans le reste de l'Europe. A deux années d'une poussée révolutionnaire sans précédent en Belgique, suivie quelques mois plus tard par la grève générale des métallos allemands, puis par le mouvement des Asturies et, un an après, par la grève des mineurs français, la grande bataille de classe qui se prépare en Italie place une nouvelle fois l'avant-garde marxiste devant l'ensemble des problèmes de la stratégie et de la tactique, c'est-à-dire de la construction du parti révolutionnaire et de son intervention.

I

Il n'est pas possible dans le cadre limité de cet article de s'étendre sur les traits particuliers à la situation économique italienne, pas plus que de décrire dans le détail les vastes actions de classe qui, depuis 1960, soulèvent semaine après semaine des millions de travailleurs.

L'Italie offre aujourd'hui le spectacle d'un pays où coexistent les formes les plus arriérées de la production agricole et artisanale et des secteurs hautement industrialisés, profondément pénétrés par le capital international

(en particulier allemand et américain), jouissant de solides positions sur les marchés étrangers, bénéficiant jusqu'à une époque récente d'abondantes réserves de main-d'œuvre, utilisant un appareil de production moderne, rationnellement implanté, et sur lequel ne pèse pas, comme en France, ou dans une bien moindre mesure, l'hypothèque d'une industrialisation ancienne, mal adaptée aux exigences de la concurrence impérialiste et qui doit être protégée par des mesures coûteuses pour l'ensemble de la bourgeoisie.

Le « miracle » (telle est la dénomination qui a été donnée à la considérable croissance économique de l'après-guerre par une bourgeoisie qui attribue volontiers à l'au-delà ce qu'elle doit au sang et à la sueur de son prolétariat), le « miracle » italien donc, qui se prolongeait depuis 1947-1948, a pris fin en 1963. Les taux de croissance de la production industrielle ont culminé en 1960 à 15,4 % par rapport à l'année précédente, taux jamais atteints dans le reste de l'Europe. Ils tombent à 9,7 % en 1962, et à 8,3 % en 1963. Les ruines dues à la guerre, génératrices comme ailleurs de « prospérité » économique, sont maintenant relevées, l'industrie a achevé d'assimiler les profondes mutations techniques importées d'outre-Atlantique ; la rente dont bénéficiaient les branches techniquement les plus avancées du fait de la basse productivité des autres secteurs (agriculture, industries handicapées), et qui leur assurait d'importantes possibilités d'autofinancement, va diminuant du fait de la pénétration rapide des rapports capitalistes dans les zones arriérées du Sud, et de la liquidation de nombre de petites et moyennes entreprises retardataires ; l'expansion de la production industrielle a partiellement épongé la main-d'œuvre excédentaire (moins de 600.000 chômeurs actuellement, contre plus de 2.000.000 en 1958) et au prix d'un exode rural sans précédent, envoyé aux usines des millions de travailleurs méridionaux, dépeuplant des régions entières et laissant sans solution des problèmes gigantesques tel que le logement urbain, la formation professionnelle et le déséquilibre des structures agricoles, qui pèsent lourdement sur les conditions de vie des masses travailleuses ; enfin, l'élargissement continu du marché intérieur atteint actuellement un palier qui ne peut être franchi dans le cadre des rapports de production existants : pour une part beaucoup plus importante que par le passé le développement de l'industrie italienne repose sur ses marchés extérieurs.

Or l'Italie est, depuis plus d'un an, en proie à une inflation galopante : de décembre 1962 à décembre 1963 les prix ont augmenté de plus de 8 %, le coût de la vie dépasse en octobre 1963 de 16,8 % le niveau atteint en octobre 1961, et rien n'indique que les choses soient près de rentrer dans l'« ordre ». Une telle situation érode très rapidement les positions du pays sur les marchés internationaux, éloigne les capitaux étrangers et accélère la fuite des capitaux nationaux. A son tour le déficit de la balance des comptes affaiblit la monnaie nationale et rend plus difficile le recours au crédit international. La contraction des débouchés extérieurs réduit la capacité d'autofinancement des entreprises italiennes, tandis que l'instabilité politique

et sociale rend plus malaisé l'appel au marché financier. L'investissement se fait plus difficile précisément au moment où les industriels italiens doivent renforcer leur potentiel de production pour faire face à l'aggravation de la concurrence internationale. La Bourse, excellent baromètre de l'opinion de la bourgeoisie, s'est montré fort sensible à l'ensemble de ces phénomènes : les cours se sont littéralement effondrés à Milan au cours des derniers mois.

Il serait faux de penser, avec le parti socialiste et le parti communiste italiens, que l'inflation italienne, bien que présentant des caractères spécifiques — sur lesquels il est impossible de revenir ici — s'explique exclusivement, ni même en premier lieu, par les déséquilibres de structure dont souffre l'économie du pays. Ni la pénurie de techniciens et d'ouvriers qualifiés, ni le caractère arriéré de la production agricole, ni même la course effrénée au profit et la spéculation qui sévissent dans des secteurs tels que la construction, tous éléments que l'on retrouve dans un pays comme la France, ne suffisent à expliquer les caractères propres de l'inflation italienne. L'élément moteur de la situation, il faut le dire, c'est la lutte ouvrière, le profond mécontentement de l'ensemble des couches des salariés, leur volonté d'arracher en combattant, au mépris complet de l'« équilibre économique », des améliorations de leurs salaires (+ 11 % 1963/1962) et de leurs conditions de vie que le capitalisme italien est hors d'état de leur accorder sans amputer son taux de profit. La hausse des prix répond à l'impossibilité absolue pour la bourgeoisie italienne d'accepter, dans les conditions actuelles, une contraction de ses profits donc de sa capacité d'investir. Du strict point de vue des « problèmes économiques » la situation est sans issue et ne comporte aucune solution « technique ». La bourgeoisie n'a pas le choix : tôt ou tard, il lui faudra restaurer aux dépens du prolétariat des conditions « normales » pour l'accumulation capitaliste. Et pour ce faire elle devra combattre. Les stalinien ne trompent qu'eux-mêmes (et encore !) en prétendant que l'inflation capitaliste peut être enrayée par un programme de réformes de structures « sur le terrain de l'Etat, tel qu'il est aujourd'hui en Italie » (1).

En fait, les problèmes économiques posés par la crise latente du capitalisme ne peuvent trouver de solution que sur la base des intérêts de classe du prolétariat — dans la perspective de la lutte pour le pouvoir — ou de ceux de la bourgeoisie, qui ne peut rétablir son taux de profit qu'en faisant payer aux travailleurs le prix de l'inflation. Les propositions avancées par Carli, gouverneur de la Banque d'Italie, vont dans ce sens : blocage des salaires, réduction de la consommation privée et des dépenses publiques improductives (subventions, transferts sociaux), augmentation des taxes et des impôts indirects. Aux yeux de la bourgeoisie, le gouvernement Moro aura fait la preuve de son utilité s'il réussit à planifier (démocratiquement, bien entendu !) ces objectifs, ce qui éviterait d'avoir recours à une politique

(1) Natta Pajetta dans *Critica Marxista*, n° 5-6.

répressive coûteuse et incertaine. Telle est l'alternative : il n'est pas au pouvoir ni des directions ouvrières ni du gouvernement de centre-gauche de l'esquiver. L'affrontement entre les classes est inévitable.

II

Le prolétariat italien n'est plus ce qu'il était il y a vingt ans. N'ayant subi aucune défaite majeure depuis le renversement révolutionnaire du régime fasciste, en 1943, il n'a cessé de renforcer son potentiel de combat de 1945 à 1948 (journées insurrectionnelles de juillet provoquées par l'attentat contre Togliatti), puis des « chaudes journées » de juillet 1960 jusqu'aux grandes grèves des métallos (juillet 1962-janvier 1963). Il s'appuie sur des organisations intactes : la scission syndicale de 1948 n'a guère entamé les positions de la C.G.I.L. ; par ailleurs, pour toute une série de raisons, les stalinienens n'ont jamais réussi, comme en France, à s'assurer une mainmise totale sur la confédération.

La génération de la Résistance a fait l'expérience du tripartisme et de la duperie du programme de réformes de 1944-1945. Quant aux jeunes, ils voient leurs organisations s'évertuer à consolider une expérience gouvernementale en passe de sombrer dans le ridicule et dans l'impuissance. Ils se heurtent au front commun des appareils chaque fois qu'ils s'apprentent à frapper la bourgeoisie.

Plus de deux millions d'entre eux viennent du Sud ; séparés de leurs familles, peuplant dans les grandes villes du Nord de vastes quartiers de taudis ou de bidonvilles, peu ou pas qualifiés, féroceement exploités dans tous les aspects de leur vie de prolétaires, exposés en permanence au chômage et à l'insécurité, ils ne peuvent voir dans les organisations traditionnelles une protection efficace. Rares sont les jeunes immigrés affiliés au syndicat. Le temps n'est plus cependant où le chantage à l'emploi et le terrorisme patronal suffisaient à maintenir l'ordre dans cette masse d'affamés et de chômeurs intermittents. Victimes de l'exploitation capitaliste sous ses formes les plus brutales, c'est le capitalisme et son état qu'ils identifient d'emblée comme leur adversaire. Souvent hors de tout contrôle et de toute organisation, ils se battent sans ordre ni méthode. Du bris de machine aux combats de rue, ils expriment toute la violence et la haine des exploités. Privés de toute perspective par la politique des directions ouvrières, ils sont au premier rang dans l'action chaque fois que l'occasion leur en est donnée. Ce sont eux qui ont donné le ton des âpres manifestations de rue de ces derniers mois. Ils sont les « provocateurs » régulièrement dénoncés par les organisations chaque fois que les travailleurs se heurtent à la police : en juillet 1960 (8 travailleurs assassinés), comme à Turin, place du Statut, après la grève des métallos, comme à Bari en août 1962, comme à Rome en septembre 1963, lorsque les ouvriers du bâtiment laissèrent sur le pavé 150 policiers blessés.

Les jeunes, les immigrés, sans traditions, pleins de défiance à l'égard des organisations traditionnelles, sont mûrs pour la politique révolutionnaire.

Depuis quatre années les masses occupent le devant de la scène. La presse, y compris la presse française, nous rapporte, affaibli et déformé, l'écho de leurs luttes. Les grèves, les occupations répétées des usines et de la terre, les manifestations de rue se succèdent, toujours plus violentes, jour après jour. Tous les secteurs, toutes les couches, même les plus arriérés de la classe, sont entrés en lutte. Stimulés par l'exemple du puissant prolétariat industriel du nord du pays, les journaliers agricoles du sud, les mineurs sardes, les employés de commerce, les petits fonctionnaires, les chômeurs de grandes villes méridionales, tous réclament à leur tour du travail et l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans l'esprit de chacun se fait jour l'exigence de la jonction entre ces différents secteurs, fractionnés, dispersés et atomisés par les directions syndicales.

L'un des aspects les plus remarquables des luttes récentes est l'agitation qui règne dans les campagnes. Quatre millions de salariés agricoles du Sud, de métayers, de petits paysans, probablement le secteur le plus exploité et le plus misérable du prolétariat européen exigent la terre, des salaires garantis, la révision radicale des contrats de métayage, une réforme agraire basée sur l'éclatement des latifundia, le contrôle paysan des exploitations coopératives et une aide massive de l'état. Ainsi on a vu récemment entrer en grève des paysannes calabraises, embauchées 15 jours par an à la cueillette des olives, et réduites au chômage et à la misère tout le reste de l'année. De tels mouvements riches d'implications révolutionnaires échappent presque entièrement aux organisations ouvrières officielles : à la séance du comité central du parti communiste italien d'avril 1961, consacrée aux problèmes paysans, le rapporteur déplorait « le contraste entre l'activité des masses paysannes et l'incapacité du Parti de l'exprimer et d'en recueillir les fruits. »

Certes, toutes les couches du prolétariat italien sont mobilisées. Il n'y a pas pour autant mobilisation générale. Au contraire, le risque est grand, dans l'état présent, que les travailleurs ne gaspillent leur énergie dans des combats partiels auxquels les directions ouvrières n'ouvrent aucune perspective, et que la bourgeoisie réduit les uns après les autres.

Néanmoins, il est hautement improbable que la situation actuelle, profondément instable et explosive, puisse se prolonger longtemps. Du côté des travailleurs le point de rupture est atteint. La lutte de classe déborde de ses creusets naturels, les usines, et imprègne, sous les formes les plus originales, l'ensemble des problèmes que la bourgeoisie laisse sans solution : contre la hausse des prix les travailleurs organisent des manifestations contre la vie chère (Milan, Naples) ; à l'augmentation décidée par les propriétaires d'immeubles, les habitants de Milan viennent d'opposer la grève des loyers ; contre la spéculation foncière, les travailleurs du bâtiment ont entrepris une

série de grèves et des manifestations (l'une d'entre elles s'est transformée à Rome en une véritable bataille de rue contre la police) ; récemment, le 8 février 1964, à Naples, une manifestation de paysans et de petits commerçants s'est heurtée violemment aux forces de l'ordre. De tels événements se reproduisent de plus en plus souvent. Contre les manifestants arrêtés, les sentences se font plus lourdes : des années de prison aux travailleurs de Gênes (juillet 1960), aux ouvriers du bâtiment romains (septembre 1963), coupables d'être descendus dans la rue ; et, pendant que la presse de droite se félicite de ces mesures « exemplaires », que le P.C. se lamente de « l'iniquité » de la justice bourgeoise et du viol des droits garantis par la sacro-sainte constitution « démocratique » (éditorial de R. Trivelli, « Unità » du 19 décembre 1963), les juges eux-mêmes se mettent en grève, comme les médecins, les avocats et les hauts fonctionnaires.

Profondément inquiète de cette anarchie chronique, divisée sur l'attitude à adopter, la bourgeoisie use les uns après les autres, sans y porter remède, les différentes solutions que lui offrent les institutions et la conjoncture parlementaire. La tension sociale est telle que les plombs de la démocratie bourgeoise sautent les uns après les autres. Le gouvernement démocrate-chrétien de droite Tambroni, appuyé sur les fascistes, a été emporté par l'insurrection de juillet 1960. Il a fallu toute l'autorité du P.C.I. et du P.S.I. qui proposèrent et firent adopter l'arbitrage du président du Sénat, Merzagora, pour éviter que les choses aillent beaucoup plus loin. Les différents gouvernements Fanfani de « centre-gauche » ont disparu par la suite les uns après les autres, incapables de contenir les revendications ouvrières et de satisfaire en même temps les exigences des industriels et de la droite parlementaire. Les élections du 28 avril (sur la signification desquelles il faudra revenir plus loin), en renforçant considérablement le P.C.I. et en affaiblissant la Démocratie chrétienne, ont rendu quasi impossible une solution parlementaire viable, sauf participation gouvernementale des organisations ouvrières.

C'est la voie qu'a choisi le P.S.I. Avec le gouvernement actuel, laborieusement constitué après des mois de tractations dans une quasi-vacance du pouvoir, la démocratie bourgeoise tire ses dernières cartouches. Les quatre principaux partis politiques du parlementarisme traditionnel (P.S.I., D.C., P.S.D.I. et républicains) ont dû déléguer au gouvernement leurs principaux dirigeants, Nenni, Moro, Saragat et la Malfa, pour lui donner un semblant d'autorité. C'est à ce gouvernement, que le « Times » de Londres décrit comme « le plus conservateur des quinze dernières années », que l'impérialisme américain vient de prêter sans hésiter 1 milliard 125 millions de dollars, destinés sur le terrain économique à renflouer les caisses de l'Etat, à renforcer la lire sur les marchés étrangers, et (peut-être) à éviter une dévaluation (mais pour combien de temps ?), et, sur le terrain politique, à soutenir la social-démocratie (c'est Saragat qui a négocié le prêt), et la formule de centre-gauche.

Le parti socialiste n'a pas reculé devant la capitulation complète devant

la D.C. et le hara-kiri que représentait la scission de près de la moitié de ses membres (qui a constitué le P.S.I.U.P. - Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne) pour mettre au monde une formule gouvernementale inviable, certes, mais qui représente l'ultime tentative de préserver en Italie les institutions « démocratiques », et qui, à ce titre, est appuyée d'une manière à peine masquée par les dirigeants du P.C.I. Le P.C.I. tient à la bourgeoisie le langage suivant : « La formule gouvernementale actuelle est impraticable sans notre concours. Nous vous l'offrons aux conditions minima qui nous permettront de ne pas avoir trop de difficultés avec notre propre base. Songez, de votre côté, à la force d'ordre que nous représentons. » Le P.C.I. c'est le fier-à-bras de la politique italienne, qui hurle à la cantonade : « Retenez-moi, ou je fais un malheur ! », sachant très bien qu'il se trouvera un voisin charitable pour le ramener à la raison. Voilà d'ailleurs comment l'envoyé spécial permanent du « Figaro », à Rome, présente la chose : « Le parti communiste italien se gardera, en vérité, de déclencher un mouvement révolutionnaire. Il a atteint depuis longtemps une maturité politique qui s'accorde avec la prudence, et sans doute les conseils de Moscou en ce qui concerne particulièrement l'Italie »

Le P.C., qui se définit lui-même comme « parti national », « parti de gouvernement » et « parti populaire de masse » (Berlinguer dans « Critica Marxista », n° 5-6), se conduit en réalité comme une opposition loyale au gouvernement : il se place ouvertement sur le terrain de la recherche d'une « politique économique qui puisse être acceptée par les masses travailleuses (Bonaccini). Ce faisant, il rend à la bourgeoisie le plus grand service qu'elle puisse attendre de lui : attentif à ne pas créer au gouvernement la moindre difficulté (par exemple en mobilisant les travailleurs sur son propre programme de réformes, aussi modéré qu'il soit), le P.C. préserve en outre, grâce à sa formule de « tournant à gauche », l'ultime formule de rechange sur le terrain parlementaire en cas d'échec de la combinaison Moro-Nenni. Telle est la perspective clairement définie par P. Ingrao devant le Comité Central du 5 février 1964 : « Des éléments nouveaux mûrissent au sein de l'alliance de centre-gauche, et en particulier en ce qui concerne le problème des forces qui pourraient donner le jour à un gouvernement plus avancé. C'est précisément pourquoi notre action doit être liée à cette perspective d'un gouvernement plus avancé. »

Ainsi, c'est de tout leur poids que les chefs officiels de la classe ouvrière italienne doivent appuyer cette combinaison bâtarde pour éviter qu'elle n'éclate.

Conscients de la fragilité de la solution actuelle, nombre de secteurs de la bourgeoisie cherchent une issue : la Démocratie-chrétienne de droite (Scelba) préconise ouvertement la mise au point d'une politique de répression anti-ouvrière en alliance avec l'extrême-droite libérale et les fascistes, lesquels

alimentent une atmosphère de peur et de défiance grâce à des méthodes éprouvées : deux attentats à la bombe ont eu lieu au mois de janvier contre les Bourses du Travail de Rome et de Piombino. De son côté l'ancien ministre Pacciardi et son mouvement « pour la III^e République » se prononcent pour une réforme constitutionnelle de type gaulliste. Mais, tandis que le gaullisme a pu passer en France sans combat, il ne pourra s'imposer en Italie sans livrer bataille. A ces partisans de l'opération à chaud s'oppose le courant majoritaire de la Démocratie-chrétienne, qui estime pouvoir obtenir un délai pour la mise en œuvre d'une politique de plan destinée à bâillonner et à entraver les organisations syndicales, de manière à institutionaliser le concours qu'elles lui apportent dans la phase critique actuelle. Cette tendance a compris combien est dangereuse l'existence d'organisations syndicales indépendantes, qui offrent à la classe ouvrière le cadre naturel de sa mobilisation et par le canal desquelles s'exprime, quel que soit le désir de collaborer mille fois réaffirmé de ses dirigeants, la volonté de combat du prolétariat.

Cette discussion se développe dans une extraordinaire atmosphère de putréfaction et de corruption. Toute une faune d'affairistes, de spéculateurs et d'escrocs, souvent liés au Vatican et aux milieux politiques démocrates-chrétiens, s'acharne sur chaque occasion de s'enrichir par la fraude, la concussion, la « combinazione ». Le P.C., qui mène campagne pour la « moralizzazione » de la vie publique, a fort à faire pour dénoncer les innombrables scandales qui, périodiquement, éclaboussent jusqu'aux membres du gouvernement. L'agonie de la démocratie bourgeoise en Italie prend l'allure de la fin d'une époque.

L'organe bourgeois « Il Corriere delle Sera » écrivait le 2 mars 1964 : « Comme en France dans les derniers temps de la IV^e République, beaucoup d'Italiens ferment les yeux, espérant que le pire pourra être renvoyé au lendemain, voire au surlendemain. » Le pire, ce sont les échéances révolutionnaires remises d'année en année. Il nous faut voir maintenant comment les organisations ouvrières se préparent à y faire face.

III

Pour l'ensemble des directions ouvrières, l'alerte a été chaude en juillet 1962, lors de la grève des usines Fiat. Pour la première fois depuis des années, les 130.000 ouvriers de la Fiat abandonnaient massivement le travail. Face au lock-out patronal qui s'ensuivit, excédés par l'attentisme de leurs organisations, rendus furieux par l'attitude du syndicat réformiste U.I.L. (Union Italienne du Travail) qui décide seul, en pleine période de grève, d'ouvrir les négociations pour le renouvellement du contrat d'entreprise, les travailleurs, en très grande majorité des jeunes non organisés, manifestent à Turin, se heurtent très violemment et à plusieurs reprises à la troupe (le gouvernement,

soutenu par le P.S.I., peu sûr des unités stationnées dans la ville, a fait venir des renforts de Pavie) et saccagent les locaux de l'U.I.L. La C.G.I.L. et sa Fédération des Métaux, la F.I.O.M., s'empresst de se désolidariser des travailleurs en grève, et d'attribuer les violences à des groupes de « provocateurs » et de « blousons noirs ». La Confédération publie le communiqué suivant : « La C.G.I.L. et la F.I.O.M. approuvent l'attitude ferme adoptée par les organisations syndicales de Turin contre des groupes de provocateurs et de dévoyés parfaitement étrangers aux organisations de travailleurs et probablement liés aux forces qui tentent de discréditer la réussite d'une grande grève revendicative en la présentant comme le fruit de la violence et non comme l'adhésion consciente des travailleurs à la ligne adoptée par toutes leurs organisations. Ces provocateurs seront isolés et dénoncés comme des ennemis des travailleurs et de leur lutte... La C.G.I.L. et la F.I.O.M. expriment leur préoccupation devant une manœuvre... qui vise, sur le plan syndical, à dénaturer le contenu des luttes revendicatives, et, sur le plan politique, à atteindre les forces qui proposent, au niveau du gouvernement (il s'agissait du gouvernement de centre-gauche dirigé par Fanfani), une politique de renouvellement et de développement de la démocratie. »

Quant au P.C., tout en semonçant ses propres militants, il tient par-dessus tout à dégager sa responsabilité, et à démentir toute participation de sa part aux événements de Turin. Pajetta, membre du Bureau politique, déclare : « Toute tentative, d'où qu'elle vienne, de provoquer notre parti représente aujourd'hui un danger, car elle peut aggraver une situation déjà tendue... Notre démenti le plus catégorique est d'abord un rappel à la vigilance et à la discipline. » Et, au cours du procès intenté à un groupe de grévistes arrêtés au cours de la manifestation, l'avocat de la défense (conseiller municipal stalinien de Milan), s'adressant aux juges, déclare : « Apprenons à ces jeunes dévoyés que nous jouissons d'assez de liberté pour pouvoir les élargir. Ils se convaincront ainsi plus facilement de ce que leur attitude était erronée. »

Dans les jours suivants, la C.G.I.L., qui a à son tour décidé la reprise, organise plusieurs grèves de 24 heures qui, malgré le climat d'enthousiasme dans lequel elles se déroulent, démontrent les ouvriers par leur totale absence de perspectives. Le résultat ne se fait pas attendre : le 6 août, l'ordre de grève des Centrales syndicales reste sans réponse ; 94 % des travailleurs de la Fiat demeurent au travail.

Que les travailleurs retournent leur colère contre un syndicat jaune, c'est toutes les bureaucraties qui se sentent menacées ! Que les travailleurs engagent des actions révolutionnaires, le P.C. n'y voit que le risque que la bourgeoisie s'en saisisse pour le frapper ! Rien ne saurait mieux indiquer à quel point ces puissantes organisations que sont une C.G.I.L. de plus de six millions d'adhérents et un Parti Communiste de près de 1.800.000 membres sont vulnérables, dans la mesure où elles se refusent à s'appuyer sur l'initiative révolutionnaire des travailleurs, à quel point leur direction, si les ouvriers ne

réussissent à s'en affranchir, mène le prolétariat italien vers les plus grandes défaites, à quel point leur marge de manœuvre est étroite entre la répression patronale et la volonté révolutionnaire qui s'exprime dans les usines.

Depuis ces événements, les bureaucraties ouvrières, avec les formes qui conviennent à chacune d'elles, se sont orientées vers l'appui ouvert aux expériences de « planification démocratique », lesquelles d'ailleurs se heurtent à de telles difficultés, compte tenu des exigences contradictoires des « partenaires sociaux », qu'elles en restent encore au stade des travaux d'approche. Du fait de l'extrême urgence de la consolidation du rapport de forces instable entre les classes que comprend la bourgeoisie « modérée » au pouvoir, les problèmes posés par l'intégration des syndicats à l'appareil ont mûri en Italie beaucoup plus vite qu'en France. L'absence d'une tradition syndicaliste révolutionnaire dans le mouvement ouvrier de la péninsule a interdit que se cristallise à l'intérieur des syndicats une opposition cohérente et organisée aux thèses intégrationnistes. Les difficultés que rencontrent les directions à s'engager dans cette voie leur viennent pour l'essentiel de la base ouvrière qui fait quotidiennement l'expérience de ce que signifient les contrats d'entreprise, qui comprend qu'à la clé de la planification « démocratique », il y a le blocage des salaires, et dans une bien moindre mesure, de certains dirigeants syndicaux, tel V. Foa, secrétaire général de la C.G.I.L. (c'est probablement la signification de son adhésion au P.S.I.U.P.), qui redoutent les conséquences d'une telle politique, mais qui sont hors d'état de formuler d'autres propositions.

C'est au sein de la Fédération des Métaux de la C.G.I.L., la F.I.O.M., que s'expriment le plus complètement les tendances intégrationnistes de la bureaucratie syndicale. Le récent congrès de cette organisation a montré jusqu'où pouvait aller la direction ouvrière officielle pour étouffer la volonté des travailleurs dans le secteur le plus brûlant de la lutte de classe. La première des deux thèses (« alternatives ») présentée par le C.C. de la F.I.O.M. (citée par Bandiera Rossa) faisait appel « au sens des responsabilités du syndicat face au risque éventuel d'échec de la politique de programmation, lequel pourrait aller, le cas échéant, jusqu'à réduire sa plate-forme revendicative » ; la seconde de ces thèses proposait que « les initiatives syndicales soient déterminées directement en fonction des objectifs du plan. » Il vaut la peine de citer — en en respectant le style contourné — l'amendement à ces thèses (lesquelles ont d'ailleurs mystérieusement cessé d'être « alternatives » pour devenir « organiques et unitaires »), fruit d'un laborieux compromis entre les stalinien et la droite socialiste réalisé à l'issue du récent Congrès de Rimini :

« La F.I.O.M. s'engage à contribuer au succès d'une programmation démocratique — laquelle ne peut en tant que telle se fonder sur le sacrifice de la classe ouvrière — en participant à tous les niveaux, et sous une forme autonome, à l'élaboration des objectifs d'une programmation économique destinée à modifier, sur la base de réformes de structures, l'orientation des

investissements et de la production, et, par conséquent, les rapports de forces existant dans la société. C'est dans cette perspective que la F.I.O.M. affirme la nécessité d'une participation autonome du syndicat à l'élaboration d'une politique d'orientation de la consommation. Cette participation du syndicat peut assurer le succès des mesures tendant à orienter le pouvoir d'achat des masses laborieuses vers un type de consommation aujourd'hui comprimé.

« Le succès de ces mesures, dans le cadre de la programmation démocratique revendiquée par la F.I.O.M., rend compatibles la réalisation des objectifs de la programmation et la liberté revendicative du syndicat. Il est certain, par ailleurs, que le syndicat ne pourra pas ne pas tenir compte — dans le cours de son action revendicative — de la mise en œuvre des mesures innovatrices et des réformes qu'entraînera la politique de programmation démocratique : il fera tout ce qui est compatible avec sa nature de syndicat pour en favoriser le succès... » (« Unità », 12 mars 1964).

Aux yeux de la bourgeoisie, la bonne volonté de la F.I.O.M., et, derrière elle, de l'ensemble des directions syndicales, toutes tendances réunies, est garantie par la fermeté avec laquelle elles étranglent les mouvements par la pratique des grèves tournantes et des accords d'entreprise. Du fait de l'extrême tension qui règne dans les usines, les responsables syndicaux doivent appliquer ces méthodes avec une brutalité et un cynisme sans précédents. Les formidables grèves des métallos (juillet 1962-janvier 1963) furent ainsi torpillées par la tactique des « trois jours de grève-trois jours de travail », puis « une heure de grève-une heure de travail » que le plumeur ignorant et prétentieux de la « gauche » française, A. Bosquet, présentait à l'époque comme une démonstration de « virtuosité » (« L'Express », 27 septembre 1962). Lorsque tel ou tel patron lock-outait, la F.I.O.M. faisait alors reprendre le travail, pour débrayer à nouveau quelques semaines plus tard. Périodiquement, les manifestations de métallos débordaient le service d'ordre du syndicat, et se heurtaient violemment à la police. Au mois de janvier, la direction de la F.I.O.M. donna le coup de grâce : en pleine grève générale, elle signa un accord séparé à la Fiat, puis chez Olivetti, accords dont les clauses furent imposées aux autres entreprises, puis codifiées par une convention à l'échelle nationale. La convention collective de la métallurgie de mars 1963 n'est donc pas autre chose que la somme d'accords d'entreprises conclus dans le seul souci de faire rentrer les travailleurs et de mettre fin à un conflit qui risquait de s'étendre, et non pas un texte constatant à un moment donné un certain rapport des forces entre le patronat et l'ensemble des travailleurs de la métallurgie. Moins d'un an plus tard, il n'est pas une seule des dispositions réellement favorables que contenait cette convention qui ait reçu même un commencement d'application. Il est clair, par exemple, que le patronat refusera de discuter des cadences, dont la convention prévoyait qu'elles ne pourraient être modifiées sans consultation des syndicats, avec des organisations qui ne seront pas en mesure de faire respecter l'accord élaboré en commun. D'où la nécessité de faire du syndicat le garant, face à la direction, du respect, de la part des ouvriers, des différents aspects de la

discipline du travail. La reconnaissance légale ou contractuelle de la section syndicale d'entreprise répond à cette nécessité : elle ferait de l'organisation ouvrière l'intermédiaire « naturel » entre le patron et ses exploités, de même que la participation (qu'ils réclament) aux organismes dotés de pouvoirs de la planification « démocratique » transformerait les syndicats en rouages d'un appareil d'Etat de type corporatiste. La reconnaissance permettrait en outre de réprimer plus aisément les actions non contrôlées par le syndicat, grèves « sauvages » et autres, qui se multiplient dans presque tous les secteurs.

C'est dans cette voie, celle du « plein exercice du pouvoir contractuel du syndicat dans l'entreprise » (résolution du 11 mars 1964) que s'engagent les dirigeants de la F.I.O.M., qui, en cela, ne font que frayer la voie aux bureaux confédéraux de la C.G.I.L. et des autres centrales. Telle est d'ailleurs l'opinion du représentant de « L'Unità », organe central du P.C., au congrès régional F.I.O.M. de Turin, qui conclut ainsi : « Il faut développer la politique des contrats d'entreprise, et, pour cela, modifier profondément le syndicat tel que nous le connaissons. Dans quelle direction ? Dans la direction du syndicat autonome (c'est-à-dire ayant rompu ses liens avec les centrales, N.D.L.R.), basé sur la section syndicale d'entreprise, le syndicat de tous les travailleurs ».

Des centaines et des centaines de milliers d'ouvriers font aujourd'hui l'expérience de la politique néfaste des « luttes articulées » (voir les grèves actuelles dans la chimie et le textile) et des contrats d'entreprise. Faute de l'existence d'une tendance révolutionnaire dans les syndicats, capable de dégager les perspectives de la lutte de classe (laquelle s'explique par l'absence d'une avant-garde organisée jouissant de quelque crédit dans des secteurs même limités de la classe), ces ouvriers s'engouffrent, au prix d'une énorme déperdition d'énergie, dans les voies étroites que leur ouvrent les directions syndicales, et s'emparent, pour en faire des armes de combat, des barrières échafaudées par les bureaucrates pour les canaliser. C'est ainsi qu'autour de la convention des métallurgistes, foulée aux pieds par le patronat, s'organise une nouvelle mobilisation de l'ensemble de la catégorie. Tandis que nombre de travailleurs, tels les délégués de Olivetti au congrès F.I.O.M. de Turin (« Unità », 29 janvier 1964) comprennent « les limites et les dangers des contrats d'entreprise, ainsi que la possibilité qu'ils offrent au patronat d'intégrer, d'entraver les ouvriers », tous estiment que c'est à l'action de classe qu'il faut faire appel pour imposer le respect de la convention, action qui, dans le même temps, fera éclater la convention dans ses parties les plus étriquées. La poussée révolutionnaire s'exprime au sein des syndicats et déborde simultanément à l'extérieur, elle fraie la voie à la liquidation des directions traîtres, en même temps qu'elle prépare le terrain pour la construction des organisations autonomes de classe dont les travailleurs ont besoin pour combattre. Les révolutionnaires doivent tenir compte de ce double aspect des choses : ils ne peuvent, en particulier, se condamner à l'isolement hors des syndicats de masse qui ne sont nullement encore les organisations « intégrées » que veut en faire la bourgeoisie.

Le Parti Communiste est le principal garant de l'ordre social en Italie. Mais, dans les conditions de crise chronique et de décomposition avancée de la société bourgeoise, il lui est de plus en plus difficile de contenir, dans des limites compatibles avec sa propre existence en tant que parti centralisé, la pression des classes adverses qui s'exprime en son sein.

La tendance à l'intégration a ses principaux porte-parole en la personne de G. Amendola, membre du B.P., et de B. Trentin, secrétaire général de la F.I.O.M., membre du C.C. En même temps qu'elle traduit la crainte des masses qui anime de larges cercles de bureaucrates, les fortes positions qu'elle occupe dans le parti s'expliquent dans une certaine mesure par la place spécifique du parti lui-même dans la société italienne, où, pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici, de très larges couches de la petite bourgeoisie intellectuelle sont organisées ou influencées par les partis de la classe ouvrière. Les militants et autres compagnons de route qui proviennent de ces couches, influents dans l'Université, la presse, l'édition, etc., font à certains égards du P.C. un parti « progressiste », qui apparaît à ce titre comme le défenseur le plus éclairé des valeurs de la culture bourgeoise contre l'obscurantisme et le cléricalisme agressif des démocrates chrétiens. C'est grâce à eux que « L'Unità » est un journal « bien fait », que les revues culturelles communistes sont « lues ». Les postes importants qu'ils occupent dans l'appareil ont peu à peu modifié son ancienne composition sociale ouvrière, et, parallèlement, ils font pénétrer à l'intérieur du parti les exigences de la stabilité de la société capitaliste. A cet égard, ce que le P.C. exprime volontiers sous le vocable, emprunté à Gramsci, « d'hégémonie » de la classe ouvrière, ne traduit en fait que l'abandon de ses positions de classe de la part d'un parti « ouvrier » qui s'est fait depuis longtemps la meilleure béquille de l'ordre établi.

Les vieux staliniens de l'appareil (Spano, Longo, Scoccimarro) s'effacent depuis quelque temps au profit d'une « gauche » (?) (Ingrao, Natoli, Reichlin), sensible aux pressions des militants du rang, et qui renâcle devant le quasi-suicide politique que lui propose la droite du parti. Le caractère velléitaire et timoré de ce « groupe » (?) rend difficile d'évaluer ses positions à travers la seule lecture des comptes rendus des comités centraux.

Autour de P. Togliatti, le vieux noyau dirigeant concilie difficilement ces pressions contradictoires. Il doit réprimer « dans d'importants secteurs d'activité » à la fois les « déviations réformistes et maximalistes » (G. Fanti, secrétaire fédéral de l'Emilie dans « Critica Marxista », n° 5-6, p. 250). Son poids et son autorité sur le parti sont bien moindres que ceux de la direction thorézienne sur le parti français. Celle-ci a su se débarrasser de Servin et Casanova, tandis que celle-là doit tolérer Amendola et Trentin. Voici comment l'un des principaux dirigeants du P.C.I., E. Berlinguer, expose la position du centre de

Togliatti : « ... Au cours des dernières années, le parti a dû lutter pour surmonter deux obstacles fondamentaux. Le premier, essentiellement intérieur, nous venait, et nous vient encore, de l'incapacité, sourde ou déclarée, de comprendre la nécessité du renouvellement, d'un conservatisme obstiné, d'encroûtements et d'habitudes accumulées d'année en année. Le second, surtout extérieur, mais qui se manifeste et se reflète également à l'intérieur du parti, a consisté et consiste encore en des sollicitations et des pressions qui, au sens large, peuvent être appelées « révisionnistes »... Le révisionnisme de droite s'exprimait déjà en 1955-1956. Il se développa pendant la période du « miracle économique ». Il existe encore aujourd'hui. Il s'est doublé, plus récemment, d'une menace révisionniste "de gauche" ». Et c'est probablement dans le dessein de plaider « pro domo » que Togliatti, dans son récent essai sur « La Formation du groupe dirigeant du P.C.I. en 1923-1924 », établit une analogie à peine voilée entre la situation de la direction actuelle et celle du groupe Gramsci-Togliatti de 23-24, soutenu par Zinoviev, en lutte à la fois contre l'ultra-gauchisme de Bordiga et les tendances social-démocrates. Ce n'est pas non plus par hasard que la presse stalinienne a publié récemment nombre de documents faisant ressortir le rôle de force d'ordre joué par le P.C. après la Libération, ni que Togliatti, dans son discours à la Conférence d'Organisation (15 mars 1964), est revenu à plusieurs reprises sur les tendances « gauchistes » apparues à l'époque au sein du parti.

Cependant vingt ans d'exil et la répression fasciste ont distendu les liens entre la direction et la base. Le mouvement révolutionnaire de 1943, au cours duquel l'appareil a été, ici et là, largement débordé, a laissé des traces dans la conscience des militants. Aucune grave défaite n'a contribué, depuis, à resserrer autour de ses dirigeants les rangs, du parti stalinien. Malgré ses 1.800.000 adhérents, le P.C.I. est, en fait, une organisation relativement fragile, en dépit de l'immense autorité dont il jouit et de la confiance qu'il rencontre dans les larges masses ouvrières. Seul toutefois le regroupement d'une avant-garde marxiste, dont les éléments se dégagent peu à peu dans les combats de classe, et au sein même du parti, permettra au prolétariat d'enfoncer des coins dans les fissures de l'appareil et de faire éclater la vieille direction stalinienne.

Les vicissitudes internes de l'appareil évoluent au rythme de la crise de la bourgeoisie, mais aussi en fonction de la maturation qui s'opère chez les militants communistes du rang. Dans la dernière période, tout une pléiade de groupes de militants, très souvent des jeunes, plus ou moins organisés, ont rompu avec le parti, ou en ont été exclus dans un black-out total soigneusement entretenu par la direction et avec les procédés les plus grossiers et les plus déloyaux, qui réduisent à néant les bavardages grotesques sur le prétendu caractère « démocratique » du Parti Communiste Italien. Un cas parmi bien d'autres : le cercle Campo Marzio des J.C. de Rome, dont la majorité avait

adopté des thèses ouvertement marxistes et révolutionnaires dans le cadre de la préparation du Congrès de la F.G.C.I., fut dissous avant le Congrès, ses réunions dispersées par la force, son local fermé, ses responsables exclus par décret. Dans un tract diffusé à la porte même de la salle où se tenait le X^e Congrès du Parti, ce même groupe (« Ritorniamo a Lenin ») pouvait dénoncer le fait que ce congrès « ait été préparé par l'exclusion de dizaines de militants, et par l'isolement et la tentative de lynchage politique de centaines d'autres dans toute l'Italie ».

Ce mouvement qui s'accélère dans les secteurs les plus politisés de la base du Parti place les militants révolutionnaires, et, en premier lieu, ceux qui se réclament du trotskysme en face de leurs responsabilités : il dépend d'eux qu'il se polarise sur la base du programme, ou qu'il donne naissance à une nouvelle organisation centriste (dont, parmi d'autres, les militants « chinois » du Centre Lénine de Milan veulent déjà jeter les bases), qui serait un obstacle de plus sur la voie de la construction du Parti révolutionnaire.

Les élections législatives du 28 avril 1963 éclairent vivement les problèmes de la définition d'une stratégie révolutionnaire en Italie : d'un côté le Parti recueille deux millions de voix supplémentaires par rapport à la précédente consultation. Le prolétariat, la paysannerie, les couches paupérisées de la petite bourgeoisie se détournent de la D.-C., ainsi que du P.S.I., gravement compromis dans l'opération de centre-gauche, et s'adressent au P.C., en qui elles voient le porte-parole d'une politique révolutionnaire. Mais, simultanément, le Parti se vide rapidement de sa substance militante.

Des pans entiers des organisations communistes s'effritent, et l'usure est la plus rapide dans les secteurs ouvriers, ainsi que nous l'apprennent les chiffres publiés par E. Berlinguer dans le numéro de septembre-décembre de « Critica Marxista » :

	Effectifs	
	P.C.I.	F.G.C.I. (jeunesses)
1954	2.145.317	430.908
1956	2.035.353	358.126
1957	1.825.342	245.199
1963	1.614.886	172.206

P.C.I. : 1963/1954 : — 25 % ; F.G.C.I. (jeunesses) : 1963/1954 : — 40 %.

Nota : Il faut signaler, avant de poursuivre, que, selon les chiffres communiqués à la conférence d'organisation de mars 1964, le mouvement de baisse d'effectifs a pris fin cette année, et qu'une remontée a été amorcée, ce qui n'altère en rien le caractère significatif des chiffres officiels ci-dessus.

Tandis qu'entre 1954 et 1962 le nombre total d'ouvriers industriels a augmenté de 53,4 % pour atteindre 6.505.000 individus, les ouvriers membres

du parti ne sont plus en 1962 que 643.733 contre 856.314 en 1954, les salariés agricoles 206.684 contre 382.257 aux mêmes dates. Il est important, à cet égard, de relever la chute des effectifs qui a suivi la révolution hongroise. Malgré la « montée des jeunes » dans la population active, l'âge moyen des membres du parti tend à s'élever. Mais la donnée la plus significative est la suivante : en 1954, le parti comptait 11.495 cellules d'entreprises. Elles ne sont plus que 5.917 en 1962 (dont 4.538 cellules d'usines). Les cellules de quartier sont tombées de 45.440 à 32.077. Il arrive fréquemment que les cellules comprennent plus d'une centaine de membres, ce qui interdit toute espèce de travail communiste réel. Berlinguer (« Critica Marxista », n° 5-6, p. 206) dénonce d'ailleurs le glissement du P.C. vers un « parti d'opinion », et « la sous-estimation... du travail pratique et d'organisation ».

Pendant cette même période, le nombre des sections territoriales se maintenait (1954 : 9.569 ; 1962 : 8.895) : tout cela indique clairement l'extraordinaire rapidité à laquelle se poursuit la social-démocratisation du P.C. évaluée au niveau des données brutes d'organisation. Berlinguer (« C.M. », 5-6, p. 201) signale par ailleurs « des déviations électoralistes diffuses dans certains groupes de cadres, des manifestations d'indiscipline politique, etc. » ; il observe également « la lenteur du processus de formation de nouveaux cadres dirigeants » ainsi que « la difficulté croissante de faire venir de la production jusqu'à nos appareils, en tant que révolutionnaires professionnels (sic !), des forces neuves, socialement et professionnellement qualifiées ».

Sous le vocable, emprunté à Lénine, de « parti de type nouveau », la bureaucratie théorise ses propres carences. Mais elle va beaucoup plus loin encore : elle traduit l'exigence de la bourgeoisie de liquider jusqu'aux vestiges de l'organisation de combat qu'a été le P.C.I., dont elle sait que, malgré la politique actuelle de sa direction, il représente toujours pour les ouvriers communistes un pôle d'organisation, donc de regroupement et d'intervention dans la lutte de classes. C'est cette perspective qu'exprime cyniquement Giorgio Amendola (« Critica Marxista », n° 5-6, p. 184) dans ce passage qu'il faut traduire en entier, aussi exactement que possible : « ...Il est possible de construire une nouvelle unité démocratique, caractérisée par la pluralité des partis, des associations de masses, et par la multiplication des foyers de vie, d'initiatives et de mobilisation démocratique, une unité démocratique qui ne dépende pas d'accords précaires de sommet entre les partis, mais qui plonge ses racines dans une réalité populaire, dans une création originale de nouvelles forces unitaires (sic !). Le problème d'un parti unique des travailleurs, point de rencontre et de fusion des partis actuels de la classe ouvrière, a retrouvé son actualité. J'estime qu'il vaut la peine d'examiner ce problème, à la lumière de la situation du mouvement ouvrier international, de la transformation du système capitaliste, et en fonction de l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaire qui, nourries de la riche expérience du mouvement ouvrier international depuis la révolution d'Octobre, pourront indiquer

de nouvelles voies pour les progrès du socialisme dans les pays capitalistes occidentaux. Je crois en outre que cette nouvelle unité démocratique réalisée dans notre pays, articulée et différenciée, riche d'éléments originaux, dynamique, simple et robuste, capable de résister à toutes les forces scissionnistes et centrifuges, pourra préfigurer dans ses lignes essentielles ce que pourrait être un parti du Travail en Italie, phénomène nouveau, lié de manière originale au mouvement de masses et aux organismes de démocratie directe, dans le respect de l'autonomie réciproque des fonctions. Ainsi, le développement d'un tel mouvement unitaire pourrait préfigurer ce que serait en Italie un système socialiste, qui ne sera pas exagérément centralisé, comme le craignent les travaillistes, mais qui sera en revanche capable d'animer une planification démocratique garantissant l'initiative individuelle, un large système d'autonomies et de libertés politiques, qui stimulera la libre recherche culturelle et la confrontation des idées. »

« Nous voulons, écrivent quant à eux A. Natta et G. C. Pajetta, un parti qui ne soit pas démocratique pour la seule raison qu'il discute de ce qu'il faut faire ; nous avons besoin d'un parti qui soit démocratique parce qu'il fait à tous les instants et à tous les niveaux ce qu'il est nécessaire et possible de faire... Nous avons besoin d'un parti en état de remplir toujours mieux une série de fonctions spécialisées, un parti articulé pour une démocratie articulée... Il n'est pas douteux que la nécessité d'adhérer à la réalité que nous connaissons, celle d'une démocratie en mouvement, de rechercher et de faire nôtre une voie non insurrectionnelle vers le socialisme, au sein et sur le terrain de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui en Italie, exige du parti qu'il travaille sur les problèmes nouveaux de l'articulation, de la centralisation, de la démocratie, entendue comme participation consciente de centaines de milliers de membres du parti... » (« Critica Marxista », n° 5-6, p. 128.)

Sans aller aussi loin, la majorité stalinienne du P.C.I. lançait déjà en 1930, en pleine période fasciste, les mots d'ordre : « Assemblée républicaine à base de Conseils ouvriers et paysans », et « La Commune aux Travailleurs », que l'opposition de gauche italienne avait dénoncés en leur temps comme « reposant sur la théorie social-démocrate de la possibilité, pour l'Etat bourgeois et pour ses organes, de se transformer d'instrument d'oppression en instrument d'émancipation des masses travailleuses » (Blasco, « La lutte de classes », juillet 1930). Trente ans plus tard, la « théorie » du parti et de l'Etat mise au point par les dirigeants du P.C.I. recouvre toujours, sous un vocabulaire différent (autonomies régionales et communales, centres de décisions économiques et politiques, etc.), les mêmes utopies réactionnaires. Au nom du polycentrisme, ils ont largué les amarres qui les attachaient au mouvement international ; ils placent maintenant le parti, avec l'invraisemblable théorie du « parti de type nouveau » devant des propositions d'organisation qui débouchent à terme sur le sabotage pur et simple. Nul ne peut prévoir les immenses conséquences d'une telle proposition (remarquons en passant que, selon le bulletin « Unir »,

les « Italiens » auraient commencé un travail de fraction à la base du parti français, lequel relance, de son côté, l'idée du parti unique), ni surtout dans quels délais et au travers de quels bouleversements nationaux et internationaux, de quelles ruptures au sein de la bureaucratie stalinienne une telle perspective pourra émerger concrètement de la débauche verbale qui sert actuellement à la dissimuler et à brouiller les pistes.

Tout occupés à jeter les bases théoriques du « parti de type nouveau », les dirigeants staliniens jettent par-dessus bord tout l'acquit du marxisme, et tirent un trait sur leur propre passé et celui du mouvement ouvrier tout entier. Ainsi Lucio Magri, dans un extraordinaire article de « Critica Marxista » (n° 5-6), dénonce pêle-mêle les erreurs « jacobines » de « Que Faire ? » et du parti bolchevik, le caractère aventuriste de l'insurrection d'octobre 1917, et la nécessité de la filiation léninisme-stalinisme. En définitive, nous apprend Magri, ce qui manquait en Europe à l'issue de la première guerre mondiale, ce n'était pas des partis bolchéviks capables d'exploiter une situation révolutionnaire, mais une organisation qui aurait « réussi à créer autour d'elle un regroupement large et organique de forces sociales et d'idéaux » en vue d'une « perspective positive de transformation de la société », autrement dit, un parti de type nouveau.

Sur la voie de la liquidation du parti que prépare la bureaucratie stalinienne (ou certains de ses éléments) se dresseront les cadres d'usines et les militants communistes, ainsi que nombre de responsables. Le rôle des militants marxistes est de préparer une issue positive de cette crise en jetant, d'ores et déjà, les bases du parti révolutionnaire.

V

Le premier contrecoup des formidables difficultés qui assaillent les directions ouvrières traditionnelles a été la scission du Parti socialiste italien qui a amené la quasi-totalité de la gauche de ce parti (plus de 40 % des mandats au dernier congrès) à constituer le P.S.I.U.P. (11-12 janvier 1964) ou plutôt à le reconstituer comme le soulignent à chaque instant les dirigeants de la nouvelle formation : car ce n'est pas par hasard que Vecchiotti et ses amis se réclament de l'ancien P.S.I.U.P., produit de la fusion, en août 1943, du vieux parti réformiste P.S.I. et du M.U.P. (Mouvement pour l'Unité Proletarienne) de Lelio Basso, qui prit sa part par le canal du Front Démocratique Populaire et des gouvernements tripartis au rétablissement de l'ordre bourgeois en Italie dans les années de l'immédiat après-guerre.

Conséquents avec leur passé, les dirigeants de la gauche du P.S.I. ont tenté, autant et aussi longtemps qu'il leur fut possible, d'éviter la rupture, même après la constitution du gouvernement Moro-Nenni. Ce n'est pas ici le lieu de reprendre les obscures tractations par le moyen desquelles la direction de la gauche essaya d'esquiver l'agression de la droite qui exigeait

d'elle une capitulation sans conditions. (On peut se reporter à ce sujet à l'excellent article de A. Marsico dans « Partisans » n° 14.) Du point de vue qui nous intéresse, il est clair que la majorité ne provoquait la gauche que pour donner des garanties à la Démocratie-chrétienne, tandis que la minorité, bien qu'elle fût consciente des risques de l'opération et des possibilités de débordement qu'elle comportait, ne pouvait accepter le véritable suicide politique qu'aurait été une nouvelle capitulation. Le P.S.I. a dû entrer au gouvernement parce que la stabilité de l'ordre bourgeois l'exigeait. A son tour, la gauche a fait scission pour tenter de ne pas perdre le contrôle de la base socialiste et en particulier des cadres ouvriers du P.S.I. Telle a été la division du travail entre les deux ailes de la bureaucratie réformatrice.

Il faut rappeler, pour comprendre l'importance de ces événements, que le Parti socialiste italien (près de 500.000 membres) occupait une place réelle dans la lutte de classes : il avait conservé intacte sa base prolétarienne et avait su éliminer de ses rangs les sociaux-démocrates de droite type Saragat. La crise révolutionnaire ne l'a pas épargné. Son éclatement est dû, en dernière analyse, à la réfraction en son sein de la pression des classes opposées : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.

En l'absence d'une fraction révolutionnaire au sein du P.S.I., la pression de la base a accouché du P.S.I.U.P., enfant bâtard qui reflète à la fois les efforts d'une couche de bureaucrates pour conserver leur emprise sur les masses et la volonté révolutionnaire de ces masses qui disposent désormais d'un nouveau cadre d'organisation par où s'exprimer. La direction du P.S.I.U.P. ne contrôle pas le processus qui lui a donné naissance. Elle essaye désespérément de trouver des points de repère dans le tourbillon qui l'entraîne : d'où son désir, maintes fois répété, d'occuper « l'espace politique » laissé vide par la défection du P.S.I., qui ne signifie pas autre chose que sa volonté de reprendre à son compte la politique de collaboration de classe de la vieille formation réformatrice. Mais les choses ne lui sont pas faciles. Les travailleurs à la recherche d'une nouvelle direction risquent de s'engouffrer dans la brèche ouverte dans le front des bureaucraties par l'entrée du P.S.I. au gouvernement. Ils regardent vers le P.S.I.U.P., et placent en lui leurs espoirs révolutionnaires. La création du P.S.I.U.P. est un fait objectif dont la portée, dans la lutte des classes, échappe à ses propres auteurs. Il serait faux de ne voir dans le nouveau parti qu'une formation centriste, une de plus. Il est certes cela, par la politique de sa direction, mais il est aussi, face aux trahisons des organisations officielles, le reflet de l'exaspération des 140.000 militants qui, en deux mois, ont déjà adhéré, et des dizaines de milliers d'autres qui viendront par la suite, non seulement du P.S.I., mais aussi des secteurs traditionnellement influencés par le P.C. Les stalinien ont d'ailleurs fort bien compris, qui ont usé de toute l'influence (remontant à l'époque du frontisme) qui est la leur sur les dirigeants de la gauche socialiste pour éviter la scission, et qui, après coup, ont qualifié d'« issue négative » (L. Pintor, « C. C. », du 5 février 1964) et de « succès de la

Démocratie-chrétienne » (P. Ingrao, « Unità », 25 janvier 1964) la conclusion de la crise qui couvait déjà depuis des mois au sein du P.S.I.

Jusqu'à ce jour, toutes les déclarations politiques des dirigeants du P.S.I.U.P. ont procédé, quant au fond, d'un alignement intégral sur les stalinien, tant sur les problèmes étrangers que sur la situation intérieure. Leur volonté d'éviter à tout prix les heurts avec le stalinisme était déjà celle de l'ancien M.U.P., puis de la gauche du premier P.S.I.U.C., révolutionnaire en paroles, mais qui, dans les faits, se montra fort soucieuse de ne pas créer la moindre difficulté à Togliatti et consorts. Libertini, dirigeant national du nouveau parti, dans son intervention au Congrès de fondation, toute imprégnée de flagornerie à l'égard du P.C., repoussait du pied l'accusation de vouloir « déborder le P.C. sur sa gauche », et niait, dans son vocabulaire caractéristique de bureaucrate, que le P.S.I.U.P. veuille devenir un « parti chinois », incapable qu'il est de voir autre chose que la main des Chinois dans le fait que le P.C. se trouve, d'ores et déjà, « débordé sur sa gauche ». De son côté, Vecchiotti, dans son discours inaugural au même congrès, déclarait que le P.S.I.U.P. devait renoncer à « toute attitude artificieuse sur sa gauche, à l'égard du P.C.I. ». Tout en dénôçant de la sorte le danger de gauche, et bien qu'ils fassent en toute occasion acte d'allégeance à l'égard du P.C., les dirigeants du P.S.I.U.P. ne peuvent éviter d'employer un langage de classe, ne serait-ce que parce que leurs efforts pour justifier leur existence aux yeux de l'opinion ouvrière, pour construire et renforcer leur parti les contraignent à affronter le P.S.I. et le P.C.I. : d'où le « ton » de leur presse, et le caractère radical de certaines formules qu'ils laissent parfois échapper. Tout cela n'inspire nulle confiance à la bureaucratie stalinienne, qui, si elle relève avec satisfaction « le sens des responsabilités » et la « volonté d'unité » des dirigeants du P.S.I.U.P., ne manque pas de les réprimander sévèrement pour chacun de ces « écarts de langage », qu'elle évalue à leur exacte signification. Ainsi de l'article de Amendola (Rinascita 7-3-64) critiquant durement la déclaration du P.S.I.U.P. selon laquelle « la pleine réalisation de la programmation exige la défaite et le renversement de l'état capitaliste, ainsi que la prise du pouvoir par les travailleurs ».

L'hostilité du P.C. à l'égard du P.S.I.U.P. est particulièrement acharnée sur le terrain où les conflits de tendance sont potentiellement les plus dangereux : les syndicats. Pendant la préparation du Congrès de la F.I.O.M., le P.C. n'a pas hésité à faire passer en sous-main une partie de ses voix au P.S.I., de façon à renforcer la délégation de ce parti au détriment de celle du P.S.I.U.P. Tout en bramant sur tous les tons à l'autonomie et à la non-politisation du syndicat, les stalinien usent ici et là de manœuvres et de tentatives d'intimidation à l'encontre des militants du P.S.I.U.P. La direction du nouveau parti (auquel pourtant bien des responsables syndicaux ont adhéré par crainte des conséquences de la politique d'intégration de la droite socialiste) avait absurdement espéré maintenir l'unité du courant syndical socialiste. Aujourd'hui, elle dirige mollement et timidement son propre courant.

Prisonnière de son loyalisme à l'égard du P.C., elle ne peut réagir aux provocations staliniennes par l'explication ouverte devant les ouvriers. Aussi pratique-t-elle une sorte de chantage politique déguisé destiné à rappeler au P.C. que le prix de sa collaboration doit être acquitté : « La tendance de certains secteurs communistes, a déclaré Vecchiotti (*Mondo Nuovo*, 22 mars 1964), à dialoguer avec le P.S.I. ne serait grave que si la politique d'unité devenait une tentative d'influencer le centre-gauche par le canal du P.S.I. »

Répetons-le : indépendamment et contre la volonté de ses dirigeants, la naissance du P.S.I.U.P. crée, au sein de la classe ouvrière italienne, un nouveau pôle de regroupement. La physionomie du nouveau parti est donnée autant par les espoirs qu'il soulève chez les éléments d'avant-garde que par les intentions contre-révolutionnaires de sa direction. Son sort dépendra de l'attitude qu'il prendra dans les prochains combats de classe. Toutes les conditions sont réunies pour que les révolutionnaires interviennent dans le P.S.I.U.P. pour y exploiter les possibilités réelles qui existent d'en faire un parti ouvrier indépendant du stalinisme et de la social-démocratie, ce qui, succès ou échec, permettrait de faire un nouveau pas dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

VI

« La situation n'est pas révolutionnaire », clament pour se rassurer mutuellement les dirigeants du P.S.I.U.P. (Amaduzzi, *M. N.*, 19 janvier 1964) avec ceux du P.C. Elle ne l'est pas en effet, si l'on considère l'absence réellement dramatique d'un parti révolutionnaire, ou de ses premiers éléments, enraciné dans la classe. Il n'entre ni dans nos possibilités, ni dans le cadre de cet article, de dresser ici le tableau (mouvant) des différents groupes d'avant-garde. La plupart de ces groupes sont en voie de constitution et évoluent rapidement ; certains d'entre eux disparaissent sans laisser de traces. Aucun d'eux ne dispose de cadres ouvriers trempés dans les luttes des dernières années. D'où leur difficulté à poser en termes d'organisation concrets les problèmes mis à l'ordre du jour par la crise révolutionnaire, et en premier lieu celui des voies et des moyens de la construction du parti. L'indéniable maturation d'une avant-garde ouvrière se propage par mille canaux souterrains, et ne trouve pas encore une expression politique centralisée.

Il n'est pas possible de ne pas signaler ici le rôle néfaste joué par l'organisation italienne pabliste, les G.C.R. (Groupes Communistes Révolutionnaires). Enfoncés dans la politique d'entrisme « sui generis », ce groupe entretient (dans la mesure heureusement limitée de son influence) l'illusion du redressement de l'appareil du P.C. par le canal de la soi-disant

« gauche ». Abstraction faite de la dégénérescence totale de la tendance internationale à laquelle ils appartiennent, les G.C.R. se sont, par leur attitude d'opposition-alibi, complètement discrédités aux yeux de l'avant-garde ouvrière. Ce qui, en soi, ne serait pas grave, s'ils n'avaient en même temps donné à cette avant-garde une vue gravement déformée du trotskysme. Rien de solide ne se construira en Italie sans que soient mises à nu et arrachées les racines théoriques du pablisme, politique de conciliation avec la bureaucratie sur le dos des ouvriers communistes.

De la lutte de classe se dégagent peu à peu les éléments d'un système de revendications transitoires susceptible d'orienter les masses dans les voies de la révolution prolétarienne. Il est clair, pour n'en prendre qu'un seul exemple, que le mot d'ordre de « Front Unique Ouvrier » est aujourd'hui chargé d'un contenu révolutionnaire explosif. Tellement explosif même, que les dirigeants du P.S.I.U.P., qui se réclament cependant de l'expérience frontiste des années d'après guerre, n'y font nulle allusion, sachant que le P.C. ne pourrait que repousser de telles suggestions : en effet le mot d'ordre de gouvernement ouvrier P.C.-P.S.I.U.P.-P.S.I.-C.G.I.L. déchaînerait dans les masses un enthousiasme tel que les garde-fous que constituent les organisations traditionnelles n'y résisteraient probablement pas. Et pourtant n'est-ce pas la seule alternative sérieuse que les organisations ouvrières pourraient proposer aux différents plans « conjoncturels » mis en avant par la bourgeoisie et ses partis pour redresser la situation ? Le P.C.I. tient aujourd'hui à la bourgeoisie le langage suivant : « Sachez que nous sommes disposés à nous associer à vous pour remettre sur ses rails l'économie en difficulté. N'oubliez pas que nous sommes les seuls à pouvoir vous garantir pendant cette opération délicate l'ordre dans les usines et aux champs. » Quel serait le langage du Front Unique ? Celui-ci : « Vous êtes incapables de porter remède à la situation économique catastrophique que vous avez vous-même provoquée. Les travailleurs n'admettent pas de faire les frais de vos erreurs actuelles et de votre politique passée. Nous exigeons maintenant de gouverner à notre tour ! »

De larges couches de travailleurs sont prêts à entendre un tel langage, et de vastes secteurs du P.C., du P.S.I.U.P. et des syndicats peuvent se regrouper sur la base d'une telle politique. Le rôle des éléments révolutionnaires est de populariser auprès de ces couches, dans le cours de la lutte, les mots d'ordre de transition qui doivent être soigneusement mis au point sur la base du programme, et en tenant un compte exact des conditions de temps et de lieu. En même temps, c'est seulement autour et à l'occasion de l'élaboration d'un tel programme d'action que la sélection de la direction révolutionnaire pourra s'opérer. Il revient aux marxistes-révolutionnaires, en Italie comme à l'échelle internationale (l'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre), de placer dès maintenant ces problèmes au centre de leur activité.

mars 1964

J. STERN.

L'évolution de la littérature soviétique de Staline à aujourd'hui

Les changements qui se sont produits en U.R.S.S. depuis la mort de Staline concernent inégalement les divers domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Ils ne sont nulle part si profonds que dans le domaine littéraire ou, du moins, c'est dans ce domaine que les changements, leurs causes, leurs conséquences et leur nature réelles se sont reflétés avec le plus d'amplitude, sinon de violence.

L'intelligentsia soviétique constitue une couche sociale très diversifiée : au bas de l'échelle les instituteurs, professeurs de lycée et même les assistants de facultés sont à la fois accablés de travail et mal payés ; les « artistes » (1) au contraire forment un groupe privilégié et tout particulièrement les écrivains : une fois admis à l'Union des Ecrivains, le littéraire soviétique perçoit un honorable salaire mensuel, des droits d'auteur, un appartement confortable (avantage particulièrement important en U.R.S.S. où de très nombreuses familles vivent encore dans une seule pièce). Seuls lui échappent, en général, les droits d'auteur perçus par le gouvernement

(1) En russe, le terme « artiste » englobe les écrivains, peintres, musiciens, etc. Le salaire moyen d'un professeur, comme d'un médecin, est de 30 à 35 livres sterling par mois. Le gouvernement soviétique a d'ailleurs décidé, à la fin de 1963, d'augmenter quelque peu le salaire de ces deux catégories.

soviétique sur ses ouvrages publiés à l'étranger. L'admission à une section de l'Union des Ecrivains est évidemment limitée le plus possible par les bénéficiaires déjà installés, surtout dans les grandes villes. (2) Malgré cela l'Union rassemble plusieurs milliers d'écrivains qui constituent une véritable « élite sociale ». Outre leurs énormes avantages sociaux, les écrivains bénéficient de faveurs très appréciées comme la possibilité de se déplacer à l'étranger. L'ensemble de ces privilèges n'est apparemment contrebalancé que par deux inconvénients : d'abord le travail de l'écrivain est assez étroitement contrôlé, chaque ouvrage étant publié sous le contrôle et la responsabilité d'un collège rédactionnel d'en général cinq membres ; enfin et surtout l'écrivain peut voir tous ses avantages s'évanouir s'il est exclu de l'Union des Ecrivains. Cela ne signifie d'ailleurs pas que l'exclu se voit interdire toute possibilité de faire publier ses ouvrages ; il lui suffit de trouver une revue ou une maison d'édition provinciales assez loin de Moscou ou de Léninegrad. Mais socialement l'exclu est véritablement déclassé.

Si l'écrivain officiellement reconnu comme tel par son admission à l'Union est un privilégié, il ne participe pas directement à la gestion de l'appareil bureaucratique. Le réalisme socialiste lui enjoint seulement d'en justifier et d'en embellir le fonctionnement. De plus, à moins de n'être strictement qu'un valet de plume, l'écrivain a besoin pour exercer son métier d'une certaine liberté d'expression, de choix du sujet, de critique, qui ne peuvent être garanties que par une sécurité personnelle légale minimum. En dehors de cela la littérature — quel que soit son niveau artistique — s'éteint, comme cela s'est produit dans les années 1950 en U.R.S.S. Si l'on ajoute à cela que la littérature russe a toujours été traditionnellement beaucoup plus liée aux mouvements sociaux que la littérature occidentale on comprendra aisément que les écrivains soviétiques aient utilisés les concessions que leur faisait le régime, comme aux autres couches sociales, avec une ampleur et une force qui transformait rapidement la concession acceptée en une nouvelle revendication. C'est pourquoi la littérature soviétique est, depuis dix ans, le domaine où les tensions entre l'héritage stalinien, le « libéralisme khrouchtchévien » et la volonté d'émancipation se révèlent publiquement les plus vives et les plus explosives.

1) L'héritage du réalisme socialiste et le jdanovisme.

C'est dans les années 1934-35 que la littérature soviétique s'est vue imposer la nécessité de se conformer aux canons du *réalisme socialiste*. Ce terme a pris un sens de plus en plus restrictif jusqu'à mettre en cause l'existence même d'une littérature en U.R.S.S.

(2) Au début de 1962, sur 1.300 membres de l'Union des Ecrivains de Moscou, seuls 18 avaient moins de 30 ans et UN moins de 25 ans.

Expression du stalinisme dans le domaine de l'art, le réalisme socialiste est malaisément définissable, bien qu'il soit une des composantes fondamentales du système d'oppression bureaucratique soi-disant soviétique. En gros l'œuvre d'art doit représenter la société socialiste, ou l'un des aspects, de manière à persuader le lecteur de la supériorité de cette société et de manière, ensuite, à l'aider à se perfectionner et à la perfectionner. D'où le caractère propagandiste et moralisateur des œuvres officiellement les plus typiques : celles de Fadeiev, B. Polevoi, C. Simonov, Babaievski, etc.

La grande époque du réalisme socialiste s'étend de 1946 à 1953. Le 14 août 1946 le Comité Central du P.C.U.S. publie un décret consacré à la littérature, attaquant violemment les revues léningradoises *Zvezda* et *Léninegrad* et deux grands écrivains soviétiques publiés dans ces revues : Zostchenko et Akhmatova. Ce décret définissait en même temps les tâches de la littérature soviétique :

« La force de la littérature soviétique, qui est la littérature la plus avancée du monde, consiste en ce qu'elle est une littérature qui n'a et ne peut avoir d'autres intérêts que les intérêts du peuple, les intérêts de l'état. La fonction de la littérature soviétique est d'aider l'état à éduquer correctement la jeunesse, à répondre à ses besoins, à apprendre à la nouvelle génération à être forte... »

Le 26 août et le 4 septembre, deux décrets du Comité Central appliquent les mêmes principes à l'égard du théâtre et du cinéma. Le 4 septembre, le présidium de l'Union des écrivains affirmait que l'une des tâches essentielles de l'Union était « l'éducation de l'écrivain soviétique comme serviteur fidèle et attentionné des intérêts du peuple et de l'Etat soviétique, comme auxiliaire du Parti dans l'éducation communiste du peuple. » L'éducateur doit donc être éduqué. La méfiance de Staline vis-à-vis des littérateurs mesure la difficulté de la tâche qui leur est assignée : si le réalisme socialiste se contentait d'être la représentation fidèle de la société « soviétique » existante, l'Union des écrivains, c'est-à-dire l'appareil policier chargé de contrôler les activités des littérateurs, n'aurait nul besoin d'éduquer ses membres. Le sens réel du réalisme socialiste c'est la réduction de la littérature au rôle de Premier Propagandiste du Bureau politique. Cela signifie sa disparition en tant que littérature, ce qui va poser très vite un problème dont Staline lui-même aura conscience.

A la littérature de guerre les décrets du Comité Central substituent l'ère du culte de l'optimisme, ce que l'on a appelé la *Babaevschina*, d'après le nom du romancier Babaievski, spécialisé dans la production de romans roses et dans la peinture idyllique de la vie stalinienne, entre autres dans *Le cavalier à l'étoile d'or* et *La lumière sur la terre*. La production jdanovienne est caractérisée par une idéalisation sans vergogne de la vie littéraire soviétique et par la réduction du conflit littéraire, romanesque ou dramatique à sa plus simple expression : le bien, dont le triomphe est évident dès les premiers mots et le mal qui représente soit des éléments étrangers

à la société soviétique, soit les restes d'éléments retardataires qui y subsistent encore, si faiblement que ce soit.

Par rapport à la période d'avant la guerre le Jdanovisme se distingue par l'application régulière de la terreur à la solution des problèmes littéraires et artistiques. Le stalinisme ne pouvant reconnaître qu'il est lui-même responsable de l'évanouissement progressif de la littérature soviétique cherche des boucs émissaires, qui se voient le plus souvent chargés de crimes extra-littéraires. Par le public qu'il peut toucher l'écrivain est un danger potentiel.

En 1949, un an après la mort de Jdanov, s'ouvre la première grande campagne terroriste dans le monde des lettres : la campagne anticosmopolite. Quelques critiques théâtraux ayant dénoncé l'affadissement de la notion de conflit dramatique dans le théâtre soviétique, une violente attaque est lancée contre eux le 28 janvier 1949 par *La Pravda* dans un article intitulé « *Sur un groupe antipatriotique de critiques de théâtre* ». La campagne avait été précédée, pour donner le ton, par une dénonciation de la revue *Znamja* accusée d'avoir « faiblement participé à la lutte pour démasquer le cosmopolitisme bourgeois » et de ne « pas avoir mené une lutte active contre le formalisme et le naturalisme en littérature ». La *Pravda* dénonce ainsi les critiques dramatiques mis en cause :

« Des nids d'esthétisme bourgeois, servant de camouflage à une attitude antipatriotique, corrompue, cosmopolite à l'égard de l'art soviétique... Le formalisme esthétique sert seulement de camouflage à un contenu antipatriotique... Le devoir fondamental de la critique du Parti est d'écraser idéologiquement ce groupe antipatriotique de critiques théâtraux. »

Devant le redoublement des attaques les écrivains mis en cause confessent leurs erreurs. Mais dans le style hystérico-policier alors à la mode on les accuse de conspiration. La *Literaturnaja Gazeta* du 26 février les décrit ainsi :

« Ils ont cherché à représenter la longue chaîne de leurs crimes commis consciemment comme « des erreurs dues au hasard ». Les faits les ont réfuté. Mis le dos au mur, ils se sont trouvés contraints d'admettre, de mauvaise grâce et incomplètement, l'existence d'un groupe, d'un accord, d'actions coordonnées préparées d'avance. »

A travers les malheureux littérateurs, la campagne vise deux buts : orchestrer dans le domaine des lettres la campagne anticosmopolite organisée alors sur le plan politique et qui vise les Juifs et les prisonniers de la guerre 1941-45 ; balayer toute tentative de desserrer le contrôle esthétique et politique du parti sur la vie artistique. Pendant toute cette période la presse soviétique prit plaisir à donner les « véritables noms » des journalistes et écrivains juifs qui utilisaient des pseudonymes russes, tâche confiée tout particulièrement, bien sûr, à d'autres journalistes juifs. Les écrivains visés disparurent un temps de la scène littéraire.

Toutes les campagnes se déroulant sur le même modèle, il suffit de signaler les suivantes :

En juillet 1951 un article de *La Pravda* « contre les déviations idéologiques dans la littérature » marque le début de la campagne, inverse de la précédente, contre le nationalisme bourgeois. Le prétexte en est un poème de l'Ukrainien Sosjura, *Amour de l'Ukraine*, et, secondairement, le livret d'un opéra sur Bogdan Khmelnytsky, héros cosaque du XVII^e siècle, écrit par Vasilevkaya et Korneitchouk. Le poème de Sosjura avait été écrit en 1944. On lui reprochait maintenant de peindre une Ukraine intemporelle et non pas l'Ukraine radieuse de 1950. L'Ukraine industrialisée, heureuse de travailler « la nouvelle et florissante Ukraine soviétique ». Cette campagne s'étendit au domaine de l'histoire : c'est alors en effet que les héros des populations allogènes non russes qui s'étaient jadis battus contre l'expansion tzariste furent frappés de déchéance et ramenés au rang d'agents anglo-turcs. Dans le domaine proprement littéraire la campagne avait pour but de pourchasser toutes les manifestations d'apolitisme littéraire : dans la mosaïque de peuples qu'est l'U.R.S.S. le retour aux thèmes traditionnels du « sol natal », de la « région » était une porte de sortie assez commode pour les écrivains qui refusaient d'être des poètes-policiers. La campagne prend vite l'allure d'une lutte pour imposer les points de vue d'un nationalisme grand-russe dont Staline avait fait l'un des thèmes de sa politique. L'exaltation chauvine de la Russie, d'Ivan le Terrible à Staline, devait remplacer la satisfaction des besoins matériels des masses. Elle va si loin que, le 2 août 1951, *La Pravda* s'en prend brutalement à la vieille épopée azerbaïdjanaise du XI^e siècle *Dede Korkout*, qualifiée soudain « d'ouvrage réactionnaire... scandaleux », servant à diffuser les « idées nationalistes pan-turques »... « épopée ignoble, d'esprit hostile au peuple ». Quelques semaines plus tard *La Pravda* annonçait : « Grâce à l'intervention du Comité Central du parti communiste azerbaïdjanais on est heureusement parvenu à démasquer le caractère réactionnaire du poème épique *Dede Korkout*... » (3).

En 1952, enfin, Staline entama la liquidation de l'intelligentsia juive qui mena à la mort des dizaines d'intellectuels comme Markich, Kvitzko, Bergelson et qui culmina dans le « complot des médecins juifs ».

Il est alors manifeste que le régime stalinien n'a pas su résoudre correctement le problème qui se pose à lui : à la fois contrôler étroitement la littérature pour en faire un instrument de propagande efficace et assurer une large diffusion de cette littérature conformiste. Mais, pendant que les ouvrages de Tolstoï, Pouchkine ou Gogol, les traductions de C. Dickens, M. Twain, J. Verne ou V. Hugo disparaissent à peine édités, les œuvres des auteurs soviétiques encombrant les rayons de librairie. Du point

(3) Le 11 janvier 1951, *Culture et Vie*, hebdomadaire de l'agit-prop du C.C., avait déjà dénoncé le vieux poème épique bouriatio-mongol *Gesser-Khan* pour son « caractère réactionnaire » parce qu'il prônait « l'hostilité contre le peuple russe » à qui les bouriates et les mongoles devaient « leur liberté et leur bonheur »..., affirmation assez étrange si l'on pense que les bouriatio-mongols avaient été soumis par le régime tzariste à la domination grand-russe.

de vue même de la bureaucratie et de ses intérêts la littérature soviétique était en crise puisqu'elle apparaissait incapable de porter la bonne parole aux masses qui s'en détournaient. L'immixtion du parti dans les moindres détails de la vie littéraire ne pouvait que stériliser la littérature : lorsque A. Fadeiev, écrivain-policier type, se voit obligé en 1951 de publier une version corrigée de la *Jeune Garde*, roman qui avait obtenu le prix Staline en 1946, l'acte même d'écrire apparaît comme dangereux dès que l'écrivain ne se limite pas à une transposition « esthétique » des résolutions du Bureau Politique.

Il fallait donc combler un peu le fossé qui s'était creusé entre l'art officiel et les masses, rendre un peu de vie à la littérature. Les bureaucrates s'attelèrent à cette tâche du vivant même de Staline, en lançant en 1952 la campagne pour le *développement de la satire*. Dans le réalisme socialiste stalinien la notion littéraire de conflit s'amenuisait considérablement et tendait logiquement à disparaître. Elle ne subsistait plus que sous la forme d'une lutte extérieure entre le monde capitaliste et le monde socialiste et d'une lutte intérieure entre le passé et le futur, entre le bien et le mieux. L'écrivain soviétique devait manier avec une extrême précaution la notion de conflit interne au monde soviétique, toute critique pouvant très facilement être imputée à calomnie. Dans une semblable atmosphère la satire est évidemment impossible ; elle se réduit au manquement de la dénonciation policière contre tous ceux qui sont à un moment donné les ennemis de la bureaucratie dirigeante.

Il n'est donc pas étonnant qu'un « dramaturge » soviétique, titulaire du prix Staline, cynique total et fort corrompu par surcroît, N. Virta, soit allé jusqu'à élaborer la théorie de l'absence totale de conflit dans la littérature et tout particulièrement le théâtre soviétique, absence due au très haut niveau social et culturel atteint par l'U.R.S.S. Attaqué, Virta tourna complètement casaque et dans un article intitulé « *Parlons franchement* », publié par *Sovietskoe Iskustvo*, il expliqua : « ses fausses conceptions furent la conséquence des observations qu'il avait faites sur la manière dont les pièces soviétiques qui contenaient de vifs conflits vitaux réussissaient à franchir les barbelés que tendaient devant elles les agences chargées du répertoire ». Virta rejetait ainsi les responsabilités sur le contrôle bureaucratique imposé à l'activité littéraire.

Au même moment les journaux du parti lançaient une campagne destinée à redonner un peu de vie à la littérature soviétique et centrée sur deux thèmes : nécessité de développer une authentique satire soviétique ; dé-schématiser, « rendre typique » la peinture de la société. *La Pravda* du 4 mars 1952 affirme : « nous voulons nos Gogols et Shchedrins ». Un éditorial du 7 avril 1952 intitulé *Surmonter notre retard dans la dramaturgie* insiste sur la nécessité de peindre des hommes « réels » : Un écrivain tout dévoué au pouvoir, et qui compte aujourd'hui parmi les plus enragés des ultra-staliniens écrit en mai :

« Les pièces doivent représenter l'homme d'une manière compré-

hensive et détaillée. Représenter un ouvrier ne signifie pas qu'il faille mettre en scène un tourneur au moment où il fait son travail. Nous devons connaître son monde intérieur, ses amours, ses amitiés, toute la gamme des sentiments et des passions qui sont les siens. » (*Literaturnaja Gazeta*, 27 mai 1952.)

La littérature réaliste socialiste doit inculquer au lecteur un certain nombre de valeurs, celles du travail, de la famille, de la patrie, du dévouement et de l'abnégation de soi. L'édification stalinienne du « socialisme dans un seul pays » a besoin d'inculquer aux masses ces « valeurs » que la bourgeoisie chérissait de la même ferveur aux temps de l'accumulation primitive du capital. Mais une littérature qui ne peignait plus que l'homme au travail comme si n'existait plus aucun autre moment de l'existence dépassait le but recherché. Peindre des Stakhanov c'était bien, ne peindre que des Stakhanov était une faute d'autant plus grave que les ouvriers et les paysans avaient, et ont encore, une haine solide pour ces héros-valets de la bureaucratie. *La Pravda* du 28 août 1952 s'élève contre cette erreur au cinéma : « Il est assez fréquent que les auteurs de scénarios subordonnent les riches matériaux de la vie à un schéma général, représentant les ouvriers et les paysans d'une façon unilatérale comme des gens entièrement absorbés par les intérêts techniques. »

Il est impossible d'évaluer les développements qu'aurait pu prendre cette campagne. La mort de Staline va en effet se traduire entre autres par la liquidation d'une des thèses fondamentales au nom de laquelle se définissait la politique stalinienne dans le domaine des arts comme dans celui de la vie sociale et politique : la thèse du renforcement de la lutte des classes concomitant au renforcement du socialisme en U.R.S.S. En tout cas la nouvelle orientation littéraire prise en 1952 souligne que dans le domaine littéraire comme ailleurs l'échec de la politique de Staline était total. L'utilisation de la terreur pour résoudre les problèmes littéraires avait tué la littérature soviétique ; réduire ou supprimer la terreur était le seul moyen de donner un fondement réel aux appels à un renouveau de la satire et de la peinture vraie de l'homme vrai. Mais le régime stalinien ne pouvait subsister absolument intact que s'il maintenait intact le fonctionnement de la terreur, seul moyen qu'avait la bureaucratie de maintenir sa domination devant l'immense grève passive des masses et de l'intelligentsia soviétiques. La situation potentiellement révolutionnaire dans laquelle les héritiers de Staline ont mis involontairement l'U.R.S.S. en liquidant une partie de l'héritage de leur maître suffit à prouver cette assertion.

2) Le dégel.

Trotsky a écrit :

« Un parti révolutionnaire n'est ni capable ni désireux d'assumer la tâche de « diriger » et encore moins de commander l'art, avant comme après la conquête du pouvoir. Une telle prétention ne peut

entrer que dans la tête d'une bureaucratie ignorante et impudente, intoxiquée par son pouvoir totalitaire, et qui est devenue l'antithèse de la révolution prolétarienne. L'art, comme la science, non seulement ne recherche pas des ordres mais de par son essence même il ne peut les supporter». (Juin 1938)

C'est au nom de ce principe que Trotsky, en collaboration avec Lounatcharsky et Boukharine, rédigea en 1925 une résolution adoptée par le Comité Central où l'on peut lire entre autres :

« Sans se tromper sur le contenu de classe des courants littéraires, le parti, comme entité, ne peut accorder une faveur quelconque à une conception quelle qu'elle soit de la forme littéraire... Le parti ne peut soutenir une seule fraction littéraire... Le parti doit se prononcer pour une libre émulation des divers groupes et courants littéraires... Le parti doit étouffer toutes tentatives d'immixtion administratives, arbitraires et incompétentes. »

Depuis le décret du Comité Central du 23 avril 1932 qui dissout les associations d'écrivains existantes et ordonnent le regroupement de tous les littérateurs dans une Union des écrivains étroitement subordonnée au parti, la politique stalinienne est allée dans un sens exactement opposé à celui de la résolution de 1925. Dès la mort de Staline les écrivains ont cherché spontanément à retrouver la tradition interrompue : l'exercice de leur métier et de leur art sans contrôle comme sans tentative de remettre en cause les acquis de la révolution d'octobre.

La première manifestation revendicative du mouvement qui allait recevoir le nom de Dégel fut la publication d'un article de la médiocre poétesse léningradoise Olga Bergoltz : *Une conversation sur la poésie lyrique* (*Literaturnaja Gazeta*, 16 avril 1963). O. Bergoltz soulignait que la poésie lyrique soviétique était morte parce que les poètes étaient astreints à traduire dans leurs œuvres une vision intégralement optimiste de l'homme et de la société. Ehrenbourg, Paoustovski, Tvardovski, écrivains chevronnés, affirmèrent dans les mois suivants le droit de l'écrivain à obéir aux exigences de sa personnalité. Cette revendication était liée à l'obtention par l'écrivain des garanties de sécurité personnelle légale minimum, que laissait attendre la réforme du Code pénal promise par Malenkov, mais qui ne devait devenir effective qu'après la liquidation de Béria et le démantèlement d'une partie de l'appareil policier passé sous son contrôle. La soumission des diverses polices au parti et la régularisation du fonctionnement du parti constituaient des garanties réelles pour les écrivains dans la mesure où ceux-ci appartiennent socialement aux couches privilégiées de l'U.R.S.S.

Un article de Pomerantsev *De la sincérité en littérature*, publié dans le numéro de décembre 1953 de *Novy Mir*, porta le débat à un stade plus élevé. Pomerantsev dénonçait le règne de « l'insincérité » dans la littérature soviétique ; il y voyait la cause essen-

tielle de sa médiocrité. Malgré la prudence de l'auteur qui laissait prudemment dans l'ombre les réponses à la question qu'il posait (« Comment l'insincérité a-t-elle pu entrer dans notre littérature ? ») les réactions officielles furent brutales. Sur dénonciation du secrétaire de l'Union des écrivains Tvardovski fut destitué du poste de rédacteur en chef de *Novy Mir* et remplacé par le plus docile C. Simonov. Mais il suffisait que l'engrenage de la terreur soit enrayé pour que le flot des critiques monte à l'assaut de la bureaucratie. Trois mois après l'article de Pomerantsev la revue *Théâtre* publia une pièce de Zorine, *Les invités*, dont l'argument et le contenu mettent en cause la nature même du pouvoir bureaucratique :

Zorine met en scène trois générations de soviétiques : un vieux bolchévik, Alexis Kirpitchev, resté moralement fidèle à ses origines ; son fils Pierre, haut fonctionnaire cynique, marié à une parvenue ; les deux petits-fils, dont l'un est un teddy-boy qui court les cafés. A un moment de la pièce la sœur de Pierre, Varvara, intervient dans une conversation de ce dernier et de sa femme en s'écriant : « Comme je déteste ces bourgeois ! ». Elle déclare plus loin qu'à l'égard de ces bourgeois elle « ressent quelque chose qui ressemble à de la conscience de classe », pour terminer par une question à laquelle elle ne trouve pas de réponse : « Comment ce joli monde a-t-il pu se former dans notre pays ? ». Dans une conversation avec son fils, Pierre, le vieil Alexis évoque les vieux bolchéviks et dit : « J'ai travaillé à côté d'eux et je n'ai pas connu le goût du pouvoir. Mais toi, tu l'as connu dès ton enfance et cela t'a corrompu. » La pièce fut retirée de l'affiche après la deuxième représentation. En juin, le « Collège » du ministère de la culture dénonça la pièce comme une « absurdité nuisible ». Absurdité nuisible bien sûr que ce passage où Alexis disait à son fils :

« Le pays est devenu plus fort, les gens sont devenus plus riches... Mais il y a dans tout cela un côté négatif : en même temps que les gens honnêtes, que les travailleurs d'élite, des gens comme vous sont apparus : des aristocrates conscients de leur rang, cupides, vaniteux et loin du peuple. »

Mais ce sont là exactement les mots dont se servent les étudiants et les ouvriers russes pour caractériser ceux qui prétendent parler en leur nom. Moins d'un an après la mort de Staline, les premières manifestations de libéralisation littéraire débouchaient donc sur une mise en cause du caractère de la bureaucratie et de sa prééminence sociale. Ce processus s'est répété et se répète à chaque fois dans tous les domaines : pour engager les ouvriers à travailler plus et mieux, les paysans à produire plus, les intellectuels à produire mieux, la bureaucratie fait quelques concessions. La porte aussitôt entrouverte, la bureaucratie doit faire tous ses efforts pour qu'elle ne s'ouvre pas plus. Les premières concessions ouvrent les cycles de revendications qui mettent en question son pouvoir politique et ses privilèges sociaux : l'économie soviétique est encore par trop une économie de pénurie pour que la bureaucratie puisse

répartir harmonieusement ses privilèges et desserrer sensiblement son pouvoir absolu.

Le numéro de mai 1954 de *Znamia* publiait la première partie du nouveau roman d'Ilya Ehrenbourg, *Le Dégel*, qui devait donner son nom à cette période. L'engagement d'Ehrenbourg, personnage officiel et prudent, ancien calomniateur patenté des trotskystes, des surréalistes, du *Poum* et de tant d'autres, prouvait qu'une fraction au moins des cercles dirigeants appuyait la libéralisation entamée. Le mouvement tendit à nouveau à sortir des limites officielles : le 26 octobre la *Literaturnaja Gazeta* publia une lettre ouverte de sept écrivains renommés (B. Kaverine, Kazakievitch, Loukonine, Marchak, Paoustovski, Pogodine et Chipatchev) qui s'élevaient violemment contre la bureaucratisation de l'Union des écrivains :

« *L'activité du syndicat des écrivains s'exerce à vide... La littérature suit sa propre voie qui ne coïncide pas avec celle des bureaucraties... La liquidation des commissions du syndicat ne ferait de mal à personne...* »

Au mois de novembre la polémique ouverte par cette lettre s'élargit et des écrivains modérés réclamèrent la création de sections de base de l'Union des écrivains à Moscou et dans toutes les grandes villes d'U.R.S.S. (*Pour une véritable démocratie dans l'Union des écrivains*, de A. Bezymenski et Korolkova dans la *Literatournaja Gazeta* du 13 novembre, idée reprise dans le même journal, le 23 novembre, par un article de N. Zadornov.)

Deux jours avant l'ouverture du deuxième congrès des écrivains, le 13 décembre, une délégation de l'Union des écrivains est reçue par la direction du parti. Pour régulariser le fonctionnement de sa domination sur l'U.R.S.S., la clique dirigeante du P.C.U.S. cherche à s'associer les couches les plus larges de la bureaucratie en les consultant, en les associant aux décisions qu'elle prend dans leur domaine d'activité. C'est une « démocratisation » soigneusement limitée à ceux qui participent plus ou moins directement aux privilèges de la bureaucratie dirigeante. Si elle n'exclut pas l'usage de l'argument d'autorité, la discussion remplace la terreur. Cela ne peut représenter une rupture avec le stalinisme que pour les impressionnistes vulgaires qui jugent de la nature sociale d'un régime par le nombre des prisons ou l'élégance féminine.

Cérémonie publique, le deuxième congrès reste bien en deça des initiatives individuelles qui l'avaient précédé. La division probable de la direction du parti se reflète dans les attaques menées contre *Le Dégel*, d'Ehrenbourg. Un mois avant l'ouverture du congrès, dans le numéro de novembre de la revue *Théâtre*, le dramaturge Alexandre Stein avait publié une pièce, *Une affaire personnelle*, dont l'argument souligne l'approfondissement de la critique littéraire du passé stalinien : en plein « complot des médecins » un honnête communiste se fait exclure du parti par un dirigeant arriviste qui sait utiliser les consignes de « vigilance » et l'atmosphère de suspi-

cion hystérique et policière des années 1950. Maintenu à l'affiche, au contraire de la pièce de Zorine, *Les invités*, *Une affaire personnelle* connut une vogue significative puisque c'est une œuvre politique et que le public soviétique déserte les théâtres où l'on donne des pièces politiques conformistes.

L'année 1955 est une année d'adaptation prudente aux possibilités nouvelles et incertaines. En même-temps que l'on réhabilite certains écrivains fusillés sous Staline, comme Babel, un fonctionnaire du parti, Mikhaïlov, remplace le philosophe Alexandrov au ministère de la Culture. La lutte fractionnelle qui se déroule alors dans les sommets de la bureaucratie et surtout les remous du vingtième congrès (février 1956) donnent au mouvement de libéralisation littéraire un nouvel élan qui se traduit, cette fois, par un double saut qualitatif :

1) De nombreuses œuvres paraissent qui mettent en cause le contenu traditionnel du réalisme socialiste et, par là souvent, les fondements sociaux de l'U.R.S.S. bureaucratique : les poèmes de Kirsanov (*Les sept jours de la semaine*) et Evtouchenko (*Station Zima*), le roman de Doudintsev (*L'homme ne se nourrit pas seulement de pain*).

2) En 1954, on l'a vu, un grand nombre d'écrivains s'étaient dressés contre la tutelle de l'Union des écrivains, soit en demandant sa liquidation, soit en exigeant sa décentralisation. La tentative est reprise à un niveau plus haut en 1956. Sous la direction de Benjamin Kaverine, un groupe d'écrivains décide de constituer une organisation syndicale autonome des écrivains, parallèle à l'organisation bureaucratique officielle.

Ce double mouvement critique et organisationnel s'exprime de manière spectaculaire dans la publication de l'almanach *Moscou Littéraire*, dont le tome II est mis sous presse dans les premiers jours de la révolution hongroise. La publication de l'almanach était destinée à fournir un programme, au moins une plate-forme, à l'opposition littéraire. Le collége rédactionnel comprenait entre autres : M. Aliguer, A. Bek, B. Kaverine, E. Kazakievitch, C. Paoustovski, V. Tendriakov. Le tome II contenait de nombreux textes dénonçant vigoureusement le caractère bureaucratique du pouvoir soviétique, et ce tout particulièrement dans les campagnes (A. Yashine : *Les leviers* ; N. Jdanov : *Retour à la maison*).

« On ne doit pas seulement nous donner des leçons, on doit aussi nous écouter. Mais tout vient d'en haut, toujours d'en haut : les plans, les présidents, les normes de rendement. On n'a pas le temps de chercher à convaincre les gens : pourquoi faire d'ailleurs ? C'est bien plus facile comme cela. Tout ce que l'on a à faire c'est de transmettre les instructions et de prodiguer des conseils. » (A. Yashine : *Les leviers*).

Le critique dramatique A. Kron tentait d'approfondir la critique du stalinisme en dépassant la thèse officielle du « culte de la personnalité » et des manigances pro-impérialistes de Béria. Cette cri-

tique ne s'élève pas au-dessus du niveau d'une description idéaliste, mais dans la mesure où elle souligne elle-même le caractère idéaliste et subjectiviste de l'idéologie stalinienne, elle constituait alors une première plate-forme de discussion :

« Tout culte quel qu'il soit est organiquement hostile à la conception du monde scientifique du prolétariat, le marxisme-léninisme. Là où il y a un culte, la pensée scientifique est obligée de reculer devant la foi aveugle, l'esprit créateur devant le dogme, l'opinion publique devant l'arbitraire. Le culte engendre une hiérarchie des serviteurs du culte : toute divinité a besoin d'évêques et de flatteurs. Le culte est incompatible avec la critique, et la critique la plus saine est aisément transformée en hérésie et en sacrilège. Le culte est anti-populaire dans son essence même : il humilie le peuple et oblige à considérer comme un don venu d'en haut ce qui a été entièrement payé par la sueur et le sang du peuple... Le chef était le serviteur du peuple, mais quand des millions d'individus conscients se levoient au seul nom de leur « serviteur », il y avait là quelque chose de tout à fait étranger aux traditions démocratiques dans lesquelles nous avons été élevés par la révolution et par le régime soviétique... Nous devons apprécier lucidement nos forces et nos possibilités, et nous verrons que nous en avons plus qu'assez pour surmonter de façon résolue et conséquente les séquelles du culte dans tous les domaines de notre régime, économique, politique et culturel... Le culte de la personnalité, c'est avant tout une perversion idéologique. »

Le tome II de *Moscou Littéraire* fut remis à l'imprimeur en pleine insurrection hongroise, au moment où la bureaucratie dirigeante, mise en danger par la montée révolutionnaire en Hongrie et en Pologne, se durcissait brutalement : la bureaucratie était favorable à une libéralisation nécessaire pour harmoniser les relations entre elle et l'intelligentsia, mais elle était hostile à une libération menaçante pour elle. La révolution hongroise montrait clairement qu'une agitation intellectuelle au départ circonscrite aux sommets de l'intelligentsia pouvait devenir, si elle se liait au mécontentement des masses, un facteur d'explosion. En l'absence de toute organisation indépendante des travailleurs l'intelligentsia jouait vis-à-vis d'eux le rôle d'un détonateur à l'égard d'un baril de poudre. Par eux-mêmes la tentative de création d'un syndicat autonome des écrivains et la critique sociale réformiste qui en constituait la plate-forme ne constituaient que des phénomènes limités, mais ils témoignaient d'un premier regain de conscience dans un pays où tout l'effort de la bureaucratie stalinienne a été de liquider tous les foyers possibles d'éveil de la conscience, à commencer, évidemment, par les vieux bolchéviks, y compris les plus humbles et y compris l'essentiel de la propre fraction de Staline. Sans moyen de prise de conscience, la réaction des masses à la domination et au gaspillage bureaucratique tend à se réduire au cadre de la combine individuelle, du sabotage perlé, du refus passif, de la grève des bras croisés.

En juin 1957, dans un avertissement lancé aux écrivains rebelles, Kroutchev affirma que si l'on avait coupé la tête à une douzaine d'intellectuels en Hongrie, en 1956, la « contre-révolution » ne se serait pas produite. Cette exagération manifeste, si elle prouve une incompréhension très bureaucratique de la spontanéité des masses, traduit aussi la nécessité pour la bureaucratie de domestiquer la culture pour maintenir sa domination.

Les années 1957-58 marquent le triomphe de la réaction conservatrice qui suit l'écrasement de la révolution hongroise. En faire l'historique serait dénué d'intérêt. De l'offensive brutale contre les tenants de la libéralisation intellectuelle, extrayons ce seul passage d'une intervention d'Alexis Sourkov à l'Union des écrivains de Moscou en janvier 1958 :

« Malheureusement mes espoirs ont été déçus : je pensais que quelques camarades qui ont des positions extrémistes parleraient à cette conférence, non pas pour se couvrir la tête de cendres, mais pour dire, se montrant ainsi véritablement hommes, qu'ils ne recommenceraient pas de telles fautes. »

Si quelques écrivains, en effet, avaient capitulé devant l'offensive conservatrice (Kazakievitch, Bek, Aliguer), la majorité s'était réfugiée dans le silence. Ce texte de Sourkov, le « malheureusement mes espoirs ont été déçus » traduit l'essentiel de la différence entre le « stalinisme » et le « kroutchévisme », la disparition de la terreur et de la crainte de l'annihilation physique comme moyen de régler toutes les questions : l'écrivain dénoncé par un collègue-policier sait que cette dénonciation ne signifie plus l'envoi dans un camp de concentration. Sofronov avait traité Doudintsev, Kirsanov et consorts d'« épileptiques », mais les épileptiques ne perdirent pas leurs têtes ; ils purent continuer à écrire ; tout simplement leurs œuvres de l'été 1956 étaient à l'index.

L'affaire Pasternak, déclenchée par l'attribution provocatrice du prix Nobel de littérature (4) à l'auteur du *Docteur Jivago*, publié en Occident en novembre 1957 mais interdit en U.R.S.S., relança à un niveau supérieur la contre-offensive stalinienne tout en en montrant les limites : Pasternak fut contraint de renoncer à son prix Nobel après qu'il se fût déclaré « infiniment reconnaissant, touché, fier, ravi, ému », il fut exclu de l'Union des écrivains, c'est-à-dire normalement privé de son salaire et de son logement, et, brisé par la campagne féroce engagée contre lui, fut contraint d'envoyer à *La Pravda* une lettre dans laquelle il « confessait ses fautes » (6 novembre 1958). Mais si la terreur réussissait à briser moralement un grand poète, elle s'arrêtait là : les écrivains rebelles se taisaient, mais ne se voyaient pas acculés à choisir entre la prosti-

(4) Le prix Nobel de littérature n'a jamais été attribué à un écrivain du « camp socialiste », mais il avait été accordé en 1953 à un grand écrivain comme Winston Churchill. L'attribuer à Pasternak en pleine période de réaction, et ce, manifestement, pour son *Docteur Jivago*, c'était lancer un défi aux bureaucrates.

tution et la déportation. Le contraste entre le déchaînement de certains dirigeants (comme le secrétaire des Komsomols) et la minceur des mesures politiques prises ne peut manquer de frapper. La victoire conservatrice était une victoire à la Pyrrhus, comme devaient le montrer les événements qui suivirent.

Deux conclusions peuvent se dégager du panorama que nous venons de tracer :

1° Contrairement à une thèse souvent avancée, le mouvement de libéralisation littéraire n'est pas un simple produit de décisions venues d'en haut et matérialisées par le vingtième congrès. Il traduit dans un secteur privilégié et d'une manière privilégiée la volonté d'émancipation qui soulève toutes les couches de la société soviétique, y compris la bureaucratie qui voulait se dégager du terrorisme stalinien dont elle a elle-même payé plus d'une fois le prix ! Et là réside en partie l'ambiguïté de ce mouvement de libéralisation littéraire. Toute classe dirigeante a besoin d'une parure d'intellectuels qui lui servent de bouffons ou de chantres. Que cette classe passe de la trique à la carotte et à la discussion, et les chantres ou bouffons peuvent user fort mal de la liberté qu'ils acquièrent.

2° Dès que le mécanisme de la terreur policière est faussé, les contradictions sociales, apparemment freinées, sinon annihilées, et en tout cas distordues par le camp de concentration et les exécutions sommaires s'expriment à nouveau dans toute leur plénitude. Il n'y a plus dès lors de contrôle absolu possible pour la caste dirigeante ; par là, comme on voit en U.R.S.S., les exigences démocratiques des masses tendent à s'exprimer confusément et à miner lentement tout l'édifice. Se pose alors le problème de la conscience, du lien entre les aspirations inconscientes des masses soviétiques et de l'expression d'une conscience révolutionnaire. Nous aborderons ce problème en examinant l'évolution de la littérature soviétique de 1959 à 1963.

L'année 1958 s'achevait donc sur un triomphe hystérique des staliniens. Une série d'œuvres du dégel, comme celles de *Moscou Littéraire*, avaient été « rayées » de la littérature soviétique : d'autres furent trafiquées. C'est ainsi que l'on avait exigé de Galina Nikolaeva qu'elle remanie son roman, *Bataille sur la route*, paru dans les numéros de mars, mai et juin 1957 de *Oktyabr*. Le roman fut réédité au cours de 1958 avec des coupures et des modifications : les développements sur l'incapacité de la bureaucratie à gérer la propriété collective et sur les persécutions politiques et antisémites furent soigneusement tamisés, suivant un procédé fréquent.

En décembre 1958, Kotchetov publie, avec les encouragements officiels, *Les Frères Erchov*, roman à clé qui traîne dans la boue un certain nombre de libéraux renommés ; la thèse de Vsevolod

Kotchetov est simple : les novateurs sont des carriéristes petits-bourgeois qui veulent profiter du dégel pour se tailler des places dans la société soviétique, au détriment des intérêts des ouvriers dont le parti défend vaillamment les valeurs de classe, et dont il est le meilleur garant. Voici quelques lignes qui permettront de juger de la violence du pamphlet — et, *a contrario*, du danger qu'a représenté le « mouvement libéral » en U.R.S.S. en 1956-57. L'action du roman se passe en 1956. Le passage que nous citons met en scène un jeune étudiant, Popov, âgé de 22 ans, type même de l'intellectuel dévergondé, opposant parce qu'il traduit l'influence de l'Occident pourri, outre lui plusieurs citoyens soviétiques honnêtes : deux jeunes femmes, Kapa Erchov et Zina ; deux jeunes gens, Kola et André Erchov :

« — Vous ne trouvez donc plus d'adversaires ? cria Popov. Toute cette bureaucratie, tous ces nouveaux dignitaires, toute cette saloperie ne vous gêne plus ? »

— Une seconde, citoyen, répondit calmement Kola, avez-vous rencontré beaucoup de ces dignitaires et de ces bureaucrates ? Ou bien les connaissez-vous seulement par la lecture de Novy Mir ?

— Ne vous emballez pas, camarade, s'écria quelqu'un à l'autre bout de la table. Le camarade Popov écoute « La voix de l'Amérique » et les émissions de « Free Europe ». Toutes ces saloperies lui ont tourné la tête... (Popov) : — Nous ne pourrions jamais extirper les conséquences du culte de la personnalité si nous ne nous attaquons pas au vieil appareil.

— Quel appareil ?

— L'appareil bureaucratique.

— Mais j'ai un père qui travaille dans cet appareil, dit la maîtresse de maison, Kapa, d'une voix très émue. Depuis son plus jeune âge, il a lutté pour le pouvoir des Soviétiques, pour le parti, pour le peuple. Il n'a jamais connu une heure de repos. Jamais ! Il a aujourd'hui le cœur complètement malade. Il a donné tout de lui à son peuple... Ce n'est pas la première fois qu'il (Popov) nous parle ainsi. Il veut nous détourner du chemin révolutionnaire. Il est pourri, complètement pourri.

— Qu'est-ce que tu dis là, Kapa, intervint à son tour Zina. On n'a pas le droit de parler comme ça. Popov n'a que 22 ans. Comment et où aurait-il pu devenir pourri ?

— Il y en a qui naissent pourris, dit André.

— Surtout quand il fait mauvais temps, qu'il pleut et qu'il y a de la boue, plaisanta quelqu'un. Bref, pendant la période du dégel. »

Ce roman venimeux connut un grand succès. Kotchetov avait sans doute suivi des consignes précises : s'il traînait dans la boue les libéraux, d'abord du point de vue politique, c'est manifestement parce que leurs idées avaient rencontré et rencontraient encore de l'écho...

Kotchetov fut vite récompensé de son zèle : au cours de l'automne 1960 le vieux Panferov mourut. La revue *Okyabr*, dont il avait fait un bastion libéral, restait sans directeur... Deux mois plus tard Kotchetov en était nommé directeur. Les libéraux perdaient alors le contrôle d'une revue importante, qui connaissait, après *Iounost*, le plus fort tirage des revues littéraires. Après un an et demi de « liberté », Kotchetov se voyait redonner le contrôle d'un organe de presse.

Le triomphe conservateur recevait une consécration administrative : en décembre 1958, l'Union des écrivains de la république de Russie, dont la création avait été décidée plus d'un an plus tôt, tenait son congrès constitutif. Présidée par le conservateur Sobolev, conservateur d'autant plus endurci que cet ancien officier de la marine tsariste, sympathisant des socialistes révolutionnaires, pas encore membre du Parti communiste, juge nécessaire de faire du zèle pour racheter sa jeunesse, cette union avait pour but de noyer les trop turbulents écrivains de Moscou sous le flot des provinciaux moins perméables aux idées subversives. Pasternak fut violemment attaqué à ce congrès et on y apprit que deux jeunes poètes, Khara-barov, devenu aujourd'hui stalinien, et Pankratov, qui subissaient l'influence pernicieuse de Pasternak, venaient pour cette raison de se faire exclure des Komsomols et qu'on les avait envoyés travailler dans les terres vierges.

En même temps que les conservateurs paraissaient l'emporter définitivement les soucis de la bureaucratie s'atténuaient : Imre Nagy, Maleter et leurs amis avaient été fusillés en Hongrie et le gouvernement Kadar ne s'en portait pas plus mal ; la Pologne se calmait : depuis l'interdiction de l'hebdomadaire *Po Prostu* l'agitation n'avait fait que décroître... Les intellectuels étaient partout mis au pas et les projets de constituer un syndicat autonome d'écrivains autour de *Moscou Littéraire* n'étaient plus que des souvenirs... Au moment même où l'extrême-droite triomphait partout les conditions d'une modification de la situation apparaissaient. Le troisième congrès des écrivains était prévu pour mai 1959... et du train dont les choses étaient parties il risquait d'être un fiasco pour le gouvernement soviétique placé en fait devant une véritable conspiration du silence de tous les écrivains libéraux...

De plus, par une de ces ironies dont l'histoire est coutumière, c'est au moment où la réaction paraissait victorieuse qu'entraît dans la littérature un jeune garçon d'allure frêle, au regard innocent, et qui allait bientôt se situer à l'« extrême gauche » de la poésie soviétique, l'écrivain le plus haï des ultra-staliniens : André Voznessenski.

Elève à l'Institut d'architecture, Voznessenski voit un incendie ravager ledit institut quelques semaines avant son examen final et ses projets flamber... Cet incendie est pour lui le symbole de l'embrasement de la Russie stalinienne, de l'écroulement du passé dans les flammes. Il écrit alors le fameux *Incendie à l'institut d'architecture*, son premier poème, qui ne sera publié que deux ans plus

tard. Ce qu'il décrit c'est l'écroulement de la Russie stalinienne dans un immense incendie qui balaie le passé :

*Incendie à l'Institut !
Dans les salles, comme un plan
D'amnistie vole par les prisons !
Au feu ! Au feu !...
Adieu, temps des limites. La vie
C'est la valse des foyers d'incendie.
Nous flambons tous.
Vivre c'est brûler...*

Dès novembre 1958, en plein déchaînement hystérique contre Pasternak, *Znamja* publie des poèmes, assez inoffensifs, de cet admirateur de Pasternak sous le titre symbolique de la volonté de renouvellement de la jeune génération : *Vingtième siècle*. *Novy Mir* publie le même mois un poème de lui sur Lénine.

LE TROISIEME CONGRES DES ECRIVAINS

En tout cas le vingt et unième congrès du Parti communiste qui se tient en janvier-février 1959, loin de marquer un nouveau pas en avant de la lutte contre les libéraux traduit une légère détente. Les réunions d'écrivains préparatoires au troisième congrès, entre janvier et mai 1959, provoquent une nette baisse de la tension. Pour traduire dans les faits sa bonne volonté le gouvernement retire Kotchetov de la direction de la *Literatournaia Gazeta*, en mars 1959, et le remplace par S. Smirnov, ce qui permettra à ce journal de publier pendant les travaux du congrès un long article de Paoustovski qui met en cause certains dogmes du réalisme socialiste.

Le troisième congrès des écrivains se tient en mai. Personne n'en attend grand chose. Après la traditionnelle adresse du Comité Central qui apprend aux écrivains qu'ils doivent « *montrer de façon vraie et vivante la beauté des exploits du peuple au travail... être les propagandistes passionnés du plan septennal et insuffler le courage et l'énergie au cœur des Soviétiques* », le rapport du secrétaire de l'Union des écrivains, A. Sourkov, développe interminablement les thèmes les plus éculés du réalisme socialiste. Tvardovski affirme prudemment la nécessité d'une politique libérale et d'une attitude compréhensive à l'égard des jeunes écrivains. Il souligne tout d'abord la qualité assez médiocre de la littérature soviétique, puis les tâches de l'écrivain soviétique en invoquant l'existence de lois esthétiques sans relier celles-ci à « l'esprit de parti » (la fameuse « *partinostj* ») et il terminait enfin par l'affirmation d'un éclectisme très loin du dogmatisme traditionnel :

« Quand moi, lecteur, je tombe sur un livre qui m'enchanté, qui me procure la vive joie de découvrir la vie dans ses images les plus éclatantes, je ne me soucie vraiment guère de savoir si tel aspect relève du romantisme ou bien du réalisme avec une pointe

de romantisme, ou bien de je ne sais quoi encore. Je suis simplement reconnaissant à l'auteur du cadeau qu'il m'a fait.»

Malgré ces lignes qui revendiquent pour l'artiste un vaste champ de liberté créatrice, il semblait que les travaux ennuyeux du troisième congrès ne donneraient rien. Ehrenbourg, M. Aliger, Doudintsev, Kaverine, Cholokhov et même C. Simonov ne prirent pas la peine d'y prendre la parole... Le congrès paraissait s'orienter vers la consécration d'un équilibre négatif entre les deux camps en présence lorsque Kroutchev prononça un discours qui fit sensation. Il réaffirma, bien sûr, la valeur des principes du réalisme socialiste. Il est probable d'ailleurs qu'il serait incapable de faire autrement : c'est la littérature qu'il aime naturellement... Puis il expliqua aimablement que, même s'il avait « exagéré et généralisé » un peu hâtivement les fautes qu'il dénonçait dans son livre, « Doudintsev n'avait jamais été et n'était pas un opposant au système soviétique » : lui-même n'avait pas lu le roman de Doudintsev, mais Mikoyan l'avait lu et jugé bon. Il ne connaissait pas grand-chose en littérature, continua-t-il ; en conséquence, personne ne pouvait départager les écrivains en présence sinon eux-mêmes :

« Vous pouvez dire : critiquez-nous, contrôlez-nous ; si une œuvre est mauvaise, ne la publiez pas. Mais vous savez qu'il n'est pas facile de décider de façon juste de ce qui doit ou ne doit pas être publié. Le plus simple serait de ne rien publier du tout, ainsi il n'y aurait pas d'erreurs... Mais ce serait une stupidité. Aussi, camarades, ne fatiguez pas le gouvernement avec de telles questions : résolvez-les vous-mêmes, en bonne camaraderie... »

Kroutchev ajouta enfin qu'il fallait laisser les jeunes écrivains faire eux-mêmes leur apprentissage : « Pour pouvoir apprendre à nager il faut avoir le droit de se jeter à l'eau ». Il faut être indulgent avec les jeunes écrivains s'ils commettent des fautes, car ces fautes ne sauraient être assimilées à des crimes : « Un écrivain, s'il est vraiment un écrivain soviétique, commet des fautes involontairement, et parce qu'il part de bases fausses ou qu'il a une connaissance incorrecte de la vie... ». Il conclut enfin d'un ton bonhomme :

« Si j'ai dit des bêtises, je pense que vous me pardonneriez... Je ne suis pas sûr de ne pas avoir fait de lapsus. C'est pourquoi je vous demande de ne pas être des juges sévères. »

Ce discours inattendu, comme Kroutchev les aime, apportait aux libéraux deux garanties fondamentales :

1° Une certaine liberté de manœuvre était permise puisque la distinction était établie entre « faute » et « crime » .

2° Et surtout le gouvernement disait aux écrivains : nous ne voulons pas nous mêler de vos conflits... C'est à vous de les régler vous-mêmes.

En contrepartie de cette énorme concession le gouvernement demandait aux écrivains d'opérer ce qu'il appelait un effort de « consolidation », c'est-à-dire de cesser de se battre. Mais sur ce terrain, privés de l'appui automatique de l'appareil de répression, les conservateurs étaient évidemment en position d'infériorité.

Des mesures organisationnelles vinrent traduire dans les faits le nouvel équilibre : Constantin Fédine, le Père Tranquille des lettres soviétiques, remplace Sourkov au poste de secrétaire général de l'Union des écrivains... Sourkov reste au bureau, mais il y est flanqué des deux hommes dont, à propos de l'affaire Pomerantsev, il avait réclamé et obtenu en 1954 la suspension de leurs postes de rédacteurs en chef de *Novy Mir* et d'*Oktyabr* : Tvardovski et Panferov.

Le troisième congrès des écrivains avait donc instauré un équilibre dans l'ensemble favorable aux libéraux, mais instable. Le principal problème qui se posera aux libéraux est le problème de la presse, capital pour la transmission de leurs thèses, d'autant qu'ils avaient décidé de ne pas livrer bataille dans les congrès mais par l'écrit. Si nous laissons de côté les quotidiens, *La Pravda*, *Les Izvestia*, directement sous le contrôle du parti, la situation se présentait ainsi 1959 :

a) Les organes favorables aux libéraux sont : la revue *Novy Mir*, dirigée par le poète Alexandre Tvardovsky, limogé en 1954 après l'affaire Pomerantsev, mais qui a retrouvé son poste en 1956 ; la revue *Iounost* dirigée par le vieil écrivain Kataiev, la revue *Ok*. Le journal tri-hebdomadaire, *La Literatournaia Gazeta*, est neutre.

b) Hésitante, mais plutôt favorable aux libéraux : la revue *Znamja* ; de même mais plutôt favorable aux conservateurs : *Meskva*.

c) Les conservateurs tiennent les revues *Don*, *Neva*, revue de l'Union des écrivains de Léninegrad, *Zvezda*, le magazine de masse *Ogoniok*, dirigé par le stalinien endurci A. Sofronov, le trihebdomadaire *Literatoura i Zihzn* dirigé par les ultra-staliniens Markov et Starikov.

La disposition de la presse est évidemment capitale pour la lutte qui s'engage... Or, nous allons voir que dans la période qui vient, au fur et à mesure que les libéraux s'affirmeront de plus en plus forts sur la scène littéraire... les organes de presse tendront de plus en plus à leur échapper.

3) L'émergence des jeunes poètes.

L'année 1960 est aussi marquée par un certain nombre d'événements positifs : coup sur coup paraissent les deux premiers recueils de vers du jeune poète, André Voznessenski, *Mozaïka*, imprimé à Vladimir, et *Parabola*, imprimé à Moscou. On y trouve

entre autres une dénonciation symbolique, brutale, du silence... définitif auquel la tyrannie condamne les poètes (*Les maîtres*).

D'autres réussissent, enfin, à s'exprimer comme le poète Boris Sloutski, qui écrivait déjà des poèmes antistaliniens sous Staline même et dont on édite alors le recueil : *Aujourd'hui et hier*, au titre significatif ; d'autres se confirment comme Eugène Vinokourov qui publie *Le visage humain* ; 1960 c'est aussi l'année où, pour la première fois depuis l'instauration du jdanovisme — depuis 1940 même — on publie un recueil de vers du poète futuriste, Khlebnikov, le prophète de « l'outre-raison », mort en 1922...

L'année 1961 allait être une année à scandales. Une fois de plus le courant se renversa lorsque le numéro de mai 1961 du *Kommunist* publia le discours que Kroutchev avait prononcé lors de la réunion qu'il avait tenue avec les écrivains — en compagnie de Souslov — pendant l'été 1960 ; l'essentiel de ce long discours était que Kroutchev s'y déclarait satisfait de l'activité des écrivains soviétiques et qu'il affirmait : « dans les conditions actuelles, nous avons la possibilité de redresser ceux qui font des fautes sans recourir à des mesures extrêmes ». Il ajoutait que « les échecs dans le travail, en particulier dans la création artistique, peuvent se produire chez ceux mêmes qui servent le peuple loyalement et fidèlement... »

LE SCANDALE AKSIONOV

La détente produite par la publication du discours de Kroutchev ne tarda pas à être troublée. Les numéros de juin et juillet de la revue Tounost contenaient un roman de A. V. Aksionov : *Le billet étoilé*. Aksionov, jeune romancier né en 1932, avait déjà publié, quelques mois auparavant, *Les collègues*. Comme cette première œuvre, *Le billet étoilé*, est un roman sur la jeunesse, mais d'aspect beaucoup plus critique... Au travers des aventures de deux frères, Victor et Dimka Denissov, Aksionov trace de la jeunesse soviétique un portrait fort peu conformiste. Qu'on en juge par cette sortie du jeune Dimka à son frère aîné, qui se prépare à une remarquable carrière scientifique :

« Tu penses que je rêve de marcher sur tes traces, que tu représentes un idéal pour moi ? Ta vie, Victor, elle a été tracée d'avance par papa-maman, alors que tu étais encore au berceau. Prix d'excellence à l'école, prix d'excellence à l'Institut, agrégatif, assistant de faculté, docteur, académicien... et quoi encore ? Mort, respecté de tout le monde ? Pas une fois dans ta vie tu n'as pris véritablement une décision, pas une fois tu n'as pris un risque. Foutaises, tout ça ! Nous n'avons pas encore eu le temps de naître que tout est déjà préparé pour nous, que notre avenir est déjà décidé ! Peau de balle ! Il vaut mieux être un clochard et courir d'échecs en échecs que d'être toute sa vie un petit garçon en train d'appliquer les décisions des autres. »

Le même frère aîné qui reçoit cette déclaration de révolte brûlante, doit combattre avec acharnement mille difficultés qu'il s'attire en soutenant des thèses scientifiques contraires aux thèses officielles. Son entêtement l'amène à être convoqué à d'étranges

manceuvres militaires où il trouve une mort accidentelle non moins étrange. Son jeune nihiliste de frère se fait un devoir de poursuivre son œuvre interrompue...

Cette peinture brutale et lyrique à la fois, critique et romanesque de la société soviétique déclencha la fureur des conservateurs. « *Un faux billet* », s'exclamèrent V. Kotov et I. Chvetsov dans *Literatoura i Jizn*; « *faux romantisme* », reprit L. Stichova dans « *Le jeune communiste* ». « *...exaltation du nihilisme* », déclarèrent tous les adversaires d'Aksionov.

Les remous provoqués par « *Le billet étoilé* » ne s'étaient pas apaisés que la revue *Iounost* récidiva : dans son numéro de septembre, en pleine préparation du vingt-deuxième congrès du parti, elle publia un scénario cinématographique de Victor Rozov, membre du comité de rédaction de la revue *A, B, C, D*. Les jeunes gens mis en scène étaient d'un optimisme tel que l'un d'eux, Volodia Fedorov, s'écriait :

« *Le globe terrestre dans son intégralité, il faudrait le faire sauter. Les anéantir tous ! Et que tout recommence au commencement avec les amibes. Peut-être que ceux-là auront plus de chance ! Hein !* ».

Les réactions à *A, B, C, D* se firent attendre... Le vingt-deuxième congrès arrivait et le sensationnel ne devait pas y manquer. *A, B, C, D* devait attendre modestement son tour, d'autant qu'un troisième scandale allait éclater...

Le numéro du 19 septembre 1961 de la *Literatournaïa Gazeta* contenait un poème d'Evtouchenko qui allait donner à ce dernier une renommée mondiale : *Baby Yar*. Il évoquait les atrocités de l'antisémitisme russe-tzariste et nazi, et s'étonnait de l'absence d'un monument pour commémorer ce « *ravin des bonnes femmes* », près de Kiev, où tant de Juifs avaient été massacrés par les nazis. Plaidoyer d'autant plus fort que l'auteur y affirmait avec le destin du peuple juif une solidarité assez étonnante dans une Union Soviétique où Staline a redonné toute son ampleur à l'antisémitisme de la Russie tzariste...

... O peuple russe

Je le sais

Au fond de toi

Tu es international

Mais souvent ceux dont les mains sont impures

Ont battu le rappel en ton nom...

... Le silence crie et tête nue

Je sens lentement mes cheveux blanchir.

Je ne suis plus qu'un seul cri sans voix

Au-dessus des milliers d'ensevelis.

Je suis chaque vieillard fusillé dans ce ravin.

Je suis chaque enfant fusillé dans ce ravin.

Et rien en moi ne l'oubliera !

Que tonne « *L'Internationale* »

Quand pour l'éternité

Sera enterré

Le dernier antisémite...

Quelques jours après, dans le journal *Literatura I Zizn*, un certain Starikov attaqua violemment *Baby Yar*, et son auteur était accusé de provocation antiléniniste :

« Pourquoi donc la direction du journal littéraire de notre Union permet-elle actuellement à Evtouchenko d'attenter au triomphe de la politique des nationalités de Lénine au moyen d'associations d'idées et d'évocations qu'on ne peut qualifier autrement que d'actes de provocations. »

Le numéro du 4 octobre de la *Komsomolskaia Pravda* publiait une critique modérée du poème. Pour le moment, en effet, l'important n'était pas là ; les scandales Aksionov, Rozov et Evtouchenko devaient être réglés après le vingt-deuxième congrès qui s'annonçait (17-31 octobre) : ce congrès fut parfaitement inattendu pour les observateurs étrangers comme pour les citoyens soviétiques qui n'en savent pas plus qu'eux... Mais il ne fait pas de doute, quand on en examine le déroulement, qu'il avait été soigneusement préparé. Pourquoi ce déchaînement brutal contre le clan conservateur en politique ? Nous n'en savons rien, et la réponse est d'autant plus incertaine que ce déchaînement ne fut suivi d'aucune mesure pratique. En tout cas Kroutchev ne fait pas deux choses contradictoires à la fois, même s'il les fait l'une après l'autre. Les affaires pendantes à gauche furent donc renvoyées à après le vingt-deuxième congrès qui devait surtout s'occuper de la vieille droite.

A part des déclarations retentissantes, il ne sortit pas grand-chose du vingt-deuxième congrès. Le déchaînement contre le groupe « antiparti » — qui ne fut l'objet d'aucune définition, d'aucune caractérisation politique — eut comme seules conséquences le retrait de Staline du mausolée et le rappel de Molotov de Vienne où il végétait alors dans une obscure commission : de tous ceux qu'ils attaquèrent, Kroutchev et ses amis n'osèrent toucher qu'à celui qui était mort depuis huit ans, semblables en cela aux dirigeants actuels de l'Union des étudiants communistes français.

Quatre écrivains prirent la parole à ce congrès : Choloikov, Tvardovski, Gribatchov et Kotchetov, ces deux derniers comptant parmi les staliniens les plus enragés. Le discours de Choloikov montra qu'on peut parfaitement être un bon écrivain et un plat individu. Il donna courageusement le coup de pied de l'âne au ministre de la culture en semi-disgrâce, Fourtseva, et critiqua avec virulence « les écrivains qui ne distinguent pas le blé du printemps du blé d'automne et confondent l'avoine avec l'orge... mieux vaut que ceux-là ne jouent pas aux conseillers. » Cette réduction de l'activité artistique au niveau du Larousse ménager est tout à fait caractéristique du stalinisme. Gribatchov alla un peu plus loin : en évoquant les égarements libéraux de l'été 1956 en des termes de valet :

« Il y a quelques années, notre littérature eut une crise de forte fièvre, parce qu'un petit groupe d'écrivains avait mordu aux appâts nullement subtils des pêcheurs d'âmes occidentaux. En ce

temps-là, on voyait préconiser — par des communistes parfois — une reconsidération de la ligne du parti en littérature, l'élimination de l'influence du parti sur la littérature. On voyait même exiger que tout fût publié et dans l'état où l'auteur l'avait écrit, sans rédacteurs, puisque, ainsi que s'exprima littéralement un orateur, « l'écrivain a le droit de divaguer ». Dans l'ensemble ce fut une expression littéraire du révisionnisme. Le Comité central du P.C.U.S. et, en particulier, N. S. Kroutchev, avec son tempérament polémique explosif, sa splendide fermeté pratique et son bon sens, apportèrent à notre littérature un secours rapide et efficace. L'orage qui gronda sur nos têtes un jour d'été balaya les ordures, rafraîchit l'atmosphère et fit place au beau temps. »

Kotchetov qui parla après Gribatchov et Tvardovski et répondit implicitement à ce dernier se chargea de tirer les conclusions actuelles du tableau un peu général et « historique » de Gribatchov. Outre son offensive directe contre la direction, jugée en fait capitulatrice, de l'Union des écrivains, il réaffirma que les novateurs étaient étrangers à la littérature soviétique en les ramenant à deux catégories complémentaires : les vieux écrivains séniles et les jeunes écervelés ; les uns et les autres parfaitement irresponsables :

« Il y a encore, dans le milieu des écrivains, des fabricants renfrognés de mémoires, qui regardent plus en arrière qu'aujourd'hui vers l'avenir, et qui, en vertu de cette vision tordue, avec un zèle digne d'un meilleur emploi, fouillent dans les poubelles d'une mémoire passablement éméchée pour ramener à la lumière du jour des cadavres littéraires depuis longtemps pourris et les faire passer pour quelque chose encore capable de vivre... Il y a aussi des poussins prosateurs et même poètes, encore barbouillés de jaune d'œuf, et qui meurent d'envie de se donner l'air de dangereux coqs de combat. »

Ces deux groupes d'écrivains sont pernicioeux parce qu'ils introduisent en U.R.S.S. l'idéologie que défendent les « écrivains capitalistes », idéologie désagrégratrice : *« Le monde de ces écrivains n'est pas large. Il a les dimensions d'une peau de mouton ou, pour être plus exact, du lit dans lequel se déroule l'action d'une multitude innombrable de romans, de récits, de pièces et de films occidentaux. »*

En face de cela le salut c'est la direction du parti, appelée discrètement à intervenir : *« Le Parti et son Comité Central se souviennent toujours de nous, ils ont toujours un souci paternel de la santé idéologique de notre organisation d'écrivains. »*

L'intervention de Tvardovski commence nettement par une critique des aspects retardataires de la littérature soviétique :

« Notre littérature n'a pas encore pu profiter pleinement des conditions favorables que lui avait faites le vingtième congrès... Le lecteur ne peut pas supporter le mensonge dans ce qui est l'essentiel, le fond... Or le défaut de beaucoup de livres, c'est que la vérité y fait défaut, c'est la circonspection d'un auteur qui se demande sans cesse ce qui est permis et ce qui ne l'est pas... Il y a là tout

« simplement un souvenir des procédés et des habitudes d'une époque de notre histoire caractérisée, en général, par un esprit de méfiance et de suspicion éminemment mortel en ce qui concerne la littérature et l'art... Le culte de la personnalité ; malheureusement, par l'effet de la force d'inertie, des échos du passé se font encore entendre dans la littérature, et, en général, dans la presse. »

Le congrès ne tranche rien des querelles littéraires dont les porte-parole du conservatisme ont tenté de souligner la gravité idéologique. Les écrivains élus au Comité Central sont A. Korneitchouk, déjà membre du C.C. sous Staline, V. Ermilov et Cholokhov, trois conservateurs plus ou moins flottants et opportunistes. Sont élus membres suppléants du C.C. Gribatchov, Tikhonov, Sourkov, trois apparatchiki, quoique le dernier nommé ait présenté des signes de flottements qui iront en s'aggravant..., et Tvardovski, déjà honoré du prix Lénine de littérature peu de temps auparavant.

De plus, la volonté mille fois répétée de « rétablir les normes léninistes » de la légalité et de la démocratie socialistes ne paraît pas présager un durcissement du parti dans le domaine littéraire, mais au contraire de nouveaux approfondissements du processus de libéralisation engagé. On assiste effectivement à un mouvement dans ce sens en même temps qu'à des mesures administratives destinées à réprimer certains « excès ». Ainsi tout en laissant aux écrivains une liberté plus grande le parti soulignait par des interventions intermittentes la permanence de son contrôle sur la vie littéraire.

On a un bon exemple de cette politique de balance dans la manière dont les trois scandales littéraires furent réglés.

Le rédacteur en chef de la *Literatournaia Gazeta*, Kosolapov, qui avait remplacé S. Smirnov, limogé le 15 décembre 1960 pour excès libéraux, reçut un blâme pour avoir imprimé un poème « politiquement nuisible », mais le rédacteur de *Literatoura I Zihn* fut limogé pour avoir publié une critique d'Evtouchenko « indigne d'écrivains internationalistes soviétiques ». *Literatoura I Zihn* sera finalement complètement supprimée en décembre 1962 et remplacée par l'hebdomadaire *Literatournia Rossia*. Enfin il fut décidé de passer désormais sous silence *Baby Yar*, qui n'est pas incorporé dans les deux recueils de vers l'Evtouchenko publiés en 1962 : *Un geste de la main* et *Tendresse*. On demanda aussi à Evtouchenko de remanier son poème, ce à quoi il finit par se décider, comme il l'annonça lors de son passage à Paris en février 1963.

L'affaire *Iounost* se termina d'une autre façon. D'abord *Le billet étoilé* ne fut pas imprimé en livre, alors que c'est le sort ordinaire de tout ouvrage publié au préalable en revue. Ensuite le rédacteur en chef de *Iounost*, V. Kataiev fut limogé et remplacé en février 1962 par Boris Polevoi, l'un des exemples les plus remarquables d'écrivains-policiers staliniens, Rozov gardant par ailleurs sa place au comité de rédaction. *Iounost* deviendra un organe si conservateur, sous la direction de Polevoi, que la *Komsomolskaia Pravda* elle-même s'en inquiétera en octobre 1962 ! Enfin Aksionov

est envoyé en mission dans l'île de Sakhaline, à l'autre bout de l'U.R.S.S. par Adjoubéi, gendre de Krouchev et rédacteur en chef des *Izvestias*. De retour au début de l'été il publie dans le numéro de juillet de *Novy Mir* deux contes qui prouvent que la leçon n'a guère porté.

La réunion plénière de l'Union des écrivains de Moscou des 4 et 5 avril 1962 accélérera de manière inattendue le processus de « détente »... La réunion avait été annoncée par tous les journaux littéraires. Les comptes rendus s'en font toujours attendre. C'est que ces deux jours-là la déstalinisation littéraire avait commencé à prendre un aspect dangereux. Une nouvelle direction — de quatre-vingts membres — devait être élue par les quelque 600 écrivains présents. Les élections furent marquées par les incidents suivants :

1° La section du parti raya d'elle-même trois sortants sur la listes des 76 candidats officiels qu'elle présentait elle-même, parce qu'elle prévoyait leur défaite certaine : Kotchetov, Gribatchov et A. Sofronov.

2° Sur les 76 candidats officiels, huit furent battus, parmi lesquels N. Abalkin, directeur de la rubrique littéraire de *La Pravda* et L. Sobolev, président de l'Union des écrivains de la Fédération de Russie.

3° Trois « gauchistes » fameux furent élus : E. Evtouchenko, A. Voznessenski et le critique littéraire Mariamov qui s'était signalé à l'attention un an plus tôt en publiant dans *Novy Mir* (janvier 1962) une critique impitoyable du dernier torchon de Kotchetov : *Secrétaire d'Obkom*.

Demitchev, le secrétaire du P.C. pour la ville de Moscou, traduit de manière savoureuse le désarroi où ces élections avaient plongé les officiels lorsqu'il déclara dans son discours de clôture : « *La voie était facile du temps du culte de la personnalité lorsque l'on savait très exactement ce qu'il fallait écrire, et ce qu'il fallait éviter* ». Aujourd'hui on ne sait plus très bien. Comment les bureaucrates peuvent-ils donc distinguer clairement le bon du mauvais ?

Pendant les mois qui suivirent le mouvement de libération littéraire s'amplifia. Les numéros de mars, avril, mai, de *Novy Mir* publient un grand roman de Iouri Bondarev : *Silence*, dont le meilleur résumé a été fait par un critique soviétique célèbre, A. Borchagovski : « *L'officier démobilisé, Serge Vokhmintsev, tombe dans le tourbillon des bouleversements et des conflits sociaux de la période la plus difficile du culte de la personnalité, lutte vaillamment contre ceux qui, en somme, faillissent à l'idéal du communisme, qui le trahissent* ». Outre les deux recueils de vers d'Evtouchenko dont nous avons parlé plus haut et qui sont tirés chacun à 100.000 exemplaires, la publication de *La Poire Triangulaire*, de Voznessenski, recueil de poèmes aussi moderniste de contenu que de présentation extérieure, tiré à 50.000 exemplaires, constitue le signe d'une évolution profonde. Dans une brève introduction Voznessenski, qui devait déclarer en janvier 1963 : « Je suis un fils coupable du réalisme

socialiste » (*Iounost*, 1963, n° 1), définit la naissance de son poème d'une manière qui est effectivement fort loin des canons du réalisme socialiste :

« Je travaille à une grande chose à sujet, sur la « découverte de l'Amérique »... Dans le cours du travail, les événements, la vie, les souvenirs, les paysages de Russie et la côte Balte firent irruption dans le récit et détournèrent l'auteur de la ligne qu'il s'était fixée. D'où la « découverte » de tous autres objets. Bouleaux, couchers de soleils et motocyclettes se sont mêlés aux personnages. Le poème sombra comme un navire trop chargé... Les vers se sont disposés à leur gré en dehors de toute thématique et de toute géographie... »

Ici s'élabore une doctrine de la création artistique qui rappelle les conceptions surréalistes, si honnies par les bureaucrates... Ces trois volumes d'Evtouchenko et de Voznessenski disparurent vite des étagères... tant leur succès fut immense. On raconte qu'avant même sa sortie le recueil d'Evtouchenko, *Tendresse*, avait reçu 300.000 commandes.

En juin 1962 sort le beau roman de Victor Nekrassov, *Kira Georgievna*, déjà publié dans le numéro de juin 1961 de *Novy Mir* et qui constitue la première grande œuvre littéraire soviétique qui tourne autour du problème des camps de concentration.

A la fin de septembre la nouvelle direction de l'Union des écrivains de Moscou tient son premier plénum, consacré à l'examen de l'œuvre des jeunes écrivains et qui doit préparer la réunion de l'Union des écrivains prévue pour le début de 1963. Deux rapports détaillés sont présentés, l'un sur la « jeune prose » par A. Borchagovski, l'autre sur la « jeune poésie » par J. Smeliakov.

La discussion qui suit ces deux rapports est extrêmement favorable aux jeunes écrivains. L'un d'eux, la poétesse B. Akhmadoulina, pouvait à juste titre déclarer à la fin de ce plénum : « Je pense que le temps a travaillé pour nous et que les circonstances nous sont maintenant favorables, à moi et à mes jeunes camarades. »

UNE JOURNÉE D'IVAN DENISSOVITCH...

Le 21 octobre, *La Pravda* publie *Les Héritiers de Staline*, d'Evtouchenko ; le 24 novembre, les *Izvestia* publient cinq poèmes antistaliniens de Boris Sloutsky ; le numéro de novembre de *Iounost* annonce l'entrée d'Evtouchenko et d'Aksionov dans le comité de rédaction de la revue ; le numéro de novembre de *Novy Mir* publie l'étonnant récit d'A. Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, récit de la vie dans les camps de concentration staliniens, salué par C. Simonov dans les *Izvestia* comme un grand événement. La *Literatournaia Gazeta* souligne la portée du récit en affirmant : « Tous ensemble nous devons nous jeter sur ce thème et répéter ce qui a été dit... le dialogue avec le lecteur s'est élevé d'un degré, et cela

c'est nouveau. Beaucoup de choses dont on pouvait se contenter encore récemment deviennent tout simplement sans intérêt et dépassées » (22 novembre). Le 27 novembre un écrivain ultra-conservateur, I. E. Elsberg, est exclu de l'Union des Ecrivains de Moscou comme « provocateur » et « délateur volontaire », accusé d'avoir fait envoyer, sous Staline, des gens en prison et qui n'en sont jamais revenus. Le 30 novembre, les jeunes poètes soviétiques réunissent un auditoire de plus de 15.000 jeunes moscovites enthousiastes pour écouter leurs vers au Stade Lénine. On apprend en même temps que l'organe conservateur de l'Union des Ecrivains de la Fédération de Russie, *Vitoratoura I Lihrn*, va être supprimé à la fin de décembre.

Cette poussée libérale paraît bien se faire avec l'accord le plus complet de la direction du parti comme en témoignent la publication d'Evtouchenko et de Sloutsky dans les quotidiens du parti et le fait que la publication d'*Une Journée d'Ivan Denissovitich* ait été votée à la majorité par le Comité Central. Evtouchenko d'ailleurs souligne dans les *Héritiers de Staline* :

*Le parti m'a ordonné de ne pas m'apaiser.
On peut me dire : calme-toi !
Je ne saurais être calmé.
Tant qu'il y aura sur la terre
Des héritiers de Staline
Il me semblera que Staline
Est encore dans le mausolée (5).*

Pas décisif peut-être, une exposition de peinture et de sculpture « abstraites » s'ouvre à Moscou la dernière semaine de novembre. Et c'est alors que le courant se renverse brutalement.

4) Retour de Staline ?

En même temps qu'on annonçait la suppression de *Literatoura i Zihn* on annonçait aussi la suppression de *Moskovski Literator*, l'organe de l'Union des Ecrivains de Moscou, réclamée par Gribatshov au 22^e congrès.

Dans les premiers jours de décembre, Kroutchev, visitant une exposition de peinture et de sculptures, critique violemment les œuvres « abstraites » qui y étaient exposées. Il déclare : « *Un art comme celui-ci est étranger à notre peuple, celui-ci le rejette. Il faut que réfléchissent à cela les gens qui se prétendent des artistes, mais qui font des tableaux de telle sorte qu'on ne comprend pas s'ils ont été dessinés par la main d'un homme ou barbouillés par la queue*

(5) Il est amusant de penser que ce poème a été publié en même temps qu'un article qui accusait Staline de collusion... avec Trotsky en 1918 !

d'un âne. Il leur faut comprendre leurs erreurs et travailler pour le peuple.» Soulignant le contraste avec l'évolution qui s'était produite dans les mois précédents, M. Tatu écrivait dans le *Monde* : « *L'offensive brutale, déclenchée contre les tendances non-conformistes dans les arts graphiques et dans la peinture a fait ici l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein.* » (4-12-63.)

Le ciel allait vite se couvrir de nuages... Quelques jours plus tard Johanson conservateur modéré, était remplacé au poste de président de l'Académie des Beaux-Arts par un conservateur endurci, Vladimir Serov. Le 17 décembre, les dirigeants du P.C.U.S. réunissent les représentants de l'intelligentsia auxquels le responsable à la propagande, Ilytchev, adresse un discours encore très modéré de ton. Il affirme entre autres, ce qui est assez curieux si l'on songe à ce qui va suivre : « *Le Comité Central de notre parti est satisfait de l'état des choses dans le domaine culturel : la culture progresse sur une base saine, dans une voie juste, au pas avec l'époque. Notre art porte.* » Il note pourtant : « *Malheureusement, les tendances formalistes ont commencé à se répandre non seulement dans l'art figuratif, mais aussi dans la musique, dans la littérature, dans le cinéma.* » C'est pour faire face à ce danger que les dirigeants du parti organisent la première réunion depuis près de deux ans et demi entre dirigeants du parti et intellectuels. Après ce discours et une brève allocution de Kroutchev, une véritable discussion très confuse s'engage. Gribatchov réclame la liquidation de l'Union des écrivains de Moscou. Evtouchenko prend la défense du sculpteur « abstrait » Neizvestny contre les attaques d'Ilytchev et surtout de Kroutchev. L'ancienne bagnarde des camps staliniens, Serebriakova, se lance dans une attaque brutale contre Ehrenbourg. En fait, il semble qu'un nouvel équilibre moins favorable qu'en octobre mais acceptable s'instaure. C'est ce que vient confirmer le discours prononcé par Ilytchev le 26 décembre par la commission idéologique du comité central du P.C.U.S. : il affirme bien : « *Nous ne pouvons que saluer la recherche de nouvelles formes artistiques. Mais cette recherche ne peut être féconde que si elle est orientée dans la bonne direction. Accepter le formalisme et l'art abstrait, c'est admettre l'existence des idéologies différentes. C'est emprunter une mauvaise voie.* » Mais d'un autre côté il souligne qu'il ne faut pas craindre : « *que les critiques par le parti de certaines déficiences dans la vie artistique ne fassent revivre dans le pays l'atmosphère qui existait au temps du culte de la personnalité. C'est là une grosse erreur ; le parti ne tolérera plus de chasses aux sorcières ni de mises à l'index.* »... Presque en même temps, le 24 décembre, *La Pravda* de Léninegrad signalait le cas d'un citoyen soviétique, Rudolf Friedmann, devenu espion américain par son amour de l'art abstrait... Au début de février le général Epichev, qui a remplacé il y a quelques temps Golikov à la direction politique des forces armées soviétiques, déclarera plus nettement que la pénétration de l'art occidental décadent dans les troupes soviétiques est un facteur de démoralisation de l'armée rouge !

Le jour même du discours d'Ilytchev le rédacteur en chef de la *Literatournia Gazeta*, le libéral Kossolapov, est limogé pour avoir retardé la parution d'un article hostile à l'art abstrait. Il est remplacé par un conservateur obtus, Tchakovski. Trois semaines plus tard le comité de rédaction du journal est remanié : deux écrivains célèbres, et de tendances libérales, Solooukhine et Bondarev, en disparaissent ; ils sont remplacés par G. Markov, I. Smeliakov et E. Osietrov, dont seul le premier est un droitier. Dans l'ensemble, bien que le jeune poète R. Rojdesvenski, reste au comité de rédaction, le journal littéraire soviétique le plus important est passé dans le camp conservateur, ce qui se marquera, par un aveu involontaire, par la disparition quasi-totale de la poésie des colonnes de ce journal qui en était auparavant si prodigue.

Contrairement à ce à quoi l'on pouvait s'attendre les choses n'en restent pas là. L'offensive conservatrice s'amplifie. I. Ehrenbourg est le premier visé : par un article violent de Lakhtionov (*Pravda*, 4 janvier), puis trois semaines plus tard par un article perfide de V. Ermilov (*Izvestia*, 29 janvier), qui reproche à Ehrenbourg d'avoir été le complice conscient de Staline. Ehrenbourg a été trop consciemment le bouffon sanglant du « petit père des peuples » pour qu'il puisse se défendre autrement qu'en retournant l'accusation à ses accusateurs. Mais il ne peut évidemment suggérer que ceux qui l'accablent aujourd'hui ont leur part de sang sur les mains, à commencer par le sinistre Kroutchev, instrument de la répression contre les cadres communistes ukrainiens...

Une nouvelle étape est franchie avec la réunion élargie entre les dirigeants du parti et les écrivains qui se tient les 7 et 8 mars 1963. Ilytchev porte le coup de grâce à Ehrenbourg en l'accablant sous des citations « du temps passé »... L'attaque contre les jeunes écrivains se fait en même temps plus brutale et les opportunistes prennent le vent. Cholokhov déclare par exemple : « *Il y a longtemps que je voulais critiquer Ehrenbourg...* », alors que, le 17 décembre 1962, il lui avait ostensiblement apporté son soutien en face des attaques de Serebriakova. Kroutchev prononce un grand discours dont le quart est consacré à une semi-réhabilitation de Staline et dans lequel il attaque assez violemment les écrivains V. Nekrassov, C. Paoustovski, A. Voznessenski, V. Kataïev. Il prend par contre la défense d'Evtouchenko dont il dit que la conduite en France a été satisfaisante.

Une semaine plus tard, le président de l'Union des écrivains de Moscou, St. Chipatchev, est relevé de ses fonctions et remplacé par le conservateur Markov. La forteresse du libéralisme doit être ainsi démantelée. Quinze jours plus tard, nouveau durcissement qui prend des aspects assez étonnants. Le quatrième plénum de l'Union des écrivains soviétiques se réunit les 26, 27 et 28 mars. Le même Evtouchenko, à qui Kroutchev avait donné un satisfecit le 8 mars, se voit contraint à une pénible autocritique qu'il exécute. Un semblable changement de situation laisse penser que le tournant accompli

par Kroutchev dans le domaine artistique lui a été plus ou moins imposé par une opposition assez puissante pour faire attaquer le 28 mars un poète dont Kroutchev s'est déclaré content le 8 mars. La *Pravda* juge d'ailleurs insuffisante l'autocritique du poète, attaquée pour avoir fait publier en France une autobiographie, jugée présomptueuse, et certainement gênante pour le pouvoir, dans la mesure où l'antistalinisme qui s'y étale n'a pas la seule valeur tactique qu'il a pour la bureaucratie soviétique. Les attaques contre la jeune littérature sont générales à ce plénum. Tikhonov, qui avait manifesté des velléités libérales en décembre 1962, se rattrape en prononçant un discours d'alignement total aux nouvelles directives. Voznessenski est contraint lui aussi à une autocritique qu'il fait en restant dans des limites honorables. R. Rojdestvenski, B. Akhmadoulina, A. Tvardovski, V. Nekrassov, qui refuse de se soumettre, I. Ehrenbourg, A. Borchagovski, Chipatchev, A. Soljenitsyne, A. Sourkov et B. Polevoi eux-mêmes, sont accusés d'avoir cédé au vent de la mode libérale.

A l'offensive conservatrice appuyée par l'appareil gouvernemental, les écrivains « libéraux » répondent dans leur immense majorité par un retrait dans le silence total. Podgorny constate avec stupéfaction que pour V. Nekrassov qui a refusé de faire son autocritique devant la section de l'Union des écrivains de Kiev, « *avouer publiquement ses erreurs est pour un communiste un manque de respect à soi-même* ». Le respect de soi-même aux yeux d'un bureaucrate !

Il apparut assez vite que l'offensive avait fait long feu. Le 18 juin, Ilytchev expliquait : « *Notre tâche n'est pas d'excommunier les artistes soviétiques mais de les aider à comprendre leurs fautes artistiques et idéologiques* ». Une déclaration de ce genre marque un net recul : les jeunes écrivains visés sortaient en effet du domaine purement littéraire : ainsi lorsque Aksionov déclarait au journal polonais *Polityka* qu'il faudrait bien un jour demander des comptes aux responsables de 1937, ou lorsque le jeune romancier Gladiline évoquait avec mélancolie, dans un roman par la bouche d'un vieux militant, « *les années où nous discussions avec fièvre jusqu'à nous injurier, de Trotsky, de nos vieux professeurs ou de la N.E.P.* ».

Dès le moment où les dirigeants du parti eux-mêmes acceptaient que le problème de la lutte entre novateurs et conservateurs soit essentiellement littéraire, ils étaient conduits à relâcher leur pression. C'est ce qui se produisit : aucun des directeurs de revue ne fut limogé, à commencer par Tvardovski, secrétaire de rédaction de *Novy Mir*, le bastion du libéralisme, dont on avait annoncé le remplacement par le stalinien éhonté Vl. Ermilov, qui avait dénoncé, entre autres, Maïakovski comme trotskyste. En août, les *Izvestia* publièrent un long poème de Tvardovski, *Vassili Tiorkine dans l'autre monde*, satire assez vive de la bureaucratie stalinienne. Depuis, tous les écrivains exorcisés ont reparu dans les revues : Evtouchenko,

puis Nekrassov et Voznessenski, et enfin B. Okoudjava. Kroutchev a démenti l'exclusion de V. Nekrassov du P.C.U.S., exclusion qu'il avait annoncée lui-même. Aucun de ces écrivains n'a pourtant confessé ses fautes, à l'exception d'Evtouchenko en mars 1963. Sans doute un certain nombre de jeunes écrivains ont-ils adopté une attitude de compromis assez douteuse, comme Aksionov et R. Rojdestvenski, tandis que le vieil Ehrenbourg jouait au résistant farouche et inébranlable, et cela peut être considéré par le pouvoir comme un demi-succès. Mais ce demi-succès est plus que contrebalancé par le recul piteux qu'il a été forcé d'effectuer devant une conspiration du silence qu'il n'a pu sérieusement ébranler, même en envoyant quelque temps Voznessenski en usine pour l'exemple. Entre le besoin qu'a le régime de son intelligentsia et les exigences de liberté de cette intelligentsia la conciliation apparaît sans cesse plus boiteuse. Sans doute la faiblesse qu'étale la bureaucratie dans ce domaine ne peut-elle avoir pour elle de conséquences graves aussi longtemps qu'elle ne trouvera en face d'elle comme force plus ou moins autonome qu'une fraction de l'intelligentsia. Elle ne subit pour le moment que des égratignures. Mais lorsque les conditions objectives s'y prêtent il suffit d'une égratignure pour que la gangrène se déclare. Inconsciemment, c'est ce à quoi les écrivains dits libéraux préparent la voie.

J.-L. SIMON.

Qu'ils disent la vérité aux travailleurs hongrois

Dans son numéro de décembre 1963, la revue hongroise Tarsadalmi Szemle (Revue de la société), organe mensuel du parti, s'est efforcée de répondre, dans la rubrique intitulée « Consultation », aux questions importantes et « insolubles » qui préoccupent « l'opinion publique élargie ». Il paraît que ce sont surtout deux problèmes épineux qui surgissent au cours des discussions et des conversations. L'opinion publique hongroise, qu'on avait habituée aux proclamations victorieuses, trouve incompréhensible la discussion sino-soviétique et sa dégradation progressive. De même, la nouvelle selon laquelle il a fallu acheter une quantité de blé aux pays capitalistes a, elle aussi, produit l'effet d'un coup de foudre.

Le soupçon se forme que tout ne marche peut-être pas aussi bien que « dans le meilleur des mondes possibles ». C'est pourquoi la revue Tarsadalmi Szemle, avec le concours de « spécialistes », a répondu aux questions qui lui causaient le plus de soucis. Mais ces deux réponses ne sont qu'un tissu de mensonges. Dans ce qui suit, nous nous proposons de fournir au lecteur quelques données permettant d'aboutir à une vue plus correcte.

La politique agraire hongroise à la lumière de la question du blé

Le 26 décembre, le gouvernement des Etats-Unis donnait licence de livrer pour 15,4 millions de dollars de blé américain à la république populaire hongroise... Qu'on ne s'y trompe pas ! Tout cela se passait à la fin de 1963, après le 22^e congrès du P.C. soviétique, qui avait lancé le mot d'ordre de la construction du communisme, et après le VIII^e congrès du P.C. hongrois, qui avait annoncé qu'on avait établi, en Hongrie, les bases du socialisme. Tout cela arrivait quatre ans après la collectivisation de l'agriculture hongroise, au cours de la troisième année du deuxième plan quinquennal.

Les « spécialistes » de la revue Tarsadalmi Szemle posent la question : « Comment se fait-il que certains pays capitalistes soient capables d'exporter des céréales, tandis que nous ne pouvons pas même couvrir nos besoins avec nos récoltes nationales ? » (N^o 12 de décembre 1963). En effet, comment cela se fait-il ?

Rappelons, pour commencer, qu'au cours de 1963 ce n'est pas uniquement la Hongrie, mais aussi l'Union Soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne Démocratique et la Bulgarie qui ont été obligées d'acheter du blé, pour plusieurs centaines de millions de dollars, aux Etats-Unis, à l'Argentine, au Canada et à l'Australie. L'expédition de ces importations est actuellement en cours, et les livraisons se sont mêmes étendues à d'autres céréales. Nous n'avons pas encore à notre disposition de données concernant l'ensemble de ces achats, mais, selon une information datée du 8 février (Neue Zürcher Zeitung du 11 février 1964), la société de produits alimentaires Cargill Inc. a signé avec l'U.R.S.S. un contrat portant sur environ 53 millions de dollars, aux termes duquel elle s'engageait à livrer 1,7 million de tonnes de blé d'hiver (cela, alors que l'U.R.S.S. avait déjà acheté 13 millions de tonnes de blé au Canada et à d'autres pays).

Les « spécialistes » de la revue Tarsadalmi Szemle sont prodigues en données concrètes : ils en fournissent même tellement qu'ils parviennent à embrouiller totalement la question.

A cet effet, nos statisticiens devaient procéder de la façon suivante : a) il fallait parler de la question du blé comme si elle n'était qu'un problème d'ordre technique, spécifique et conjoncturel ; b) cela fait, on devait soigneusement l'isoler du problème complexe de l'agriculture hongroise prise dans son ensemble ; c) puis dissimuler

son interdépendance d'avec les problèmes analogues, qui se posent dans les autres pays du Comécon ; d) enfin passer sous silence les rapports de la Hongrie avec l'économie mondiale, et surtout avec l'économie capitaliste.

Car, en lui-même, le fait que la Hongrie a dû importer près du quart de ses besoins en blé (60 à 70.000 wagons) n'est pas encore tragique. En effet, la part de l'industrie dans le revenu national est supérieure à 60 %, ce qui rend théoriquement possible l'achat de blé sans que cela pose de problèmes. Mais la situation réelle commence à nous apparaître quand nous constatons que les emblavures constituent plus de 25 % des terres arables. Les conclusions auxquelles conduit l'analyse comparative de ces données sont encore aggravées si l'on tient compte du fait que la production moyenne par hectare est très basse. Entre 1958 et 1964, la production moyenne par hectare se situait entre 7 et 10 quintaux, ce qui dépasse à peine le niveau d'avant-guerre, et place la Hongrie très loin derrière les pays capitalistes avancés. Les pays de l'Ouest ont, en général, réussi à doubler leur production moyenne d'avant-guerre. Le Marché commun, qui est lui-même importateur, la France exceptée, atteint pourtant la moyenne enviable de 21 à 23 quintaux par hectare. La différence de production à l'hectare est donc d'environ 8 quintaux. Mais le retard réel est plus grand encore car, dans l'agriculture hongroise, travaillent 1.870.000 personnes, c'est-à-dire 35 % de la population active ; ce qui montre que le coût de production est encore bien plus élevé que ne l'indiquent les chiffres précédents, et souligne la structure archaïque du secteur agricole. Certes, il y a en même temps une forte migration de main-d'œuvre de la campagne vers les villes ; mais cette mobilité sociale, qui est, en principe, un processus normal et favorable, devient ici un phénomène négatif, compte tenu du niveau technique arriéré du secteur agricole. Il n'y a pas lieu d'insister ici sur cette contradiction. Mais il faut ajouter que, tandis qu'en Hongrie la consommation du pain est un élément de base de l'alimentation, en Occident son importance est en baisse. En dernière analyse, la question du blé est donc un problème très complexe, qui touche à de multiples aspects de la vie économique du pays.

Mais, pour la bureaucratie, tout est très simple, y compris la question du blé. Le quotidien Népszabadság, par exemple, résumait ainsi, pendant la session parlementaire d'automne, la situation économique du pays : « Notre politique économique, dont les principes ont été récemment établis par le VIII^e congrès du parti, a tenu ses promesses, nos objectifs économiques sont corrects, réalistes et bien fondés. » Si quelques difficultés arrivent tout de même à

(1) Le hold vaut un peu moins de 2 hectares.

« s'infiltrer », comme c'était le cas tout dernièrement pour la question du blé, ce n'est qu'un pur hasard. L'optimisme des dirigeants s'accroît en proportion même de l'aggravation de la situation de l'agriculture. Selon l'exposé fait au parlement par Jenö Fock, membre du bureau politique, dans son rapport sur la situation économique : « ... Sur la base des rapports socialistes de production, devenus dominants, les conditions subjectives et objectives de l'économie des grandes exploitations modernes se développent de plus en plus. » C'est là précisément le contraire de la réalité !

Derrière la question du blé se cache la crise de l'agriculture hongroise, qu'on peut de moins en moins dissimuler. Le trait le plus caractéristique de cette agriculture est que le plan n'y est jamais exécuté. Le tableau est effarant : la culture est stagnante, le cheptel diminue d'année en année. L'année 1963 a été l'une des plus mauvaises : l'agriculture n'a assuré que 49 % du pain du pays (!), et elle a produit 454.000 tonnes de blé de moins qu'en 1962, année où il avait déjà fallu importer 25 % des besoins du pays ! En même temps, le gouvernement se vante de ce que la mécanisation de l'agriculture est excellente (54.000 tracteurs), de ce que le taux moyen d'engrais chimiques employés a atteint 120 kg par hold, et de ce que la collectivisation de l'agriculture s'est consolidée. D'où vient alors la crise ? Des caprices du climat ? Mais le climat est également capricieux dans les pays capitalistes ! Le paysan hongrois serait-il négligent ? Il suffit de poser ces questions pour que les « explications » de la bureaucratie apparaissent sous leur vrai jour.

Les faiblesses générales les plus flagrantes, telles que l'état arriéré des techniques, la production moyenne par hold très basse, les coûts de production très élevés, sont, à la vérité, les fruits d'inconséquences économiques en série, et les efforts concentrés dans un seul domaine n'apportent pas et ne peuvent pas apporter les changements souhaités.

« Les « spécialistes » du gouvernement expliquent la crise par la diminution des emblavures. Mais leur réduction temporaire, par suite du gel, de la sécheresse, des inondations, etc., excuses que l'on rabâche sans arrêt, ne peut absolument pas être un facteur qui agisse continuellement. Un autre facteur, qui joue un rôle infiniment plus considérable, et au sujet duquel les « spécialistes » gardent un silence prudent, c'est la collectivisation forcée. Réalisée du jour au lendemain, elle a changé d'un seul coup, sans aucune transition, la répartition des cultures, au détriment des céréales, du blé en particulier. En d'autres termes, le gouvernement a libéré le paysan cossu du fardeau de la culture des céréales, moins rentables, mais d'un grand intérêt pour l'état, et il a transféré ce fardeau, dans l'espace d'une seule année, sur les épaules fragiles des jeunes coopératives mal

organisées. Pendant ce temps, le paysan cossu se tournait vers les parcelles individuelles cultivées de manière intensive, et se moquait du blé.

Cela se manifeste comme suit dans les chiffres :

PRODUIT BRUT AGRICOLE EN 1962
(Népszabadság du 17 juillet 1963)

Fermes d'état	21 %
Coopératives	39 %
Parcelles individuelles	40 % (!)

En même temps, la fraction commercialisée de la production agricole totale (1) était : pour les fermes d'état, de 76 % ; pour les parcelles individuelles, de 33 %. Si, par contre, nous examinons la proportion de la production commercialisée en provenance, soit des cultures, soit de l'élevage, nous obtenons le tableau suivant :

	1951	1962
	—	—
Cultures	67 %	44 %
Élevage	33 %	56 %

Il est donc clair que le problème du blé jette une lumière particulière sur les déficiences organiques de l'agriculture collectivisée tout entière.

Que propose le gouvernement pour résoudre le problème ? La formule simpliste, déjà largement dépassée au Moyen Age, selon laquelle « ... l'année prochaine, nous sèmerons du blé sur une surface plus grande ». Mais nous nous permettons de demander : si, dès 1962, la surface des emblavures était trop faible, pourquoi ne l'a-t-on augmentée que de 13 à 15 % ? Cette affaire ne dépend pas d'un simple calcul arithmétique. La réduction des emblavures, comme « explication » de la crise, ne sert qu'à embrouiller le problème.

On ne peut pas augmenter indéfiniment les emblavures, surtout pas en Hongrie. Primo, parce que l'ensemble de la surface arable dépérit et diminue. Durant les cinq dernières années, on n'a pratiqué la fertilisation physique ou chimique que sur 564.000 holds ; par contre, rien qu'en 1963, les surfaces arables ont diminué de 250.000 holds. Une grande partie des coopératives réservent les meilleures terres pour les pâturages (la vache paie mieux que le blé, surtout celle qui est la propriété privée du paysan, mais s'engraisse

(1) C'est-à-dire tout ce qui n'est pas conservé par les paysans : ventes à l'état et sur le marché.

sur les pâturages de la coopératives !) ; c'est sur ces terres aussi que l'on plante les forêts et, comme vient de nous l'apprendre l'exposé fait au parlement par le ministre de l'agriculture, à côté des terres arables nationales de 8,8 millions de holds, on enregistre 4 millions de holds de terres « fortement érodées » et « épuisées ».

Secundo, on ne peut pas augmenter indéfiniment les superficiesensemencées en blé, parce que l'agriculture du pays doit tenir compte des positions d'ensemble du Comécon, et des obligations qui lui sont imposées à l'intérieur de celui-ci. Si nous pouvons en croire Népszabadság (8 mai 1963), la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie ont reçu pour tâche, au nom de la « spécialisation », de développer, sur un rythme accéléré, les cultures fruitières et maraîchères, dans le cadre du développement de l'exploitation intensive. Ce changement structurel ne pourrait, en principe, que bénéficier à l'agriculture hongroise, si l'exécution partait réellement de considérations soigneusement pondérées, quant à l'état et aux possibilités actuels de l'agriculture. Mais que disent les faits ? Déjà, dans le deuxième plan quinquennal, après un an à peine de pratique de la grande exploitation, le gouvernement a fixé comme objectif à l'agriculture 200.000 holds de nouvelles plantations de vigne et presque autant de vergers, et une augmentation de 25 % de la surface maraîchère. Ainsi, la bureaucratie s'est lancée, sans aucune préparation, dans la réalisation immédiate d'un vieux rêve populiste, celui de la « Hongrie des jardins ». Il est caractéristique que les bureaucrates roumains ne soient pas enthousiasmés, réflexion faite, par les perspectives du Comécon ; ils ont même réussi à exporter 500.000 tonnes de blé vers l'U.R.S.S. ! Cela prouve que les bureaucrates, même s'ils pensent que tout leur réussit, ne choisissent pas forcément tout de suite la solution la plus stupide. Ce dernier point est caractéristique des Kadars seulement.

Tertio enfin, on ne peut pas augmenter à l'infini les emblavures, parce que l'effort fait pour produire davantage de produits commercialisables exige la culture de denrées susceptibles d'être exportées, tels que la vigne et les arbres fruitiers, dont la surface cultivée fut triplée par le deuxième plan quinquennal (!). Pour ne pas parler des plantes industrielles...

Ces problèmes très importants de structure sont aggravés par l'affolement et le manque d'organisation incroyables qui caractérisent le travail du gouvernement. A quoi bon, par exemple, la campagne de presse, lancée au cours des travaux d'automne et qui dura des mois, puisque jusqu'à la fin de 1963, alors que le gouvernement employait encore un système d'achat qui évoquait les époques les plus misérables ? Ce système ne garantissait que pour un an

les prix d'achat, y compris, bien sûr, celui du blé. Cette « politique » d'achat caricaturale, caractérisée par le fait que le gouvernement, qui ne représente personne, se réserve le droit de fixer les quota d'achat, conduisit tout naturellement à la réduction de la production du blé.

Pourrait-on, par conséquent, appeler cette « politique » qui vit au jour le jour, une planification à long terme (ne fût-ce qu'à un ou deux ans) ? L'affolement des « dirigeants responsables » aggrave aussi les maux provenant des problèmes de la disproportion structurelle de l'agriculture. Vouloir forcer la réalisation de la « Hongrie des jardins », dans des circonstances où il faudrait d'abord parler des conditions de cette réalisation, exprime la pression des paysans enrichis, grâce au rôle de dirigeants qu'ils jouent dans les coopératives, plutôt que les objectifs mûrement étudiés et résolument poursuivis de la planification.

Prenons seulement la question de l'irrigation. Est déjà suspecte la croissance rapide de la superficie irriguée : 20.000 holds en 1949, 380.000 holds en 1962, 450.000 holds (!) en 1963. Cette croissance reflète le renforcement des paysans enrichis, qui vivent auprès des grandes villes et bénéficient de la rente différentielle, et qui sont surtout intéressés par la production maraîchère, parce qu'elle paie mieux que celle des céréales. « Notre parti et notre gouvernement » ne peuvent pas résister à cette pression. Cela est prouvé par le fait qu'on veut déjà irriguer un demi-million de holds en 1964 (!), bien qu'on manque de main-d'œuvre qualifiée, et que la mécanisation soit faible. Il faudrait deux fois plus d'ingénieurs, trois fois plus de techniciens et 30 à 40 % de plus de mécaniciens et d'ouvriers-irrigateurs. En 1963, par exemple, dans le département de Bacs-Kiskum, qui possède de nombreuses exploitations intensives, et qui est un des meilleurs départements agricoles du pays, dans 25 % des coopératives de produits maraîchers, il n'y avait pas de jardinier qualifié !

Les causes du déclin de la production du blé sont donc multiples et complexes. On peut y trouver un mélange d'intentions générales concernant l'ensemble du Comécon, et de mesures inhérentes à l'incohérence de la politique économique. Il serait difficile de séparer les unes des autres. Nous pouvons ajouter que, dans ces conditions, les intentions de la bureaucratie, voire ses volte-face qui accumulent faute sur faute, ne pourraient être corrigées que par des mesures qui — nolens, volens — renforceraient les éléments petit-bourgeois et semi-capitalistes de l'agriculture.

Pour essayer de camoufler la situation alarmante de la production du blé, le gouvernement jongle avec les chiffres. C'est ainsi que

les « spécialistes » de la revue Tàrsadalmi Szemle rangent le maïs parmi les céréales de consommation alimentaire. Mais depuis quand le peuple hongrois mange-t-il de la semoule de maïs ? Par ailleurs, le gouvernement a acheté plusieurs milliers de tonnes de maïs aux Etats-Unis. La conclusion des « spécialistes » c'est que, coûte que coûte, le niveau de vie a quand même augmenté. Mais c'est là une affirmation audacieuse ! Le VIII^e congrès du parti avait prévu l'augmentation de 10 à 17 % des salaires réels à la fin du deuxième plan quinquennal. Au bout de deux ans, on dit que le salaire réel par tête a « à peine » augmenté. (Il est vrai que Rezső Nyers parle, dans le numéro de février de la revue Tarsadalmi Szemle, d'une augmentation de 11 %, mais cette petite phrase, que le dirigeant principal de l'économie a laissé tomber « en passant », perd beaucoup de sa valeur, par le fait qu'il a mentionné le revenu réel. Sur la base de quels revenus évalue-t-il ces 11 % ? Que signifie, dans ces conditions, l'augmentation de la consommation ? Cela veut principalement dire que la population commence à savourer le plaisir de l'invention du capitalisme à la recherche de marchés, à savoir l'achat à crédit, système qui la précipite dans un endettement croissant.

L'élévation du niveau de vie n'est possible que sur la base de l'augmentation du revenu national prévu par le plan. Mais, pour cela, il est absolument indispensable de couvrir le pouvoir d'achat avec des marchandises industrielles et agricoles. Cela veut dire, même pour les bureaucrates, que l'agriculture, qui a une production très faible, doit réaliser son plan, autrement il n'y a pas de possibilité d'élever le niveau de vie. D'autant moins que la population des pays du Comécon dépense encore 50 % (!) de son revenu pour ses achats alimentaires. Dans de pareilles circonstances, on ne peut que d'une seule manière compenser cette situation : par des achats à l'étranger, par lesquels l'état prend temporairement la « charge » du niveau de vie sur ses épaules, sous forme d'une dette ou de dépenses supplémentaires effectives. Cela ne pourrait pas durer éternellement, même si l'état choisissait cette solution. Et la vérité est que la contradiction entre la demande accrue et la production faible s'exprime, depuis 1960, donc depuis le commencement du deuxième plan quinquennal, par la hausse accélérée des prix de l'alimentation, et par conséquent par la diminution des salaires réels. Dans ces conditions, il ne peut pas être question d'élever le niveau de vie, et nous nous en remettons au jugement de nos lecteurs pour décider si, dans la situation actuelle de l'agriculture, la tentative gouvernementale de ramener les prix des produits alimentaires au niveau de 1960 pourrait réussir, et à quel prix !

Les « spécialistes » de la revue Tàrsadalmi Szemle racontent

sur des pages et des pages combien il est dangereux que les pays capitalistes accumulent des stocks considérables de blé, et combien il serait important, pour la Hongrie, d'augmenter le rendement, et cætera, et cætera. Mais ils ne soufflent pas un traître mot de la raison pour laquelle l'Union Soviétique n'a pas rempli les engagements de livraisons de blé pris par elle dans les traités bilatéraux. Ce qui a provoqué la pénurie actuelle de blé hongrois, c'est justement le fait que la bureaucratie hongroise a basé l'importation du blé, et avec elle la transformation structurelle de l'agriculture hongroise sur l'espoir de livraisons de blé soviétique de plus en plus importantes.

Ràkosi et consorts, qui conduisirent le pays à la catastrophe, savaient très bien que les livraisons de blé soviétique qui suivirent la deuxième guerre mondiale n'étaient pas assises sur des bases économiques tangibles et réelles, mais qu'elles avaient plutôt un caractère politique. Cela fut d'ailleurs confirmé par les déclarations que Kroutchev fit en 1963, où il dit que, tandis que Staline exportait du blé vers l'étranger, on mourrait de faim quotidiennement en U.R.S.S. Ainsi, les Kadars devaient être au courant de la situation catastrophique de l'agriculture soviétique. Il ne leur fallait que feuilleter les numéros de La Pravda du 16 décembre 1958 et du 15 septembre 1963, où les comptes rendus de Kroutchev démontraient suffisamment que, à la mort de Staline et après, la production de l'agriculture soviétique par tête d'habitant était plus basse qu'avant la révolution d'Octobre (!) et que l'approvisionnement en denrées alimentaires était tombé, en 1953, au niveau de 1928.

Entre 1953 et 1958, les kroutchéviens ont amélioré la situation. Mais par quels moyens ? Par une méthode lourdement déficitaire : par le défrichage des terres vierges du Kazakstan et de la Sibérie, c'est-à-dire par l'augmentation des superficiesensemencées, qui n'avait rien à voir avec le développement qualitatif de l'agriculture.

A partir de 1958, on commençait déjà à sentir l'échec total de la politique basée sur les terres vierges, et une nouvelle crise s'abattait alors sur l'agriculture soviétique, crise qui atteignit son point culminant justement en 1963. C'est alors, et pour cela, qu'on découvrit la grande importance de la chimie, à laquelle — prenons-en bien note — on attribue les mêmes qualités miraculeuses qu'auparavant aux terres vierges. Pour montrer la stupidité d'une « politique » agraire basée sur les livraisons de blé soviétiques, citons encore une donnée révélatrice : la production moyenne de blé en U.R.S.S., pour les années 1957-60, était de 121 millions de tonnes ; or, en 1963, selon Népszabadság (24 janvier 1964), l'état soviétique ne put acheter

qu'une quantité déjà bien inférieure, 44,8 millions de tonnes de céréales, sur son territoire (7).

Des différences aussi fantastiques, qui prouvent largement le fiasco total de la politique agraire stalinienne, frappèrent doublement l'agriculture hongroise. Le pays ne reçut pas de blé, et n'en recevra pas d'ici quelque temps. Il a fallu en demander aux pays capitalistes, comme font les autres pays du Comecon (sauf la Roumanie). Les perspectives d'approvisionnement par l'étranger, voire par les pays capitalistes, bouleversent la balance du commerce extérieur et réduisent le rythme de la croissance industrielle, comme cela est déjà arrivé. Mais l'importance de la facture que les capitalistes présenteront, ou ont déjà présentée, au pays, sera plus grande.

En ce qui concerne les perspectives de l'agriculture hongroise pour l'année prochaine, il est caractéristique que la campagne d'ensemencement de l'automne dernier, organisée avec un tapage particulier, a complètement bouleversé les changements structurels intervenus au cours du 2^e plan quinquennal. Les « sages » dirigeants s'affolent d'une façon ridicule, organisent des campagnes au lieu d'agir de façon réfléchie, et veulent chaque année boucher un autre « trou ». Cette année il aurait fallu, à vrai dire, arrêter le dépérissement du cheptel, ou au moins prendre des mesures énergiques pour essayer de le faire. Cette tâche restera-t-elle pour 1965 ?... quand on s'apercevra que la « maison brûle » de ce côté aussi ??

Au cours des trois dernières années, le produit brut de l'agriculture n'a atteint qu'un tiers du plan original. Plus tard, on a naturellement modifié ce plan, mais on n'a réalisé que la moitié du plan tronqué. En même temps, l'agriculture dévore à peu près 20 % de l'investissement total, pour ne pas parler des investissements supplémentaires dont ce secteur bénéficie constamment. Qui pourrait, par conséquent, prendre au sérieux l'optimisme gratuit de la propagande ?

Le problème du blé ne peut pas être séparé de la totalité de la réalité hongroise actuelle. La vérité est que les bases les plus importantes et indispensables pour la création d'une agriculture à caractère socialiste ne sont pas encore assurées jusqu'à nos jours. La base technico-industrielle, c'est-à-dire économique nécessaire à une telle agriculture, n'y suffirait pas encore. Si on prétend construire le socia-

(1) Il faut noter que les achats de l'état sont toujours inférieurs à la production totale, mais que, dans ce cas particulier, ce chiffre s'explique par la baisse de la production.

lisme dans les campagnes, avec les exploitations collectives dirigées par les paysans cossus, et des salaires au rendement basés sur l'« intérêt personnel », et en excluant complètement le contrôle de la classe ouvrière (sans même parler de la direction de la classe ouvrière), alors on ne peut naturellement pas parler de la construction du socialisme, même si, dans ce cas, les prémisses technico-industrielles existaient.

Dans les conditions données, c'est-à-dire avec le pouvoir de la bureaucratie, il n'y a finalement pas de guérison définitive possible. Encore moins, si nous tenons compte du fait qu'une solution satisfaisante de la question ne peut qu'être le fruit de la révolution socialiste, réalisée dans les pays capitalistes. C'est le seul moyen de sauver l'économie de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires de l'effondrement.

Pourtant, et en dépit du retard de la révolution mondiale, il serait possible d'épargner les coups les plus cuisants par une politique vraiment socialiste. On ne peut pas, du jour au lendemain, collectiviser l'agriculture, même en présence des meilleures conditions. Ce n'est pas une affaire de propagande. Surtout pas, quand les conditions les plus élémentaires font défaut. On peut encore moins aller dans cette voie en engraisant la petite bourgeoisie de la campagne, au détriment de la grande masse de la paysannerie pauvre, et surtout des masses laborieuses des villes. Enfin, il ne faut pas oublier que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu, surtout, de faire de l'aventurisme économique.

Mais la bureaucratie a fait exactement ce qu'elle n'aurait pas nécessairement dû faire, même dans les conditions données. Par là, elle a davantage justifié nos convictions, qu'il n'y aura pas d'ordre, ni dans le pays en général, ni dans l'agriculture en particulier, tant que la classe ouvrière n'aura pas chassé la bureaucratie et pris le pouvoir par le truchement de ses conseils. C'est uniquement le pouvoir des conseils qui est capable de réaliser la véritable alliance ouvrière et paysanne et de diriger et d'organiser, sur cette base, l'économie du pays. Mais pour cela, il faut liquider la caste bureaucratique.

R. ALBERT.

S. P. E. L.

5, rue de Charonne - PARIS (11^e)

L. TROTSKY :

De la révolution, relié, 656 pages	39,00
comprenant « Cours Nouveau », « La révolution trahie », « La révolution défigurée », « La révolution permanente »).	
Histoire de la révolution russe, relié	39,00
Staline	12,00
Ma vie, édition intégrale	12,00
Journal d'Exil	20,00
Terrorisme et communisme	4,40
Ecrits (1928-1940), Tome I	10,00
Tome II (Où va la France)	5,00
Tome III (Allemagne-France)	16,00
Vie de Lénine (Jeunesse), ouvrage rare	26,00
Les crimes de Staline	12,00
La révolution permanente (vient de paraître)	4,95

LENINE :

Œuvres complètes, en cours de publication. Actuellement disponibles les tomes 1, 2, 4, 14, 20 à 29, 31, 32, 33, 34 et 36. Chaque volume	7,00
---	------

R. LUXEMBOURG :

Grève générale, parti et syndicat	4,80
La révolution russe	4,80
Assemblée nationale ou conseils ouvriers ?	0,50

BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY :

L'A.B.C. du communisme (Préface de P. Broue)	18,30
--	-------

K. MARX et F. ENGELS :

La nouvelle gazette rhénane (Tome I), vient de paraître	25,00
---	-------

I. DEUTSCHER :

Trotsky (Tome I, Le prophète armé)	24,00
--	-------

P. BROUE :

Le parti bolchevique, relié, 632 pages	39,00
--	-------

P. BROUE et E. TEMIME :

La révolution et la guerre d'Espagne, 544 pages	30,00
---	-------

E. MANDEL :

Traité d'économie marxiste, 2 volumes	45,00
---	-------

G. LUKACS :

Histoire et conscience de classe	19,50
--	-------

COLLECTION « ARCHIVES » :

Les procès de Moscou, présentés par P. Broue (vient de paraître)	4,95
L'œil de Moscou (Humbert Droz)	4,95
Le Congrès de Tours, présenté par A. Kriegel	4,95

D. GUERIN :

Les luttes de classes sous la I ^{re} République (2 volumes), rare	12,50
Front Populaire, révolution manquée	18,50

L. TROTSKY :

L'U.R.S.S. en guerre, polycopié	1,00
Les Etats-Unis socialistes d'Europe	0,40
Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste ..	0,30
90 années de manifeste communiste	0,40
Léon Sedov	1,00
L'état ouvrier, thermidor et bonapartisme	0,60
Discussions sur le programme transitoire	0,50
Le programme de transition, imprimé	1,25
Le marxisme et notre époque	0,90
Bolchevisme et stalinisme	0,50
Ma Vie (édition condensée par Trotsky)	6,00

LISSAGARAY

Histoire de la Commune de 1871

(relié)

Vient de paraître

32 francs

Envoi franco contre mandat au C.C.P. 6032-01, Paris

Peut fournir tout ouvrage.

TABLE

EDITORIAL	I
DECLARATION DU COMITE INTERNATIONAL	7
F. FORGUE : <i>LE CONFLIT SINO-SOVIETIQUE</i>	11
1° <i>La révolution chinoise</i>	13
2° <i>Les contradictions de la construction du « socialisme dans la seule Chine »</i>	24
3° <i>La bureaucratie russe contre la révolution chinoise</i>	37
4° <i>Les conséquences du conflit sino-soviétique dans le mouvement ouvrier international</i> ..	49
J. STERN : <i>LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ITALIEN</i>	62
J.-L. SIMON : <i>L'EVOLUTION DE LA LITTERATURE SOVIETIQUE DE STALINE A AUJOURD'HUI</i>	84
R. ALBERT : <i>QU'ILS DISENT LA VERITE AUX TRA- VAILLEURS HONGROIS</i>	115

INFORMATIONS INTERNATIONALES

N° 1 : La Chine des cent fleurs aux communes populaires.

N° 2-2 bis : Perspective mondiale : le socialisme.
*(Résolution sur la situation internationale adoptée
par la Socialist Labour League en 1961.)*

N° 3 : Sur la rupture du « bureau latino-américain »
avec le « Secrétariat International ».

N° 4 et 5 : A propos des *Cahiers philosophiques* de
Lénine (deux articles de C. Slaughter, traduits de
« Labour Review »).

N° 8 à 12 : Documents sur la discussion menée entre la
Socialist Labour League de Grande-Bretagne et le
Socialist Workers Party des Etats-Unis (comportant
notamment la résolution politique adoptée par le
congrès du S.W.P. de juin 1961, « Les problèmes de
la IV^e Internationale et les prochaines étapes », docu-
ment adopté par le comité politique du S.W.P.
« Le trotskysme trahi », document adopté par le
comité national de la S.L.L.

*Ces cahiers ronéotypés sont en vente à la S.P.E.L.,
5, rue de Charonne, Paris (11°)
C.C.P. : S.P.E.L. Paris 6032-01*

